

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°405

DECEMBRE 2018

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
des Ministères français des Affaires étrangères
et de la Culture*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Maquette et mise en page : Şerefettin
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **ROJAVA: DONALD TRUMP ANNONCE LE RETRAIT DE SES TROUPES ET ABANDONNE LE ROJAVA À LA VINDICTE D'ERDOĞAN**
- **TURQUIE: DEMIRTAŞ MAINTENU EN PRISON, LES GRÈVES DE LA FAIM S'ÉTENDENT, ARRESTATIONS MASSIVES**
- **IRAK: À BAGDAD COMME À ERBIL, FORMATION DIFFICILE DE NOUVEAUX GOUVERNEMENTS**
- **IRAN: LES ASSASSINATS DE KOLBARS, SUJET TABOU EN IRAN**
- **PARUTIONS RÉCENTES**

ROJAVA: DONALD TRUMP ANNONCE LE RETRAIT DE SES TROUPES ET ABANDONNE LE ROJAVA À LA VINDICTE D'ERDOĞAN

Le mois de décembre a été marqué par l'annonce surprise le 19 par le Président Donald Trump du retrait de Syrie des troupes américaines. Cette décision, prise semble-t-il lors d'une conversation téléphonique avec le Président turc et sans consulter ses conseillers, a pris de court jusqu'aux responsables du Pentagone, provoquant la démission quasi-immédiate du Secrétaire à la défense Jim Mattis puis de l'envoyé américain auprès de la coalition anti-Daech Brett McGurk. De nombreux responsables politiques américains ont qualifié cette décision de trahison

des Forces démocratiques syriennes (FDS), les alliés de Washington contre Daech sur le terrain, maintenant isolés face aux menaces d'invasion turques. Un titre du journal suisse *Le Courrier* résume bien ce sentiment: «Trump sacre le Sultan»... Le Pentagone, dont les responsables avaient dernièrement multiplié les mises en garde contre un retrait trop rapide, s'est refusé à tout commentaire. En France, la ministre des Armées Florence Parly, a estimé le 21 que Daech n'avait pas été totalement éradiqué et que la coalition avait «encore du travail à accomplir» (AFP).

Les FDS ont déclaré le lendemain qu'un retrait américain permettrait à Daech de «se reconstruire»... Mais malgré le danger existentiel que leur fait courir cette décision, elles ont indiqué vouloir poursuivre la lutte contre Daech dans l'Est syrien où l'organisation est maintenant acculée dans une poche à la frontière irakienne. Leur porte-parole, Mustafa Balî, a précisé que «la décision américaine [n'avait] pas encore d'impact sur le terrain», ajoutant cependant qu'en cas d'attaque turque, l'offensive s'arrêterait (AFP).

À Afrîn, tout juste sortie de violents combats entre plusieurs fac-

tions djihadistes toutes soutenues par la Turquie, les YPG ont attaqué 2 bases: celle de la faction «Sultan Mourad» à Zere (2 combattants tués), puis l'Armée syrienne libre le 1^{er} à Babila (3 combattants tués). Le lendemain, s'est ouvert à Amouda le «Forum international sur le nettoyage ethnique et les changements démographiques à Afrîn», 3 jours de témoignages sur les exactions (*Rûdaw*). Le 13, le ministère turc de la Défense a annoncé la mort d'un militaire touché par des tirs depuis Tell Rifaat, peut-être pour justifier une attaque sur le Rojava, les FDS n'ayant pas revendiqué d'action. Le 16, l'explosion (non revendiquée) d'une voiture piégée au marché al-Hal d'Afrîn, près d'une position de combattants pro-turcs, a tué au moins 4 d'entre eux et 5 civils, et fait selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (*OSDH*) plus de 20 blessés (*AFP*). Le même jour, s'est tenue à Derîk, sous l'égide de la coalition anti-Daech, une réunion entre le PYD, les YPG et une délégation des «Rojava pechmergas», entraînés et équipés par le Kurdistan d'Irak, qui avaient participé aux combats contre Daech avec le PDK. Le PYD, qui n'a jamais accepté la présence de cette force au Rojava, a rejeté leur proposition de prendre position à la frontière turque (*Rûdaw*). Le 29, des snipers des YPG ont tué près de Jendairis, à la frontière turque, 3 combattants de la «Légion *al-Sham*» (*AMN*).

Les menaces turques contre le Rojava, encore amplifiées après l'annonce de Trump, ont été reprises par les djihadistes pro-turcs de l'opposition syrienne. Le 30 novembre, Ahmad Osman, commandant de la brigade «Sultan Mourad», avait déjà annoncé les préparatifs d'une attaque sur l'Est de l'Euphrate, accusant le «PKK [de] faire semblant de combattre Daech [alors qu'] en réalité il n'y a aucune pré-

sence de Daech à Raqqa, Hassaké et Tell Abyad», ajoutant: «Le seul problème est la présence de troupes américaines dans la région» (*Ahwal*). Le 12 décembre, le Président turc avait annoncé une offensive «dans les prochains jours [...] pour sauver l'Est de l'Euphrate de l'organisation terroriste séparatiste», tandis que Youssef Hammoud, le porte-parole de la coalition syrienne pro-turque, *al-Jaish al-Watani* (l'«Armée nationale»), indiquait que des entraînements supervisés par des officiers turcs avaient commencé... (*AFP*) Le 15, la Coalition nationale de l'opposition syrienne a exprimé son soutien à une opération turque «en collaboration avec l'Armée syrienne libre» (*Asharq al-Awsat*), tandis que la responsable de la diplomatie européenne Federica Mogherini demandait à la Turquie de «s'abstenir de toute action unilatérale»... Cependant, le 20, M. Erdoğan a de nouveau promis d'éliminer les djihadistes et les milices kurdes du Nord de la Syrie (*AFP*). Mais le lendemain, il a annoncé reporter l'attaque aux «prochains mois», le temps que la décision de retrait américain prenne effet sur le terrain. La Turquie a poursuivi la concentration d'unités militaires et de djihadistes de l'opposition syrienne le long de la frontière du Rojava. Selon l'*OSDH*, «quelque 35 chars et autres armes lourdes, transportés à bord de porte-chars, ont traversé [...] le poste-frontière de Jerablous»; une centaine de véhicules militaires sont arrivés à al-Bab (*Hürriyet*), des canons lourds ont été positionnés à Kilis, et d'autres troupes tout le long de la frontière, jusqu'à Sanliurfa (*AFP*). Des accrochages se sont produits au nord d'Alep entre FDS et rebelles pro-turcs, et le 24 M. Erdoğan a repris ses menaces (*AFP*).

La pression turque est particulièrement intense sur la ville straté-

gique de Manbij, où se trouvent avec les combattants du Conseil militaire de la ville, affilié aux FDS, des militaires américains et français. Malgré le début en novembre de patrouilles conjointes américano-turques et la mise en place début décembre par les militaires américains de postes d'observation le long de la frontière, des djihadistes soutenus par la Turquie ont attaqué des positions FDS près de la ville. Le 4, les YPG ont annoncé avoir arrêté en juillet quatre membres de cellules dormantes de *Qiyam*, un mouvement soutenu par les services secrets turcs (MIT) et responsable depuis des mois d'attentats et assassinats au Rojava. Des bombes artisanales, des armes et des munitions ont été saisies.

Le 7, la Turquie a demandé aux États-Unis le démantèlement de ses postes d'observation frontaliers, une demande implicitement rejetée le 11 par le Pentagone, qui a annoncé que leur mise en place était terminée (*AFP*). Par ailleurs, la Turquie accuse toujours les Américains de ne pas réellement appliquer la «feuille de route» pour Manbij négociée en mai 2018, qui prévoyait, outre les patrouilles conjointes turco-américaines, le départ des YPG. Le 14, M. Erdoğan a déclaré «Soit vous nettoyez la ville et faites sortir [les YPG], soit nous entrons également dans Manbij». Le 26, Cherfan Darwich, porte-parole du Conseil militaire de la ville, a déclaré: «Les patrouilles de la coalition sont toujours en place, rien n'a changé», ajoutant: «Nous sommes prêts à repousser toute attaque» (*AFP*).

À l'annonce du retrait américain, le CDS a pris diverses initiatives diplomatiques pour assurer la sécurité du Rojava. Le 21, ses 2 coprésidents Riad Darrar et Ilham Ahmed ont été reçus à Paris par des conseillers du Président français, auxquels ils ont exposé leurs

inquiétudes et demandé un soutien diplomatique et militaire. Ilhan Ahmed a déclaré ensuite au journal français *Le Monde* avoir demandé que les militaires français demeurent au Rojava, au moins pour l'instant, et que la France fasse pression sur la Turquie, son alliée au sein de l'OTAN, pour éviter une attaque qui ferait courir des risques à toute l'Europe si elle permettait aux prisonniers djihadistes des Kurdes de s'évader. Selon *Reuters*, les diplomates français auraient indiqué discuter avec les Américains sur la nécessité de poursuivre la lutte anti-Daech. Le CDS a également demandé l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus des territoires qu'il contrôle (*Kurdistan 24*), reprenant une idée lancée le 4 par le représentant américain pour la Syrie, James Jeffrey. Rappelant la zone d'exclusion créée en 1991 au-dessus du Kurdistan d'Irak, celui-ci avait suggéré un dispositif identique au-dessus du Nord-Est syrien, qui pourrait être confié aux Nations Unies (*Rûdaw*).

Le président français Emmanuel Macron ayant déclaré le 23 «regretter profondément» la décision américaine, estimant qu'un allié «se doit d'être fiable», la Turquie a mis en garde le 25 la France contre tout soutien aux FDS (*AFP*). Le 27, la ministre française de la Défense a déclaré que «la mission de ses troupes déployées en Syrie n'avait pas changé», ajoutant que la batterie d'artillerie lourde «*Force Wagram*» continuait depuis l'Irak à appuyer l'offensive des FDS contre les dernières poches djihadistes près de Hajin. Des photos de militaires français patrouillant entre rebelles pro-turcs et combattants pro-FDS à Manbij sont apparues sur Internet. Le 30, le Représentant du Rojava en France, Khaled Issa, a rencontré François Hollande pour «examiner la situation en Syrie». L'ancien président a déclaré sou-

haiter que la communauté internationale prenne position pour faire cesser des menaces turques qui risquent d'entraîner une recrudescence du terrorisme au-delà de la Syrie (*RojInfo*).

Les Kurdes se sont également tournés vers Damas: dès le 21, les FDS ont indiqué être prêtes à remettre Manbij au régime s'il leur garantit une certaine autonomie (*Spoutnik*). Le même jour à Moscou, une délégation des FDS a demandé l'envoi de forces régulières et non de milices chiites pro-iraniennes, comme celles envoyées à Afrîn avant l'invasion turque. Suite à ces contacts, l'opposition syrienne pro-turque s'est inquiétée que le départ américain n'aboutisse à un retour du régime dans les zones tenues par les Kurdes et a demandé à Washington de se coordonner avec elle (*AFP*). De son côté, le Conseil national kurde de Syrie (ENKS), proche du PDK irakien et dans l'opposition au PYD au Rojava, n'en a pas moins appelé la communauté internationale à «empêcher une invasion turque à l'Est de l'Euphrate», une position semble-t-il due aux crimes perpétrés à Afrîn depuis l'invasion turque (*Kurdistan 24*). La presse turque pro-AKP (*Hürriyet*, *Daily Sabah*) a cependant préféré insister dans plusieurs articles publiés le 27 sur les divergences entre ENKS et PYD.

Le 25, l'armée syrienne est entrée dans la zone séparant Manbij à l'Ouest des zones tenues par les rebelles pro-turcs. Selon des sources pro-turques, un convoi comprenant une quarantaine de transports de troupe, deux chars, des camions et des véhicules blindés a pris position à l'entrée de la ville d'Arimah. Le 27, des bruits ont couru sur la possibilité d'une médiation égyptienne, après une visite à Manbij d'officiers du Renseignement de ce pays... L'éventualité d'une nouvelle

invasion turque en Syrie semble inquiéter plusieurs pays arabes (*Kurdistan 24*). Le 28, l'armée syrienne a affirmé être entrée dans Manbij, une information démentie aussi bien par l'OSDH que des responsables locaux et le Centcom (Commandement central américain). La Turquie a exprimé sa colère en déclarant que «les terroristes n'ont pas le droit de faire appel à qui que ce soit», et le président turc a exprimé des doutes sur la présence effective de militaires syriens: «Ils ont peut-être hissé leur drapeau mais il n'y a aucune certitude sur ce qui se passe là-bas» (*AFP*). Le 31, les YPG ont indiqué avoir accepté le retour de l'armée syrienne à Manbij «pour se concentrer sur la lutte contre Daech» (*Spoutnik*).

Par ailleurs, après l'annonce initiale, l'orientation américaine semble avoir évolué. Le 23, Donald Trump parlait déjà d'un départ «lent et extrêmement coordonné» avec la Turquie, et si le Pentagone n'a pas encore arrêté de position officielle, plusieurs officiers ont suggéré que les FDS conservent les armes fournies pour lutter contre Daech. Le 30, le sénateur républicain Lindsey Graham a indiqué après un déjeuner avec le Président que celui-ci était d'accord pour «ralentir» le retrait et avait promis de discuter avec les Turcs à propos de la création d'une zone tampon...

Malgré toutes ces incertitudes, les FDS ont poursuivi leur offensive contre Daech. Les combats ont été particulièrement acharnés, les djihadistes acculés étant les combattants les plus aguerris de l'organisation. Début décembre, les *Jaysh al Thwar* («Armée des rebelles»), une unité FDS arabe ayant déjà combattu à Kobanê en 2014, ont repoussé une attaque lancée le 30 novembre sur 3 fronts près de Hajin, Baghouz et Soussa (*WKI*). Le 4, le commandant FDS Redur

Xelîl a annoncé la prise avec le soutien aérien et d'artillerie de la coalition de plusieurs quartiers de Hajin, où se sont ensuite déroulés de violents combats. Selon l'OSDH, entre le 4 et le 6, les FDS ont «libéré plus de 1.000 civils, majoritairement des femmes et des enfants» (AFP). Le 7, neuf civils dont 6 enfants ont été victimes d'une frappe aérienne. Le 9, après une contre-offensive de Daech qui lui a permis de reprendre une grande partie de Hajin, les FDS ont amené en renfort 500 combattants, portant leur effectif total à 17.000, et ont le 10 pris le contrôle de l'hôpital central de Hajin, où s'étaient retranchés les djihadistes, ainsi que la ville de Hawama (*Kurdistan* 24). Le 12, après avoir repoussé plusieurs contre-attaques à la voiture piégée, elles tenaient 70% de la ville, les combats se poursuivant autour de poches djihadistes, dans les

quartiers Est et à Baghouz au Sud. Le 12, les FDS ont annoncé avoir «libéré le centre-ville et la grande mosquée» et avoir tué 71 djihadistes. Le 14 enfin, l'OSDH a annoncé la prise de la ville, les djihadistes étant désormais confinés à ses lisières et dans un réseau de tunnels (AFP). Le 23, alors qu'une contre-attaque était repoussée et que des combats se poursuivaient autour d'al-Chafaa, Soussa et Baghouz, les FDS ont annoncé avoir aidé à fuir plus d'un millier de civils retenus par Daech et tué au total 97 djihadistes. L'OSDH a estimé que depuis dix jours, plus de 5.500 personnes avaient fui les combats, «majoritairement des familles de djihadistes», parmi lesquels tentaient de se dissimuler des combattants. Le 25, les FDS ont annoncé en avoir repéré 262 parmi les civils. Le 27, l'OSDH a estimé que 11.500 civils avaient fui depuis la prise de Hajin, 15.000

depuis septembre, et que les FDS détenaient 700 combattants (AFP).

Le sort des prisonniers, dont 584 femmes et 1.250 enfants, continue de préoccuper leurs pays d'origine... Le 26, un tribunal belge a ordonné le rapatriement sous 40 jours de six enfants belges sous peine d'une astreinte de 5.000 € par jour et par enfant. La Belgique avait justifié son inaction par l'absence de représentation consulaire en Syrie, mais le juge a estimé pour contacter les responsables du camp de al-Hol, à quelques kilomètres de la frontière irakienne, où se trouvent les enfants et leurs mères, l'État pouvait recourir si nécessaire «au personnel diplomatique et/ou consulaire d'un autre État de l'UE». Un représentant de la Fédération du Nord Syrien avait de Bruxelles dénoncé en octobre l'inaction des pays européens (AFP).

TURQUIE:

DEMIRTAŞ MAINTENU EN PRISON, LES GRÈVES DE LA FAIM S'ÉTENDENT, ARRESTATIONS MASSIVES

L'ex co-président du HDP (Parti démocratique des peuples, «pro-kurde») et candidat à la présidentielle Selahattin Demirtaş demeurera en prison. C'est la décision le 4 décembre de la Cour d'appel devant laquelle Demirtaş avait contesté sa condamnation du 7 septembre à 4 ans et 8 mois pour «propagande terroriste». Sa libération avait déjà été refusée une première fois le 30 novembre, alors que la Cour européenne des Droits de l'homme (CEDH) l'avait exigée «dans les plus brefs délais»... La Turquie a joué habilement: en jugeant cette affaire séparément des autres et en demandant une condamnation courte, elle a obtenu un verdict rapide, et le rejet de l'appel met techniquement fin à la détention provisoire, qui aura duré 2 ans. Ainsi peut-on maintenir Demirtaş en prison sans s'opposer

formellement à la CEDH... Accusé par ailleurs d'«activités terroristes», il risque toujours 142 ans de prison, un moyen de l'éliminer définitivement de la scène politique.

Le 12, pour sa première audience depuis la décision de la CEDH, au complexe pénitentiaire de type F de Sincan, à une heure d'Ankara, diplomates étrangers et journalistes ont été de nouveau interdits d'entrée (AFP). L'accusation repose sur des déclarations datant de 2016 et 2017 et alors publiées dans la presse. Selon le témoignage de la juriste Margaret Owen, Demirtaş, se qualifiant d'«otage politique», a accusé le juge et le procureur d'être incapables de le juger équitablement: «Vous avez traité comme vraies des preuves falsifiées et fabriquées. [...] Ces mensonges sont démontrés dans le dossier de la CEDH». Ses avo-

cats, plaidant l'illégalité des procédures, ont formellement demandé la récusation des magistrats et le transfert du cas à d'autres. Le procureur n'a répondu qu'en quelques mots au dossier de 100 pages de la défense, avant que, sans surprise, la Cour ne décide du maintien en détention de l'accusé tandis que sa demande de récusation était transmise à une Cour d'appel. Le procès a été ajourné au 23 janvier.

Le procès Demirtaş apparaît d'autant plus scandaleux que la djihadiste de Daech Ayşenur İnci, pour laquelle était pourtant offerte une récompense de 326.000 €, a été relâchée 3 jours après son arrestation au poste-frontière de Habur! (*Ahval, Cumhuriyet*)

Durant ce mois, la grève de la faim entamée le 8 novembre der-

nier par Leyla Güven dans sa prison en protestation contre l'isolement du dirigeant du PKK emprisonné Abdullah Öcalan et la répression dont sont victimes les Kurdes est devenu un véritable mouvement collectif parmi militants et prisonniers kurdes. Mis au secret dans sa prison de l'île d'Imralı, en violation de la Convention des Nations-Unies contre la torture, Öcalan n'a pu rencontrer ses avocats depuis avril 2011 et a été privé de visites de sa famille depuis septembre 2016... Des militants du bureau HDP d'Erbil avaient rejoint le mouvement le 20 novembre, puis le 27, Sebahat Tuncel, co-présidente du Parti des régions démocratiques (DBP), composante régionale du HDP, et 14 autres femmes prisonniers politiques sont entrées en grève de la faim à leur tour. Furieuses, les autorités arrêtent les jeûneurs pour «appartenance à une organisation terroriste» où les mettent à l'isolement s'ils sont déjà incarcérés.

Le 3 décembre, la co-présidente, Pervin Buldan, et 10 parlementaires du HDP ont annoncé un jeûne protestataire de deux jours au Parlement, en solidarité avec 9 jeûneurs du parti arrêtés la veille à Mersin.

Le mouvement s'est aussi propagé à l'étranger. Le 7, alors que Leila Güven était en grève de la faim depuis 30 jours, une cinquantaine de personnes ont rejoint le jeûne dans les locaux du CDKF (Conseil démocratique kurde en France), Rue d'Enghien à Paris, en solidarité avec des milliers de prisonniers kurdes déjà en grève de la faim dans les prisons turques. D'autres jeûnes ont commencé à Strasbourg, Bordeaux, Marseille, Toulouse et Montpellier, et ailleurs en Europe (Allemagne, Grèce, Chypre, Autriche, Angleterre). Tous protestent aussi contre l'inaction des gouvernements de l'Union euro-

péenne face à la répression menée par Erdoğan et l'AKP en Turquie, et demandent des sanctions contre la Turquie, la libération des prisonniers politiques, incluant Öcalan, une solution politique négociée à la question kurde en Turquie, et le retrait du PKK de la liste des organisations terroristes. En France, plusieurs partis politiques de gauche (PCF, Parti de Gauche, NPA...) ont apporté leur soutien à ces revendications. Le 11, le centre démocratique kurde de Bordeaux, basé à Cenona, a entamé la grève (*Sud-Ouest*).

Le 17, Sebahat Tuncel, co-présidente du Parti démocratique des Régions (DBP), emprisonnée depuis novembre 2016 dans la prison de type F de Kocaeli, a été mise à l'isolement pour dix mois pour être entrée en grève de la faim (*RojInfo*). Le 18, au 41^e jour de la grève de la faim de sa Coprésidente, le DTK a lancé un appel à la soutenir.

Parallèlement, le gouvernement turc a encore amplifié arrestations et condamnations de responsables HDP pour réduire ce parti au silence et l'empêcher de franchir la barre des 10 % aux élections locales de mars prochain... Le 4 décembre, l'appel de l'ancien vice-coprésident du HDP Sırrı Süreyya Önder, condamné en première instance à 4 ans et 6 mois de prison, a été rejeté, et il a été incarcéré (*Ahval*). Le 5, la Cour suprême a confirmé la sentence de 7 ans et 6 mois contre l'ancien député HDP Idris Baluken, arrêté en 2016 pour «appartenance à une organisation terroriste», et dont les avocats avaient fait appel (*WKI*). Le 9, la police a arrêté 47 personnes dans un raid sur le bureau HDP d'Urfa, et a aussi arrêté le responsable HDP de Mersin, Havva Tekin. Le 10, les anciens parlementaires HDP Osman Baydemir et Leyla Birlik ont été condamnés à Şırnak à 18 mois de prison pour avoir

«enfreint la loi sur les meetings et manifestations» durant les manifestations de 2015 ayant suivi l'imposition des couvre-feux au Kurdistan de Turquie (*Ahval, Mezopotamya*). Le même jour, lors de raids impliquant parfois des centaines de véhicules blindés sur les locaux du HDP à Ankara, Diyarbakir, Batman et Van, la police a arrêté au moins 53 grévistes de la faim, 25 à Diyarbakir (dont une femme de 80 ans), 29 à Batman et 14 à Van, pour la plupart des femmes (*VOA, Kurdistan 24*). À Ankara, 12 personnes ont été incarcérées, dont des journalistes. À Van, Yadisen Karabulak, co-présidente HDP de la province, a été condamnée à 15 mois d'emprisonnement pour avoir cliqué «J'aime» sur un message Facebook: «propagande terroriste».

Le 17, 8 étudiants kurdes ont été arrêtés à Dersim pour liens avec des partis kurdes. A Urfa, Mustafa Bayram, co-maire du district de Halfeti, démis en 2016 et remplacé par un «administrateur», a été condamné à 9 ans et 4 mois de prison pour «appartenance à une organisation terroriste», en même temps que 4 co-accusés qui ont reçu de 8 à 9 ans de prison. Le 19, la police a arrêté des membres et soutiens du HDP à Iğdır, dont l'ancien député Kıznaz Türkeli et l'ancienne co-maire (démise) de la ville, Şaziye Önder. Six personnes ont été relâchées, mais 3 autres, dont le responsable régional HDP, ont été inculpées d'«appartenance à une organisation terroriste» (*Ahval*). Le 24, à Lice (Diyarbakir), l'armée a arrêté dans des raids 3 activistes kurdes. Dans 2 districts de la province de Van, l'arrestation de 12 personnes a provoqué des manifestations en ville.

La répression contre les journalistes, les universitaires et plus généralement tous les membres de la société civile s'étant opposés aux abus du pouvoir s'est égale-

ment poursuivie. Le 5, le journaliste Rojhat Dođru, arrêté à Istanbul, a comparu par vidéo-conférence devant le tribunal de Diyarbakir. Il est accusé d'«appartenance à une organisation terroriste» suite à une interview de membres du PKK faite 2 ans auparavant pour la chaîne kurde irakienne *Gali Kurdistan*, dont il avait posté des éléments sur Facebook (CPJ, *Mezopotamya*). Le même jour, le journaliste Kamil Demirkaya a été arrêté en Roumanie suite à une demande d'extradition de la Turquie qui l'accuse d'appartenir au mouvement güleniste. Le 14, la Cour a refusé l'extradition.

Le 6, Hasan Cemal, journaliste au site *T24*, a été interrogé par un procureur suite à une accusation d'«insulte au Président». Le même jour, a débuté le procès de Kamil Tekin Sürek, avocat et journaliste du site *Evrensel*, pour la même accusation suite à un article intitulé «La dictature fasciste». À la seconde audience du procès de 14 employés du journal «prokurde» *Özgürlükçü Demokrasi*, la Cour a décidé le maintien en prison de 5 des accusés (CPJ). Enfin, le procureur général d'Istanbul a émis un nouveau mandat contre le journaliste Can Dündar, exilé en Allemagne. Il est cette fois inquiet pour les manifestations de Gezi en 2013...

Les 1.128 «Universitaires pour la Paix» qui avaient osé signer début 2016 une pétition contre les «opérations de sécurité» lancées à l'été 2015 au Kurdistan de Turquie (2.000 morts civils et un demi-million de déplacés) et pour la reprise des négociations continuent à payer leur courage. Ils ont pour la plupart perdu leur poste, leurs passeports leur ont été retirés, et plus de 500 d'entre eux ont été condamnés pour «propagande terroriste». Le 11, l'un des meilleurs neurologues de Turquie, le Dr. Gencay Gursoy, 79

ans, ancien président de l'Association médicale de Turquie, a été condamné à 2 ans et 3 mois de prison. Il avait déjà été démis de son poste universitaire après le coup d'État de 1980. La Cour a refusé de réduire sa peine car il n'a «montré aucun signe de remords» (*Kurdistan* 24). Le 19 décembre, 8 scientifiques signataires ont été condamnés, dont le Dr. Sebhém Korur Financi, experte médico-légale mondialement reconnue et spécialiste de la prévention de la torture, ancienne présidente de l'Institut de médecine légale d'Istanbul et actuellement présidente de la Fondation turque des droits de l'homme. D'autres condamnés sont le Dr. Ayşe Erzan, militante de longue date de la paix et des droits des femmes, et le Dr. Azdemir Aktan, ancien président de l'Association médicale de Turquie, démis de son poste d'enseignant à l'Université Marmara...

Enfin, l'obsession anti-kurde du pouvoir turc s'amplifie toujours davantage. La chanteuse kurde d'Iran Yalda Abbasi, originaire du Khorassan, a été arrêtée le 6 à l'aéroport d'Istanbul où, accompagnée de sa mère, elle venait d'arriver pour se produire lors d'un événement culturel. Elle s'était déjà rendue en Turquie à de nombreuses reprises (*Kurdistan* 24). Le 16, le site *Ahval*, créé par des journalistes turcs en exil, a rapporté qu'à Elaziğ, l'administration pénitentiaire refusait aux détenus des livres en kurde pour raison de «sécurité intérieure». Des prisonniers se plaignent aussi de tortures dans leurs lettres; une cinquantaine d'entre eux se trouve en isolement, incluant des personnes âgées ou malades. L'avocat Abdullah Zeytun, président du bureau de Diyarbakir de l'Association des droits de l'homme İHD, a confirmé l'existence de tortures dans quasiment toutes les prisons turques, ajoutant que les visiteurs de prisons de

l'Association, témoins possibles, y étaient interdits d'accès.

Le 25 décembre, la Turquie a protesté auprès de Google à propos d'une carte du Kurdistan postée sur *Google Earth* par un utilisateur, et a demandé son retrait «urgent». Google a obtempéré dès le lendemain, justifiant le retrait par une «violation des termes de service» (*Rûdaw*). Le même jour, un père d'une quarantaine d'années et son fils de 16 ans ont été victimes à Sakarya d'une attaque raciste par un ultra-nationaliste turc qui leur a tiré dessus quand ils lui ont dit qu'ils étaient Kurdes. Le père a été gravement blessé et son fils est mort sur le coup.

Dans ce contexte particulièrement difficile, le HDP continue à préparer les élections locales de mars. Le 5, sa co-présidente Pervin Buldan a déclaré sur le site d'information *Artı Gerçek* que le parti voulait mettre fin au pouvoir des «administrateurs» non élus dans l'Est du pays et chasser du pouvoir dans les villes de l'Ouest l'AKP et son allié d'extrême-droite MHP. Pour accomplir cet objectif, a-t-elle indiqué, le HDP serait prêt à soutenir certains candidats d'opposition du CHP (kémalistes) ou de İYİ («Bon parti», scission du MHP refusant l'alliance AKP), qui discutent la possibilité d'un candidat commun pour les mairies d'Istanbul et d'Ankara. «Nous regarderons le profil des candidats», a expliqué Buldan (*Ahval*). Le même jour, Ahmet Türk, 75 ans, vétéran du mouvement kurde et ancien maire de Mardin démis il y a 2 ans au profit d'un «administrateur», a annoncé qu'il se représenterait. En juin 2014, il avait obtenu 52% des voix, 15 points devant son concurrent AKP. Emprisonné durant 3 mois après son limogeage, il avait été libéré pour raison de santé, une décision pour laquelle Erdoğan avait publiquement critiqué son propre ministre de la Justice,

déclarant: «Türk peut marcher» (*Kurdistan 24*).

Le HDP a poursuivi avec courage ses critiques du pouvoir, dénonçant par exemple le 18 les menaces d'Erdoğan contre le Rojava, l'exhortant à abandonner sa position anti-kurde «irrationnelle» et appelant l'opinion nationale et internationale à «ne pas garder le silence» à ce propos. Après l'annonce du retrait américain de Syrie le 19, le co-président du HDP a appelé la Turquie à faire de même.

Le 24, selon *Arti Gerçek*, plusieurs partis kurdes de Turquie se sont rencontrés pour discuter la possibilité d'une alliance lors des prochaines élections locales. Étaient présents, outre le HDP, le Parti socialiste du Kurdistan (PSK), le Parti démocratique du Kurdistan – Nord (PDK-Bakur), le Parti de la liberté du Kurdistan (PAK), le Parti liberté et socialisme (OSP) et le Mouvement Azadî. Le député HDP de Diyarbakir İmam Taşçier a indiqué que la co-présidente du parti Pervin Buldan participerait aux réunions suivantes (*Ahval*).

À l'international, la Turquie se trouve de nouveau sur la sellette aux États-Unis, où selon le *New York Times* et le *Wall Street Journal*, les procureurs fédéraux ont engagé une enquête sur les lobbyistes pro-turcs. L'affaire concerne l'ancien Conseiller à la sécurité Michael Flynn, qui n'a pas respecté l'obligation de se faire enregistrer comme lobbyiste pro-turc jusqu'à ce qu'il doive quitter la Maison Blanche en raison de ses relations avec la Russie. Avant l'élection de Donald Trump, Flynn aurait participé à un plan visant à faire enlever le prédicateur turc Fethullah Gülen, qui vit

en exil en Pennsylvanie, pour le renvoyer de force en Turquie... Dès 2016, Flynn avait écrit et publié de nombreux rapports anti-Gülen visant à le faire apparaître comme un «danger stratégique pour la sécurité des États-Unis». Puis en milieu du mois, on a appris que la société Greenberg Traurig avait depuis octobre dernier reçu de la Turquie 850.000 dollars pour tenter d'empêcher le Congrès de prendre des sanctions contre Ankara suite à la détention du pasteur Brunson. Elle a engagé plusieurs cabinets – pas davantage enregistrés comme lobbyistes – dont les membres ont multiplié les rencontres avec des congressistes. D'autres lobbyistes ont travaillé pour Gülen – mais avant sa brouille avec Erdoğan – comme Kemal Öksüz, ancien Président du «Conseil Turquoise des Américains et Eurasiens», arrêté fin août en Arménie puis extradé vers les États-Unis, qui a plaidé coupable d'avoir menti sur l'origine de fonds utilisés pour payer des voyages à des congressistes, et devrait être condamné en février. Le 17, un des associés de Flynn, l'Américano-Iranien Bijan Rafiekian, a été inculpé de lobbying illégal pour la Turquie par un Grand Jury en même temps que le Président du *Turkey-US Business Council* (TAIK), Ekim Alptekin. Les deux hommes sont accusés d'avoir cherché à obtenir l'extradition de Gülen tout en dissimulant l'origine turque des fonds (530.000 dollars) qu'ils avaient reçus pour ce faire. Parmi les activités de Flynn, la publication de plusieurs articles visant à discréditer «Mollah Gülen» en le comparant à Ben Laden ou Khomeiny (*Al-Monitor*)...

Enfin, les opérations militaires turques contre les combattants

kurdes se poursuivent, en Turquie comme au Kurdistan d'Irak voisin. Les 3 et 4, selon l'agence d'État *Anatolie*, des frappes aériennes au Kurdistan ont permis de «neutraliser» au moins 5 combattants du PKK et de détruire des caches d'armes. Mais selon les témoins locaux, ces frappes continues ont obligé à fermer 10 jours l'école du village de Shiransa (Zakho), les instituteurs craignant pour leur vie... Le 7, la Turquie a annoncé avoir neutralisé 8 combattants kurdes, puis le 13 au soir, l'armée de l'air turque a bombardé plusieurs villages du Sindjar et le camp de réfugiés de Makhmour, y tuant quatre femmes, dont une de 73 ans et une adolescente de 14 ans. Le lendemain, le ministre irakien des Affaires étrangères a convoqué l'ambassadeur turc à Bagdad pour lui remettre une note de protestation contre des violations répétées et inacceptables de l'espace aérien irakien (*Reuters*). Une frappe similaire avait déjà fait plusieurs morts dans le camp l'an dernier. Le 15, les funérailles des victimes ont rassemblé des centaines d'assistants. Dans un tweet du 16, Nadia Murad a indiqué avoir rencontré le ministre turc des Affaires étrangères et lui avoir demandé d'arrêter de bombarder le Sindjar afin de permettre la reconstruction et le retour des Yézidis (*Kurdistan 24*). Le 17, de nouvelles frappes turques ont touché la région de Bradost. Le 18, la Ligue arabe a condamné à son tour les frappes turques en Irak, qualifiées de violation du droit international; son porte-parole, Mahmoud Afifi, a rappelé qu'Ankara avait ignoré les précédentes condamnations, démontrant ainsi «son mépris des pays arabes»... (*Spoutnik*).

IRAK: À BAGDAD COMME À ERBIL, FORMATION DIFFICILE DE NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

Le 2 décembre, près de deux semaines après l'assassinat par des tireurs inconnus de Wissam al-Gharawi, un jeune religieux chiite qui avait joué un rôle important dans l'organisation des protestations précédentes, des centaines de manifestants ont de nouveau parcouru les rues de Bassora en réclamant travail, services de base et meilleures conditions de vie. Parmi eux, de nombreux enseignants et des jeunes (*Kurdistan 24*). Le 4, les manifestations ont repris, certains portant des «gilets jaunes» similaires à ceux utilisés en France. Plusieurs manifestants ont été arrêtés, avant d'être libérés le 6. Le 14, des vidéos tournées à Bassora sont apparues sur Internet, montrant des affrontements devant le bâtiment du Conseil provincial entre manifestants opposés au candidat en cours de désignation au poste de gouverneur, et forces de sécurité qui ont utilisé des bombes lacrymogènes et selon d'autres sources, des tirs à balles réelles pour les disperser... Le 21, les forces de sécurité ont eu de nouveau recours à des balles réelles pour disperser les manifestants encore rassemblés devant le Conseil provincial, et dont certains avaient tenté d'y pénétrer (*Kurdistan 24*).

À Bagdad, les discussions ont continué pour compléter le gouvernement. Début décembre restaient encore à désigner 8 ministres: Défense, Intérieur, Enseignement supérieur, Culture, Immigration, Planning, Education et Justice, dont chacun doit être approuvé individuellement par les députés. Mais ceux-ci n'arrivent pas à s'entendre, en particulier pour les importants portefeuilles de l'Intérieur et de la

Défense. Depuis 2003, le premier va traditionnellement à un chiite, le second à un sunnite. Le Parlement irakien est dominé par deux blocs: celui incluant l'alliance *Sayrûn* de Moqtada al-Sadr, et *Bina*, la coalition pro-iranienne de Hadi al-Amiri. Pour la Défense, le candidat pro-iranien proposé par le Premier ministre est refusé par Sadr, qui exige la nomination d'indépendants. Pour l'Intérieur, différentes factions sunnites s'opposent... Ainsi, le 4, le Parlement n'a pu obtenir d'accord sur les 8 noms proposés par le Premier ministre. Pour l'Intérieur, Falih al-Fayyadh, le candidat du Premier ministre, appartenant à l'alliance pro-iranienne *Fatih* de Hadi al-Amiri, a là encore rencontré l'opposition de *Sayrûn*. Alors que plusieurs blocs, incluant les Kurdes, ont boycotté la réunion, d'où un nombre de présents de seulement 168 sur 329, de véritables bagarres entre députés ont obligé à ajourner la session jusqu'au 6 (*ISHM*). Le 7, les discussions ont encore échoué, et se sont interrompues sans fixer de nouvelle date (*Sumeria News*). Le 12, selon *Rûdaw*, le désaccord s'est encore aggravé entre blocs sunnites à propos de la Défense...

Le 14, le Président du Parlement Mohammed al-Halbousi s'est rendu à Erbil pour discuter de ces difficultés, des relations Bagdad-Erbil et de Kirkouk avec le Premier ministre du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) Nechirvan Barzani. Il a aussi rencontré le chef du Conseil de sécurité du Kurdistan, Masrour Barzani, et le Président du PDK Massoud Barzani. Il a ensuite déclaré en conférence de presse être en faveur pour Kirkouk d'une gouvernance partagée entre GRK et gouvernement fédéral, et pour le

budget 2019 d'une révision augmentant la part du Kurdistan. Un Comité présidé par le nouveau ministre irakien des Finances, Fouad Hussein, ancien directeur de cabinet de Massoud Barzani, sera mis en place pour «protéger les droits de la Région du Kurdistan» (*Kurdistan 24*). La visite d'Halbousi arrivait le lendemain de l'annonce d'une décision conjointe kurdo-arabe de mener en 2020 un recensement général qui pourrait aider à «répartir les ressources plus équitablement». Le 22 cependant, députés kurdes et sunnites ont persisté dans leur refus du budget 2019, et le 23, le Vice-président kurde du Parlement, Bachir Haddad (PDK), rejetant le projet de budget, a demandé le report de la discussion à début 2019 (*Rûdaw*): les Kurdes comme les sunnites demandent toujours une réévaluation de leur part. Bagdad a proposé au Kurdistan 8,2 milliards de dollars contre l'exportation de 250.000 barils de pétrole kurde par jour et des justificatifs des dépenses faites de 2004 à 2018, des conditions que les Kurdes ont refusées.

Le 17, le Premier ministre Abdul Mahdi a dans une lettre proposé aux députés d'approuver d'abord 5 ou 6 des portefeuilles restants afin que ces ministères puissent commencer à «servir le public», et de remettre à plus tard la décision pour la Défense et l'Intérieur. Le 18, le Parlement a bien confirmé la nomination de 3 nouveaux ministres: Enseignement supérieur, Culture et Planification, mais a rejeté les candidats pour l'Éducation et les Migrations, demandant au Premier ministre de nouvelles propositions sous 48 h (*Rûdaw*). L'UPK, qui avait présenté un candidat pour la Justice, a d'abord menacé de boycotter la

session, le candidat du Premier ministre étant un indépendant soutenu par le PDK, puis a annoncé le 22 abandonner sa demande afin de permettre une complétion plus rapide du gouvernement. Le 24, les ministres de l'Éducation et des Migrations ont enfin été approuvés, mais le 30, la ministre de l'Éducation a dû démissionner après des accusations de liens avec Daech de membres de sa famille! (ISHM).

Au Kurdistan également se pose la question du futur gouvernement. Bien que vainqueur des élections régionales, le PDK, sans majorité absolue au Parlement, doit négocier avec l'UPK et Goran. Le 3, après une réunion de son Conseil de direction, il a annoncé avoir choisi comme candidat à la présidence de la Région (actuellement désactivée) le Premier ministre sortant Nechirvan Barzani, et comme candidat pour le remplacer le chef du Conseil de sécurité du Kurdistan, son cousin Masrour Barzani (*Kurdistan 24*). Si l'UPK a annoncé «respecter» ces choix, le mouvement «Nouvelle Génération» les a au contraire critiqués, accusant le PDK de vouloir «monopoliser le pouvoir» (*Rûdaw*). Le porte-parole de l'UPK, Saadi Pira, a aussi annoncé que le poste de Vice-premier ministre, qui devrait revenir à ce parti, serait choisi par son Bureau politique. Goran, s'il accepte de participer au gouvernement, devrait obtenir la présidence du Parlement.

Turkmènes comme Yézidis ont demandé des postes ministériels. Fin novembre, les partis turkmènes, qui disposent d'un quota de 5 sièges au parlement kurde, avaient présenté des demandes communes au PDK: n'ayant pas obtenu de poste ministériel à Bagdad (ils y ont 3 députés, tous venus de Kirkouk), ils ont demandé 1 poste au parlement et 1 au GRK; le futur Conseiller du

Premier ministre pour les minorités pourrait être un Turkmène (*Kurdistan 24*). Le 9, le chef spirituel des Yézidis, Tahsin Beg a aussi demandé un ministre, appelant le PDK à agir pour aider les déplacés yézidis, reconstruire le Sindjar et libérer des Yézidis encore détenus par Daech.

Le 11, PDK et UPK, après réunion commune de leurs Bureaux politiques, ont annoncé la création d'un Comité conjoint pour négocier avec les autres partis. Le 12, le PDK a rencontré une délégation de Goran. Selon *Rûdaw*, Goran aurait demandé pour entrer au GRK les postes de Vice-président et de Vice-premier ministre. Selon les sources de *Rûdaw*, le KDP aurait offert à l'UPK la Présidence du Parlement et, au choix, le vice-Premier ministre ou le Vice-président, le poste non choisi par l'UPK allant à Goran. Mais le 25, UPK et PDK n'étaient toujours pas parvenus à un accord entre eux, alors que les discussions se poursuivaient avec les autres partis. L'UPK a aussi demandé au PDK de revenir à Kirkouk pour permettre l'élection d'un nouveau gouverneur...

Le 4, les *Asayish* (Sécurité) ont fermé les bureaux du parti *Tavgarî Azadî* (ou «Mouvement pour une société libre») appartenant à la mouvance PKK, dans la province de Suleimaniyeh, indiquant qu'il n'avait pas l'autorisation de fonctionner dans la Région du Kurdistan. Dénonçant cette décision, *Tavgarî Azadî* a répondu qu'il avait bien obtenu en 2014 la permission du Ministère de l'Intérieur irakien et a annoncé un dépôt de plainte devant la Cour fédérale. Créé en octobre 2014, ce parti a obtenu en décembre 2017 l'autorisation de la Haute commission électorale irakienne de participer aux élections de mai dernier. Faisant liste commune à Kirkouk avec «Nouvelle Génération», il a obtenu un siège au Parlement de

Bagdad (*al-Monitor*). Les premières fermetures de bureaux avaient eu lieu fin novembre, à Suleimaniyeh mais aussi Qala Diza, Raparin, Koya et Kifri. Le KCK (Groupe des Communautés du Kurdistan, organisation rassemblant les partis de la mouvance) a critiqué «les pressions de pouvoirs extérieurs» - en l'occurrence la Turquie. Depuis plus d'un an, Ankara a en effet interdit les liaisons aériennes avec l'aéroport de Suleimaniyeh, accusant les autorités locales de soutenir le PKK... Le 7, un responsable de cet aéroport a d'ailleurs critiqué Bagdad pour son inaction dans ce dossier. Ankara a accueilli favorablement la fermeture comme un «pas dans la bonne direction», bien qu'«insuffisant» (*Kurdistan 24*), et le 24, Ankara a prolongé son interdiction de vol de 3 mois.

Dans un tout autre domaine, l'Irak est confronté depuis des semaines à d'importantes inondations. Le 4, le Conseil des ministres, après avoir reçu un bilan de la situation, notamment pour les provinces de Mossoul (*Ninawa*) et Salahaddine, a décidé d'accorder des compensations financières aux victimes; le 6, l'Agence humanitaire de l'Union Européenne a publié son propre rapport sur ces inondations (ISHM). Le Kurdistan est aussi concerné: le 8, les responsables des barrages de Dokan et Derbandikhan ont annoncé que le niveau des retenues était monté d'un mètre en 2 jours, se plaignant le 10 que le GRK n'avait pas répondu à leurs appels... (*Rûdaw*). À Dohouk, 3 barrages menaçaient de s'effondrer le 12, et plusieurs routes à Suleimaniyeh ont dû être fermées.

Concernant Daech, deux ans après la proclamation de victoire d'al-Abadi le 9 décembre 2017, il y a toujours des attaques djihadistes, même si les derniers chiffres de la violence, publiés le 2

décembre par la mission ONU en Irak (UNAMI) indiquent un progrès. Avec «seulement» 41 tués et 73 blessés, novembre est le mois le moins meurtrier en 6 ans (*ISHM*). Pourtant, après 143 attaques depuis mi-novembre, les habitants de 31 villages du district de Khanaqin ont dû fuir leurs maisons... Un chef de village (*moukhtar*) s'est plaint à *Rûdaw* le 13 que la police fédérale irakienne, officiellement responsable de la sécurité de la région depuis le départ des peshmergas, n'était jamais présente la nuit. 300 djihadistes opéreraient dans la région.

La coalition anti-Daech a annoncé le 3 une frappe aérienne entre Kifri et Touz Khourmatou, en soutien d'une opération au sol coordonnée entre armée irakienne et peshmergas (*WKI*). Le 8, les *Asayish* de Suleimaniyeh ont annoncé l'arrestation de plusieurs membres d'une cellule qui tentaient d'entrer au Kurdistan pour y commettre des attentats ainsi qu'à Kirkouk et Diyala. Le 13, 21 prisonniers djihadistes se sont évadés d'une prison située à Suleimaniyeh, mais gérée par le gouvernement fédéral. Ils ont été repris. Le Ministre irakien de la justice a nié l'évènement, parlant de «nouvelle fabriquée».

Le soir du 22, à 21 h, des hommes armés ont attaqué un point de contrôle à Khanaqin, tuant un policier, et un attentat à la bombe a visé des *Asayish*, sans faire de victimes, provoquant le déploiement de peshmergas. Le 24, c'est un village près de Touz Khourmatou qui a été, toujours de nuit, attaqué par des djihadistes se faisant d'abord passer pour des miliciens chiites. Après avoir rassemblé les habitants, ils ont enlevé 3 jeunes gens dont l'un a pu finalement s'enfuir (*Rûdaw*). Suite à ces attaques sur les provinces de Diyala, Kirkouk et Mossoul (*Ninawa*), un raid kurdo-irakien a été lancé au sud de Touz le 25

avec le soutien aérien de la coalition. Le même jour, les djihadistes ont attaqué plusieurs villages près de Rashad (Kirkouk, non loin de Hawija), enlevant au moins 19 personnes, dont un *moukhtar*. D'autres ont attaqué un village près de Daqouq et enlevé 3 Kurdes (*Kurdistan* 24). Selon la chaîne *NRT*, 6 autres personnes ont été enlevées dans des villages au sud de Kirkouk, dont 1 s'est échappée. Toujours le 25, un attentat au véhicule piégé à Tell Afar a fait 3 morts et au moins 13 blessés dans un marché.

Dans les territoires disputés, les Kurdes luttent toujours pour conserver leur propriété face à des arrivants arabes revenant reprendre les terres autrefois reçues de Saddam Hussein, comme à Talaban, le village d'origine du fondateur de l'UPK Jalal Talabani. Le 4, plusieurs centaines d'agriculteurs kurdes et turkmènes se sont rassemblés devant le bureau du gouverneur intérimaire de Kirkouk, Rakkan al-Jabouri, pour protester contre sa reprise de la politique d'arabisation (*Rûdaw*). En contradiction avec l'article 140 de la constitution de 2005, qui interdit l'installation à Kirkouk d'Irakiens originaires d'autres provinces, Jabouri a attribué cartes d'identité, de rationnement et permis de résidence à des personnes venues de Diyala, Mossoul ou Salahaddin.

Le 17 décembre, institué «Jour du drapeau» pour les Kurdes d'Irak par un vote du parlement d'Erbil en juin 2014, les unités anti-terroristes irakiennes de Kirkouk sont intervenues pour retirer le drapeau kurde hissé par les militants du Parti communiste au-dessus de leur bâtiment, défiant l'interdiction (*Rûdaw*).

Dernier cas de limogeage d'un Kurde à Kirkouk, Nasih Shwani, directeur depuis 3 ans du Département jeunesse et sports de

la province. Remplacé le 24 par le ministre par un Arabe de 60 ans, selon lui sans aucune compétence sportive, il a annoncé qu'il allait contester cette décision.

Cependant, la situation politique de Kirkouk pourrait évoluer. Le 10, députés kurdes, arabes et turkmènes de Kirkouk à Bagdad ont annoncé un accord sur les modalités d'organisation d'élections au Conseil provincial, programmées pour le 22 décembre. Alors que l'Irak n'a pas organisé de recensement depuis 1987, ce vote permettra de mieux connaître le poids des différentes communautés et pourrait aider à résoudre les différends entre Bagdad et Erbil sur la gestion de la province. La dernière élection du Conseil provincial remonte à 2005 (*al-Monitor*).

Le 19, la Cour fédérale, saisie par le Président irakien Barham Salih, a annulé les 14 décrets d'attribution de terres à des Arabes pris depuis octobre 2017 par al-Jabouri, ordonnant que les disputes soient résolues selon l'article 140 de la Constitution. Le même jour, une membre du Conseil provincial a indiqué à *Rûdaw* que la Commission d'intégrité avait lancé un mandat d'arrêt contre Jabouri pour 8 cas de corruption concernant plus de 100 millions de dollars. Le gouverneur a fui à Bagdad, y faisant appel. À Kirkouk, les partis kurdes, excepté le PDK, réunis le 24, ont dans une conférence de presse demandé au PDK de revenir afin de permettre la réactivation du Conseil provincial et l'élection d'un nouveau gouverneur. Le PDK, qui a déclaré n'avoir même pas été invité, campe sur sa position: refus de participer à toute réunion en ville tant que celle-ci demeurera «occupée».

Enfin, le 26, le Président du Conseil provincial, Rebwar Talabani (Union Islamique,

Yekgirtû), a été condamné *in absentia* à 6 mois de prison par un tribunal de Kirkouk pour 63.000 € de «dépenses illégales». Son parti, ainsi que le président du PDK Massoud Barzani, l'ont soutenu, dénonçant une condamnation «complètement politique». Le lendemain, Talabani a annoncé son intention de faire appel, demandant à la Cour fédérale d'enquêter sur les juges impliqués, qu'il accuse d'avoir pris leur décision suite à des pressions politiques. C'est la 3^e affaire judiciaire lancée contre Talabani depuis qu'il a quitté Kirkouk pour Erbil après le 16 octobre 2017. Les accusations précédentes concernaient son soutien à la levée du drapeau kurde près du drapeau irakien devant les bâtiments publics de la province (l'accusation a été invalidée par la Cour fédérale) et une accusation

d'«abandon de poste» pour avoir quitté la province, pour l'instant suspendue en attendant le jugement en appel. Le 31, une partie du Conseil provincial s'est réunie pour démettre Talabani et le remplacer par son vice-président. Talabani a déclaré la réunion «illégale», lui-seul comme président en exercice ayant la capacité de provoquer une telle réunion. Une nouvelle réunion devrait se tenir le 8 janvier (*Rûdaw*).

Dans la ville de Sindjar, des miliciens chiites ont attaqué dans la nuit du 24 une base de pechmergas yézidis appartenant à la «Force Ezdikhan» de Haider Shesho. 30 pechmergas ont été enlevés, puis libérés le lendemain. Selon les attaquants, les «Ezdikhan» n'ont pas d'autorisation officielle des forces de sécuri-

té irakiennes... Le 25, le maire de Sindjar, Mahma Khalil, a annoncé sa décision de rattacher celle-ci à la Région du Kurdistan, invoquant l'article 140. Mais le 27, le maire intérimaire nommé par Bagdad après le 16 octobre 2017, Fahad Hamid Omar, des commandants de milices chiites et de milices yézidies de la mouvance PKK et des représentants d'arabes sunnites et chiites du district du Sindjar se sont réunis pour mettre en place un Comité d'administration du district. Shesho a qualifié ce Comité d'«illégal», déclarant ne reconnaître que l'autorité du Conseil provincial de Ninive. D'autres leaders yézidis ont appelé Bagdad et Erbil à créer, comme cela a été fait pour Halabja, une nouvelle province dans la plaine de Ninive, à laquelle serait rattaché le Sindjar (*Rûdaw*).

IRAN:

LES ASSASSINATS DE KOLBARS, SUJET TABOU EN IRAN

En un an, le rial iranien s'est effondré, passant de 40.000 à 120.000 pour 1 US\$ sur le marché libre, ce qui a fait tripler le prix des biens d'importation, alors que les salaires n'ont quasiment pas augmenté durant la même période. Même les marchandises importées à prix subventionnés se retrouvent en vente au détail à des prix bien plus élevés... Le Centre de recherche du parlement iranien a calculé que le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté, fixé à 28 millions de rials pour une famille de 4 (environ 200 € au noir ou 420 € au taux officiel), avait augmenté de 11% dans la région de Téhéran entre le printemps et l'été, et de 22% depuis le printemps 2017. Et, toujours selon le Centre de recherche, la situation est encore pire dans les campagnes, où davantage de gens sont passés sous le seuil de pauvreté. Les nombreuses manifestations et grèves de 2018 ont aussi frappé

l'économie, et alors que les difficultés économiques semblent devoir encore s'aggraver, les désordres risquent de faire de même (*Radio Farda*).

Les provinces frontalières du Kurdistan d'Iran demeurent parmi les régions les plus sinistrées économiquement du pays. À Bijar, au Nord-Est de Sanandadj, les employés municipaux chargés du nettoyage des rues se sont mis en grève en début de mois: ils n'ont pas perçu leurs salaires depuis plusieurs mois. La grève a provoqué une accumulation de déchets dans plusieurs quartiers. Par ailleurs, les meurtres des porteurs kurdes transfrontaliers, les *kolbars*, n'ont fait qu'augmenter en nombre, au fur et à mesure que la crise économique contraint de plus en plus d'habitants à se tourner vers ce travail, leur seule solution pour survivre. Selon l'association de défense des droits de l'homme *Hengaw*, le mois de novembre avait déjà été l'un des

plus terribles, avec 8 tués et 17 blessés par les forces de répression, garde-frontières ou Gardiens de la révolution (*pasdaran*). Dans le dernier incident de ce mois, un *kolbar* avait été tué et un autre blessé le 28 dans les montagnes près de Piranshahr, tandis que 2 autres étaient portés disparus. Selon la loi, les gardes-frontières ne peuvent pourtant utiliser leurs armes que s'ils pensent que l'intrus est armé et dangereux, et ils doivent respecter une procédure précise: donner d'abord une sommation orale, puis tirer en l'air, et enfin seulement viser la partie inférieure du corps du suspect... Ces obligations demeurent théoriques; la réalité, c'est l'assassinat sans sommation.

Le 4 décembre, les garde-frontières ont de nouveau ouvert le feu dans deux événements distincts, blessant 2 nouveaux *kolbars*. Un autre a aussi été blessé près de Sardasht, selon l'Association des droits de l'hom-

me du Kurdistan (KMMK), et le 5, un autre a été tué par balles près d'Ouroumieh (WKI). Le 14, un *kolbar* de Baneh est décédé des suites de ses blessures, et un autre a été tué par balles dans les forêts près de cette ville. Selon le KMMK, le même jour, un autre est mort dans une avalanche. Le 16, *Hengaw* a signalé qu'un autre encore avait été grièvement blessé près de Piranshahr et deux autres arrêtés. Ces meurtres paraissent ne jamais connaître de pause. Le 25 décembre, KMMK a indiqué que pour l'année 2018, 70 porteurs avaient été tués et 101 blessés, tout en rapportant 4 nouveaux meurtres dans la semaine précédente dans des embuscades près de Piranshahr et Sardasht.

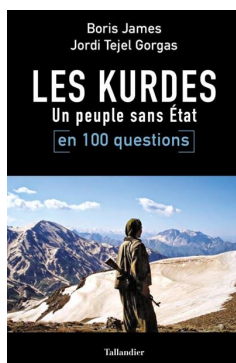
Le régime se montre extrêmement sensible à la moindre critique concernant ces meurtres, n'hésitant pas à arrêter ceux qui osent mettre en question sa politique par rapport aux *kolbars*. Ainsi, selon KMMK, un mollah kurde du district de Baneh du nom de Said Baqî a été arrêté le 2 par l'*Etelaat* (service de Renseignements) pour avoir dénoncé les tirs des garde-frontières le vendredi précédent dans son prêche à la mosquée de son village de Tarkhan-Awa. Dans la ville de Marivan, les forces de sécurité du régime ont empêché le 18 les étudiants de l'université de Peyamê Nûr de tenir un séminaire sur les *kolbars*. Mardi, à la

suite d'appels d'activistes kurdes, la plupart des commerçants de la ville de Baneh ont mené une grève générale contre les meurtres de *kolbars* (WKI).

Par ailleurs, le metteur en scène Rahim Zabihi, qui était en train de préparer un film sur la vie des *kolbars*, a trouvé une mort plus que suspecte le 7 près de Baneh dans sa voiture en compagnie de son frère, l'acteur de théâtre Kaywan Zabihi. Il n'avait été relâché que deux jours auparavant. Les deux hommes ont été retrouvés brûlés dans leur voiture, où ils auraient été ligotés. Selon une source désirant demeurer anonyme pour raisons de sécurité, Zabihi avait envoyé son film au bureau local du ministère de la Culture et de l'orientation islamique, qui avait réagi extrêmement négativement et l'avait fait convoquer à de nombreuses reprises par la police et l'*Etelaat*. Les obsèques des 2 frères ont été suivies le 9 à Baneh par des centaines de personnes venues de tout le Kurdistan d'Iran, notamment des artistes et des activistes. Le chef de la police de la province du Kurdistan a déclaré que l'assassin, qui avait avoué et attribué son acte à un différend financier, avait été arrêté, mais selon l'association *Hengaw*, d'autres sources accusent les autorités, se basant sur l'affaire du film en préparation (*Kurdistan 24*)...

D'autres arrestations ou condamnations ont été rapportées durant ce mois, concernant notamment des défenseurs des droits des travailleurs. Le 9, le militant kurde Omed Assadi, arrêté en août 2018 par l'*Etelaat*, a été condamné à un an de prison par un tribunal islamique de Sanandadj. Il devra aussi payer une amende de 2.400 dollars avoir tenté de défendre les droits des travailleurs. À Ilam, 15 ouvriers d'une raffinerie ont été condamnés à 76 coups de fouet pour avoir «menacé la sécurité nationale» : ils avaient fait grève en mai dernier. Le 18, les forces de sécurité ont arrêté l'activiste Behnam Ibrahim Zada dans un raid sur son domicile durant lequel elles ont aussi confisqué son smartphone et son ordinateur portable. Selon une source anonyme, il avait été condamné *in absentia* à 18 mois de prison par un tribunal de Kermanshah. Zada a déjà passé 5 ans en prison pour ses activités de défense des droits des travailleurs. Parallèlement, 4 Kurdes de Marivan et 2 d'Ouroumieh ont aussi été arrêtés et mis au secret par l'*Etelaat*. Le 20, à Kamyarn, 2 autres activistes, Mihredar Saboury et Omed Ahmadi, ont été condamnés à 1 an de prison pour avoir participé au 1^{er} mai (WKI).

PARUTIONS RÉCENTES



Chez Tallandier, par Boris James et Jordi Tejel Gorgas, vient de paraître dans la série « Cent questions » un ouvrage traitant des Kurdes : *Les Kurdes, un peuple sans État*. En près de 400 pages, il aborde tant l'Histoire du peuple kurde que la géopolitique de la région, au travers de questions simples, comme «Qui sont les pechmergas?», ou encore «Quel rôle joue la diaspora kurde?».

L'une des dernières parutions dans cette collection était aussi d'intérêt, quoique plus indirect, pour les lecteurs s'intéressant aux Kurdes, puisqu'il s'agissait, signé par Dorothee Schmidt, de *La Turquie en 100 questions*, sorti en février 2017, qui entre autres contient les questions: «Que veulent les Kurdes de Turquie?», ou encore: «La Turquie joue-t-elle un double jeu avec Daech?»...



Afrin Forum highlights human rights violations by Turkey

Wladimir van Wilgenburg / December 03-2018

ERBIL (Kurdistan24.net) – On Sunday, a three-day international forum on “Ethnic cleansing and demographic change in Afrin,” organized by the Rojava Centre for Strategic Studies (NRLS) in Amude, launched to discuss the situation in the Kurdish canton of Afrin in northwestern Syria which is now under Turkish control.

Turkey and Turkish-backed armed groups captured the region of Afrin on March 18 in a campaign that lasted over two months. During the operation, hundreds of civilians were killed and thousands more displaced.

Experts have subsequently wrned ethnic cleansing is now being carried out by Turkish-supported armed groups in Afrin.

Witnesses of the Turkish attack on Afrin spoke at the conference, bringing officials attending the conference to tears.

“I was in my home when [Turkey] launched an attack on Afrin with airplanes and tanks,” one civilian attendee recounted. “I was hit, and my leg was injured. My wife and son were hit,” he continued. “They used these heavy weapons to attack all civilians.”

“The Turkish state is displacing Kurds and replacing them with Arab families. They want to change the demography of Afrin,” the Kurdish man argued. “They want to erase the identity of Kurdish people, and they are enforcing their culture, prohibiting the use of the Kurdish language and replacing it with Arabic.”

In addition to those restrictions, civilians are reportedly forced to pay bribes and additional taxes, the witness who fled Afrin and now lives in Qamishli added.

The demographic changes in the Kurdish canton are a threat to the identity of Afrin, denounced Aldar Xelil, the Diplomatic Relations spokesperson for the Movement for a Democratic Society (TEV-DEM).

“They are raising the Turkish flag and implementing the Turkish language in schools, and even changing the borders.”

“They change the names of villages and areas and destroyed the statue of Kawa, one of the historical [Kurdish] symbols. They do in Afrin as they have in other areas [under Turkish control], in Azaz and Jarabulus. They raise the photo of Erdogan and use Turkish liras,” Xelil explained.

Thomas Schmidinger, an Austrian expert on Syrian Kurdistan (Rojava), underlined that Turkey is carrying out “serious crimes against humanity” and “committing war crimes.”

“They try to change the demography of Afrin,” he said, echoing the fears of residents and displaced Kurds.

Schmidinger noted that minority groups are especially vulnerable in Afrin due to the presence of Islamists. Afrin, in the past, was known for its religious diversity. “There was even conversion from Islam to Christianity in the past,” he asserted, noting that the situation is vastly different now, with “maybe 10,000 Yezidis (Ezidis)” having fled Afrin.

Schmidinger said the international community should ensure independent journalists can visit Afrin since “Turkey blocks access to the region.



The international forum about “Ethnic cleansing and demographic change in Afrin” began on Sunday. (Photo: Kurdistan 24)

“There are no independent researchers of human rights organizations going to Afrin.”

He also argued the Kurds should look for alternatives in trying to “completely liberate Afrin.” Until now, the People’s Protection Units (YPG) has been the ones to carry out attacks on Islamist groups in Afrin.

“Although I respect the resistance, at this moment it seems unrealistic to win against a NATO-army. They should consider taking the issue of Afrin to the international court,” the Austrian analyst concluded.

Michael Rubin, a resident scholar at the American Enterprise Institute, who worked in the US Defense Department during the Iraq war, pointed to the fact that the US military decided not to destroy statues of Saddam Hussein during the war as it is forbidden under international law.

“They are cultural artifacts that cannot be destroyed,” he said. “What Turks have done [in Afrin] is an absolute violation of international law.”

David L. Phillips, who directs the Program on Peace-building and Rights at Columbia University and is a former senior adviser to the US Department of State, said it was “no mystery what happened in Afrin.”

“We know it was a genocide, a systematic crime against humanity,” he affirmed. “We shouldn’t allow silence to exist around the crimes against humanity that have been committed.”

Phillips called on Syrian Kurds to set up their own ‘truth commission’ to “document the facts, collect videos, and other photographic images,” so that “memory can be established what happened in Afrin.”

“We know that that certain elements of the Geneva Convention were violated,” he said. “We also know that the Turkish state targeted historical sacred places and targeted journalists and medical workers.”

“This is part of a systemic effort to Turkify and Arabize certain villages. Yezidi people were forcefully Islamized and forced to go to mosques,” he stated, calling on a more official response by the international community. ●



Pictures documenting the war in Afrin. (Photo: Kurdistan 24)

KDP in decisive meeting on new cabinet, PM and president

By Rudaw.net 3/12/2018

ERBIL, Kurdistan Region—The leadership of the Kurdistan Democratic Party (KDP) is meeting in Erbil today where party leader Masoud Barzani may appoint a prime minister and ask him to form a new government two months after the region's parliamentary elections, Ali Tatar, a member of the leadership council told Rudaw.

Tatar said that all members of the leadership council have been called to the meeting. Although it is not yet clear if Barzani will ask the current prime minister Nechirvan Barzani or his son Masrour Barzani to form a government.

Masrour Barzani is the head of the Kurdistan Region's Security Council. The KDP won 45 seats in the September elections.

According to senior KDP official Nuri Hama Ali, the choice for a new head of government depends on whether or not Erbil reactivates the presidency which was suspended following last year's independence referendum after Masoud Barzani stepped down as president.

Hama Ali said that if the presidency is reopened Nechirvan



KDP President Masoud Barzani is flanked by deputy Nechirvan Barzani (left) and politburo member Masrour Barzani (right) at a leadership council meeting in Erbil on December 3, 2018. Photo: Rudaw TV

Barzani may become president of the Kurdistan Region and Masrour Barzani prime minister.

"Those are just scenarios at this point and not official," he said. "Changes may happen in the meeting and Barzani has the final word."

Rudaw has learned that the KDP seeks to reopen the dissolved presidency and its powers through parliament.

"The KDP means to have the presidency and return its powers through the parliament, but a referendum on the constitution is needed for that." Sirwan Barzani, a KDP leadership member told Rudaw.

With 21 seats, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) also wants its share in the region's governmental posts.

In return for the presidency the PUK is keeping an eye on some other posts and wants to strengthen its foothold in the government, according to PUK official Mustafa Chawrash.

"Up to this point the topic of the

presidency of the Kurdistan Region has not been raised with the PUK," Chawrash said. "But the PUK has opinions and other demands to make in terms of government posts."

Parallel to its internal meetings the KDP has reached out to other parties on forming a new cabinet, including a major meeting with the PUK and the Change Movement (Gorran) in Sulaimani last month.

Nizar Mahmoud, a Gorran official told Rudaw that his party's participation in the new government depends on what the KDP may offer them in the next expected meeting between the two parties.

Hoshyar Omar Ali, head of Gorran's diplomatic relations is said to be his party's candidate for the post of deputy prime minister, Rudaw has learned, and Ali Hama Salih, an elected Gorran MP for deputy speaker of parliament.

Saadi Ahmed Pira, a PUK leader who often talks to the media as his party's spokesperson believes that the PUK and KDP have a history of working together, including a 2005 Strategic Agreement between the two that lasted a decade. Therefore, he argues, reaching a new mechanism should be easy.

"We've a strategic agreement with the KDP and rewriting that agreement could be a basis for a new alliance," Pira told Rudaw. "We don't have to go back to square one." ■



DECEMBER 2, 2018

PM Barzani stresses 1991 no-fly zone in Kurdistan in condolence message to Bush senior's family

Sangar Ali / December 02-2018
(Kurdistan24.net)

ERBIL – The Prime Minister of the Kurdistan Region Nechirvan Barzani on Sunday extended his condolences to the family of the late US President, George H. W. Bush, highlighting his role in protecting the people of the Kurdistan Region after he imposed a no-fly zone in 1991.

"On the occasion of the passing of the former President of the United States of America, George H. W. Bush, I extend my condolences and sympathy to his esteemed family, especially to the former President George W. Bush, his friends, and colleagues. I also express my sympathies with them in these difficult times," Barzani said in a statement.

"The people of Kurdistan [Region] have great appreciation and gratitude for the role of President H. W. Bush, who, in 1991, established a no-fly zone over the Kurdistan Region, protecting the people of Kurdistan from the oppression and aggression of the Baath regime," Barzani added.

Bush was the 41st president of America and lived longer than any of his predecessors. He died at 10:10 p.m. Central Time, according to a statement issued by Jim McGrath, his longtime spokesperson.

"President Bush will always be alive in the memory of the people of Kurdistan," the Kurdish Premier said.

The no-fly zone was proclaimed by the US, UK, and France during the Gulf War of 1991 to protect the people of the Kurdistan Region. Iraqi air-



George H. W. Bush served as the President of the US from 1989 until 1993. (Photo: Archive)

craft were forbidden from flying within the zone, effectively protecting Kurds from the regime in Baghdad.

The policy was enforced by the US, UK, and French aircraft patrols until France withdrew in 1998. ●

KDP names picks for Iraqi Kurdistan government

The conflict between the two main Kurdish parties in Iraq could make for political maneuvering among the smaller parties as Iraqi Kurdistan seeks to form a new government.



Nahwi Saeed
December 4, 2018
www.al-monitor.com

The Kurdistan Democratic Party (KDP) nominated on Dec. 3 its picks to lead the semi-autonomous Kurdistan Regional Government (KRG) in Erbil, Iraq, and will now enter into negotiations with the rival Patriotic Union of Kurdistan party to form the KRG government.

The KDP nominated Masrour Barzani for the KRG premiership and Nechirvan Barzani for the presidency. Masrour leads KRG intelligence and security and is the son of former KRG President Massoud Barzani; Nechirvan, the current prime minister, is Massoud's nephew.

The presidency has been vacant since Massoud Barzani stepped down last year, though he still is head of the KDP.

Parliament is expected to approve the prime minister nomination within a few weeks. The KDP won the largest number of seats in the Sept. 30 parliamentary elections, though not a majority. In an attempt to leverage its plurality of seats, the KDP wants control of both the Cabinet and legislature in the new government, but the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) wants several important positions for itself, including parliament speaker, deputy prime minister and two key ministries. The smaller Gorran movement wants three ministries, while other parties have their own demands and want a seat at the table as well. So, will the Kurdish parties be able to reach an agreement or will there be a prolonged impasse in Erbil?

The negotiations won't include minor parties such as the Kurdistan Islamic Union (KIU) or the New Generation Movement, as both have announced they will join the opposition. Gorran and the Kurdistan Islamic Group (IGK) have said they will wait to see how negotiations play out before deciding whether to join the government. The KDP wants to hold on to the KRG presidency and to write a KRG constitution, and will work to extract concessions from the other parties.

In any case, the KDP will have the upper hand in the negotiation process and will have the final say on the shape of the new government. In the past, the KDP and PUK worked on relatively equal terms, splitting up positions 50-50. This time, however, KDP officials want the PUK to take the role of a junior partner, given that the latter won far fewer parliamentary seats. The PUK reportedly suggested that the KDP negotiate with all the other political parties collectively, an idea the KDP dismissed.

To further dilute its rival's influence in the new government, the KDP is only too happy to have Gorran participate in the Cabinet. By playing the two off each other, the KDP would be able to further control the process. Given that Gorran lost half of its seats in the election, it would probably accept a KDP offer.

The KDP appears to have grown tired of a grand coalition-style government. But while it doesn't want to share power with the PUK equally, it also doesn't want to give too much away to the smaller parties to gain their cooperation. So, in return for allowing the smaller parties to participate in the new government, the KDP wants to impose a number of conditions on them. For example, unlike before, KDP officials say the parties must fully support the government and commit to staying in a coalition until the end of the parliamentary term. Moreover, other parliament members shouldn't criticize the government in public. These demands are clearly influenced by KDP's firing of Gorran's ministers in 2015 and by both the KIU and the IGK withdrawing their ministers during the last government.



Masrour Barzani, the candidate of the KDP for the post of KRG PM, with Nechirvan Barzani, the KDP nominee for the post of President.

A KDP delegation recently visited the PUK and Gorran parties in Sulaimaniyah, but pointedly declined to meet with the IGK. By doing so, but including Gorran, the KDP is trying to divide and weaken opposition voices by rationing out patronage. Moreover, this move by the KDP could lead to the two Islamic parties becoming the public face of the opposition, making it easy for the KDP to limit opposition activities under the pretext of counterterrorism legislation. The KDP security apparatus has already initiated a number of terror cases against members of the IGK in Erbil.

The KDP wants to depict itself as the main representative of Kurds nationally, and the KDP-PUK competition extends from Erbil to the federal government. In Iraq, the three top federal government offices in Baghdad are divided among Shiites, who decide who fills the role of prime minister; Sunnis, who determine the parliament speaker; and Kurds, who select the president.

The KDP-PUK disagreed over which Kurdish party should hold the federal presidency in Baghdad. The PUK's nominee won that battle, and Barham Salih became president. Massoud Barzani vehemently opposed Salih's selection.

That fact pricked the PUK's distrust recently. Massoud Barzani visited Baghdad and Najaf on Nov. 22 where he met with officials from the federal government and leaders of Sunni and Shiite parties. After his visit, Barzani said the group discussed a number of issues between the KRG in Erbil and the federal government in Baghdad, including the status of oil-laden Kirkuk and disputed areas. He also noted, "We have reached a good understanding that we must solve those issues through dialogue and the Iraqi Constitution."

The PUK, however, viewed Barzani's visit with suspicion, believing that part of his agenda was to undermine the PUK's role in Baghdad. The visit came at a time when Salih was in Rome, meaning Barzani might have timed his trip to avoid meeting with Salih.

The PUK also thinks that the main purpose of the visit was to complete Iraqi Prime Minister Adel Abdul Mahdi's new Cabinet in a way that the KDP would achieve more political and economic gains at the expense of the PUK by getting another ministerial position in the federal government. ♦

Nahwi Saeed is an independent researcher who specializes in democracy in divided societies, coexistence between ethnic groups in post-conflict situations, power-sharing and the prevention of ethnic conflict in post-conflict societies with the focus on Iraq and the Kurdistan region. He has written several articles for Kurdish, English and Arabic media outlets.

David L. Phillips: The US has no better friend in the Middle East than the Kurds



David L. Phillips
Date: 02/12/2018
<http://www.gulan-media.com>

David L. Phillips is currently Director of the Program on Peace-building and Rights at Columbia University's Institute for the Study of Human Rights. Phillips has worked as a senior adviser to the United Nations Secretariat and as a foreign affairs expert and senior adviser to the U.S. Department of State. He has held positions as a visiting scholar at Harvard University's Center for Middle East Studies, executive director of Columbia University's International Conflict Resolution Program, director of the Program on Conflict Prevention and Peace-building at the American University, Associate Professor at New York University's Department of Politics, and as a professor at the Diplomatic Academy of Vienna. He is the author of the book "The Kurdish Spring: A New Map of the Middle East", and recently he has written another book entitled "The Great Betrayal: How America Abandoned the Kurds and Lost the Middle East". In an exclusive interview with our Magazine he answered our questions as the following:

- You have just published a book entitled "The Great Betrayal: How America Abandoned the Kurds and Lost the Middle East". Would you please summarize the main content and message of this book?
- The US has no better friend in the Middle East than the Kurds. It betrayed the Kurds in Iraq by failing to support their goal of independence. Kurds and Americans share values. Kurds cooperated with the US over several decades and deserved America's support. In addition to betraying the Iraqi Kurds, the US recruited Kurds in Syria to fight ISIS and I fear the US will betray them as well. The Trump administration's unflinching support for Saudi Arabia raises serious concerns about America's commitment to human rights and democracy.
- So overall can we say that the US has no clear, consistent and comprehensive policy for dealing with the issues and challenges of this region?
- The US policy is driven by one goal, to defeat ISIS. Countering violent extremism needs more than hard power. It requires support for freedom, democracy and human rights.
- So do you believe that the US policy in this region is predicated on misunderstanding of the real situation of this region?

- America's actions are guided by a lack of principle. It should stand with its friend rather than try to placate its enemies. Failing to stand with the Kurds even when nearly 93% voted for independence created an opening that Iran exploited.

- But why the US is ceding the ground for other powers and allows them to establish their hegemony and extend their influence in this region?
- The US has made many mistakes. It ceded influence to Iran and Turkey. Ankara's proxy in Syria, the Free Syrian Army, is dominated by al-Nusra and al-Qaeda. America's lack of leadership was filled by bad actors.

• But can we expect any significant shift in the US policy toward this region?

- I don't think we can expect any shift during the Trump administration. The US has no coherent strategy towards the Kurds or towards Iraq. ISIS will emerge with a new name and in a new form.

- So what should be done in this regard?
- The US needs to address the democracy deficit, the economic deficit, and the gender equality deficit in order to drain the swamp of support for ISIS.
- But realistically speaking what are the prospects for addressing these issues in Iraq which is a deeply dysfunctional state?

- Iraq was a dysfunctional state, and still is. The government in Baghdad doesn't operate effectively. It's a government unduly influenced by Iran, which takes orders from Qasem Suleimani. US policy towards Iraq has failed.

• In the previous interview with our Magazine you describe Iraq as vassal state to Iraq, is this still true for today?

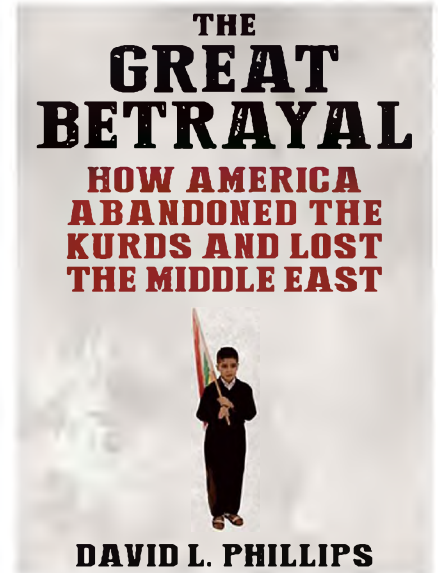
- Iraq has surrendered its sovereignty and independence.

- So what the future holds for this country?
- The Kurdistan Regional Government needs to improve conditions for its people. It needs to adopt and implement a constitution. It must form a government and get to work. Iraqi Kurdistan should diversify its oil-based economy and demonstrate to the people of Kurdistan that it's capable of running Kurdistan's affairs.

• Is there any prospect for real partnership between Iraq and Kurdistan, especially after the Visit of Mr. Barzani to Baghdad?

Iraq and Kurdistan are neighbors. Good neighborly relations are necessary for stability and development. It's good to have contact with Baghdad, discuss mutual interests and ways of working together.

- What about the dream of independence?
- Nearly 93% voted for independence. The dream of independence was delayed, not destroyed. Realizing independence will take time. In the near term, Kurdistan must function like a coherent state.
- With regard to the US position toward Kurds, what the US could and should have done differently



- It should have supported Iraqi Kurdistan's right to self-determination instead of sticking with its anti-democratic one Iraq policy.

• But as you know Kurdistan has tough neighbors, what Kurdistan can do?

Kurdistan can become a stronger and more self-reliant state by diversifying its economy. Its future constitution should have a balance of powers with strong protection of individual rights. The constitution should also protect and promote minority rights for Christians and Yezidis, as well as women's rights.

• But can Kurdistan expect to gain international endorsement for taking these steps?

- No, I don't think international support will be forthcoming in the near future. The US and the international community missed their chance to advance Kurdistan's independence. The path to independence will be a long road. It will take time. The people of Kurdistan deserve the international community's support.

• And what are the meaningful steps that the Kurds should take to promote its internal cohesion?

- Kurds should put the national interest first ahead of personal or party interests. Disunity has always been the Achilles heel of Kurdistan. During this period, Kurds must come together, develop a common vision for the future, and work in cooperation to achieve those goals.

• And what is your opinion about the recent parliamentary election and the prospect for forming a new government in Kurdistan?

- Power-sharing is always the best way for moving forward. A zero-sum game never works. The Kurds need to focus on unity and work together.

• And what about working on promoting trade and economic relations with neighbor state?

- Yes, trade and economic relations can build bridges and foster regional cooperation. Kurdistan needs to show neighbors that it's willing to work cooperatively in the commercial sector, and

set politics aside for the time being.

• And how do you consider the experiment of Kurdistan region with Turkey in this regard?

- Turkey is a big bully. It is only motivated by self-interest. It cares nothing for Kurdistan's interest. Kurds should be worry of false friends.

• But if the US has abandoned the Kurds and Turkey is false friend, what the Kurds should do?

- The Kurds are the weakest party in this region. Kurdistan doesn't want to have a dispute or fight with its neighbors. Kurdistan should focus on trade and economy, deferring discussion about democratic self-determination until Kurdistan is in a stronger position or until the US has a new government that more fully appreciates the important role the Kurds.

• Don't you agree that the Kurds hope in US will not be promising and encouraging?

- The US has repeatedly sold out the Kurds in history. It supported the 1923 Treaty of Lausanne and the Algiers accord of 1975. It encouraged the

Kurdish rebellion in 1991. The recent events in Kirkuk and failure to oppose Iran's intervention is another example of America's betrayal of the Kurds. Can we expect the better for the future? I don't know. We can hope for better relations and greater support. If history is any measure, the Kurds don't have great cause for hope.

* What is your assessment of what is called maximum pressure campaign by Trump's administration against Iran?

- I don't believe there is a maximum pressure campaign. If it were a serious campaign, Iran would not be allowed to export its oil to 8 countries for 6 months. Just empty words by the Trump administration. The recent murder of Jamal Khashoggi should cause the US to rebalance its relations. Relying only on Saudi Arabia is a strategic mistake.

* How do expect the Iran's reaction in this regard?

- Iran reacts to pressure by pushing back. The more you boil an egg, the harder it becomes. I don't expect great reforms in Iran resulting from Trump's so called maximum pressure campaign

* But all in all Iran is winning and it is extending its influence in the region?

- Iran has won. It controls Baghdad, Damascus, Beirut and Sana'a. This is the Iranian Shiite crescent. Tehran is feeling pretty good about its regional strategy.

* At the end what is your hope for the future?

- My hope for the future is that the people of Kurdistan live in peace and achieve prosperity and slowly make progress towards their ultimate goal, which is independence. ♦

Link to The Great Betrayal -- <https://www.ibtauris.com/Books/Humanities/History/Regional-national-history/Asian-history/The-Great-Betrayal-How-America-Abandoned-the-Kurds-and-Lost-the-Middle-East?menuItem={DFF51E2F-C0BA-4928-ACC4-415188DCDEE8}>



DECEMBER 4, 2018

Najmaldin Karim: Kurds still want independence

Laurie Mylroie December 04-2018
<http://www.kurdistan24.net>

WASHINGTON DC (Kurdistan24) – Najmaldin Karim, Governor of Kirkuk Province until October 2017, and the last individual to hold that position in accord with Iraqi legal procedures, explained to Kurdistan 24 that the people of the Kurdistan Region still want independence—a year after their historic referendum, in which 93 percent voted yes.

Asked to assess the implications of the recent parliamentary elections in the Kurdistan Region, particularly the strong showing of the Kurdistan Democratic Party (KDP), Karim replied, "I'm glad you asked that question."

"Everybody blamed everything on the referendum, especially the anti-KDP forces, like the other parties," Karim said.

But the KDP "actually made a point of talking about the referendum" during the election campaign, he continued—"how important and successful the referendum was" and how it "represented the will of the Kurdish people about what they want."

So "people voted for them," Karim stated. The KDP took a position that was the opposite of "the other parties, who campaigned, blaming all the problems of Kurdistan on the referendum—and they all failed."

The KDP won 45 seats in the elections, while its main rival, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) won less than half that number, securing only 21 seats, with the smaller parties receiving even less.

Asked if that suggested that the people of the Kurdistan Region continue to support independence, Karim replied, "Yes," citing Kurdistan 24's own coverage of the big campaign rallies, which

KDP President Masoud Barzani, Prime Minister Nechirvan Barzani, and others, addressed.

"The most important thing" they talked about was "the KDP's work and leadership during the referendum," along with "Kurdish aspirations for independence," Karim explained.

Speaking later to a small luncheon group, Karim revealed that the main US concern in the run-up to the referendum had been to secure the election of Prime Minister Haider al-Abadi for a second term in the May 2018 Iraqi elections.

He recalled how Amb. Douglas Silliman had come to him, as Governor of Kirkuk, on July 2, 2017, saying, "We don't want you to have the referendum, because it will affect Abadi's" election prospects.

Karim advised Silliman that it was unwise for the US to put all its eggs in one basket.

Karim attributed Abadi's electoral loss to his failure to provide basic services, even to Iraq's Shia areas.

"That's why you saw all those demonstrations in Basra, which led to the collapse of Abadi and his government," Karim said. "Abadi really had everything on a silver platter, with 200 percent US support for him to become Prime Minister again—and yet, he lost it."

"Why?" Karim continued. "Because they didn't pay attention to people's needs—electricity, water, schools, health."

Both Secretary of State Mike Pompeo and National Security Adviser John Bolton seem more sympathetic to the Kurds than their predecessors. However, they did not take office until April 2018, six months after the Iraqi assault on Kirkuk and other disputed areas.

Asked if he thought Pompeo and Bolton might have done more to stop the Iraqi attack, Karim replied, "I'm not excusing the US government's



This is part two of an interview that Kurdistan 24 conducted with Gov. Najmaldin Karim, just before Thanksgiving.

position on October 16 of last year."

"But if it wasn't for the treachery that happened, I think US officials" would not have been "so emboldened to come out and call the referendum 'disruptive,'" Karim continued, "including Secretary Tillerson and his representatives in Iraq."

"That was the main reason," I think, Karim said, "but those representatives actually fed that division, encouraged that division, and worked on having that division."

Karim described the new Iraqi Prime Minister, Adil Abdul-Mahdi, in positive terms. He is "very familiar with the Kurds" and "has many Kurdish friends, including the late President Talabani, Kak Masoud, and most of the Kurdish leadership."

"He was with the Iraqi opposition" before 2003, when the US overthrew Saddam Hussein. "He even has a house in Dukan," Karim continued.

"He has promised that he will apply the constitution, and if he does that, and sincerely does that, I think it's the best way to resolve the issues of Kurdistan" and "with the rest of the communities of Iraq."

"I hope he has the power and courage to do that," Karim concluded, "although we will have to wait and see." ●

L'alliance Turquie-Iran-Qatar se renforce face à l'Arabie

L'affaire Khashoggi a contribué à consolider un front régional antisauvien, même si les divergences demeurent entre les trois pays.

DELPHINE MINOUI @DelphineMinoui
CORRESPONDANTE À ISTANBUL

MOYEN-ORIENT Un nouvel axe anti-sauvien est-il en train de se consolider ? Profitant de l'onde de choc suscitée par l'assassinat de Jamal Khashoggi, la Turquie et ses alliés régionaux, le Qatar et l'Iran, démultiplient les initiatives en faveur d'un rapprochement stratégique visant à faire bloc contre le royaume saoudien – et, par extension, contre les Émirats arabes unis, l'Égypte mais aussi l'Amérique de Trump, qui continue à ménager le prince héritier Mohammed Ben Salman. « Face à Riyad, des accords tactiques se mettent en place », observe Dorothee Schmid, directrice du programme Turquie et Moyen-Orient de l'Ifri, en évoquant des intérêts à la fois stratégiques et économiques.

En témoignage la visite, le 26 novembre, de l'émir du Qatar à Istanbul durant laquelle plusieurs protocoles de coopération ont été signés, notamment dans les domaines du commerce et des transports. Cette visite a été d'autant plus remarquée que Cheikh Tamim Ben Hamad al-Thani s'était déjà pressé, trois mois plus tôt, au chevet de la Turquie pour lui offrir 15 milliards de dollars d'investissement en pleine crise financière aggravée par les tensions diplomatiques avec Washington.

Dans le même temps, Doha vole aussi au secours de l'Iran. Le 27 novembre, Qatar Airways, la compagnie aérienne du petit émirat, a ainsi annoncé qu'elle augmenterait ses vols vers Téhéran et vers Chiraz. Ce geste hautement sym-

« Le rapprochement turco-qatarien est également stratégique : Ankara dispose d'une base militaire à Doha »

GALIP DALAY, CHERCHEUR A DOHA

bolique – à l'heure du retour des sanctions contre l'Iran, sous pression amé-

ricaine, et de la suspension des vols d'Air France et d'autres compagnies internationales sur Téhéran – se lit aussi comme un défi adressé à sa concurrente régionale, Emirates Airlines (la compagnie phare des Émirats arabes unis). De leur côté, la Turquie et l'Iran n'ont cessé d'agir depuis juin 2017 pour briser le blocus terrestre, maritime et aérien imposé par l'Arabie saoudite au Qatar.

Pour autant, cette alliance tripartite reste limitée à quelques objectifs communs. « Ce n'est pas vraiment une alliance, c'est une convergence de préoccupations », nuance Galip Dalay, chercheur non résident auprès de l'Institut Brookings de Doha, en insistant sur la nécessaire distinction entre les relations turco-iraniennes et celles, plus solides, qu'entretiennent Ankara et le petit émirat gazier. « Le duo turco-qatarien a une base significative depuis un certain temps. Lors du printemps arabe de 2011, les deux pays ont soutenu les révolutionnaires. Aujourd'hui encore, ils appuient l'opposition syrienne contre Bachar el-Assad. Pour sa part, le Qatar est le premier à avoir manifesté son soutien à Ankara lors de la tentative de coup d'État raté de juillet 2016. Le rapprochement turco-qatarien est également stratégique : Ankara dispose d'une base militaire à Doha », rappelle-t-il.

Entre le Qatar et la Turquie, les affinités sont également idéologiques : les deux pays, connus pour être proches de la mouvance des Frères musulmans, contestent les ambitions hégémoniques saoudiennes sur le monde arabomusulman, et plus particulièrement sunnite. « La Turquie, comme le Qatar, n'a jamais digéré l'éviction, en 2013, de Mohammed Morsi (ex-président issu des Frères musulmans) par l'armée égyptienne et le soutien ouvert accordé par Riyad au président Sissi. Depuis, la Turquie est devenue une sorte de base arrière de la mouvance frériste », estime le chercheur turc Nihat Ali Ozcan. Coupée de son leadership, cette base semble néanmoins plus symbolique que véritablement organisée.

Avec l'Iran chiite, les relations sont plus complexes. « Téhéran et Ankara



Cheikh Tamim Ben Hamad al-Thani à Istanbul, le 26 novembre, lors de sa rencontre avec Recep Tayyip Erdogan. KAYHAN OZER/AFP

sont sur la même ligne de défiance face à l'Arabie saoudite, mais aussi aux États-Unis et à Israël. Ainsi, la Turquie, qui ambitionnait d'augmenter le volume de

ses échanges commerciaux avec Téhéran de 10 à 30 milliards de dollars, voit d'un mauvais œil les sanctions américaines liées au nucléaire iranien. Les deux pays ont également été parmi les premiers à dénoncer le transfert de l'ambassade américaine en Israël de Tel-Aviv à Jérusalem », observe le spécialiste des relations internationales Murat Yesiltas, en charge des questions sécuritaires au sein du think-tank turc Seta.

Ankara veut des contreparties

À cela s'ajoutent des intérêts partagés, notamment la velléité commune de contenir le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). En 2017, les deux pays ont fait front contre le référendum sur l'indépendance du Kurdistan irakien. Sur les autres dossiers, tout oppose les deux pays voisins. « Tant qu'ils font face à la même menace, la Turquie et l'Iran peuvent travailler de pair pour contenir cette menace. En revanche, ils se font concurrence en termes de pouvoir régional », précise-t-il.

La question syrienne en est la meilleure illustration : si Téhéran s'obstine à soutenir Damas, la Turquie continue à appuyer l'opposition. Mais à l'inverse de Téhéran, plus figé sur ses principes, Ankara s'est également montré capable, par le passé, de revoir ses ambitions dans l'espoir d'obtenir certaines contreparties. « Avec l'affaire Khashoggi, Erdogan semble se résigner à monnayer une sortie de crise pour Riyad en espérant débloquer certains autres dossiers dans sa liste d'objectifs. Parmi eux, l'extradition – peu probable – des États-Unis de Fethullah Gülen ou encore certaines concessions sur le dossier syrien », relève Dorothee Schmid. ■

En Irak, le grand retour de l'or noir

Redevenu le deuxième producteur de l'OPEP, Bagdad entend de nouveau peser sur la scène pétrolière mondiale

BAGDAD - *envoyée spéciale*

L'or noir coule de nouveau à flots en Irak. Après des années de chaos politique, sécuritaire et économique, l'Etat irakien est redevenu, en septembre, le deuxième producteur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP).

Tout juste sorti de quatre années de guerre contre l'organisation Etat islamique (EI), qui ont affecté une partie de ses infrastructures pétrolières dans le Nord, l'Irak veut recouvrer son attractivité. Avec 4,6 millions de barils de pétrole brut produits chaque jour, le cinquième pays producteur au monde affiche ses ambitions.

L'objectif du nouveau ministre du pétrole, Thamer Al-Ghadhban, nommé en octobre, est de développer les infrastructures et de restructurer le secteur énergétique, grevé par la mauvaise gouvernance et la corruption endémiques, pour atteindre une capacité de production de 5 millions de barils par jour en 2019, dont 3,8 millions dévolus à l'exportation.

Jusqu'ici, l'OPEP avait considéré l'Irak comme un convalescent. En 2016, le cartel avait décidé d'une réduction importante de la production pour faire remonter

les prix, mais l'ex-Mésopotamie ne s'était pas vraiment conformée aux exigences de ses partenaires, faisant valoir sa situation particulière.

«*Même quand les Irakiens prennent des engagements, on sait dans le cartel qu'ils ne les respectent pas, et, jusqu'à présent, l'OPEP a fermé les yeux*», note Francis Perrin, directeur de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS). «*Maintenant que la production a sérieusement repris, l'OPEP pourrait être moins indulgente*», prévient un acteur français du secteur.

«*L'intérêt de l'Irak est d'avoir le prix du baril le plus élevé*», avait déclaré au Monde M. Al-Ghadhban, début novembre. «*J'ai tout vu dans ma carrière: un baril à 2 dollars, un baril à 100 dollars... Ce qui nous importe, c'est d'obtenir un prix juste pour les producteurs et les consommateurs, et un prix stable qui garantisse l'équilibre de notre budget national, composé à 90 % par les revenus du pétrole*», avait-il poursuivi, estimant «*juste*» la stabilisation du prix du baril en octobre au-dessus de 70 dollars (62 euros).

«**Une vraie fenêtre de tir**»
La violente chute des cours, tom-

bés aux alentours de 60 dollars le mois dernier, risque d'avoir des conséquences à Bagdad. Le budget actuellement en discussion au Parlement, qui prévoit 112 milliards de dollars de dépenses et un déficit de 23 milliards, selon une source irakienne, ne serait à l'équilibre qu'avec un baril au-dessus de 70 dollars.

Le nouveau ministre, très au fait de cette industrie – lui-même est ingénieur pétrolier et a déjà occupé le poste de ministre du pétrole après la guerre de 2003 – ne cache pas sa volonté d'ouvrir l'Irak aux compagnies internationales pour soutenir le développement du pays. «*Il y a une vraie fenêtre de tir, avec un gouvernement très favorable à l'industrie pétrolière*», se réjouit un patron français du secteur, qui connaît bien la région. «*Beaucoup de gros champs pétroliers existants ont encore de grosses potentialités. Il y aura des opportunités importantes en 2019*», s'enthousiasme-t-il.

Il faut dire que les revenus du pétrole sont vitaux pour un pays profondément marqué par des décennies de guerre et de sanctions. Quinze ans après l'invasion américaine, l'Irak doit aussi fi-

nancer sa reconstruction après la bataille engagée contre l'EI, estimée à 150 milliards de dollars par la Banque mondiale. Avec l'imposition des sanctions américaines sur le pétrole iranien, l'Irak pourrait se retrouver, de fait, à compenser une partie de la demande.

D'autant qu'un nouveau verrou a sauté à la mi-novembre, avec la reprise des exportations des champs de Kirkouk en direction du port de Ceyhan (Turquie) via l'oléoduc qui traverse le Kurdistan irakien. Après un an d'arrêt lié aux divergences entre l'Etat central et le gouvernement autonome du Kurdistan irakien à la suite du référendum d'indépendance kurde et de la reprise, par Bagdad, de Kirkouk et de ses champs pétroliers aux Kurdes, un accord politique temporaire pourrait permettre d'ajouter 200 000 barils par jour aux exportations irakiennes.

La priorité de M. Al-Ghadhban reste toutefois le développement des infrastructures dans le Sud, où se concentrent la majorité des capacités de production. Il entend aussi diversifier le réseau d'exportation, avec de nouveaux pipelines. Celui que Bagdad utilisait pour exporter directement en Turquie, endommagé dans les combats contre l'EI, doit être réhabilité. Un autre vers Aqaba, en Jordanie, est également à l'étude. ■

HÉLÈNE SALLON
ET NA. W. (À PARIS)



14 DÉCEMBRE 2018

Syrie : un soldat turc tué à Afrin, le ton monte entre Ankara et les Kurdes du YPG

France 24 Avec AFP 14 décembre 2018

Un soldat turc a été mortellement touché, jeudi, par des tirs de la milice kurde YPG dans la région d'Afrin, en Syrie. L'armée turque a riposté avec des tirs nourris dans la même zone puis avec des raids aériens dans le nord de l'Irak.

Un soldat turc a été tué, jeudi 13 décembre, dans la région d'Afrin, en Syrie, par des tirs d'une milice kurde syrienne, a affirmé le ministère turc de la Défense. Le militaire turc a été mortellement touché par des tirs de la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG) en provenance de la ville voisine de Tal Rifat, située à l'est d'Afrin, a précisé le ministère dans un communiqué. L'armée turque a riposté avec des tirs nourris sur Tal

Rifat, a ajouté le communiqué.

La ville d'Afrin avait été prise en mars par l'armée turque et ses supplétifs syriens qui en ont chassé les YPG, qu'Ankara considère comme un groupe terroriste émanant du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui livre une sanglante guérilla sur le sol turc depuis 1984.

Le ministère turc de la Défense a annoncé plus tard dans la journée que des frappes aériennes avaient été lancées contre des cibles du PKK dans les régions du Sinjar et du mont Karacak, dans le nord de l'Irak, touchant des tunnels et des abris.

MENACE D'UNE NOUVELLE OFFENSIVE

Cet incident survient après que le président turc Recep Tayyip Erdogan a menacé

mercredi de lancer dans "les prochains jours" une nouvelle offensive en Syrie contre les YPG, au risque de brouiller davantage ses relations avec leur parrain américain.

Ce serait la troisième offensive lancée par la Turquie en Syrie, où elle est déjà intervenue en 2016 et début 2018 pour repousser de sa frontière les jihadistes de l'organisation Etat islamique (EI) et les combattants kurdes des YPG. Cette milice kurde est l'épine dorsale des Forces démocratiques syriennes (FDS), une coalition arabo-kurde soutenue par les États-Unis dans la lutte contre l'EI.

Réagissant aux propos du président turc, un porte-parole du Pentagone, le capitaine Sean Robertson, a souligné mercredi qu'une "action militaire unilatérale [...] dans une zone où du personnel américain pourrait être présent, est très inquiétante". "Nous considérons une telle action comme inacceptable", a-t-il ajouté.

Les menaces de Recep Tayyip Erdogan sont survenues au lendemain de l'annonce par Washington de l'installation, en dépit de la ferme opposition d'Ankara, de postes d'observation censés empêcher toute altercation entre l'armée turque et les YPG. ■

IS Clings to Last Stronghold in Eastern Syria

Sirwan Kajjo / December 04, 2018
<https://www.voanews.com>

Despite losing most of the territory they once held, Islamic State (IS) fighters are now holding their ground against U.S.-backed forces in their last stronghold in eastern Syria.

Fierce clashes have been taking place around Hajin, in the Syrian province of Deir el-Zour, for three weeks, with Syrian Democratic Forces (SDF) trying to close in on the remaining IS militants in the town.

But local sources say IS fighters have been putting up a tough fight in Hajin, taking advantage of foul weather.

"In the last 24 hours, the SDF has brought additional reinforcements to add more pressure on [IS] fighters in the area," Rami Abdulrahman, director of the U.K.-based Syrian Observatory for Human Rights, told VOA.

Abdulrahman added that several hundred local tribal fighters had joined forces with the SDF to combat IS.

The "al-Shaitat tribe, which is one of the largest Arab tribes in Deir el-Zour, has shown determination to battle [IS] militants," Abdulrahman said.

TRIBE MEMBERS SLAIN

In 2015, IS killed nearly 700 male members of the al-Shaitat tribe because they refused to pledge allegiance to the terror group. Ever since, tribe members have been seeking revenge against IS.

In late November, at least 50 SDF fighters were reportedly killed after IS militants counterattacked two villages in Deir el-Zour that recently had been liberated from the group.

"This is the last bastion for IS in all of Syria, and so to them this battle is a life-or-death matter," Sadradeen Kinno, a Syrian reporter who closely follows IS activities in the region, told VOA. "Their so-called caliphate will literally be obliterated when Hajin has been captured. So that's why we see most of IS's fighting force is now present in this part of Deir el-Zour."

With help from the U.S.-led coalition, the Kurdish-led SDF has made major advances against IS, liberating large swaths of territory from the extremist group, including its de facto capital, Raqqa.



A girl stands in front of fighters from the Syrian Democratic Forces at the funeral of a fellow fighter killed in Hajin during battles against the Islamic State group, in the Kurdish-controlled city of Qamishly in northeastern Syria, Dec. 3, 2018.

The SDF now controls approximately one-third of Syria, making it the second-largest entity in the war-torn country, after the Syrian regime troops.

But analysts say in Hajin, IS has reportedly mixed with civilians, using them as human shields and hampering the progress of anti-IS forces.

"It's really hard for the SDF and U.S.-led coalition to carry out a full-blown operation inside the city. The coalition is already in hot water for reports of civilian deaths in Deir el-Zour," Kinno said.

Anti-IS coalition officials have denied that U.S. or allied warplanes were responsible for airstrikes that reportedly killed about 60 civilians in eastern Syria, including Hajin, in mid-November.

But British Maj. Gen. Christopher Ghika, deputy commander for strategy and information for the U.S.-led coalition, said that coalition leaders were looking into reports that coalition actions caused civilian casualties.

"We will investigate them, as we investigate every allegation of civilian casualties," Ghika told reporters in November.

INSURGENCY

Analysts say that recapturing Hajin and surrounding territory held by IS could take longer than expected.

"The long-term trend here is that Hajin will eventually be retaken from IS," said Aymenn Jawad al-Tamimi, a researcher at the Middle



A woman stands in a cemetery during the funeral for a Syrian Democratic Forces fighter killed in Hajin during battles against the Islamic State group, in the Kurdish-controlled city of Qamishly in northeastern Syria, Dec. 3, 2018.

East Forum, a U.S.-based think tank.

He assessed that if and when it has been cleared from eastern Syria, IS would re-emerge "as an insurgent movement. I don't think they will substantially regain territory, though."

Located on the eastern bank of the Euphrates River, Hajin offers IS fighters access to Syrian regime-held areas on the western side of the river.

Last week, the terror group posted photos on social media that purportedly showed the militants using boats to move between the two sides of the river.

"IS fighters manage to use the river to move and to get supplies from regime-held areas toward the desert," reporter Kinno said.

IS "has built a massive network in the desert — mostly ungoverned territory — and has access to weapons and other supplies," he added.

Syrian regime troops and Iranian-backed Shiite militias continue a separate campaign against IS in eastern Syria. But they are also at odds with the U.S.-backed SDF.

"I think [IS fighters] exploit problems in security created by the fact [that] control is divided between two sides that don't really coordinate," analyst al-Tamimi said. ●



- Mourners attend the funeral of a commander from the Syrian Democratic Forces, killed a day earlier in the town of Hajin during battles against the Islamic State group, in the Kurdish-controlled city of Qamishly in northeastern Syria, Oct. 29, 2018.

Isis returns to insurgent roots after battlefield defeats

Group re-emerges as ‘clandestine’ organisation sowing instability in Iraq and Syria

Chloe Cornish and Asser Khattab in Beirut
December 5, 2018
www.ft.com

Isis is carrying out a rising number of kidnappings, killings and bombings in Iraq and fighting fiercely in Syria as the extremist group returns to its insurgent roots having been driven out of almost all the territory it once controlled.

A recent US Department of Defense report said an “effective clandestine Isis organisation appears to be taking hold” four years after the group controlled swaths of Syria, as much as a third of Iraq, and declared a caliphate.

A suspected Isis roadside bomb in Mosul killed at least three school-children late last month and a car bomb killed at least five people in the city of Tikrit in mid-November. Attacks in oil-rich Kirkuk province so far this year have more than doubled from 2017, according to the Center for Strategic and International Studies.

Between 2014 and 2017 Isis was driven out of areas it controlled in Iraq by the western-backed Iraqi army alongside Kurdish forces and Shi’i militias, many supported by Iran. Western jets also pounded Isis-held territory, reducing swaths of cities to rubble.

But its re-emergence as a guerrilla force signals the continued threat posed by a group that inspired deadly terrorist attacks in Europe and shocked the world with massacres and beheadings in Iraq and Syria and

the systematic sexual enslavement of women.

Kino Gabriel, spokesperson for the Syrian Democratic Forces, a key US ally fighting Isis, said the group was taking advantage of persistent political instability in Syria and Iraq. “Our estimation of Isis’s power was wrong. We realised that there are more Isis fighters than we thought,” he said.

Isis’s revival is prolonging the deployment of US troops in Syria, where some 2,000 personnel are stationed. Trump administration officials have recently pledged that American soldiers will remain in the nation until the “enduring defeat” of Isis and the removal of Iranian forces and Tehran’s proxies.

It also suggests that the organisational structure that helped Isis grow has not been eliminated and that weakened states remain hard-pressed to check it.

Although Isis has lost the oilfields in Iraq and Syria that helped it become the world’s richest terrorist group, analysts say they are still well-funded, earning revenue from extortion and front companies including car dealerships to currency exchanges.

In Iraq Isis has the potential to undermine the new government’s efforts to consolidate improvements in security and deliver badly needed economic development — particularly in mostly Sunni areas devastated by the battle with Isis.

Hashem al-Hashemi, an Iraqi government adviser, compares Isis’ situation to Osama bin Laden’s al-



A car bomb attack in Qayyarah town, northern Iraq, October 2018. Isis’s re-emergence as a guerrilla force signals the group’s continued threat

Qaeda forces besieged in Afghanistan’s Tora Bora, holed up in mountain and desert areas but capable of guerrilla attacks.

Yahya Rasool, spokesperson for Iraqi army’s Joint Operations Command, said: “Our war on Isis today is an intelligence war, not a military war. We are searching and raiding their hide-outs.”

Iraqi security forces killed a senior Isis fighter in Salah al-Din province last week. Mr Rasool said the army and its international allies were mounting pre-emptive air strikes on Isis bases.

Civilian casualty numbers in Iraq have been falling this year. The UN recorded 41 people killed in November, the lowest total since they started compiling the data in November 2012.

But Michael Knights, senior fellow at the Washington Institute, said his research showed a pattern of Isis targeting community leaders. “That affects every single person in that village,” he said. “They know Isis can walk into that village, kill the most important person there and leave.”

Local chiefs are also targeted partly because they can identify Isis members attempting to return to their communities, said an Iraqi security professional.

Iraqi security forces, made up of Iraq’s regular army as well as irregular militias or so-called popular mobilisation units, are struggling to adapt to Isis’ shift to guerrilla tactics, said Mr Knights.

“It’s a lot to ask of a really exhausted army to suddenly become and an enlightened counter insur-

gency force,” said Mr Knights. “For this reason we’re going to see a couple of years where Isis is [one step ahead] of the Iraqi security forces”.

In Syria, Isis still controls a pocket of territory in the Euphrates valley close to the Iraqi border, where it has inflicted heavy casualties on the SDF, which is fighting to expel the rebels in the US-led coalition’s “Operation Roundup”.

Isis killed nearly 80 fighters from the SDF around the town of Hajin in a battle at the end of last month, the SDF’s biggest loss in a single day of fighting, said the Syrian Observatory for Human Rights, a monitoring group.

Bmat for the Global Coalition to Counter ISIL, last week said 2,000 Isis fighters were left near the Syrian city of Deir Ezzor, formerly an Isis stronghold.

The SDF’s anti-Isis offensive has been complicated by regional geopolitics. Turkey has established a buffer zone through its own proxies in northwestern Syria to keep Kurdish rebels away from its borders. Washington is limiting the weaponry it gives to its rebel allies to placate Ankara, which considers some Kurdish fighters aligned with the US as terrorists.

“That’s one reason why [the SDF] have not been as successful recently against [Isis] as they have been in the past,” James Jeffrey, US special representative for Syria engagement, said this month. “[The SDF] do not have tanks. They do not have artillery.” ■

Isis in Syria and Iraq, Oct 2018



US Expanding Military Airbase in Kurdistan Region



Basnews English 05/12/2018 - www.basnews.com/

ERBIL — The United States army is now working to further expand a military airbase it had established in Kurdistan Region's Erbil province, near Harir district, according to a report by the Turkish state-run Anadolu Agency.

The military airbase was established in 2015 as part of the US-led

campaign against the Islamic State (IS).

According to the report, locals from the area have stated that their lands were fenced to be included in the airbase as it was planned to be further expanded.

The sources also claimed that military cargo planes land at the airbase frequently with air traffic increasing recently. ♦

AL-MONITOR

DECEMBER 8, 2018

Iraqi Kurdish party pushes PKK aside

The Patriotic Union of Kurdistan has placed restrictions on the activities of the Kurdistan Workers Party in the areas it controls.



Mahmut Bozarslan
December 8, 2018
www.al-monitor.com

SULAIMANIYAH, Iraqi Kurdistan — The Patriotic Union of Kurdistan (PUK), one of the largest Kurdish parties in Iraqi Kurdistan, has increased the pressure on outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) following Washington's decision to authorize bounties on its three leaders.

"The Patriotic Union of Kurdistan is putting heavy pressure on us. I think we may soon have to leave entire Sulaimaniyah area," said an official from Teverga Azadi (Freedom Movement) that is, according to the PUK, the political wing of the outlawed PKK in Sulaimaniyah, where the PUK is in political control.

Immediately after his remarks, the Kurdistan Regional Government's security forces launched a series of operations at Sulaimaniyah and some of its townships targeting Teverga Azadi. The true target of the operations was the PKK's presence in the city.

In 2014, Teverga Azadi had 10 offices in the region, eight in Sulaimaniyah and Garmiyani governorates and one each at Kirkuk and Tuz Khormato.

The security operation followed instructions issued by KRG's Deputy Prime Minister Kubat Talabani to close down PKK-affiliated political parties and any institutions that operate without permission. Although Talabani did not name them directly, it was obvious he was referring to the parties and institutions close to the PKK.

There have been no serious problems between the PUK and the PKK for several years. While former Iraqi president and PUK leader Jalal Talabani was alive, he opened the border gates many times to PKK militants escaping the Turkish army. In 1992 during a cross-border operation by Turkey, many PKK militants who were forced to leave their camps along the border had taken refuge in the Zeli camp, at that point under Talabani's control.

Although there were occasional clashes in the 1990s, relations were calm during the 2000s. Why, then, is the PUK now taking on the PKK?

Kamal Chomani at the Tahrir Institute for Middle East Policy says the reasons are the PUK's economic politics and the Iran embargo. "The [PUK] feared international investments will be diverted to Erbil and will give the impression that Sulaimaniyah is unsafe easy place to reach," Chomani told Al-Monitor. "But I believe that one of the real causes was that the sanctions against Iran in November made the PUK's oil smuggling to Iran very difficult. The Kurdistan Democratic Party [KDP] of [former President

Massoud] Barzani and the PUK were engaged in oil smuggling for a long time to sustain their economies. When Turkey reached agreements with the KRG leadership and Baghdad to carry oil via the Kirkuk-Ceyhan pipeline, the PUK had to normalize its relations with Turkey to avoid difficulty exporting its oil. Trucks won't be going to Iran easily now. The US won't allow them. Meanwhile, gas and oil production is increasing in KDP lands."

A Teverga Azadi official told Al-Monitor that Turkey is behind the decision to squeeze the PKK. Chomani feels the same way. However, according to Chomani, the decision will not lead to armed clashes between the parties: "The PUK feels the need for Turkish support. Turkey in return is forcing them to close down political parties and institutions close to the PKK. This is only the beginning. Turkey will want more pressure on the PUK. ... Turkey thinks the PKK has grown stronger at Sulaimaniyah. I don't expect it to escalate to clashes, because within the PUK there are still people who support the PKK. The PKK has popular support in the Kurdistan Region."

Chomani added that PKK sympathizers may also sue Kubat Talabani in Iraqi Kurdistan or in Baghdad to pressure the PUK.

Kurdish sources say that the operation against Teverga Azadi came after immediately Barzani's Baghdad visit and was intended to corner the PUK. The PUK then realized it had no option but to improve ties with Ankara. The easiest way to do so was to expel the PKK. Turkey's consul general in Erbil, Hakan Karacay, expressed Turkey's support, saying that the decision was a wise one.

Aruzu Yilmaz, a professor of international relations at the American University in Duhok, said the PUK plays a central role in Kurdistan politics but that quarrels among its leadership that began with Talabani's health problems made it difficult for the PUK focus on other issues. According to Yilmaz, the PUK's area of influence is geographically remote. The PKK and KDP's sphere of influence has expanded, but the PUK could not reach to beyond the Soran region. The PUK is now trying to restore its position in Kurdistan and challenging the PKK.

"The PUK appears to be forming relations with non-Kurdish actors because it is not able to acquire that strength in Kurdistan's internal dynamics. But all this confusion will not lead to internal strife," Yilmaz told Al-Monitor.

The PKK's reaction to the PUK's decision was quick. The Kurdistan Communities Union, an umbrella organization that brings together all the parties affiliated with the PKK, called on the PUK to annul its decision. The PUK is not expected to heed the call and may even step up its efforts by forcing the PKK to withdraw its political activities from Sulaimaniyah. Considering the PKK's past ability to freely move in the PUK-controlled areas, what has changed?

Another reason for the PUK's change of stance against the PKK might be Washington's recent decision to place bounties on the PKK's top three leaders, pressuring Iraqi Kurdish parties to distance themselves from the organization. ♦

Mahmut Bozarslan is based in Diyarbakir, the main city in Turkey's predominantly Kurdish southeast. A journalist since 1996, he has worked for the mass-circulation daily Sabah, the NTV news channel, Al Jazeera Turk and Agence France-Presse (AFP), covering the Kurdish question as well as local economy and women's and refugee issues. He has also frequently reported from Iraqi Kurdistan. On Twitter: @mahmutbozarslan

Erdogan aux prises avec la crise de l'oignon

Alors que le prix du légume a augmenté de 543 % en un an, la colère monte sur les réseaux sociaux pour dénoncer ce nouveau symbole de l'inflation qui ronge le pays et sa mauvaise gestion gouvernementale.

DELPHINE MINOUI @DelphineMnoui
CORRESPONDANTE À ISTANBUL

TURQUIE « Les Français ont leurs "gilets jaunes", nous avons nos sacs d'oignons », ironise un blogueur stambouliote. En Turquie, le quadruplement - en un an - du prix du légume, nouveau symbole de l'inflation qui mine le pays, fait des vagues. Selon l'Institut turc des statistiques, le prix de l'oignon a augmenté de 543 % d'octobre 2017 à octobre 2018. Et depuis le début de l'année, le prix du kilo a été multiplié par quatre pour atteindre jusqu'à 10 livres turques (soit 1,65 euro). Mais au pays d'Erdogan, où les rassemblements sont régulièrement interdits et réprimés, c'est sur la Toile, et non dans la rue, que la colère se manifeste : contre les prix qui flambent, mais aussi contre la gestion gouvernementale de cette nouvelle crise.

« *Wanted, dead or alive* » (« Recherche, mort ou vivant ») ironise un citoyen turc sur son compte Twitter, en publiant la photo d'un oignon. Humour à l'appui, il passe en dérision les réactions du pouvoir, qu'il juge décalées, à la flambée des prix : il y a quelques jours, le ministre de l'Économie et des Finances, et gendre du président turc, Berat Albayrak a dépêché



Tandis que les prix flambent, notamment celui des oignons, le dévissage de la livre noircit la situation de l'économie. REUTERS

des inspecteurs dans les entrepôts agricoles pour y saisir les stocks d'oignons, en les accusant d'entretenir une pénurie à l'origine de l'inflation. « *Nous n'autoriserons pas les stockages* », a-t-il pré-

venu lors d'une récente allocution. Et quand les cultivateurs expliquent que ce ne sont pas les stocks, mais une mauvaise récolte saisonnière due à un virus qui est à l'origine d'une offre inférieure à la demande, Recep Tayyip Erdogan leur répond : « *Ils disent qu'une maladie a ruiné la récolte. Allons bon ! Vous l'avez gâchée. Vous l'avez rendue malade !* »

Réélu en juin dernier, le chef de l'État turc fait depuis quelques mois face à sa première crise économique majeure. Propulsé en quinze ans du poste de maire d'Istanbul à celui de président, en passant par celui de premier ministre, Erdogan doit en partie son ascension à l'essor de son pays. Pendant des années, la spirale d'investissements, de développement de gros projets d'infrastructure - ponts, aéroports, autoroutes -, et de crédits à la consommation a boosté l'économie et doublé le PIB.

Le récent dévissage de la livre turque, renforcé par la crise diplomatique avec les États-Unis, a mis fin à l'ère des « *Erdoganomics* ». Peu enclin à relever, malgré l'insistance des experts financiers, les taux d'intérêt, et faute de solution à court terme, le pouvoir préfère étouffer la grogne plutôt que de tenter d'y répondre. Les manifestations sont réprimées. La presse indépendante, de

plus en plus muselée. La dissidence surveillée de près. Demeure la Toile, théâtre d'une défiance silencieuse qui a fait de l'humour son arme de contestation.

« *Ne faites pas pleurer l'oignon* », blague ainsi Kemal Kılıçdaroglu, le leader du CHP, principale mouvance de l'opposition, sur la page de son compte Twitter. « *Erdogan a décrété que l'oignon était une organisation terroriste* », s'inscrit Meral Aksener, la responsable du parti d'opposition İyİ. « *Libérez les oignons !* », ironise pour sa part l'économiste Alaattin Aktas, en réaction aux raids menés par les inspecteurs. Encouragé par cette fronde virtuelle, chaque internaute y va de sa petite phrase. « *On avait l'habitude de lire des articles sur des caches d'armes ou d'héroïne. Maintenant, ce sont des légumes qui sont démasqués* », avance l'un d'eux. Cette mobilisation autour de l'oignon est également l'occasion de passer en dérision la censure. Sur son compte Twitter, un autre internaute a ainsi repris à son compte la photo - largement relayée dans la presse - d'un stock de 30 tonnes d'oignons saisis dans la ville de Mardin, et s'est amusé à rayer chaque filet de légumes au marqueur noir. « *Comme les oignons sont jeunes, on doit protéger leur identité* », dit sa légende sous forme de blague. ■

AFP

Syrie: Washington annonce que ses postes d'observations sont en place

Washington, 11 décembre 2018 (AFP)

LE PENTAGONE a annoncé mardi que les postes d'observation américains dans le nord de la Syrie, censés empêcher toute altercation entre l'armée turque et des combattants kurdes soutenus par Washington, étaient désormais en place, rejetant ainsi une demande formelle d'Ankara.

"Sur ordre du ministre de la Défense (Jim) Mattis, les États-Unis ont mis en place des postes d'observation dans la région frontalière du nord-est de la Syrie, pour répondre aux soucis sécuritaires de la Turquie, notre alliée au sein de l'Otan", a indiqué un porte-parole du ministère, le colonel Rob Manning.

"Nous prenons très au sérieux les inquiétudes de la Turquie en matière de sécurité et nous nous engageons à coordonner nos efforts avec la Turquie

pour stabiliser le nord-est de la Syrie", a ajouté le porte-parole.

M. Mattis avait annoncé le mois dernier que l'armée américaine était en train d'installer ces postes d'observation le long de la frontière avec la Turquie.

Cette mesure vise à rassurer la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG), qu'Ankara considère comme un groupe "terroriste" et bombarde régulièrement, alors qu'elle est le fer de lance au sol de la coalition internationale luttant contre le groupe Etat islamique (EI).

L'armée turque, qui a déjà conduit deux incursions militaires en Syrie, a mené ces dernières semaines des bombardements sporadiques contre des positions du groupe kurde.

A la suite de ces attaques, les FDS avaient annoncé le 11 novembre la suspension de leurs opérations contre l'EI, suscitant l'embarras de Washington.

Vendredi, le ministre turc de la Défense, Hulusi Akar, avait demandé que Washington renonce aux postes d'observation lors d'une rencontre à Ankara avec représentant spécial des États-Unis pour le conflit syrien, James Jeffrey.

M. Akar avait à nouveau appelé vendredi les États-Unis à mettre un terme à leur coopération avec les YPG et répété que la Turquie n'autoriserait pas la création d'un "corridor terroriste" à sa frontière. ●

AFP

Ankara appelle Bagdad à coopérer dans la lutte contre le PKK

Ankara, 15 décembre 2018 (AFP)

LA TURQUIE a appelé samedi les autorités irakiennes à apporter leur soutien à la lutte qu'elle mène contre les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), invoquant son droit à la légitime défense pour intervenir en Irak.

"La Turquie prend toutes ses responsabilités dans la lutte contre le terrorisme. Elle apporte ainsi tout son soutien à l'Irak (...). Et l'on attend de l'Irak la même compréhension et une coopération concrète", a déclaré Hami Aksoy, porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères, dans un communiqué.

"Si les institutions irakiennes ne font pas le nécessaire pour lutter contre le terrorisme, nos forces armées s'appuieront sur notre droit à la légitime défense (...) pour riposter aux attaques perpétrées contre notre pays par le PKK depuis l'Irak", a-t-il ajouté.

Le ministère turc de la Défense a annoncé jeudi que des frappes aériennes avaient été lancées contre des cibles du PKK dans les régions du Sinjar et du mont Karajak, dans le nord de l'Irak, touchant des tunnels et des abris.

Le PKK, une organisation classée "terroriste" par Ankara et ses alliés occidentaux, mène depuis 1984 une sanglante rébellion sur le sol turc, mais son état-major se trouve dans le nord de l'Irak, près de la frontière.

La Turquie y mène pour cette raison régulièrement des incursions et des frappes aériennes.

"Les activités en Irak de l'organisation terroriste PKK sont devenues une question de sécurité nationale pour la Turquie", a insisté M. Aksoy, promettant que les opérations en Irak se poursuivront tant que le PKK s'y trouvera.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan exhorte régulièrement le gouvernement de Bagdad à agir contre les bases arrière du PKK dans le nord de l'Irak, menaçant dans le cas contraire d'intervenir.

Ces déclarations, ainsi que les frappes de jeudi, surviennent après que M. Erdogan a menacé mercredi de lancer dans "les prochains jours" une nouvelle offensive en Syrie contre les Unités de protection du peuple (YPG), considérées par Ankara comme une extension en Syrie du PKK mais alliées de Washington dans la lutte contre le groupe Etat islamique (EI). ●

Les Kurdes syriens, sur le point de chasser l'EI et sous la menace d'Erdogan

REPORTAGE. En pleine bataille pour déloger Daech de son dernier bastion, les milices kurdes et leurs alliés arabes sont dans le viseur de la Turquie.

Par **Jérémy André**, envoyé spécial à Ain Issa et Manbij (Syrie) le 13/12/2018
www.lepoint.fr

Les jours difficiles, Jiihan Sheikh Ahmed peut s'accrocher à ce souvenir : « Quand nous sommes entrés dans Raqqa, j'étais si heureuse, malgré toutes les destructions », raconte la commandante kurde, née en 1981 dans cette ville du nord de la Syrie, tristement célèbre pour avoir été durant près de quatre ans une des capitales de l'État islamique (Daech en arabe). Aujourd'hui est un de ces moments difficiles. En effet, tandis que les camarades de Jihan, les Forces démocratiques syriennes (FDS), alliance arabo-kurde soutenue par les Américains, luttent pour en finir avec Daech, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a annoncé, mercredi 12 décembre, une nouvelle opération contre les « terroristes à l'est de l'Euphrate ». Autrement dit les FDS.

Durant la bataille de Raqqa, Jihan était la porte-parole des FDS. Cette victoire n'a pas enfanté la paix. La commandante ne peut rentrer chez elle à Raqqa que lorsqu'elle a une permission. Elle a encore grimpé des échelons et copréside le bureau de la défense de l'auto-administration du nord et de l'est de la Syrie, l'institution mise en place par les FDS pour gouverner les territoires libérés de l'EI. Une sorte de ministère de la Défense qui ne dit pas son nom, pour ne pas froisser Damas – l'administration espère rejoindre un jour le giron de l'État central, qui exclut pour l'instant toute forme d'autonomie. Toujours en uniforme, Jihan se fait à la vie de bureau. Ses services viennent de s'installer dans un immeuble d'Ain Issa, la « capitale » des FDS, au nord de Raqqa. Les derniers étages sont encore inachevés.

NOUVELLE BATAILLE

Les détracteurs des FDS n'y ont longtemps vu qu'un écran créé par les Américains pour placer en avant les éléments arabes et mettre en retrait leurs auxiliaires kurdes, les YPG (Unités de protection du peuple), liées au mouvement lancé par Abdullah Öcalan, détenu depuis près de 20 ans en Turquie. Mais difficile de réduire à un paravent une armée désormais majoritairement arabe, qui contrôle près du tiers du territoire syrien. « Notre système militaire a prouvé sa qualité, parce qu'il n'y a pas de discrimination », veut croire Jihan Sheikh Ahmed. « À chaque fois que nous libérons une zone, ses habitants participent à la bataille, puis aux suivantes. Ainsi, pour



À Qamishly, dans le nord-est de la Syrie, combattants des Forces démocratiques syriennes lors des funérailles d'un de leurs membres tué à Hajin, le 3 décembre.
© DELIL SOULEIMAN

Raqqa, il y avait des chrétiens et des Arabes dont les territoires avaient été libérés auparavant. Et maintenant, ceux de Raqqa se joignent à la libération de la région de Deir ez-Zor. »

Car les FDS ont encore fort à faire. D'après l'agence Associated Press, citant des sources militaires américaines, 2 000 combattants de l'organisation terroriste sont toujours retranchés près de Deir ez-Zor, dans le sud-est de la Syrie. Cette nouvelle bataille devait être finie depuis des mois – février, espérait même Emmanuel Macron, fin 2017. Mais les retards se sont accumulés. Encore récemment, des tempêtes de sable ont permis aux assiégés de gagner du temps. Finalement, le 11 décembre, les lignes des FDS ont atteint le centre-ville d'Hajin. « Nous avons pris l'hôpital, mais il reste à sécuriser la zone », précise-t-elle.

Toutefois, la chute de cette dernière ne marquera pas la fin de la guerre, alors que l'EI subsiste de manière clandestine dans les zones libérées et mène régulièrement des attaques contre les libérateurs. « Même si Daech est vaincu dans les prochains jours ou dans les prochains mois, nous devons maintenant combattre leur idéologie », résume-t-elle.

NOUVELLE MENACE D'ERDOGAN

Une menace sur le long terme donne une bonne raison à la coalition internationale contre l'EI de rester. Et pour les FDS, ces troupes occidentales, principalement françaises et américaines, sont devenues une assurance-vie. En mars, la Turquie s'est emparée d'Afrine, dans le nord-ouest du pays, au prétexte d'en déloger les YPG qu'elle considère comme un groupe terroriste. Cette défaite a été un traumatisme pour les FDS. Elle a longuement interrompu les opérations contre l'EI. Fin

octobre, à la suite des bombardements turcs, les FDS ont une fois de plus suspendu leurs opérations pour forcer leurs alliés américains à contenir la Turquie. La nouvelle menace d'Erdogan rouvre cette « plaie ouverte ».

« La Turquie a attaqué nos forces au début de la campagne d'Hajin cet automne pour ralentir notre progression », accuse Jihan. « Nous savons tous que la Turquie soutient Daech. Elle nous attaque parce que nous avons un projet démocratique qui permettrait de stabiliser cette partie de la Syrie. » Après Afrine, deux zones de l'administration sont menacées. En premier lieu, la Turquie et les États-Unis sont depuis des mois en négociation pour régler le statut de Manbij, seule ville à l'ouest de l'Euphrate contrôlée par les FDS. En juin 2018, ils ont signé une « feuille de route pour Manbij », prévoyant des patrouilles communes américaines et turques à la périphérie de la région. Début décembre, le nouveau représentant spécial des États-Unis pour la Syrie, l'ambassadeur James Jeffrey, a promis des « progrès concrets » sur cette feuille de route d'ici à la fin de l'année. Mais dans sa déclaration du 12 décembre, Erdogan a dénoncé la « tactique dilatoire » des Américains, manifestant son insatisfaction sur ce dossier.

À Manbij, la population se demande à quelle sauce on va la cuisiner. Une idée évoquée pour apaiser les Turcs serait d'intégrer à l'administration locale des membres de l'opposition soutenue par la Turquie. « Nous sommes prêts à un dialogue avec le conseil en exil en Turquie », explique Nazifa Khalo, coprésidente de l'administration de Manbij. Mais cette Kurde, jeune diplômée en droit de 24 ans, prévient : « S'ils ont du sang sur les mains, ou ont pris les armes contre le peuple de Manbij, ils feront face à la justice. » Autrement dit, jamais elle >

➤ ne travaillera avec ceux de l'Armée syrienne libre, bras armé de l'opposition soutenue par les Turcs, qui attaque quotidiennement la zone.

PAS D'OPÉRATION TURQUE SANS LE FEU VERT DES ÉTATS-UNIS

« Nous n'accepterons jamais, à aucune condition, une occupation turque », ajoute la jeune femme. D'autres, dans le conseil de Manbij, vont plus loin : « À choisir, nous préfererions l'État syrien à la Turquie », ose son coprésident Mohammed Kheir Sheikho, un ingénieur arabe. « Mais un gouvernement central qui respecterait nos droits », complète-t-il immédiatement. Qui laisserait donc en place l'administration locale et ne ferait pas revenir ses services de sécurité, les funestes moukhabarat. Cette option n'est pas près de se présenter :

quand, en dernier recours, Afrine, en février, a fait appel au régime, celui-ci avait fixé comme condition le contrôle total de la zone. « Si la Turquie attaque, nous avons décidé de résister et de demander le soutien des YPG », conclut Nazifa.

L'autre zone sous contrôle des FDS ciblée explicitement dans le discours d'Erdogan est la région de Tel Abyad et Serêkaniyé (Ras al Ayn en arabe), deux villes à la frontière turque. « S'il y avait une attaque sur Tel Abyad ou Serêkaniyé, toute l'administration autonome serait en danger », avertit Jihan Sheikh Ahmed. Le but d'une telle manœuvre serait de couper en deux le territoire des FDS. Mais à Manbij, comme à Tel Abyad ou Serêkaniyé, la présence de troupes américaines rend très peu probable une invasion directe.

L'opération turque pourrait sinon être un bombardement ciblé visant des chefs du mouvement kurde, comme cela s'était déjà produit en avril 2017. Ou bien, comme l'évoque sur Twitter Charles Lister, chercheur au Middle East Institute, proche de la Turquie et de l'opposition syrienne, une « opération limitée visant [...] à induire de nouvelles concessions américaines ». Que ce soit un bombardement ou des mouvements de troupes, ce type d'opérations ne peut avoir lieu sans un accord préalable entre Américains et Turcs. « Si la Turquie attaque, c'est qu'elle a le feu vert des États-Unis », confirme Jihan Sheikh Ahmed. « Au contraire, les États-Unis devraient être plus fermes et cesser de faire des concessions. » ●



15 décembre 2018

Rennes. 150 manifestants pour libérer Abdullah Ocalan

www.ouest-france.fr 15/12/2018

Des tracts ont été distribués dans le centre-ville de Rennes, ce samedi après-midi et une manifestation a réuni, dans le calme, près de 150 manifestants, dont de nombreuses familles.

Très régulièrement, des membres et sympathisants de la communauté d'origine kurde de Rennes manifestent dans les rues du centre-ville. C'était le cas ce samedi 15 décembre, aux alentours de 16 h. Près de 150 personnes, dont de nombreuses femmes et des enfants, ont défilé dans le centre-ville de Rennes, dans le calme, en scandant des slogans demandant la libération du leader kurde Abdullah Ocalan. Des tracts siglés du conseil démocratique kurde de France (CDK-F) étaient distribués aux passants, appelant à une « grève de la faim illimitée contre l'isolement continu d'Ocalan ».

Abdullah Öcalan, chef historique du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) est détenu depuis 19 ans sur l'île-prison d'Imrali, en Turquie. Condamné à mort en 1999, il a vu sa peine être commuée ensuite en prison à vie. □ « Cette situation d'isolement total constitue une violation de la Convention des Nations-Unies contre la torture que la Turquie a ratifié en



1988. Elle est par ailleurs contraire à la Convention européenne des Droits de l'Homme (CEDH) ratifiée par la Turquie en 1954 », plaident les militants de la cause d'Abdullah Ocalan.

Le conflit entre rébellion kurde et forces armées turques a fait plus de 40 000 morts depuis 1984. Le PKK est une organisation classée « terroriste » par Ankara et ses alliés occidentaux, dont l'Union européenne et les États-Unis. ◆

AFP

Syrie: huit morts dans l'explosion d'une voiture piégée à Afrine

Afrine (Syrie), 16 décembre 2018 (AFP)

AU MOINS HUIT PERSONNES dont quatre civils ont péri dimanche dans la ville syrienne d'Afrine (nord), dominée par les forces turques et leurs alliés syriens, suite à l'explosion d'une voiture piégée près d'un marché du centre-ville, selon une ONG.

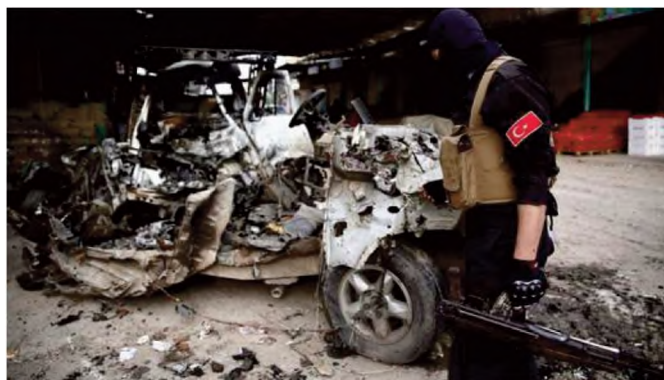
"L'explosion a eu lieu aux abords du marché Al-Hal, près d'une position de combattants pro-Ankara, faisant au moins huit morts, dont quatre civils et quatre combattants", a indiqué à l'AFP le directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), Rami Abdel Rahmane.

"Plus de 20 personnes, des civils ou des combattants, ont en outre été blessées, et certaines sont dans un état grave", a-t-il ajouté, disant craindre un "bilan plus lourd".

L'attentat a par ailleurs causé "d'importants dégâts matériels dans le secteur", selon M. Abdel Rahmane.

Un correspondant de l'AFP a vu des étalages de légumes et de fruits renversés à l'endroit de l'attentat, ainsi que des façades de murs noircies par l'explosion.

"Nous avons vu une camionnette entrer en fin de matinée. Nous pensions



qu'elle transportait des légumes", a témoigné de son côté Abou Yazan al-Qabouni, vendeur de légumes présent au moment de l'attentat.

Après l'explosion, il s'est précipité vers le lieu où gisaient des blessés et des morts, ajoutant avoir par la suite enterré les victimes décédées.

"Il n'y a pas de gangs armés, pas de terroristes ici. Nous sommes un marché de légumes", s'est-il indigné.

La ville d'Afrine a été prise en mars par l'armée turque et ses supplétifs syriens qui en ont chassé les Unités de protection du peuple (YPG), principale milice kurde en Syrie.

Ankara la considère comme un groupe terroriste émanant du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui livre une sanglante guérilla sur le sol turc depuis 1984.

Cet attentat survient après que le président turc Recep Tayyip Erdogan a menacé mercredi de lancer dans "les prochains jours" une nouvelle offensive en Syrie contre les YPG.

Jeudi, un soldat turc a été tué dans la région d'Afrine par des tirs des YPG, selon le ministère turc de la Défense.

La Turquie a déjà lancé deux offensives en Syrie depuis 2016 pour repousser

de sa frontière les jihadistes du groupe Etat islamique (EI) puis les combattants kurdes des YPG, qui sont par ailleurs des alliées de Washington dans la lutte antijihadiste en Syrie.

Déclenché en 2011 par des manifestations pro-démocratie, le conflit en Syrie s'est complexifié au fil des ans avec l'implication de divers acteurs régionaux et internationaux et la montée en puissance de groupes jihadistes.

Il a fait plus de 360.000 morts et poussé sur les routes de l'exil plusieurs millions de civils. ●

L'Orient
LE JOUR

18 décembre 2018

Malgré les Américains, Erdogan prêt à dégainer contre les Kurdes

GUERRE SYRIENNE : L'offensive annoncée par le président turc dans l'est de la Syrie se heurte à la présence américaine qui a récemment procédé à la fortification des positions kurdes.

Élie SAÏKALI | - 18/12/2018
www.lorientlejour.com

Le reis s'impatiente. La Turquie pourrait, « dans les prochains jours », lancer une opération militaire contre les milices kurdes des YPG (branche syrienne du PKK, considéré comme un groupe terroriste par la Turquie) dans ses fiefs situés à l'est de l'Euphrate. « La Turquie a perdu assez de temps jusqu'ici pour intervenir contre le marécage terroriste à l'est de l'Euphrate. Nous n'avons plus la patience d'attendre ne serait-ce qu'un jour de plus », a affirmé vendredi le président turc Recep Tayyip Erdogan, lors d'une réunion de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) à Istanbul. Le chef de l'Etat turc a surenchéri hier et s'est dit déterminé à « se débarrasser » des milices kurdes dans le nord de la Syrie si leur parrain américain, qui les soutient dans le cadre de la lutte contre le groupe Etat islamique, ne les invitait pas à s'en retirer.

Ankara veut bouleverser les règles mises en place en coordination avec Washington, qui supposaient que les forces pro-turques ne franchissent pas l'Euphrate. Un accord avait été trouvé concernant la ville de Manbij, majoritairement arabe, qui prévoyait notamment le retrait des forces kurdes de la ville. La Turquie considère que la feuille de route n'a pas été respectée, et voit d'un très mauvais œil la mise en place de postes d'observation américano-kurdes du côté syrien de la frontière. Ceux-ci, censés empêcher toute confrontation directe entre les Turcs et les YPG, ont été qualifiés par M. Erdogan de moyen mis en place par Washington « pour protéger les terroristes de la Turquie ». Le ministre turc de l'Intérieur Suleyman Soyulu a surenchéri en déclarant hier que les Américains « ont essayé de nous (la

Turquie) encercler dans le nord de l'Irak et notamment à Afrine. Maintenant, ils essaieront de nous encercler à l'est de l'Euphrate. Ankara ne l'avait pas permis par le passé et ne le permettra pas maintenant ».

« PAS TROP PROFONDÉMENT »

Dans ce contexte, « les Turcs veulent montrer qu'ils sont déterminés à aller jusqu'au bout de leurs ambitions. Mais cela ne veut pas forcément dire qu'une offensive de grande ampleur sera menée. Celle-ci serait très coûteuse financièrement et aussi en termes d'effectifs militaires », estime Bayram Balci, enseignant à Sciences Po et spécialiste de la Turquie.

Principale problématique : la présence de troupes américaines sur le terrain. Selon le président Erdogan, cité par Reuters, Washington aurait donné le feu vert à Ankara pour qu'il puisse intervenir contre les Kurdes. « Nous avons officiellement annoncé que nous allions lancer une opération militaire à l'est de l'Euphrate (...), nous en avons discuté avec monsieur Trump et il a donné une réponse positive », a affirmé le président turc, cité par l'agence américaine. Washington n'a pas confirmé l'information, mais le Pentagone avait qualifié jeudi d'« inacceptable (...) une action militaire unilatérale dans une zone où du personnel américain pourrait être présent ».

Difficile d'envisager une opération turque qui mettrait en danger des soldats américains, alors que les deux pays, bien qu'entretenant des relations en dents de scie, sont partenaires au sein de l'OTAN. L'opération pourrait toutefois avoir des objectifs limités et concentrés aux environs de la frontière turque. « L'armée turque pourrait opérer un ancrage territorial physique en Syrie sans aller trop profondément dans les



Le président turc Recep Tayyip Erdogan s'adressant à ses partisans à Konya, en Turquie, le 17 décembre 2018. Cem Oksuz/Bureau de presse du président/Reuters

terres pour ne pas se retrouver au contact des Américains », poursuit Bayram Balci.

COUPER LE CORRIDOR KURDE

Si le président turc est coutumier des sorties bellicistes, « il n'y a cette fois pas de doute sur le fait que la bataille va avoir lieu », a affirmé hier le porte-parole de l'Armée nationale, contacté par L'Orient-Le Jour. Concernant le déroulé de l'opération, un porte-parole de la coalition rebelle pro-Ankara al-Jaïch al-Watani (« L'Armée nationale »), Youssef Hammoud, a indiqué jeudi que « toutes les régions seront concernées, de Manbij à Tal Abyad (centre nord) sans exception (...) Les factions de l'Armée nationale ont été mises au courant il y a un moment », affirmant que des entraînements sont actuellement supervisés par des officiers turcs. « La bataille sera lancée simultanément sur plusieurs fronts, à Manbij, à Tal Abyad, à Ras al-Aïn (Nord-Est) », a-t-il affirmé à l'agence Reuters. Le quotidien turc Yeni Safak a également fait savoir samedi dernier que « des groupes d'opposition syriens avaient été envoyés dans l'est de l'Euphrate pour participer à l'opé-

ration ».

L'opération représenterait la troisième incursion de l'armée turque en Syrie contre les milices kurdes après l'opération « Bouclier de l'Euphrate » en août 2016 et l'opération « Rameau d'olivier » débutée en janvier dernier, et qui a notamment abouti à la prise de la région de Afrine en mars dernier.

Ankara avait déjà, en guise d'avertissement, procédé à des bombardements de positions kurdes à l'ouest de la ville de Kobané et de Tal Abyad (peuplée majoritairement d'Arabes) en octobre. Le président turc avait d'ailleurs affirmé que des opérations « de grande envergure » allaient « bientôt » être lancées. Les manœuvres militaires turques pourraient certes s'effectuer dans la continuité de « Rameau d'olivier », mais ne devraient pas, en tout cas selon les experts, mobiliser de trop grands effectifs. « Le but d'Ankara n'est pas d'agrandir le territoire turc, mais plutôt de parvenir à couper le corridor kurde en Syrie et ainsi être en position de force pour pouvoir négocier (...) Les Turcs se disent "On pense à nos intérêts et on va jusqu'au bout" », ajoute-t-il. ■



DECEMBER 12, 2018

Masoud Barzani highlights improved Baghdad relations, reforms in new KRG cabinet

Kurdistan 24.net December 12-2018

ERBIL (Kurdistan 24) – The Kurdistan Region's relations with Baghdad are improving and the future is bright for the new Kurdistan Regional Government (KRG), leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP) Masoud Barzani said on Wednesday.

Barzani's comments came during a ceremony in Duhok to mark the 57th anniversary of the Kurds' historic battle against the former Iraqi regime on Dec. 12, 1961.

The KDP leader spoke about the achievements and sacrifices of the Kurdistan Region's Peshmerga forces since that day as well as improved ties with the Iraqi government, the KDP's victory in the recent regional parliamentary elections, and reforms by the new KRG cabinet.

PESHMERGA SACRIFICES

When the Iraqi government resumed its repression against the people of Kurdistan in 1961, a 16-year-old Barzani joined an armed struggle to defend Kurdish rights.

During his speech in Duhok on Wednesday, Barzani assured that future Kurdish generations would remember the Peshmerga's past struggles. He noted that there have been many battles since 1961 where the Kurdish forces have fought on behalf of the people of Kurdistan, the most recent one being the war against the so-called Islamic State (IS).

According to Barzani, the Peshmerga's victory in this war has garnered recognition from the international community, pointing to comments foreign officials have made commending the bravery of the Kurds.

The KDP leader then reiterated that the people of Kurdistan never seek to fight anyone, but underlined that they would not hesitate to defend their rights.

BAGHDAD TIES

Regarding the KRG's relationship with the Iraqi government, Barzani said ties have improved substantially since events following last year's historic independence referendum which Baghdad rejected and responded to with military force.

Pointing to results from the recent Iraqi elections, the Kurdish leader said it was clear that have faith in the KDP as it came out on top.

He also mentioned his recent visit to Baghdad where he met with senior Iraqi officials including new Prime Minister Adil Abdul-Mahdi. Barzani said Abdul-Mahdi "is a person who believes in the Kurdish nation and its people."

The Kurdistan Region has never rejected dialogue with Baghdad and it



The leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP), Masoud Barzani. (Photo: Kurdistan 24)

was, in fact, the Iraqi government who closed its doors on the people of Kurdistan last year, he said.

"This time last year, we were in a different situation. We will always look for a peaceful means to gain our rights," Barzani stated.

"We are always eager to mend our ties [with Baghdad], and we have continuously told them that we do not want to fight, but they are aware that if we are attacked then we will stand and defend ourselves and never back down."

KRG REFORMS

On the topic of recent parliamentary elections held in September, the KDP leader expressed his gratitude to the people of Kurdistan for turning out at ballot stations across the region and putting their trust in its leading party.

He noted that during election campaigns in Duhok before the Sept. 30 vote, he addressed the people and promised reforms if his party won. The KDP emerged victorious, winning 45 of 111 total seats in parliament.

"We have begun our work to rebuild and improve conditions for the people of Kurdistan," Barzani said. "Today, there is a dialogue between other parties and I am hopeful of a bright future."

"All parties are welcome to stand with us as partners to serve the people of the Kurdistan Region." ●



DECEMBER 12, 2018

Washington says observation posts in place on Syria-Turkey border

Washington (AFP) 12/12/2018
/www.france24.com

The Pentagon announced Tuesday that American observation posts in northern Syria, meant to prevent altercations between the Turkish army and US-supported Kurdish militia, have been erected, despite Ankara's request to scrap the move.

US support for the Kurdish People's Protection Units (YPG) has strained relations with Turkey, which fears the emergence of an autonomous Kurdish region on its southern

border.

"At the direction of Secretary (James) Mattis, the US established observation posts in the northeast Syria border region to address the security concerns of our NATO ally Turkey," Department of Defense spokesman Rob Manning said.

Mattis announced in November that the US military was in the process of installing the observation posts.

The measure aimed to reassure the YPG, which Turkey considers a "terrorist" group but which is the spearhead of the international fight



US forces and members of the Syrian Democratic Forces (SDF) patrol the Kurdish-held town of Al-Darbasiyah in northeastern Syria bordering Turkey on November 4, 2018 AFP

against the Islamic State (IS) group.

"We take Turkish security concerns seriously and we are committed to coordinating our efforts with Turkey to bring stability to ➤"

➤ northeastern Syria," Manning added.

The Turkish army since 2016 has already launched two military operations against Kurdish forces in Syria, the last of which saw Ankara-backed Syrian rebels take the border city of Afrin in March.

After Turkey shelled Kurdish militia posts in northern Syria in late October the Syrian

Democratic Forces (SDF), of which the YPG is the backbone, announced the suspension of their operations against IS for several days, to the embarrassment of Washington.

During a meeting with US Special Envoy to Syria, James Jeffrey, in Ankara on Friday, Turkish Defense Minister Hulusi Akar had asked that Washington scrap the observation posts.

Akar also called for the US to end its cooperation with the YPG.

Syria's long-oppressed Kurdish minority has established a semi-autonomous region in the north of the war-torn country. ●

The Arab Weekly December 16, 2018

Turkish critics fear Erdogan's Islamist agenda shaping children's education

Thomas Seibert

Istanbul

Turkey's official Islam watchdog has come under fire for suggesting that children who do not read the Quran will become victims of the devil, a statement that critics say is an indication of Ankara's intention to weaken secularism and to strengthen the role of religion in the country.

Reports quoted Ali Erbas, the head of the Directorate of Religious Affairs (Diyanet), as saying during a visit to the south-eastern city of Mardin that children who lived without the Quran would remain "with the devil and devilish people." Suggesting that religious education should start at the age of 7, Erbas added that "as their character form, our children will have a Muslim personality."

Such statements are explosive in Turkey, a predominantly Muslim country with a secular constitution and a government that is accused by its critics of having an Islamist agenda. Opposition officials and media condemned Erbas's statement as a sign that the government is chipping away at secular pillars of the state.

Ali Erbas, the head of the Directorate of Religious Affairs (Diyanet), said that children who lived without the Quran would remain "with the devil and devilish people."

Mahmut Tanal, a lawmaker of the secularist Republican People's Party, the biggest opposition group in Turkey's parliament, said Erbas violated the constitution that protects freedom of religion, bans efforts to compel citizens to worship in a certain way and makes it illegal

to "exploit religion" for political purposes.

"We expect the prosecution to take steps against him," Tanal said in a telephone interview. He added, however, that the judiciary was unlikely to move against Erbas because the religious chief reflected government positions.

The opposition newspaper Cumhuriyet accused Erbas of having started an "attack on children and secularism." Ihsan Eliacik, a prominent Islamic scholar known for his anti-government views, tweeted that the Quran said religious authorities in the service of a ruler were "with the devil." The Diyanet responded by saying it was only natural that Erbas would invite Muslims to read the Quran and "stay away from the devil."

Critics of the ruling Justice and Development Party, an organisation rooted in political Islam, say the government of President Recep Tayyip Erdogan wants to make Turkey more religious, a charge Ankara denies. "The joint goal of all education and our teaching system is to bring up good people with respect for their history, culture and values," Erdogan said earlier this year.

Erdogan's detractors point out that the president, an observant Muslim whose affinities are with the Muslim Brotherhood, has declared an aim to raise a "pious generation." Spending for religious high schools, so-called Imam Hatip schools, for boys and girls aged 14-18, has increased drastically. The schools receive 23% of state funding for high schools even though they have only 11% of the students.

The Diyanet is a state institution that administers the approximately 85,000 mosques in Turkey, pays the salaries of the Muslim clergy and sends imams abroad to serve in Turkish mosques in Europe and elsewhere. The government is to boost the Diyanet with a 34% increase in its budget next year, reaching nearly \$2 billion, news re-



Reshaping society. Turkish President Recep Tayyip Erdogan (R) and Ali Erbas, the head of Diyanet, last September. (Reuters)

ports said. Opposition media said the Diyanet's budget was about four times as big as the amount allocated to the Ministry for Science, Industry and Technology.

Opposition officials say the Diyanet has become an arm of government policies. Tanal accused the Erdogan government of trying to gain votes by playing the religious card. "Everything Erbas says as the head of the Diyanet is an official statement," Tanal said. "They are exploiting religion" for political ends.

The Diyanet has also raised suspicions beyond Turkey's borders. Earlier this year, Germany placed a dozen Turkish imams under investigation on suspicion that they were spying on followers of US-based cleric Fethullah Gulen at the request of the Ankara government, which accuses him of masterminding a military coup attempt in 2016. The charges against the imams were dropped because some of the suspects had left Germany or because prosecutors could not find evidence that they had agreed to requests by the Diyanet to spy on Gulen supporters.

Another reason that Erbas's statement was controversial is that officials at Imam Hatip schools and religious officials have been accused of child abuse. In February, a janitor in an Imam Hatip school in the south-eastern province of Adiyaman was sentenced to 572 years in prison for abusing 18 students. Last year, an imam in the western Turkish city of Aksehir was arrested for sexually abusing two girls in a Quran course.

In January, the Diyanet caused an outcry when it said girls could marry at the age of 9 and boys at the age of 12, in contradiction to Turkey's laws that say the minimum age is 18 in general and 16 in exceptional cases with approval by the courts. Erbas denied that the department had supported such a suggestion but he fanned the flames of criticism himself by visiting Kadir Misiroglu, an author and critic of modern Turkey's founder, Mustafa Kemal Ataturk, who gave the republic its secularist outlook.



Iraqi-Kurdish cooperation in Kirkuk is vital for defeating Islamic State

writes Paul Iddon. 4 December, 2018
<https://www.alarab.co.uk>

Comment: Baghdad must recognise that a multiethnic joint security force would be much more effective at disrupting Islamic State activity,

With a new government in Baghdad and renewed hopes for better relations between it and Iraqi Kurdistan, it's high time the Iraqi Security Forces (ISF) and the Kurdish Peshmerga work together to jointly secure the vitally important Kirkuk province from the continued threat posed by the Islamic State (IS).

In a report for the Center for Strategic and International Studies (CSIS), Maxwell B. Markusen argues that the United States needs to push Baghdad and Iraqi Kurdistan to once again begin joint patrols in Kirkuk, the main territory they both dispute the status of.

"While the ISF and Peshmerga have been separately conducting limited numbers of successful patrols in rural parts of provinces formerly held by the Islamic State, including Nineveh and Kirkuk, there still have been no joint patrols since the Kurdish referendum in 2017," he writes.

Before the ISF and the Iraqi state-sanctioned Shia-majority Popular Mobilisation Forces (PMF) paramilitaries seized Kirkuk from the Kurds in October 16, 2017 the ISF and Peshmerga had undergone "historic" cooperation against IS in the early stages of the battle for Mosul - in which the Peshmerga secured all the major routes into Iraq's second city for the ISF.

Iraq's military takeover of Kirkuk brought this to an end. Baghdad went from productively working with the Peshmerga against a common enemy to engaging in skirmishes against them, constituting the first time Kurdish and Iraqi forces shot each other since the Saddam Hussein-era.

There was certainly never a worse moment in post-Saddam relations between Iraq and Kurdistan.

Baghdad justified its takeover of Kirkuk as a response to the Kurdistan independence referendum back in September 25, 2017, in which Kirkuk also participated, though this is unlikely to have been the case. Before the date for the referendum was even announced, in July 2017, the Kurdish Peshmerga in Kirkuk were warning of a suspicious PMF build-up as early as the previous February, worried they were preparing to target them.

Also, Iraq would never have welcomed the indefinite continuation of a status quo in which the Kurds had complete control over Kirkuk, which only happened because the Iraqi Army abandoned the entire province in June 2014 as IS swiftly overran the north of the country.

It's also important to remember the fact that the referendum was a local poll on whether or not Kurds want independence from Iraq, and not a declaration of independence. Baghdad responded as if it were, closing the region's airports and hinting it would dismantle the region's hard-won three decades of autonomy.

The October clashes verifiably empowered IS.

The group has exploited the gaps created by ISF and Peshmerga clashes and the continued lack of coordination between them since that time.

It retains a sizeable presence in Kirkuk and has waged dozens of "unabated" attacks in recent months, ranging from use of lethal suicide vehicle-borne explosive devices (VBIEDs) to assassinating dozens of village leaders, moqtars, as part of its strategy to systematically undermine local confidence in the state security forces. IS attacks, Markusen noted, have "more than doubled in Kirkuk province from 2017 to 2018."

LACK OF ISF-PESHMERGA COORDINATION ONLY BENEFITS IS

"Understandably, there are political sensitivities to having the Peshmerga redeploy to Kirkuk, but the alternative is a security vacuum or relying on sectarian militias to patrol Kirkuk, is inviable," Markusen wrote.

"Baghdad must recognise that a multiethnic joint security force of Peshmerga and ISF components would be much more effective at disrupting Islamic State activity than the PMF," he added.

This would doubtless prove true if the last two years alone are anything to go by. The PMFs displaced thousands of Kurds during the October 2017 events, particularly in the ethnically-diverse town of Tuz Khurmatu where they attacked Kurdish homes.

The chaos created by needlessly inflaming underlying communal tensions is a recipe for generating the kind of destabilising bloodletting IS has successfully exploited to its advantage in the past.

Furthermore, the PMFs did not even prove very effective against IS. While they held the line in southern Iraq initially in the summer of 2014 after the Iraqi army fled IS' rapid advances in the north, their offensive operations - especially ones they attempted to execute single-handedly - left a lot to be desired.

Case in point was the battle for the tiny Shia Turkmen town of Bashir in Kirkuk province back in May 2016. Occupied by IS the Hashd besieged it for months on end but failed to retake it, suffering significant casualties in the meantime. After they finally agreed to work with the Peshmerga the town was cleared in less than a week with US air support.

When they were in full control of Kirkuk the Peshmerga and Kurdish security forces proved very adept at counter-terrorism, as exemplified by their successful foiling of a sophisticated coordinated IS takeover attempt of the city in October 2016.

The Kurds are also more familiar with Kirkuk than the ISF-PMF. It's true a lot of the younger generation Peshmerga don't speak Arabic and have consequently encountered difficulties in Arab parts of the area. But generally, in that Sunni-majority province, they are a hugely less divisive force than Shia militiamen.

Also, according to Kirkuk's former governor Najmaldin Karim, whom Baghdad ousted during last year's takeover, the majority of IS members in Kirkuk come from the local population, a fact that needs to be taken into account for future counter-



An Iraqi PMF fighter looks to the Iraq-Syria border in Nineveh, Iraq, June, 2017 [Getty]

terrorism operations in that key region.

The counterproductive and nonsensical fighting between the PMF and Peshmerga last autumn is now thankfully relegated to the past with very little chance of clashes reigniting.

Masoud Barzani, Kurdistan's former president and chief champion of the independence referendum last year visited Baghdad this November to meet Iraq's new prime minister, Adil Abdul Mahdi. The trip was very cordial with Abdul Mahdi warmly welcoming Barzani, a far cry from last year when Abdul Mahdi's predecessor contemplated issuing an arrest warrant for the Kurdish leader.

Abdul Mahdi previously lived in Iraqi Kurdistan during the Saddam Hussein years and likely understands Kurds and the Kurdish question much more than his predecessor. Barzani said as much of him following their fruitful meeting.

Barzani also met the leader of the Badr Organisation Hadi al-Amiri, whose Hashd fought the Peshmerga last year and participated in the takeover of Kirkuk. Amiri chose to highlight the fact that both groups "fought IS together" and are now "forging a strong partnership."

In other encouraging news, Washington has successfully compelled both Baghdad and the Kurdish government in Erbil to reach a deal over the continuation of oil exports from Kirkuk.

All of the oil pipelines that export Kirkuk's oil to the Turkish port of Ceyhan run through Iraqi Kurdistan. So low were relations with Kurdistan during former Prime Minister Haider al-Abadi's last year in office, that Baghdad lost as much as \$5 billion in oil sales - at a time when it needs billions to reconstruct large parts of the country destroyed in the IS war - because it did not want to make a deal with Erbil.

To pump that \$5 billion through the Kurdish pipelines would have only netted Kurdistan's private sector a comparably puny \$200 to \$250 million.

This is all changing for the better under Abdul Mahdi's new government. Kurds can continue exporting oil from fields within Iraqi Kurdistan independently of Baghdad - an issue that previously caused tensions resulting in Baghdad withholding the Kurds' share of the federal budget in early 2014. This in turn contributed to the

financial crisis the region has suffered from in recent years, but it is now seeing much needed cash to pay civil service employee's salaries and large debts to foreign oil companies.

All this bodes well for at least the short-term future of relations. To make the most out of this more productive atmosphere the two sides need to formulate a roadmap for security cooperation in Kirkuk, a region of pivotal importance, and the rest of the disputed territories as soon as possible.

Barzani recently pointed out that IS' military defeat in Iraq and its reversion to its roots as a lethal non-state actor makes it much harder to combat.

"Then, [IS] was on the ground, now, they are underground. Daesh has returned to a lot of the areas much worse than before," Barzani explained,

using the Arabic acronym for the group.

The Kurdish leader cited Diyala, Nineveh and Saladin provinces as examples of areas on which the group are continually waging attacks. Unless effectively dealt with the group, or an even

To make the most out of this more productive atmosphere the two sides need to formulate a roadmap for security cooperation in Kirkuk

worse organisation, could reemerge, Barzani warned.

Consequently, just as it successfully pushed for restarting cooperation on oil exports between Baghdad and Erbil, Washington now needs to strongly push for successful security cooperation to prevent such a disastrous outcome.

Arguably, the United States has more respon-

sibility here since it failed to intervene decisively to stop the confrontation over Kirkuk last year.

"The United States was slow to react and did not react muscularly enough, despite having military forces near Kirkuk," Iraq analyst Michael Knights recently noted. "These forces' very presence could have acted as an interposing 'trip-wire' and stopped the crisis cold."

Today, to at least partially rectify this failure and the setbacks it caused to the crucially important campaign against IS, the US should push for joint patrols and the beginning of a political settlement over the status of Kirkuk, and all the other disputed territories between Baghdad and Erbil, in order to prevent these flashpoints from flaring up once again and benefitting tyrannical groups such as IS. ♦

Paul Iddon is a freelance journalist based in Erbil, Iraqi Kurdistan, who writes about Middle East affairs.

Gorran to request deputy PM and VP posts in new KRG: sources

By Rudaw.net 12/12/2018

ERBIL, Kurdistan Region – Kurdistan Democratic Party (KDP) officials met a delegation from the Change Movement (Gorran) in Erbil on Wednesday to negotiate positions in the new government. Gorran was expected to request several top posts and influential ministries, but details from the meeting are scant.

Nechirvan Barzani, the KDP prime minister and nominee for the presidency, headed the party's delegation, while Gorran's delegation was led by the party's leader, Omer Saed Ali.

In a joint statement following the meeting, the delegations issued three key points.

They first agreed to adjust their bilateral relations to suit Iraq and the Region's new economic, political, and diplomatic realities, and to strengthen ties with the federal government in Baghdad.

Secondly, the two sides agreed to



Gorran and KDP delegations meet in Erbil, December 12, 2018. Photo: Rudaw

work toward a single, united position on Kirkuk and the disputed territories with the aim of resolving the situation in line with the constitution while protecting the rights of all ethnic groups.

Although the characteristically opaque joint statement gave nothing away about the division of specific government posts, it said both sides would work towards unity to strengthen

the Region and to promote livelihoods and stability.

Kakamin Najar, a member of the KDP politburo, told Rudaw that Gorran will participate in the next KRG cabinet, indicating it will not enter the opposition.

The meeting came a day after the KDP met for talks with the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) in the

Kurdistan Region capital.

According to sources who spoke to Rudaw, Gorran is expected to request the post of deputy prime minister – a post currently held by the PUK's Qubad Talabani.

It is possible the new government will create a second deputy prime minister post to incorporate both parties.

Gorran is also expected to request the vice presidency – a post previously held by the PUK's acting leader Kosrat Rasul Ali before the KDP's Masoud Barzani resigned and the presidency was frozen.

Rudaw understands Gorran will nominate Mustafa Saed Qadir, the former Peshmerga minister, for the post of vice president.

The party is also eyeing the ministries of finance, Peshmerga, and natural resources, reports suggest.

In the Kurdistan Region parliamentary election of September 30, Gorran emerged as the third biggest party with 12 seats – half the 24 it had commanded in the previous parliament.

The PUK was able to retake second place, emerging with 21 seats – up from its earlier 18.

Although all parties have called for political partnership, there is intense competition for government posts. ■

Iraq summons Turkish envoy over air strikes - foreign ministry

December 14, 2018 ANKARA (Reuters)

IRAQ'S foreign ministry on Friday summoned Turkey's ambassador in Baghdad to protest over what it called repeated airspace violations, after Turkish warplanes earlier carried out strikes against Kurdish militants in northern Iraq.

Hours earlier, the Turkish military said on Twitter it had killed eight militants from the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) in air strikes targeting the Zap, Hakurk and Haftanin regions of northern Iraq.

Turkey has regularly carried out air strikes on PKK bases in northern Iraq, as President Tayyip Erdogan pursues his stated aim of ending the militant

group's presence near Turkey's borders. Ankara has also threatened to launch a ground offensive in northern Iraq.

But Iraq's foreign ministry said the air strikes were unacceptable "on all levels" and violated its sovereignty and the security of its citizens.

"The Ministry denounces the actions of Turkish aircraft that violate Iraqi airspace and target several sites... in northern Iraq, which caused loss of life and property," it said in a statement.

The PKK is designated a terrorist organisation by Turkey, the United States and the European Union. It has waged a three-decade insurgency in Turkey's largely Kurdish southeast that has killed about 40,000 people. ●

Erdogan's threat of Syria intervention puts Turkey, US at 'crossroads'

Thomas Seibert

Istanbul

By announcing a new military intervention into Syria, Turkish President Recep Tayyip Erdogan put relations between his country and the United States at a "crossroads," analysts said.

Following incursions into Syria west of the Euphrates River in 2016 and this year, Turkey was planning to send troops into a Syrian region east of the river "in the coming days," Erdogan said during a televised speech December 12 in Ankara.

The statement caused concern in Washington because the region is the deployment area of approximately 2,000 US troops who have been fighting the Islamic State with the help of the People's Protection Units (YPG), a Kurdish militia. Turkey says the YPG is a terrorist organisation.

Erdogan's announcement was both a sign of frustration by Turkey over the US alliance with the YPG and a rhetorical warning shot. Ankara has asked Washington for years to stop supporting and arming the Kurdish group but has been ignored.

Now Erdogan wants to force Washington to decide on its cooperation with the YPG, said Celal-ettin Yavuz, a professor at Istanbul's Ayyansaray University. "We have reached a crossroads with the United States," Yavuz said.

Erdogan was not bluffing, he added. "At the very least, we will see Turkish air strikes" east of the Euphrates, Yavuz said. "Maybe there will be more."

Reports in pro-government media in Turkey said tanks, armoured personnel carriers and crack army units had been deployed near the Syria border. Syrian rebels allied with Turkey said up to 15,000 of their fighters were ready to join the advance against the YPG.

Analysts said Erdogan wants the United States to force the Kurdish militia to withdraw from the border region. Ankara was trying to put significant pressure on the United States to enable Turkey to create a buffer zone 15-20km into Syrian territory to push back the YPG, Aaron Stein, a senior resident fellow at the Rafik Hariri Centre for the Middle East at the Atlantic



The heat is on. A military vehicle is transported as part of a convoy on the outskirts of the city of Kilis in south-eastern Turkey near the border with Syria, December 13. (Ismet Bicen/IHA)

Council in Washington, wrote on Twitter.

Erdogan said another aim of the new incursion would be to drive the YPG out of Manbij, a town 20km south of the Turkish border on the west bank of the Euphrates. Turkey and the United States agreed on a plan for a YPG withdrawal in June but Erdogan said it had not been implemented.

"We will start the operation to clear the east of the Euphrates from separatist terrorists in a few days," Erdogan said in his speech at a defence industry meeting.

"Our target is never US soldiers," he said. However, he did not hide his disappointment with Washington. "They are not being honest. They are still not removing terrorists (from Manbij)," Erdogan said. "Therefore, we will do it."

Describing Manbij as a place where the Arab population had surrendered "to the terror organisation" YPG, Erdogan, speaking December 14 at a meeting of the Organisation of Islamic Cooperation in Istanbul, said: "We are saying that you should cleanse, remove them or else we will enter Manbij." He repeated that Turkey was determined to bring "peace and security" east of the Euphrates where the YPG controls area stretching more than 400km along the border towards Iraq.

Turkey is also unhappy with a US decision to set up observation

posts in northern Syria. Ankara says the posts are aimed at shielding the YPG from Turkish attacks. "We know that the aim of the radar and observation posts set up by the United States is not to protect our country from terrorists, but to protect the terrorists from Turkey," Erdogan said.

Three observation posts have been set up, a US official told Reuters. The official said the positions were clearly marked and any force attacking them "would definitely know they are attacking the United States."

Within hours of Erdogan's announcement, the US Defence Department warned that any

unilateral military action would undermine the shared interest of securing the border between Syria and Turkey in a sustainable way.

Erdogan wants to force Washington to make a decision on its cooperation with the YPG.

"Unilateral military action into north-east Syria by any party, particularly as US personnel may be present or in the vicinity, is of grave concern," US Navy Commander Sean Robertson, a Pentagon spokesman, said in a statement. "We would find any such actions unacceptable."

Turkey is unlikely to be impressed by such warnings, Yavuz said. Ankara regarded the YPG presence in northern Syria as a threat to Turkey's national security and was determined to do something about it. "This determination is not limited to the government," Yavuz said.

Erdogan's political partner in parliament, the right-wing Nationalist Movement Party, as well as Turkey's biggest opposition group, the Republican People's Party, shared the government assessment.

Thomas Seibert is an Arab Weekly correspondent.

Menace d'une offensive turque en Syrie

Erdogan prépare un assaut contre les forces kurdes du Nord-Est, soutenues par Washington

ISTANBUL - correspondante

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, va-t-il déclencher une opération militaire dans le nord de la Syrie contre les milices kurdes soutenues par les Etats-Unis ? « La Turquie a perdu assez de temps jusqu'ici pour intervenir contre le marécage terroriste à l'est de l'Euphrate. Nous n'avons plus la patience d'attendre ne serait-ce qu'un jour de plus », a tonné le numéro un turc, vendredi 14 décembre, lors d'une réunion de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) à Istanbul.

L'armée turque, a mis en garde M. Erdogan, entrera dans la ville de Manbij et au-delà, dans les fiefs kurdes de l'est de l'Euphrate, si les Etats-Unis n'ordonnent pas le retrait de la ville des milices kurdes des Unités de protection du peuple (YPG).

Briser les ambitions autonomistes

Prise au sérieux par la Maison Blanche, la menace a été suivie vendredi d'un appel téléphonique entre M. Erdogan et son homologue américain, Donald Trump, dont rien ou presque n'a filtré, sinon l'intention de coopérer à l'avenir de façon « plus efficace » en Syrie.

Washington, qui dispose de près de 2 000 soldats dans la région, appuie militairement les YPG dans leur lutte contre les djihadistes de l'organisation Etat islamique (EI) dans le nord-est de la Syrie, au grand dam d'Ankara, qui considère cette milice comme une organisation « terroriste » en raison de ses liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en guerre contre l'armée turque depuis 1984.

Ankara craint plus que tout la création d'un Etat kurde sur ses marches sud. Pour M. Erdogan, il s'agit de briser coûte que coûte les ambitions autonomistes nourries par les milices YPG, qui pourraient donner des ailes à celles de sa maison mère, le PKK, avec à terme le risque de contaminer les régions kurdes de Turquie.

A deux reprises déjà, en août 2016 et en janvier 2018, l'armée turque a mené deux offensi-



ves dans le nord de la Syrie afin d'empêcher les Kurdes YPG de créer une zone territoriale continue de Afrine, à l'ouest, jusqu'à la frontière irakienne à l'est, le long de la frontière turco-syrienne. Jusqu'ici, Ankara s'est refusé à mener une offensive à l'est, afin d'éviter une confrontation directe avec Washington.

Mais l'aide fournie par le Pentagone aux miliciens kurdes ulcère le président Erdogan, plus que jamais décidé à obliger l'allié américain à choisir son camp. En mai, après d'intenses tractations, Turcs et Américains s'étaient entendus sur le principe d'une feuille de route prévoyant des patrouilles conjointes turco-américaines autour de Manbij, ainsi que le retrait des combattants kurdes de la ville, mais celle-ci n'a jamais été appliquée.

« Déclaration de guerre »

Au fil des derniers mois, la zone du nord-est de la Syrie est devenue à haut risque. A la fin du mois de novembre, l'artillerie turque est entrée en action, visant des positions kurdes aux environs de Kobané et de Tal Abyad. Le Pentagone a décidé tout récemment de créer, avec les YPG, des postes d'observation communs du côté syrien de la frontière, ce qui n'a fait que nourrir un peu plus encore la colère des Turcs.

Après les attaques sur ses positions, la milice kurde avait décidé d'interrompre ses opérations contre l'EI, ce qui représente une grave source d'embarras pour Washington. Mercredi, les YPG ont prévenu qu'une nouvelle offensive turque ne manquerait pas d'affecter le combat contre les



derniers réduits de l'EI dans la région de Hajine, non loin de la frontière irakienne.

L'aide fournie par le Pentagone aux miliciens kurdes ulcère Erdogan, plus que jamais décidé à obliger l'allié américain à choisir son camp

« Sans aucun doute, toute attaque sur le nord syrien aura un impact direct sur la bataille de Hajine », a mis en garde le porte-parole des YPG, Nouri Mahmoud. Vendredi, les YPG ont dit considérer la menace du président Erdogan comme « une déclaration de guerre ».

L'offensive qui se profile est très risquée, en raison de la présence de représentants des forces américaines aux côtés des combattants kurdes. M. Erdogan a eu beau souligner que l'objectif « n'est pas les soldats américains », l'opération risquerait de mettre face à face Américains et Turcs, alliés au sein de l'OTAN. En réponse, un porte-parole du Pentagone, le capitaine Sean Robertson, a souligné qu'une « action militaire unilatérale (...), dans une zone où du personnel américain pourrait être présent, est très inquiétante ». « Nous considérons une telle action comme inacceptable », a-t-il prévenu.

Les menaces turques sont à prendre au sérieux. Des prépara-

tifs en vue de l'offensive sont en cours. Des renforts ont été dépêchés ces dernières semaines le long de la frontière. Les supplétifs syriens seront mis à contribution. Entraînés par des officiers turcs, ils se tiennent prêts, comme l'a souligné le major Youssef Hammoud, le porte-parole d'Al-Jaish Al-Watani (« l'armée nationale »), une coalition de groupuscules rebelles placés sous la tutelle d'Ankara. « La bataille sera lancée simultanément sur plusieurs fronts, à Manbij, à Tal Abyad, à Ras Al-Ain », a déclaré le major à l'agence Reuters.

Drones armés

Première cible visée, la ville syrienne de Tal Abyad. Tenue jadis par l'EI, Tal Abyad servit longtemps de point d'entrée aux djihadistes étrangers venus grossir les rangs du « califat » autoproclamé, jusqu'à ce que les YPG prennent la localité en juin 2015. Située dans une région majoritairement peuplée d'Arabes, et en terrain plat, Tal Abyad s'annonce comme la principale porte de l'armée turque, en cas d'opération, vers les territoires contrôlés par les YPG, plus à l'est.

Selon une source militaire anonyme, l'offensive sera précédée d'une préparation d'artillerie. A cette occasion, des drones armés de fabrication turque, que la Turquie utilise déjà dans sa lutte contre le PKK dans les maquis dans le sud-est du pays, entreront en action. ■

MARIE JÉGO

Syrie : les rescapés d'Afrine

REPORTAGE. Terrorisés par les djihadistes et leurs alliés, ils ont fui la ville d'Afrine pour tenter de se reconstruire dans un petit village.

RENCONTRE.

Par **Jérémy André**, envoyé spécial à Kobane (Syrie) le 17/12/2018
Le Point.fr

« **CETTE GÉNÉRATION A ÉTÉ DÉTRUITE** », assène Amin Rojdi Anan, jeune Syrien de 31 ans, en caressant les cheveux de son fils. Dans son salon, ses amis et lui accumulent les récits des atrocités dont ils ont été témoins. Les enfants écoutent sagement. Pas de quoi les traumatiser. Ils en ont vu d'autres, depuis que, le 18 mars, la Turquie et des milices djihadistes se sont emparées de leur région, autour de la ville d'Afrine, dans le nord-ouest de la Syrie.

Amin, sa femme et leurs deux enfants se sont retrouvés pris au piège. Ils sont yézidis, une minorité qui perpétue des rites pré-islamiques. En 2014, l'État islamique avait massacré plusieurs milliers d'entre eux au nord du Sinjar, enlevé et violé les femmes, converti et endoctriné les enfants. À Afrine, pour les 30 000 yézidis qui y demeuraient, tout a recommencé début 2018 : temples détruits, conversions forcées, enlèvements, extorsions de rançons, viols... Les islamistes, issus de multiples groupes moins célèbres que l'EI, mais tout aussi féroces contre les yézidis, ont pris le contrôle de Jinderes, la ville natale d'Amin, au sud d'Afrine, et en ont expulsé ses habitants. Alors, Amin et les siens se sont terrés, dans une maison d'un petit village voisin, Issko.

« **NOUS AVONS CACHÉ QUE NOUS ÉTIIONS YÉZIDIS** »

« Je ne suis presque jamais sorti et nous avons caché que nous étions yézidis, sinon, ils nous auraient capturés, voire tués », se souvient-il. « Une fois, alors que je marchais dans la rue, un jeune combattant de la tribu des Shaytat a tiré au sol avec sa mitrailleuse pour me faire peur



Des militaires turcs marchent dans les champs près d'Afrine. Image d'illustration. © Emin Sansar / Anadolu Agency

et que je détourne mon regard. » Au nom des Shaytat, le père imite des coups de feu, le fils frémit. « L'apparence des combattants Shaytat était affreuse : ils portent de longues barbes et marchent pieds nus. Mon petit a toujours peur d'eux. » Ces Shaytat appartiennent en effet pour la plupart à un groupe djihadiste, Ahrar al Sharqia, une dissidence de l'État islamique et du Front al Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda.

Lors de son offensive, l'armée turque s'est appuyée sur une myriade de milices islamistes radicales et les a installées aux quatre coins d'Afrine. Mais des officiers turcs ont continué de gérer des checkpoints stratégiques, de donner des ordres aux miliciens, d'interroger et de torturer les prisonniers, de racketter les habitants qui n'avaient pas fui. D'après l'administration kurde d'Afrine, en exil dans le nord-est de la Syrie, plus de 200 000 habitants originels (sur plus de 300 000) ont été chassés par les combats et l'occupation. Entre 50 000 et 100 000, selon les sources, seraient restés coûte que coûte.

Entre-temps, les Turcs ont installé à Afrine et ses alentours plus de 70 000 autres Syriens, évacués d'autres régions du pays (comme les Shaytat, venus de Deir ez-Zor, à l'extrême sud-est). Un nettoyage ethnique et une ingénierie démographique à grande échelle que dénoncent des organisations kurdes depuis des mois, dans l'indifférence de la communauté internationale.

UN CAMP D'ENTRAÎNEMENT D'ENFANTS-SOLDATS

Pourtant, Afrine est devenu une bombe à retardement, un « Far West » du djihad comme Raqqa et Mossoul en leur temps. Alors que la Turquie prétend y sauvegarder l'héritage de la révolution syrienne, le nord-ouest de la Syrie est le nouveau paradis des groupes armés. « Les conseils locaux n'ont aucun pouvoir », assure Amin. Il est bien placé pour le savoir : un oncle par alliance, opportuniste de toujours et maire de son village, collabore avec l'occupant. « Les Kurdes qui siègent dans ces conseils sont impuissants. Tout est contrôlé par la Turquie et l'Armée syrienne libre. »

Le village d'Issko était occupé par la brigade Hamza, un groupe de l'Armée syrienne libre considéré comme modéré et financé par les États-Unis au début de la guerre civile. Pourtant, Amin a vu s'y installer un camp d'entraînement au djihad, pour y former de jeunes recrues, dont des enfants-soldats. « Les plus jeunes avaient 12-13 ans », juge Amin. « Le camp d'entraînement était près de la maison de mon oncle. Je les observais depuis le balcon. Ils recevaient une formation pour le djihad. Ils récitaient des vers du Coran et des paroles du Prophète qui les appelaient à accomplir leur djihad. Après cela, on leur couvrait le visage de noir, et ils s'entraînaient militairement, en cri-



Une patrouille syrienne alliée des Turcs dans les rues d'Afrine, en novembre 2018.
© BAKR ALKASEM / AFP

ant Taqbir, Allah Aqbar ! »

Ces jeunes sont affectés aux innombrables barrières militaires qui gardent les entrées et les sorties des villages. Chaque groupe tient une portion de territoire. Et tous s'affrontent pour en contrôler plus. « Nous dormions le matin et nous veillions la nuit, quand les groupes se combattaient les uns les autres », explique Amin. En outre, la Turquie et ses alliés syriens continuent d'affronter la guérilla kurde. Cette armée des ombres les harcèle, monte des embuscades et commet des assassinats ciblés contre des officiers des forces d'occupation. « L'aviation turque continue de bombarder la montagne de Hajj Hassan », détaille Amin. « J'entendais souvent des tirs qui venaient du maquis. »

RAZZIA ET HUILE D'OLIVE

Ces combats n'étaient pour les civils que le cadet de leurs soucis. Dès le 18 mars, Afrine a été mise à sac. Les images ont fait le tour du monde. Ce n'était que l'avant-goût de la mise en coupe réglée de la région. Dans ce butin, la part du lion fut l'huile d'olive. En effet, les oliveraies d'Afrine, les meilleures de Syrie, sont réputées mondialement.

« Ils ont d'abord volé les récoltes de ceux qui étaient partis », explique « Sara » (son prénom a été modifié pour protéger ses proches restés à Afrine), une jeune Kurde restée elle aussi sous l'occupation, avant de s'enfuir il y a quelques semaines. « De nombreux camions turcs sont venus d'Azaz et de Gaziantep pour emporter ces stocks. » Un trésor loin d'être négligeable : d'après Tchalang Omar, économiste originaire d'Afrine, la valeur de la production 2018, 50 000 tonnes, est de 150 millions de dollars (130 millions d'euros). « Peut-être même plus que cela », estime Mustafa Souleyman, un agronome de la région, qui a dû fuir au début de l'occupation. Cette production est lourdement taxée par les Turcs, qui prélèvent 16 % de la récolte. Les djihadistes aussi se servent. Enfin, les occupants imposent un prix cassé, moins de la moitié de celui habituellement →

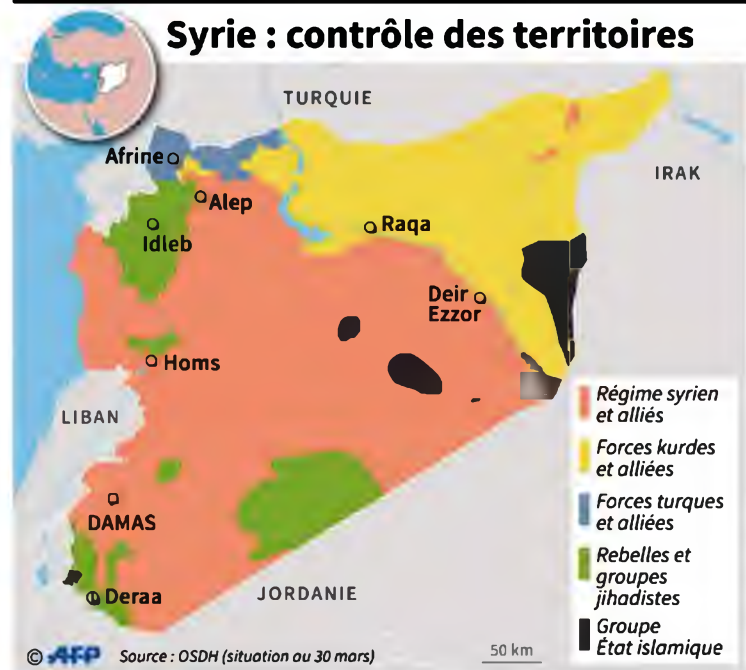
→ pratiqué.

KIDNAPPINGS ET CHARIA

Le racket est quotidien. « Dès qu'ils apprennent qu'une famille a de l'argent, ils viennent tout prendre, ou bien ils kidnappent un de ses membres pour exiger une rançon », ajoute, quant à lui, Amin. « À Issko, un de mes voisins était riche. Ils sont venus, ils ont enfermé sa famille dans une pièce, leur ont tout volé, bijoux, ordinateurs, téléphones, et leur argent, 500 000 livres syriennes [850 euros, NDLR]. En partant, ils ont remarqué qu'une petite fille avait des boucles d'oreille et des bracelets. Ça aussi, ils l'ont pris. » Finalement, Amin a trouvé 600 dollars (520 euros) pour payer un passeur et rejoindre la zone libre kurde, plus à l'est. « Sara », bien que musulmane, n'a pas davantage tenu. Les groupes ont instauré la charia, la loi islamique, avec plus ou moins de rigueur. « Certains imposaient le voile intégral, d'autres acceptaient que le visage soit découvert », nuance-t-elle. « S'ils me voyaient comme ça, ils me tueraient », conclut-elle en balayant d'une main sa tête découverte, ses cheveux teints, sa doudoune et son jean. Un jour, alors que je marchais dans les rues d'Afrine, une voiture de l'Armée syrienne libre s'est arrêtée à mon niveau. Les cinq hommes dedans m'ont regardée de manière insistante, puis ils ont redémarré. J'ai eu très peur. Il y a aussi des

femmes de la hisbah qui patrouillent pour réprimander celles qui ne sont pas habillées convenablement. Il y a trois types de sanctions : de simples menaces, des coups de fouet ou le mariage forcé. » Finalement, « Sara » a trouvé

450 dollars (400 euros) pour payer un passeur pour elle, son mari et leur fille. Les larmes n'ont pas séché dans ses yeux. ●



The US must thwart Turkish aggression in Syria

By David L. Phillips December 17, 2018
https://www.bostonglobe.com

Silence makes the United States an accomplice to Turkey's war crimes against the Kurds in Syria. Although the Senate rejected complicity with Saudi Arabia's slaughter of civilians in Yemen, a consistent policy protecting civilians in armed conflict must be a core principle of US foreign policy worldwide.

Turkey and Saudi Arabia are both ruled by strongmen who exercise unbridled power. Turkey under President Recep Tayyip Erdogan's dictatorship has gone rogue. Erdogan used the alleged coup of July 2016 to justify a sweeping crackdown against oppositionists. More than 100,000 people were arrested on charges related to "terrorism." A half-million civil servants — teachers, judges, and mayors — were dismissed from their jobs. More journalists are jailed in Turkey than in any other country.

As a NATO member, Turkey is often given a pass. NATO is, however, more than a security alliance. It is a coalition of countries with shared values. Turkey systematically suppresses freedom of expression. It is antidemocratic and anti-American. If NATO were esta-

blished today, Turkey would not qualify as a member.

After the chemical weapons attacks on Ghouta in 2012, Erdogan took it upon himself to overthrow President Bashar al-Assad of Syria. Turkey established the "jihadi highway" from Urfa in Turkey to Raqa in Syria. It provided weapons, money, and logistics to foreign fighters from around the world who joined jihadi groups to topple Assad.

Turkey occupied parts of northern Aleppo and engaged in military operations in Idlib. Under the guise of fighting terrorism, Turkey launched intense and indiscriminate air strikes against Afrin, an oasis of peace and stability in northern Syria, on Jan. 20, 2018. It bombed Afrin for 58 days. Hundreds of civilians were killed and 300,000 people were displaced. Civilians huddled in bombed-out buildings, cowering at the sonic boom of warplanes overhead.

I visited Syria earlier this month and met survivors from Afrin. A mother described her flight, running hand-in-hand with her teenage daughter when a missile blew the girl to bits. She wept.

Now Erdogan threatens to expand opera-



A picture taken from the Syrian town of Darbasiyah, on December 13, 2018, shows the border wall separating Turkey from Syria. - Turkey will launch a new operation in Syria within days against a US-backed Kurdish militia that Ankara considers a terrorist group, Turkish President Recep Tayyip Erdogan said on December 12. (Photo by Delil SOULEIMAN / AFP)DELIL SOULEIMAN/AFP/Getty Images

tions, attacking east of the Euphrates River. Turkey's aggression represents a major escalation of the war in Syria. Its reckless intervention will cause a bloodbath with grave humanitarian consequences.

Erdogan says that Turkey is fighting terrorists. In reality, however, his Free Syrian Army, comprising Al Qaeda and Al Nusra, are the real terrorists in Syria. Why does the United States turn a blind eye to Turkey's support for terror groups?

Overnight, I received many messages from people I met last week in Syria. →

⇒ Terrified, they expressed hope that the United States would dissuade Turkey from its imminent attack. Kurdish fighters are essential to the international coalition against ISIS. They were the point of the spear, liberating Raqqa. They look to the United States for rescue in the face of Turkey's aggression. .

The US Congress should prevent Turkey from attacking civilians in North and East Syria. Establishing a no-fly-zone would deter Turkey by eliminating the advantage of its air power, thereby giving the Kurds a fighting chance. Congress has already voted to delay the transfer of F-35s to Turkey, in response to Turkey's acquisition of surface-to-air missiles from Russia. It should further restrict arms sales in response to Turkey's violation of

Syria's sovereignty.

Yemen is a similar hot spot. The Senate voted 56-41 to recommend that the United States stop supporting the war in Yemen. The resolution is a strong rebuke of Saudi Arabia for its role in Yemen's four-year civil war.

Rather than wait until Turkey has committed genocide against the Kurds, the United States should proactively take steps to prevent a bloodbath in North and East Syria. Prevention would be more effective than dealing with the aftermath of Turkey's attack. Had we taken a stand early in the Yemen conflict, thousands would still be alive.

Let Yemen be a lesson. It is not too late to confront Turkey and save the Kurds in Syria. The United States should adopt a morally

consistent foreign policy that restricts weapons sales to governments that target civilians and commit war crimes.

David L. Phillips is director of the Program on Peace-building and Rights at Columbia University's Institute for the Study of Human Rights. He served as a senior adviser and foreign affairs expert at the State Department under Presidents Clinton, Bush, and Obama. His latest book is "The Great Betrayal: How America Abandoned the Kurds and Lost the Middle East." ♦



24 DÉCEMBRE 2018

Diplomatie. Trump promet un retrait de Syrie "coordonné" avec Ankara

Courrier international - Paris
Publié le 24/12/2018
www.courrierinternational.com

Face aux inquiétudes suscitées par le départ des forces américaines de Syrie, le président américain a assuré dimanche qu'il comptait collaborer avec la Turquie, afin d'éviter un vide du pouvoir qui pourrait bénéficier au régime syrien. Mais ce retrait fragilise la milice kurde des Unités de protection du peuple, alliée des États-Unis, désormais sans soutien militaire alors que la Turquie menace de l'attaquer.

C'est désormais officiel. Le Pentagone a annoncé dimanche la signature de l'ordre de retrait des troupes américaines de Syrie. Le départ des quelque 2 000 militaires stationnés dans le nord-est du pays sera "lent et extrêmement coordonné" avec la Turquie, a expliqué le président Donald Trump sur Twitter, au terme d'une longue conversation téléphonique avec son homologue turc Recep Tayyip Erdogan.

Selon la chaîne CNN, c'est lors d'une conversation, le 14 décembre dernier, que le président turc serait parvenu à convaincre Donald Trump de se retirer de Syrie. Erdogan a insisté sur "la défaite toute proche du groupe État islamique (EI) dans le pays", a affirmé à CNN, une source proche du président. Trump aurait ensuite demandé au dirigeant turc de lui promettre que la Turquie continuerait à lutter contre l'EI, ce qu'Erdogan a fait, selon un responsable de la Maison-Blanche. "OK", la Syrie "est toute à



Un convoi de la coalition internationale en Syrie, le 22 novembre 2018. Crédits : Matthew Crane/U.S. Army/via Reuters.

vous", lui aurait alors répliqué le président américain.

LES KURDES POURRAIENT SE TOURNER VERS DAMAS

La coordination du retrait américain avec la Turquie vise à éviter un vide du pouvoir dans les régions contrôlées par les rebelles kurdes qui pourrait bénéficier au régime de Bachar Al-Assad. Un départ qui inquiète la milice kurde des Unités de protection du peuple. Alliée des États-Unis, celle-ci se retrouve désormais sans soutien militaire, alors que la Turquie menace de l'attaquer : Ankara redoute en effet de voir s'instaurer un embryon d'État kurde à ses portes qui renforcerait les velléités séparatistes de la minorité kurde en Turquie. Comme le souligne le site d'information Kurdistan24, face au vide laissé par les États-Unis, les Kurdes pourraient, de leur côté, être tentés de se rapprocher du pouvoir syrien pour se protéger d'une attaque turque.

Selon plusieurs médias turcs, dont le quotidien d'opposition Cumhuriyet, Ankara aurait déjà commencé à envoyer des véhicules et du matériel militaire à la frontière avec la Syrie, ainsi que des renforts de troupes.

UN DÉPART PLUS RAPIDE QUE PRÉVU POUR JIM MATTIS

De son côté, Donald Trump a continué d'accélérer dimanche la transition à la tête du Pentagone en annonçant que Patrick Shanahan, qui était jusque-là l'adjoint de Jim Mattis au Pentagone, lui succéderait à compter du 1er janvier sur une base intérimaire. En désaccord avec Donald Trump sur la question syrienne, le général Mattis, qui a choisi de démissionner, avait pourtant affirmé qu'il partirait fin février pour permettre une transition fluide avec son successeur. Mais selon le New York Times, le président américain aurait très mal pris la couverture médiatique de la lettre de démission du militaire, très critique à son endroit, et a décidé, en représailles, d'avancer le calendrier.

Pour de nombreux experts, la décision de Donald Trump de retirer les troupes américaines de Syrie laisse aujourd'hui la voie libre au régime d'Assad, à la Russie et à l'Iran. Dans une enquête du Washington Post publiée dimanche soir, la journaliste Louisa Loveluck affirme que "le rythme des exécutions de prisonniers politiques" dans la prison militaire de Sednaya à Damas, s'est récemment "accélééré", "alors que le gouvernement syrien est sur le point de consolider son contrôle du pays après des années de guerre civile". ♦

Noémie Taylor-Rosner

Le dernier fief urbain de l'EI en Syrie repris par les forces kurdes

L'organisation djihadiste a été défaite à Hajin par les Kurdes aidés de la coalition internationale et se replie pour mener des actions de guérilla

Il aura fallu trois mois de combats et près de deux mille morts pour venir à bout du dernier centre de commandement urbain de l'organisation Etat islamique (EI) en Syrie. Les Forces démocratiques syriennes (FDS), coalition dominée par la principale milice kurde de Syrie, les Unités de protection du peuple (YPG) et leurs alliés locaux, ont chassé les combattants de l'EI de leur fief de Hajin (40 000 habitants avant-guerre) dont elles se sont assuré le contrôle ce week-end.

Fer de lance de la lutte antijihadiste, des milliers de combattants des FDS avaient donné, en septembre, l'assaut contre le bastion de l'EI dans la province de Deir ez-Zor, près de la frontière irakienne. L'EI ne contrôle plus que quelques villages dans cette région de l'est de la Syrie, dans la moyenne vallée de l'Euphrate, dernier réduit territo-

riens et s'alarmait que 27 000 déplacés par les combats vivaient dans des « conditions extrêmes ».

Cinq mille djihadistes retranchés

L'assaut est appuyé depuis les airs par les forces de la coalition internationale menée par Washington mais aussi, depuis le territoire irakien, par la batterie de canons Caesar français de la Task Force Wagram ainsi que des forces spéciales qui accompagnent les FDS au sol. Ces commandos ont notamment pour mission d'empêcher la fuite ou le retour de combattants de l'EI en France. Les frères Clain, objectifs prioritaires des services français en raison de leur implication présumée dans de nombreux attentats en France, se terreraient dans cette région.

Selon le commandant en chef des FDS, Mazloum Kobani, il restait au moins 5 000 djihadistes de l'EI retranchés dans cette région, dont 2 000 combattants étrangers, arabes mais aussi européens, avec leurs familles. Aujourd'hui disséminés dans la zone irako-syrienne, dont certains dans la région de Hajin où des frappes de la coalition ont tué des combattants et des enfants le mois dernier.

Mais si l'EI est vaincu dans la vallée de l'Euphrate, la convic-

Selon les états-majors, l'EI devrait passer d'un statut de belligérant « visible » à la clandestinité

tion prévaut dans les états-majors qu'il ne sera pas éliminé après la perte de son emprise territoriale mais devrait au contraire passer d'un statut de belligérant « visible » à la clandestinité. « Ils étaient sur terre, maintenant ils sont sous terre », affirmait le leader kurde irakien Massoud Barzani au mois de novembre. En Irak, où il est né, le groupe bascule dans une stratégie de guérilla et retourne dans la clandestinité. Une évolution que l'EI a théorisée il y a deux ans en annonçant se préparer à « retourner dans le désert » pour mieux renaître.

« Si l'EI est retourné dans le désert, ou du moins dans ses bastions ruraux, ce n'est pas par choix. Mais plutôt parce que des villes telles que Mossoul, Ramadi, Fallouja et Tikrit [qui furent des places fortes du groupe] sont aujourd'hui un terrain inhospitalier pour le mouvement », note cependant la dernière étude publiée en décembre par le Comba-

ting Terrorism Center (CTC) de West Point, l'école de guerre américaine. « Mais si l'EI a besoin de sanctuaires ruraux, de telles zones ne peuvent pas satisfaire les objectifs du groupe sur le long terme. Un mouvement d'insurgés exclusivement ruraux en Irak risque de perdre de sa raison d'être et de sa visibilité », conclut le CTC. L'avenir de l'EI dépendra donc pour beaucoup de la capacité des forces irakiennes à l'empêcher de reprendre pied dans les villes.

Ennemi aux yeux d'Ankara

En Syrie, ce succès des Forces démocratiques syriennes, dont les liens de leur encadrement avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) turc en font un ennemi aux yeux d'Ankara, survient alors que le président turc Recep Tayyip Erdogan a menacé la semaine dernière de lancer dans « les prochains jours » une nouvelle offensive contre les forces kurdes. « Toute attaque sur le nord syrien aura un impact direct sur la bataille de Hajin », avait mis en garde vendredi le porte-parole des YPG, Nouri Mahmoud. En janvier, l'offensive turque contre l'enclave kurde d'Afrin avait contraint les YPG à redéployer leurs meilleures unités en direction du nord. L'EI en avait profité pour se regrouper et se réorganiser. ■

MADJID ZERROUKY



Des soldats des Forces démocratiques syriennes sur les bords de l'Euphrate, près de rakka, en Syrie, le 10 avril 2017. Rodi Said / REUTERS



rial du « califat » autoproclamé en 2014 par le groupe djihadiste sur des régions conquises en Syrie et en Irak.

Depuis le début de l'offensive, quelque 500 combattants des FDS ont été tués, contre plus de 900 membres de l'EI, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme. Plus de 320 civils ont également péri. Fin octobre, l'ONU estimait à 10 000 le nombre de civils bloqués dans les zones encore contrôlées par les dji-

Ankara brandit la menace d'un nouvel assaut anti-kurde

— Le président turc Recep Tayyip Erdogan a confirmé lundi 17 décembre le lancement imminent d'une opération ciblée contre les milices kurdes du Nord syrien.

Ses déclarations, aux accents bellicieux, pourraient bien présager d'une nouvelle offensive à très haut risque en Syrie. Lundi 17 décembre, le président turc Recep Tayyip Erdogan s'est redit « déterminé » à « se débarrasser », dans les « jours prochains », de la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG), installée dans le nord du pays, si leur grand parrain américain ne la contraignait pas lui-même à se retirer de la région frontalière.

« La Turquie a perdu assez de temps jusqu'ici pour intervenir contre le marécage terroriste à l'est de l'Euphrate », avait déjà tonné trois jours plus tôt le « Rais ». Une nouvelle menace qui s'était alors assortie d'un entretien téléphonique avec son homologue américain Donald Trump, au cours duquel ils avaient convenu de coopérer d'une manière « plus efficace » dans le nord de la Syrie.

Appuyées par Washington dans leur lutte armée contre Daech, les YPG « sont une source de préoccupation pour nous avec leur corridor terroriste », a encore martelé, mi-décembre, Recep Tayyip Erdogan, qui considère la faction comme une organisation rattachée au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), livrant une guérilla sanglante sur le

sol turc depuis 1984.

« C'est en réalité un vieux projet d'Ankara, qui veut créer une zone d'influence dans le nord de la Syrie. »

« Ces récentes menaces proférées par Ankara – qui ne sont encore, à ce stade, que des déclarations – sont un moyen de faire pression sur les Américains, qui ont installé ces dernières semaines des check-points et des postes d'observation dans la zone (pour empêcher d'éventuelles altercations entre les forces turques et kurdes, NDLR) », décrypte Jean Marcou, professeur à Sciences-Po Grenoble et titulaire de la chaire Méditerranée Moyen-Orient.

Paradoxalement, Ankara a semblé laisser la porte ouverte à un

éventuel compromis avec les États-Unis, alliés de la Turquie au sein de l'Otan. « Vu que nous sommes des partenaires stratégiques, nous devons faire le nécessaire », a ainsi tempéré Recep Tayyip Erdogan, tout en répétant qu'une éventuelle offensive turque – la troisième en Syrie depuis 2016 – pourrait cibler « à tout moment » la ville de « Manbij » et au-delà.

Pourquoi lancer maintenant cet assaut, sur le front est de l'Euphrate ? « C'est en réalité un vieux projet d'Ankara, qui veut créer une zone d'influence dans le nord de la Syrie, où il espère aussi à terme pouvoir renvoyer des réfugiés », explique Jean Marcou. « Alors que la crise syrienne évolue vers un règlement, les Turcs espèrent pouvoir peser politiquement dans une redéfinition géographique du territoire, tout en prévenant à tout prix la création d'un État kurde autonome à sa frontière... »

Malo Tresca



18 décembre 2018

Syrie. La lutte contre l'Etat islamique reste « l'absolue priorité », affirme Le Drian

Ouest-France avec AFP 18/12/2018
www.ouest-france.fr

Jean-Yves Le Drian, ministre français des Affaires étrangères, estime que reprendre les territoires contrôlés par Daech en Syrie reste une « absolue priorité ».

La reprise des derniers territoires contrôlés par le groupe Etat islamique (EI) en Syrie est « l'absolue priorité », a estimé ce mardi le chef de la diplomatie française alors que les forces kurdes pourraient être détournées de cet objectif par une nouvelle offensive turque.

« Daech (acronyme arabe de l'Etat islamique) conserve des positions territoriales dans l'est du pays. Leur reprise par les Forces démocratiques syriennes (FDS) avec le soutien de la coalition est l'absolue priorité », a déclaré Jean-Yves Le Drian à Biarritz où il présentait les priorités de la présidence française du G7 en 2019.

ERDOGAN VEUT « SE DÉBARRASSER » DES MILICES KURDES

Le président turc Recep Tayyip Erdogan s'est dit lundi déterminé à « se débarrasser » des milices kurdes - membres de la coalition kurdo-arabe des FDS qui combat l'Etat islamique dans l'est du pays - si leur parrain américain ne les contraignait pas à s'en retirer.

La coalition internationale sous direction



Jean-Yves Le Drian, ministre français des Affaires étrangères, estime que reprendre les territoires contrôlés par Daech en Syrie reste une « absolue priorité ». | ARCHIVES OUEST-FRANCE/MARC OLLIVIER

américaine appuie la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG) contre les djihadistes de l'EI, mais Ankara considère cette force comme une organisation « terroriste » liée au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui livre une sanglante guérilla sur le sol turc depuis 1984.

« Il faut stabiliser les zones libérées de l'organisation terroriste notamment par les forces kurdes et arabes que nous avons soutenues et qui ont consenti dans ce combat un sacrifice

éminent », a insisté Jean-Yves Le Drian.

La Turquie a déjà mené depuis 2016 deux offensives dans le nord de la Syrie contre les YPG et les djihadistes de l'EI.

« UNE SOLUTION POLITIQUE ACCEPTABLE POUR TOUS LES SYRIENS »

Le ministre français des Affaires étrangères a répété par ailleurs qu'il n'y aurait « pas de victoire durable contre Daech, pas de retour sûr et volontaire des réfugiés et déplacés sans qu'il y ait une solution politique acceptable par tous les Syriens ».

Cette solution passe par des « élections à laquelle puissent participer tous les Syriens » - y compris les réfugiés - et « un environnement neutre pour éviter que le scénario ne soit écrit d'avance », a-t-il insisté. « Il n'est pas réaliste d'envisager le maintien au pouvoir de Bachar Al-Assad dans une Syrie réconciliée », a souligné la porte-parole du ministère alors que certaines déclarations américaines font débat.

Le représentant spécial de la diplomatie américaine pour la Syrie, James Jeffrey, a déclaré lundi que la politique des États-Unis en Syrie ne visait pas à se « débarrasser » du président Bachar al-Assad mais qu'ils ne financeraient pas non plus la reconstruction dans ce pays tant que le régime ne changerait pas « fondamentalement ». ♦

U.S. Exit Seen as a Betrayal of the Kurds, and a Boon for ISIS

By Rod Nordland / Dec. 19, 2018
<https://www.nytimes.com>

The day that President Trump ordered the withdrawal of American troops from Syria, the Islamic State claimed that it had set off a bomb in Raqqa, the group's former capital, killing a Kurdish fighter.

It was a small, isolated attack, but the Islamic State's boast was a canny assertion of the stakes in the American withdrawal — and an indication that the group was looking forward to exploiting a changed reality in Syria.

The United States withdrawal announced Wednesday is seen by analysts as an abandonment of America's key allies in Syria, the Kurdish-led Syrian Democratic Forces, and a boon for the Islamic State — which still controls territory in southeastern Syria, is believed to still have thousands of fighters there and has continued to carry out attacks.

The withdrawal is also expected to give a green light to Turkey to carry out its threatened invasion of northeastern Syria, a move likely to draw Kurdish forces from the fight against the Islamic State in the southeast.

Whether or not the Islamic State can rebound, after being driven out of most of its territory in Iraq and Syria, for now it is the Kurdish minority that is caught in the middle.

The Kurdish leaders of the Syrian Democratic Forces refrained from reacting to the announced withdrawal immediately, with many saying they were waiting to learn the details.

But Alan Hassan, a Kurdish journalist based in Qamishli, Syria, said the Kurds were simply stunned.

"We are shocked," he said in an email. "The atmosphere here is so negative."

Analysts were even less restrained.

Asli Aydintasbas, a senior fellow with the European Council for Foreign Relations, said the United States was on the "verge of another historic betrayal of the Kurds," which could lead to a prolonged battle inside Syria between the Kurds and the Turks, who consider the



American Army vehicles supporting the Syrian Democratic Forces in Hajin, in eastern Syria, last week. President Trump has ordered their withdrawal. Credit: Delil Souleiman/Agence France-Presse — Getty Images

Kurds a threat to their government.

Joost Hiltermann, Middle East director of the International Crisis Group, said the American decision could be "a disaster" for the Kurdish forces. Without American support, he said, the Kurds "would be left twitching in the wind."

When American Special Operations troops, who now number about 2,000 in Syria, arrived to fight the Islamic State in 2016, they teamed up with a Kurdish-led militia, the Syrian Democratic Forces.

The Kurds proved to be the Americans' most effective allies in the fight. Within a year, relying on the Syrian Democratic Forces in Syria and Iraqi Kurdish fighters in Iraq, the United States and its allies had ousted the Islamic State from more than 99 percent of the territory it had controlled across the two countries.

But since President Trump took office in 2017 promising a withdrawal from Syria, the question of what happens to the Kurds, who had fought and died in the American campaign, had been floating in the ether.

In January, American officials proposed the creation of a 30,000-strong American-backed, Kurdish-led border force in northeastern Syria that would remain in Syria for at least two years

to help protect America's Kurdish allies.

Turkey protested loudly about the presence of what it called a "terror army" on its border, and the plan was quietly walked back. The Syrian Democratic Forces are an offshoot of a Kurdish militia known as the Y.P.G., which is allied with a Turkish Kurdish separatist group, the P.K.K. Turkey considers them one and the same.

Days later, Turkey invaded a Kurdish enclave in northeastern Syria. The fighting pitted one American ally against another. The United States largely stood by and watched as Kurdish fighters abandoned the fight against the Islamic State in the south to defend their brothers in the north.

The scenario is now poised to repeat, but on a larger scale.

Last Friday, President Recep Tayyip Erdogan of Turkey threatened to carry out another raid in northeastern Syria to attack Kurdish forces in an area where they are backed by the United States. He sent Turkish commando units to the border, raising the possibility of a confrontation with American troops.

While Turkey has said that it will go only about 10 miles into Syrian territory, most of the Kurdish population supporting the Syrian Democratic Forces lives in a narrow strip close to the Turkish border, in cities like Qamishli and Kobani.

Mr. Erdogan spoke with President Trump by phone that day, and the White House said that the two leaders "agreed to continue coordinating to achieve our respective security objectives in Syria."

Mr. Erdogan's objective is clear.

"The main aim is to crush the Y.P.G.," said Soner Cagaptay, director of the Turkish Research Program at the Washington Institute for Near East Policy.

Controlling a portion of Syrian territory will also give Mr. Erdogan bargaining power when a final settlement is negotiated to end the war, he added.

"Turkey wants to be at the peace table," →



Last week, the Kurdish-led Syrian Democratic Forces moved into Hajin, one of the Islamic State's last strongholds in Syria. Credit: Delil Souleiman/Agence France-Presse — Getty Images

he said. "You cannot discuss the future without the power that controls three to four million Syrians inside Syria."

Assuming the United States withdraws unilaterally without negotiating some kind of deal, it is giving up leverage it might have had in a final peace settlement.

For the Kurds, the only remaining potential ally is Damascus. The Kurds have already been negotiating with the Syrian government, offering to support the government in exchange for some measure of autonomy in their areas.

The Syrians see the Kurds as a potential buffer against Turkish power along their border. There are also significant oil fields in the areas that the Islamic State was ousted from, and which the Syrian Democratic Forces now dominate.

If that is not an issue for the United States, the Islamic State is, and neither the Syrian Democratic Forces nor the Americans fighting with them believe that fight is over.

The Islamic State still controls small pieces of territory around the Syrian town of Hajin, in southeastern Syria, and a few other isolated pockets.



Civilians ran for cover after Turkish forces raided the Kurdish enclave of Afrin, Syria, this year. Credit Bulent Kilic/Agence France-Presse — Getty Images

Last week, a spokesman for the American-led coalition against the Islamic State, Col. Sean J. Ryan, estimated that the group still had 2,000 to 2,500 fighters in the Hajin area. Experts estimate that the organization has 20,000 to 30,000 fighters in Syria and Iraq over all, although most have now gone underground.

Maxwell B. Markusen, a researcher at the Center for Strategic and International Studies in Washington, said they are still carrying out an estimated 75 terrorist attacks a month in

Iraq.

"U.S. and Iraqi politicians have been quick to declare victory over the group, using terms like 'defeated' and 'obliterated,'" he wrote in a report last month. "The Islamic State is far from obliterated."

Even some American officials acknowledge that.

Brett McGurk, Mr. Trump's special envoy in the fight against the Islamic State, said in a briefing last week that the fight was far from over.

"If we've learned one thing over the years, enduring defeat of a group like this means you can't just defeat their physical space and then leave," he said. "You have to make sure the internal security forces are in place to ensure that those gains, security gains, are enduring."

He did not mince words about what an American withdrawal would mean. "It would be reckless if we were just to say, well, the physical caliphate is defeated, so we can just leave now," he said. "I think anyone who's looked at a conflict like this would agree with that."

Efforts to reach Mr. McGurk on Wednesday were unsuccessful. ●



A flag in Kobani, Syria, depicting Abdullah Ocalan, the imprisoned Kurdish separatist. The Syrian Democratic Forces claim no relation to his group, but he has inspired devotion in their territory. Credit Mauricio Lima for The New York Times

YPG Leader to Asharq Al-Awsat: We Are Ready to Work With Damascus to Deter Ankara

London - Ibrahim Hamidi 15 December, 2018 - aawsat.com

The leader of the Kurdish People's Protection Units (YPG), Siban Hamo, said he believed that Russian officials were "pleased" with the Turkish army's threats to the YPG and the US troops in northeastern Syria, adding that Damascus was not taking any initiative to defend the Syrian border.

In an interview with Asharq Al-Awsat, Hamo called on the Syrian state to work to protect its borders and land, saying: "We are ready for joint action to deter Turkey."

Hamo was speaking by telephone to Asharq al-Awsat from northeastern Syria. He said that Turkey "is seeking through all means to eliminate the gains made by the Kurds, has mobilized its troops on the border and bombed territories inside Syria."



Leader of the Kurdish People's Protection Units (YPG) Siban Hamo (Asharq Al-Awsat)

He also noted that Turkish intelligence officials have met with Syrian factions and asked them to be ready for a military action similar to that carried out in Afrin in the countryside of Aleppo at the beginning of this year, when the Turkish army, in cooperation with the Syrian fac-

tions, launched the Olive Branch operation.

Hamo went on to say that Turkish President Recep Tayyip Erdogan stressed that the borders of Turkey were not safe and wanted to take measures within the Syrian territory, as happened in Afrin.

Asked about contacts between the YPG and the Russian side in the wake of Ankara's threats, he said that direct contacts had been stalled since his "disappointment" with Moscow when it allowed the attack on Afrin, but pointed to "indirect contacts through our offices."

"The Russians are pleased with what is happening to disturb the US," he noted.

Regarding the position of Damascus, the YPG leader mentioned contacts with officials in the Syrian government.

"In Afrin, they asked us to hand over the city before the Turkish attack, but we refused. Now they [Damascus] are watching. There is no initiative from Russia or Damascus," he affirmed. ◆

Who Are the Kurds?



FILE - In this photo released by the Kurdistan Region Security Council, Kurdish peshmerga forces prepare on the front line for battle against Islamic State group positions, in northern Iraq, Jan. 20, 2015.



FILE - Kurdish fighters from the People's Protection Units (YPG) chat with members of U.S. forces in the town of Darbasiya next to the Turkish border, Syria, April 29, 2017.

December 19, 2018
www.voanews.com

The Kurds' involvement in the conflict in Syria is difficult to understand because of their own troubled history that spreads across several regional borders. Here is a look at the current Kurdish crisis and how it came to be:

Who are the Kurds?

The Kurds are one of the indigenous people of the Mesopotamian plains and the highlands, areas that today are contained within southeastern Turkey, northeastern Syria, northern Iraq, northwestern Iran and southwestern Armenia.

Estimated at between 25 million and 35 million people, the Kurds are the fourth-largest ethnic group in the Middle East. They form a distinctive community, united through race, culture and language, and while most of them are Sunni Muslims, they also adhere to a number of different religions and creeds.

They are considered the largest ethnic group in the world to be stateless.

Why don't they have a country?

After World War I and the defeat of the Ottoman Empire, the victorious Western allies made provision in the 1920 Treaty of Sevres for the formation of a Kurdish state, to be known as Kurdistan.

But their hopes were dashed three years later when the Treaty of Lausanne, which set the boundaries of modern Turkey, made no provision for a Kurdish state and left Kurds with minority status in their respective countries. Over the next 80 years, any move by Kurds to set up an independent state was brutally quashed.

The war against Islamic State has presented a huge opportunity for the Kurds to project legiti-

macy on the international stage.

What is their role in the war against Islamic State?

Kurds in both Iraq and Syria continue to be involved in the fight against the Islamic State group, but the battle is slowing down. Thousands of Kurds have been killed in battles that put a dent in IS's influence from its peak in 2014.

Their role in these battles has earned the Kurds a global reputation as the most effective ground forces against the terror group. The peshmerga, which also includes women, has shown to be an effective fighting force.

In September 2014, IS launched an assault on the enclave around the northern Syrian Kurdish town of Kobani, forcing tens of thousands of people to flee across the nearby Turkish border. In January 2015, after a battle that left at least 1,600 people dead, Kurdish forces regained control of Kobani.

Since then, the Kurds — fighting under the name of the Syrian Democratic Forces (SDF) along-

side several local Arab militias, and helped by U.S.-led coalition airpower — have driven IS out of a large swath of territory in Syria and established control over a large area along the border with Turkey.

In October 2017, the SDF captured the de facto IS capital of Raqqa and were advancing south-east into the neighboring province of Deir el-Zour — the jihadists' last major foothold in Syria.

The U.S.-led coalition in early December 2018 sent military gear to the front line in eastern Syria as battles between the SDF and IS continues. With the news days later that the Trump administration is pulling all U.S. troops out of Syria "as quickly as possible," there are questions about the long-term implications for the country, the region and international relations.

Kurds vs. Turks vs. IS

American support for the SDF has strained relations with Turkey. Ankara has warned Washington about observation posts Washington has set up in northern Syria to prevent any altercations between Turkish forces and the U.S.-backed Syrian Kurdish People's Protection Units (YPG), which fights under the banner of SDF.

The YPG is considered a terrorist organization by Ankara. It is an offshoot of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), which has battled against the Turkish state since 1984.

The PKK is blacklisted as a terrorist group by the U.S. and European Union, while the YPG is not.

Turkey launched two military operations to help Syrian rebels recapture territory in Syria from IS and the YPG in August 2016 and January 2018.

The first offensive in northern Syria lasted until March 2017. The second wrapped up in March 2018 after Ankara-backed rebels captured the YPG-held enclave of Afrin in northwestern Syria



FILE - Members of the U.S.-backed Syrian Democratic Forces (SDF) dance a traditional Syrian 'Dabka' as they celebrate in front of stadium that was the site of Islamic State fighters' last stand in the city of Raqqa, Syria, Oct. 20, 2017.

◆◆◆

Des chrétiens syriens recueillent les Kurdes chassés d'Afrin



À Tell Nasri, en Syrie, des chrétiens installés là à la suite du génocide perpétré par l'Empire ottoman, hébergent une centaine de familles kurdes d'Afrin, chassées par l'armée turque en mars. Cette solidarité suscite aussi des inquiétudes.

Tell Nasri (Syrie)
Correspondance spéciale

L'église Sainte-Marie de Tell Nasri témoigne encore de la violence de Daech, qui l'a dynamitée début 2015. Pris par le groupe terroriste comme les 33 autres villages chrétiens de la vallée du Khabour, près de Hassaké (nord-est de la Syrie), Tell Nasri avait été rapidement libéré par les Forces démocratiques syriennes (FDS), l'alliance créée par les Kurdes syriens et soutenue par la coalition internationale, qui a chassé Daech de la région. Le hameau est pourtant longtemps resté désert. La guerre était trop proche.

En 2018, la vie est finalement revenue. Cent dix-huit familles s'y sont installées. Sauf que ce ne sont pas les habitants originels, mais des déplacés, en majorité kurdes, venus de la région d'Afrin, dans le nord-ouest de la Syrie. Les rares chrétiens restés dans la région leur ont permis de s'installer. « Nous sommes arrivés dans des conditions atroces », raconte Ahlam Omar. Cette activiste féministe de 35 ans, originaire de Mabata, près d'Afrin, coprésidente désormais du conseil local formé par les déplacés.

La Turquie et des milices islamistes radicales se sont emparées de sa région natale le 18 mars. Comme près de 200 000 personnes, elle a fui les exactions. Une errance terrible, talonnée par l'ennemi, refoulée aux barages militaires du régime syrien, au cours de laquelle Ahlam a ap-

pris la mort de sa fille, qui combattait les envahisseurs dans les YPJ, les Unités de protection des femmes. « J'étais brisée, donc j'ai décidé de quitter Tel Rifat et Shaha (les villes voisines où sont restés la plupart des exilés, NDLR) », confie-t-elle.

Avec 430 autres naufragés, elle a échoué dans la vallée du Khabour, figée dans la destruction. « Daech avait tout pillé, même les prises d'électricité et les châssis des fenêtres », se souvient Ahlam. « Les maisons étaient envahies par des scorpions et des serpents. Alors nous avons nettoyé, rétabli l'électricité, l'eau, le strict nécessaire. » La petite communauté survit quasiment sans aide humanitaire.

S'ils ont pu trouver refuge ici, c'est grâce à des chrétiens de Tell Nasri. La plupart vivent en exil et laissent leurs maisons vides. « 80 % sont partis à l'étranger », estime Samir Yuhanna, ancien gérant d'un club de football de la région, chef d'une des quatre familles chrétiennes revenues à Tell Nasri. « Nous avons accepté d'héberger ces gens d'Afrin parce que nous avons vécu avec Daech les mêmes attaques barbares systématiques. » Et de remonter même à l'histoire de Tell Nasri, fondé par des fidèles de l'Église assyrienne de l'Orient originaires de Turquie. Ces chrétiens s'étaient installés dans la vallée du Khabour en 1933, à l'origine ils étaient des réfugiés chassés d'Irak après avoir fui le génocide de 1915.

C'est lui-même qui a proposé à son évêque d'accueillir les gens d'Afrin. « C'était la moindre des choses. Les Kurdes nous avaient accueillis à

repères

Les opérations anti-kurdes d'Ankara en Syrie

Août 2016. L'opération turque « Bouclier de l'Euphrate » est lancée à la fois contre Daech et pour empêcher les milices kurdes syriennes (YPG) d'établir la jonction entre les territoires passés sous leur contrôle dans le nord de la Syrie. Elle permet de reprendre la ville de Jarablous.



Ahlam Omar, ici devant l'église Sainte-Marie de Tell Nasri, copréside le conseil des déplacés. Jérémie André

Hassaké et à Kamechliyé quand nous avons fui Daech. » Pourtant, cette solidarité est loin de faire consensus. « Les chrétiens exilés en Australie pensent que les Kurdes veulent prendre la place des chrétiens », explique Hayat Rocha, la mère de Samir, qui vient tout juste de rentrer de l'étranger.

« Ce sont des évêques payés par le régime qui leur font croire cela », réplique son fils. Soutiens de Bachar Al Assad, certains prélats exigent en effet le retour du régime sur toute la zone. « Quand les chrétiens reviendront, les gens d'Afrin partiront, veut rassurer Samir. Entre-temps, ils réparent les maisons. »

« Les Kurdes n'ont pas l'intention d'installer les gens d'Afrin dans la région », promet pour sa part Senherib Barssoum, coprésident du

Janvier 2018. Avec son offensive « Rameau d'olivier », Ankara parvient à chasser les YPG – qui ont opposé une forte résistance – de l'enclave kurde d'Afrin, qu'elles contrôlaient depuis 2012. La ville est reprise en mars.

Mi-décembre 2018. Ankara brandit la menace d'une nouvelle opération anti-kurde « imminente ». Mercredi 19, Washington, grand parrain des milices kurdes, annonce le retrait de ses troupes en Syrie.

« Nous avons accepté d'héberger ces gens d'Afrin parce que nous avons vécu les mêmes attaques barbares systématiques. »

Parti de l'Union syriaque, qui a fait le choix de s'allier avec les Kurdes.

Si l'affaire de Tell Nasri inquiète autant, c'est qu'elle s'ajoute à d'autres fausses informations allant dans le sens d'une prétendue « kurdification ». On a ainsi accusé les autorités liées au FDS de kurdifier le système scolaire – alors qu'elles introduisaient au contraire la langue syriaque, propre aux communautés chrétiennes. « Les chrétiens vivant à l'étranger sont victimes d'une campagne de désinformation », répète Senherib Barssoum. « Mais les chrétiens qui sont restés ici savent ce qu'il en est. » Jérémie André

Syrie: le retrait américain ouvre la voie à la Turquie

La décision de Donald Trump de retirer ses troupes du nord du pays laisse le champ libre à Erdogan pour une nouvelle offensive contre les Kurdes.

PAGE 12 ET L'ÉDITORIAL



Syrie: la Turquie profite du retrait américain

L'hypothèse d'une offensive de l'armée d'Ankara contre les Kurdes dans le nord de la Syrie se renforce.

DELPHINE MINOUI [@DelphineMinoui](#)
CORRESPONDANTE À ISTANBUL

MOYEN-ORIENT Le président Erdogan ne pouvait rêver meilleur cadeau. En un simple tweet, son homologue américain lui a offert, ce mercredi, un blanc-seing pour lancer une nouvelle offensive en Syrie. « Nous avons vaincu l'État islamique en Syrie, ma seule raison d'y être pendant la présidence Trump », a pianoté Donald Trump sur son smartphone avant de déclarer sur une vidéo publiée dans la soirée : « Nous avons gagné [...]

Il est temps que nos troupes rentrent à la maison. » La décision, qui sous-entend l'évacuation des 2 000 soldats américains stationnés dans la région kurde du nord de la Syrie, a pris de court une partie de son Administration, opposée à ce choix. « Elle va à l'encontre du message véhiculé ces dernières semaines, autour de la volonté de rester, et notamment de contenir la présence iranienne en Syrie. De surcroît, les militaires ne cessent de dire que le travail n'est pas fini. que les cellules de Daech sont encore actives », observe Dorothee Schmid, en charge du programme « Turquie

Une partie du dispositif américain, en mai dernier, autour de Manbij, dans le nord de la Syrie. DELIL SOULEIMAN/AFP



contemporaine » à l'Institut français des relations internationales (Ifri). Peu avant cette déclaration, le département d'État avait même annoncé qu'il approuvait la vente de système de missiles antimissiles Patriot à la Turquie dans ce qui semblait être, outre une alternative à l'achat par Ankara de S-400 russes, une concession faite aux Turcs en échange d'un renoncement à intervenir en Syrie.

Les cartes sont désormais brouillées. Et le terrain particulièrement glissant, à en croire les menaces proférées ce jeudi par le ministre turc de la Défense. « Nous avons maintenant Manbij et l'est de l'Euphrate en face de nous. Nous travaillons activement sur ce sujet », a déclaré Hulusi Akar, en prévenant que les factions rebelles kurdes du nord de la Syrie, accusées de collusion avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qu'Ankara combat sur son propre territoire « seront enterrées dans leurs fossés quand l'heure sera venue ». Lundi déjà, le président Erdogan s'était vanté d'avoir désormais le feu vert de Washington pour que « les groupes terroristes soient chassés de l'est de l'Euphrate », après un entretien téléphonique avec Donald Trump. « Nous pouvons enclencher nos opérations en Syrie à n'importe quel moment à partir

« Erdogan a besoin d'une guerre à plus grande échelle pour booster le sentiment nationaliste turc avant le prochain scrutin »

DOROTHÉE SCHMID, IFRI

des territoires qui correspondent à nos projets », a-t-il ainsi averti, pas moins d'une semaine après avoir annoncé publiquement une offensive imminente sur la ville de Manbij.

Si elle se concrétise, cette opération serait la troisième lancée par Ankara en Syrie. Épaulées par les combattants anti-Assad de l'Armée syrienne libre, les forces militaires turques étaient parvenues à déloger Daech de Jaraboulous en 2016. Deux ans plus tard, début 2018, elles sont de nouveau passées à l'acte, cette fois-ci pour repousser de l'enclave d'Afrine les combattants kurdes des Unités de protection du peuple (YPG), classées « terroristes » par le pouvoir turc.

Le timing de cette nouvelle opération arriverait à point nommé pour Erdogan, à l'approche des élections municipales de mars 2019. « Tout laisse à penser qu'Erdogan soit enclin à se lancer cette

fois-ci dans une opération de plus grande envergure, en termes d'hommes mais aussi d'équipements. Le président turc a besoin d'une guerre à plus grande échelle, pour booster le sentiment nationaliste turc avant le prochain nouveau scrutin », prédit Dorothee Schmid. Les vellétés belliqueuses de la Turquie ont évidemment de quoi inquiéter ses partenaires de l'Otan. « La question se pose de savoir si l'on peut laisser un membre de l'Otan se lancer dans une politique d'occupation de la Syrie tous azimuts. C'est un problè-

me politique. Cela risque de déboucher sur une véritable crise de l'Alliance atlantique », poursuit la chercheuse.

Le retrait des Américains du nord de la Syrie n'est pas non plus sans risque pour la Turquie. À ce jour, leur présence sur le terrain a joué un rôle crucial en termes de partage de renseignement, notamment dans la lutte contre les djihadistes et la prévention contre un retour des combattants étrangers. En dépit des invectives turques, leur coopération avec les forces locales à

dominante kurde a facilité la reprise des villes sous contrôle de Daech, comme encore à Hadjine, vendredi dernier. Si Erdogan semble triompher après la décision de Trump, une offensive turque en Syrie demeure également périlleuse. « Libérés de la présence américaine en Syrie, les Turcs vont devoir faire face à d'autres obstacles : le régime syrien, les milices iraniennes mais aussi les Russes. Les risques de confrontation existent toujours », prévient Dorothee Schmid. ■

LE FIGARO

21 décembre 2018

Assad a le champ libre contre les Kurdes

GEORGES MALBRUNOT [@Malbrunot](#)

LE RETRAIT militaire américain de Syrie sera « total » et « inclura la fin des opérations aériennes contre Daech », ont déclaré des responsables américains. Il concernera les 2000 hommes déployés auprès des Kurdes contre l'État islamique dans plusieurs bases, dont une près de Kobané, une autre non loin de l'ancienne usine Lafarge, au centre d'une polémique en France, et une troisième plus à l'est sur l'aéroport militaire de Rumeilan, près de la frontière irakienne. Les forces américaines ne devraient pas quitter définitivement la région avant trois mois, selon plusieurs sources.

« Cette annonce a surpris tout le monde », confie au Figaro un diplomate onusien en charge du dossier syrien. Même si les États-Unis discutaient depuis plusieurs jours de ce retrait avec leurs alliés britanniques, il s'est fait dans l'urgence, en grande partie sous la pression turque, selon le chercheur et spécialiste de la Syrie, Fabrice Balanche. « Il est clair qu'Erdogan allait attaquer les Kurdes. Il le martelait depuis des semaines. La pression turque a été très forte. Donald Trump a appelé la semaine dernière Erdogan pour lui dire que les Américains allaient se retirer, une fois qu'ils auraient écrasé les trois villages à l'est, près de la frontière irakienne, encore entre les mains de Daech. »

Lundi, James Jeffrey, l'émissaire américain pour la Syrie, donnait un avant-goût de retrait en déclarant que « l'appui américain aux Kurdes était tactique et temporaire », ajoutant que l'objectif américain n'était pas de « changer le régime » en Syrie, mais uniquement son « comportement ».

Pour le diplomate onusien, cette annonce fait partie d'un « deal plus large » entre MM. Trump et Erdogan, qui « englobe la vente des (missiles, NDLR) Patriot à Ankara pour réancrer la Turquie dans l'Otan alors qu'elle est courtisée par la Russie, et en contrepartie, les Américains lâcheront les Kurdes ». Ce retrait

modifie la donne dans le Nord-Est syrien, seule région où les Occidentaux avaient gardé une présence - fût-elle minimale - dans une Syrie dominée par la Russie, la Turquie et l'Iran, les trois vainqueurs de la guerre civile qui déchire le pays depuis huit ans.

Les Kurdes, alliés des Occidentaux contre Daech, sont les grands perdants. Dès l'annonce du retrait américain, « ils ont discuté mercredi soir à Aïn Issa, près de Raqqa, avec le régime syrien », révèle le diplomate onusien. Ils n'ont plus guère le choix. De précédentes négociations ont déjà eu lieu. Moscou encourage Damas à leur concéder une certaine dose d'autonomie, mais Assad s'y oppose. Une des dernières cartes entre les mains des Kurdes est la détention de centaines de djihadistes européens dans leurs geôles.

« L'appui américain aux Kurdes était tactique et temporaire »

JAMES JEFFREY, ÉMISSAIRE US POUR LA SYRIE

À court terme, pour eux, la question est de savoir si la Turquie va lancer son opération antikurde à l'est de l'Euphrate, comme elle menace de le faire depuis des semaines. Une ville encore à l'ouest du fleuve focalise tous les regards : Manbij. En juin, Américains et Turcs ont signé un accord prévoyant un retrait des combattants kurdes de la ville, peuplée à majorité d'Arabes. Or les Kurdes ne se sont pas retirés de Manbij. « Les Turcs ne laisseront pas les Kurdes restés à Manbij », affirme Fabrice Balanche, qui s'était rendu dans la ville l'an dernier. Mais les Turcs vont-ils lancer leur offensive alors que les troupes américaines n'ont pas achevé leur retrait ?

À terme, Ankara pourrait concentrer son attaque contre Tall al-Abyad, une ville arabe le long de sa frontière, où le sentiment antikurde est vivace, lui permettant ainsi de couper la route qui relie les villes kurdes de Kobané à l'ouest et de

Qamichli, à l'est. « Il faut reconnaître qu'au plan économique, c'est le désastre dans le Nord-Est syrien, explique Fabrice Balanche. Il faudrait un plan Marshall, or les Américains n'en voulaient pas pour ne pas rendre la Turquie furieuse. Les tensions entre Kurdes et Arabes montent. Le noyau dur kurde ne veut pas lâcher la bride sur les Arabes de la région. Et il y a toujours ce risque d'attentat perpétré contre les troupes américaines par Daech, les Iraniens ou le régime syrien. Avant que cela ne tourne au désastre, estime le chercheur, Trump a préféré lever le camp. » Quitte à laisser le champ libre à l'Iran et son allié libanais du Hezbollah, les ennemis déclarés des États-Unis. « Ce n'est pas avec 2 000 hommes et quelques forces spéciales françaises que Washington et Paris vont briser le lien Téhéran-Damas-Beyrouth », estime un agent du renseignement.

Ce retrait entérine la division de la Syrie en trois zones d'influence, l'une turque au nord, une russe autour des villes et sur la côte, et une iranienne près de la frontière libanaise en lien avec son allié le Hezbollah. Le trio se trouve renforcé dans ses efforts pour mettre sur pied un comité constitutionnel chargé de réformer la Loi fondamentale dans la Syrie de demain. Mais une Syrie qui risque de ressembler à l'actuelle avec Bachar el-Assad à sa tête. « Les Turcs ont pris langue avec le régime syrien via les Iraniens à Téhéran », révèle le diplomate onusien.

Damas est l'autre grand vainqueur. « Assad devrait pouvoir reprendre Raqqa et ses troupes vont se préparer à traverser l'Euphrate, anticipe un expert à Beyrouth. On devrait avoir aussi dans la foulée la bataille d'Idlib, car ce qui bloquait justement là-bas, c'était le fait que les Turcs ne voulaient pas lâcher Idlib sans contrepartie. Après l'annonce américaine, le deal risque d'être le suivant : Damas ne pousse pas les tribus arabes autour de Manbij à se révolter contre les Turcs qui rentreront dans la ville. Et en échange, Ankara laissera Damas reprendre une partie d'Idlib. » ■

Realpolitik orientale

Dans cet Orient aux alliances volatiles, on a coutume de dire qu'à la fin ce sont toujours les Kurdes qui perdent... Le mot semble de nouveau se vérifier. L'annonce du retrait des troupes américaines de Syrie par Donald Trump est un sale coup pour ceux qui ont servi de fantassins dans la lutte contre Daech. Les voilà lâchés, seuls ou presque, face à une Turquie qui fait déjà chauffer le moteur de ses tanks pour leur tomber dessus. Pourquoi Trump retire-t-il ses commandos du théâtre syrien ? Chez lui, comme souvent, il s'agit plus de calcul que de vision. Et d'une préoccupation de politique intérieure. L'Amérique (et la réélection) d'abord ! La nouvelle de « boys » rentrant à la maison fait toujours son effet au pied du sapin. Le président américain reste d'ailleurs fidèle à une promesse de campagne. Sans écouter ses généraux ou les politiques de son camp qui jugent cette décision prématurée. Mais derrière ce choix, Trump fait aussi acte de realpolitik. Il joue la Turquie plutôt que les Kurdes. Scellé par l'achat de missiles Patriot, il y a à l'évidence un « deal » de Washington avec Erdogan. Malgré ses dérives islamistes

et autocratiques, le Turc est considéré comme un allié indispensable dans le grand jeu qui se joue face à l'Iran.

Certains diront que le retrait de 2000 hommes ne va pas changer grand-chose, quand Vladimir Poutine est depuis longtemps à la manœuvre. Ils n'ont pas totalement tort. Mais, symboliquement au moins, ce retrait américain de Syrie n'est pas anodin. Il risque

Trump joue Erdogan plutôt que ses alliés kurdes

de remotiver les rangs amoindris des djihadistes. Surtout, il contresigne la perte d'influence des Occidentaux au Moyen-Orient. Et le libre champ laissé aux Russes et aux Iraniens, maîtres du terrain et donc du jeu politique. Au-delà de la Syrie, cette décision brutale montre que l'Amérique peut traiter ses alliés d'un jour comme de vulgaires supplétifs. De la chair à canon qu'on laisse tomber quand elle a fini de servir. Alors que le combat contre le terrorisme islamiste est loin d'être terminé, le signal est fâcheux. ■

La situation militaire en Syrie

CONTRÔLE (OU PRÉSENCE) LE 20 DÉCEMBRE 2018

Forces démocratiques syriennes (FDS) ■ Daech ■ Régime syrien

Rebelles syriens... ■ avec le soutien de l'armée turque

*YPG kurde et ses alliés arabes (avec les soutiens Occidentaux)

Les régions faiblement peuplées apparaissent en hachuré sur la carte

LES OCCIDENTAUX EN SYRIE

● Base américaine

○ Base française



Un convoi de véhicules blindés des forces américaines, en mars 2017, près de Manbij, une ville du nord de la Syrie. D. SOULEIMAN/AFP

Paris sommé de choisir entre les Kurdes et Ankara

Soumise aux pressions turques, la France est tiraillée entre sa volonté de ménager un partenaire et celle de ne pas abandonner ses alliés sur un terrain où le conflit se poursuit.

«S'ils restent pour contribuer à l'avenir de la Syrie, alors merci. Mais s'ils restent pour protéger les YPG, cela ne sera bénéfique pour personne.» Cette réponse au sujet de la France n'est pas aussi diplomatique qu'attendu dans la bouche d'un ministre des Affaires étrangères. Mevlut Cavusoglu, le chef de la diplomatie turque, n'a pas ménagé Paris lors d'une rencontre samedi avec des journalistes turcs. «Ce n'est un secret pour personne que la France soutient les YPG. Macron a rencontré leurs représentants», a déclaré le ministre. La veille en effet, deux responsables des Kurdes de Syrie avaient été reçus à l'Élysée pour discuter avec l'exécutif français de la nouvelle donne provoquée par l'annonce du président américain.

Assurances. Venus défendre la cause de leurs combattants qui livrent depuis trois ans la guerre au sol contre l'Etat islamique, sous le commandement de la coalition internationale, ils sont venus chercher des assurances pour leur avenir tout en alertant sur les dangers. «Combattre le terrorisme sera difficile parce que

nos forces seront obligées de se retirer des lignes de front de Deir el-Zor pour prendre position sur la frontière avec la Turquie pour contrer toute éventuelle attaque», a déclaré Ilham Ahmad, la représentante kurde reçue par le président français. Avec le lâchage par «un allié non fiable», pour paraphraser l'expression d'Emmanuel Macron sur Donald Trump, la France se retrouve en première ligne en Syrie. Tout d'abord parce qu'elle continue de faire de «la lutte contre le terrorisme une priorité»: «La lutte contre la menace globale de Daech se poursuit et s'inscrit dans la durée, précise-t-on au Quai d'Orsay. Notre estimation est que Daech continue d'être une menace au Levant.» Si la poursuite de cette logique après le retrait des forces américaines s'annonce hasardeuse, la France espère malgré tout que le désengagement ne sera pas total au point de priver la coalition des indispensables ressources américaines en renseignement et surveillance. «Les Etats partenaires de la coalition internationale et nous-mêmes sommes en conversation avec Washington sur le calendrier et les conditions de mise en œuvre de la décision de retrait des forces américaines engagées face à Daech en Syrie, annoncée par le président des Etats-Unis», a affirmé la porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

Drame. Paris est surtout confronté au dilemme qui était celui des Américains dans la guerre contre l'Etat

islamique : poursuivre l'alliance militaire avec les combattants essentiellement kurdes des Forces démocratiques syriennes (FDS) qui mènent les opérations au sol et en même temps ménager les relations avec la Turquie. Comme le confirment les premières mises en garde venues d'Ankara, la partie s'annonce très délicate. «La France sera attentive à ce que la sécurité de tous les partenaires des Etats-Unis soit assurée, y compris les Forces démocratiques syriennes. La protection des populations du nord-est de la Syrie et la stabilité de cette zone

doivent être prises en compte par les Etats-Unis pour éviter tout nouveau drame humanitaire et tout retour des terroristes», dit le Quai d'Orsay. Quant à la Turquie : «Tout comme la France est engagée dans la guerre anti-Daech pour la sécurité des villes françaises, note Bayram Balci, de l'Institut français d'études anatoliennes, la Turquie considère défendre sa sécurité nationale en repoussant les affiliés au PKK loin de sa frontière.»

H.K.

L'EXPRESS.fr 17 décembre 2018

Syrie: les grandes manoeuvres d'Erdogan

ÉDITORIAL

Par Christian Makarian, le 17/12/2018
www.lexpress.fr

Le président turc veut de nouveau passer à l'attaque contre les Kurdes de Syrie. Pour infléchir la ligne de Washington

Est-ce un moyen de faire monter la pression sur Washington ou le signal d'une offensive imminente ? Profitant d'un contexte international caractérisé par un désordre sidérant, Recep Tayyip Erdogan ne cache plus son exaspération à l'égard des milices kurdes syriennes YPG (Unités de protection du Peuple), dont les chefs sont proches du PKK turc.

C'est principalement la ville de Manbij, au nord-ouest de la Syrie, à quelques dizaines de kilomètres à peine de la frontière turque, qui devrait en faire les frais, même si la percée pourrait simultanément s'effectuer plus à l'ouest, à Kobané et dans la ville turco-syrienne de Ras Al-Aïn (Ceylanpinar pour sa partie turque).

UNE PARTIE DE BILLARD À TROIS BANDES

C'est en tout cas la promesse faite très récemment par le président turc devant l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) : "La Turquie a perdu assez de temps jusqu'ici pour intervenir contre le maréage terroriste à l'est de l'Euphrate. Nous n'avons plus la patience d'attendre un jour de plus". Le maréage en question, dans lequel la politique aventureuse de la Turquie a largement sa part, désigne en fait un projet bien plus vaste.

Erdogan vise l'établissement d'une zone tampon qui s'étendrait de la frontière syro-irakienne, au bord du Tigre, jusqu'à Alep et à la poche d'Idlib, dans laquelle les forces turques disposent déjà de plusieurs postes militaires importants qui contrôlent la zone. Ce projet a

évidemment pour but d'empêcher la création de facto d'un territoire kurde en Syrie, entité autonome qui se trouverait au point de contact avec les Kurdes du PKK, eux-mêmes en guerre contre Ankara.

C'est à cette fin que l'armée turque a mené une première offensive, baptisée Bouclier de l'Euphrate, entre août 2016 et mars 2017, en direction de Jarablus et de Al-Bab, puis une deuxième, en janvier 2018, nommée Rameau d'olivier, qui s'est soldée par la prise d'Afrin, au nord-ouest de la Syrie. Deux raids victorieux qui ont consacré la présence militaire turque en territoire syrien, soit une extension au pays voisin du conflit qui oppose les Turcs et les Kurdes du PKK depuis 1984.

Or le plan d'Erdogan se heurte frontalement à la présence américaine le long de cette zone tampon, laquelle repose sur de tout autres objectifs : les milices YPG sont les seules forces terrestres localement établies sur lesquelles les Occidentaux peuvent compter pour combattre les derniers points de résistance de l'État islamique. A cet effet, Washington soutient utilement les YPG par son appui aérien, sa logistique et par la présence sur place de forces spéciales et de conseillers.

Certes, de longues tractations entre Ankara et Washington ont abouti à la tentative de ménager les intérêts de part et d'autre pour éviter que des soldats turcs en viennent à tirer sur des membres des forces spéciales américaines incrustés parmi les Kurdes ; en échange, à Manbij, les Américains s'étaient engagés à convaincre les YPG de se retirer de la ville. En vain. Après les attaques turques contre leurs positions, les YPG ont menacé de lever le pied dans leurs combats contre les forces sporadiques de l'EI encore disséminées en Syrie.

QUATRE FERS AU FEU

Car une troisième donnée vient compliquer encore l'échiquier syrien ; pour contrer les Turcs dans le nord, les Kurdes ont dû retirer une partie de leurs forces du réduit de Hajin, ville de 40 000 habitants située entre Deir es-Zor et Al-Bou Kamal, dans le sud-est syrien - où



Le président turc Recep Tayyip Erdogan a annoncé mercredi le lancement "dans les prochains jours" d'une nouvelle offensive en Syrie contre des milices kurdes
afp.com/ADEM ALTAN

l'EI résistait durement. L'annonce, le lundi 17 décembre, de l'anéantissement de cette dernière poche urbaine de Daech a démontré une fois de plus l'efficacité des YPG : Hajine est tombée, Daech a perdu son ultime bastion territorial. Même s'il reste aux djihadistes de large zones désertiques et rurales pour poursuivre leurs ravages... Dans cette reconquête, les Américains ont apporté leur appui aux YPG, les Français aussi au moyen de la batterie de canons César envoyée sur place et de forces spéciales tricolores.

Mais, du coup, les Kurdes vont-ils maintenant pouvoir se regrouper vers le nord et combattre les forces turques ? Pour les Kurdes de Syrie comme pour leur ennemi d'Ankara, la prise de Hajin et l'offensive turque sur Manbij ne sont sûrement pas sans lien entre elles. Tout montre qu'Erdogan garde quatre fers au feu ; la menace d'une nouvelle intervention militaire dans le nord syrien, la pression des révélations turques concernant l'affaire Khashoggi, qui a pour but d'accabler l'allié saoudien de Washington, l'alliance objective entre Ankara, Téhéran et le Qatar contre Riyad et le rapprochement entre la Turquie et la Russie dans le cadre d'une palette d'intérêts communs (approvisionnement gazier, achat d'une centrale nucléaire et de missiles S 400 à la Russie).

En face, les États-Unis hébergent toujours le théoricien musulman Fethullah Gülen, véritable obsession d'Erdogan, qui voit en lui le cerveau du coup d'État qui a failli l'éliminer, en juillet 2016. De quoi prévoir de nouveaux rebondissements. ♦



From left: Turkish soldiers near the Syrian border; President Vladimir V. Putin of Russia; Kurdish fighters who have battled the Islamic State in Syria. President Trump's plan to withdraw troops from Syria within 30 days could hurt American allies and benefit rivals.

Syria withdrawal plan leaves winners and losers

Trump's decision risks upsetting fragile balance of power in complex war

BY MEGAN SPECIA

President Trump's decision to withdraw all American troops from Syria within 30 days risks leaving United States' allies in the long-running war weakened while strengthening rivals backed by Iran and Russia.

American troops entered Syria in 2015 as part of a coalition fighting the Islamic State, which had seized large swaths of territory in Syria and Iraq. In the three years since, the extremist group's self-declared caliphate has crumbled. But the continuing lack of stability in both Syria and Iraq could provide fertile ground for the jihadists to re-

trench.

The American pullout, announced in the past week, could also weaken the country's influence over any negotiations on a settlement to end the conflict.

"The leverage that might have been there for the United States in Syria is no longer there because now everyone knows that the United States will leave Syria unconditionally," said Joost Hiltermann, the Middle East director of the International Crisis Group, a conflict and foreign policy research organization.

Here are some of the parties to the conflict that have the most to gain or lose from an American withdrawal.

THE WINNERS:

IRAN, RUSSIA AND ASSAD

Syria's president, Bashar al-Assad, and his chief international backers, Russia and Iran, would all benefit from an

American troop withdrawal, which would further tighten Mr. Assad's oncentuous grip on his battered country. Iran is one of the biggest winners as the international ally with the most invested in Syria and the most at stake. During the war, Iran embedded itself in Syria, redrawing the strategic map of the Middle East.

Iran has sent in thousands of Shiite forces, who fought on the ground, and deployed drones and precision weapons to keep Mr. Assad in power. That secured an all-important land bridge through Syria to supply weapons to Hezbollah, Iran's Shiite militia ally in Lebanon and a steadfast enemy of Israel. Iran trained and equipped Shiite fighters while strengthening ties with allies in Iraq and Lebanon in hopes of building a united front in the event of a new war with Israel.

Russia also stands to benefit. A day after Mr. Trump's announcement on Wednesday, President Vladimir V. Putin of Russia applauded the decision, saying during a news conference, "Donald's right, and I agree with him."

Russia contributed around 5,000 troops and a few dozen aircraft to prop up Mr. Assad's government, which secured Moscow's strategically important naval facility in the Syrian city of Tartus on the Mediterranean Sea. Russia also expanded its military footprint in Syria during the war.

"It certainly helps the Russians, who have benefited tremendously from a quite limited investment in Syria," said Jon B. Alterman, director and senior fellow of the Middle East Program at the Center for Strategic and International Studies in Washington.

Through its alliance with Syria, Russia has maintained its influence in the Middle East.

For Mr. Assad, the American withdrawal means the path forward for Syria will be shaped largely by forces sym-



Kurdish residents of Amuda in northeastern Syria. As the Kurds, a stateless group, took back territory from the Islamic State in Syria, they worked to create an autonomous region.

pathetic to his government and its interests.

The two biggest threats to his leadership have been substantially neutralized — the myriad rebel groups that tried to overthrow the Syrian government and the Islamic State — the latter thanks largely to the military force brought to bear by the American-led international coalition that fought the militants.

TURKEY

Turkey and the United States, NATO allies, have frequently found themselves at odds in Syria, even though both opposed Mr. Assad. That is because the United States backed a mostly Kurdish force in Syria, saying they were the fighters most capable of pushing back the Islamic State, also known as ISIS.

Turkey has long battled Kurdish separatists at home in the country's southeast and saw the rising power of Kurds along its border in northern Syria as a threat. President Recep Tayyip Erdogan of Turkey recently threatened military intervention against the Kurdish forces in Syria that Washington has backed since 2015.

The exit of American troops would leave Turkey open to taking action to curb the power of Kurdish forces in Syria.

THE ISLAMIC STATE

"We have won against ISIS," Mr. Trump declared in a video that was published on Wednesday. But experts, including some of Mr. Trump's own staff and coalition partners, disagree.

Though the militants retain just 1 percent of the territory they held at the height of power, this would remove a major military adversary in the region. During a State Department briefing on

Dec. 11, Brett McGurk, Mr. Trump's special envoy in the fight against the Islamic State, said the battle was not over.

"The end of ISIS will be a much more long-term initiative," Mr. McGurk said. "Nobody is declaring a mission accomplished."

THE LOSERS:

SYRIAN KURDS

Despite being the United States' key allies in the fight against the Islamic State, the Kurdish-led Syrian Democratic Forces are being virtually abandoned, critics of the withdrawal say.

The Kurds have relied on American support, and a sudden withdrawal could be disastrous, leaving them exposed on all sides.

The Syrian Democratic Forces denounced the withdrawal in a statement on Thursday. "The White House's decision to withdraw from northern and eastern Syria will negatively affect the campaign against terrorism," the group said.

Kurdish forces are likely to lose territory and control as a result of Mr. Trump's decision.

"Kurds and their allies have paid a very heavy price," said Mutlu Civiroglu, a Washington-based Kurdish affairs analyst. "They have fought on the front line, and thousands of Kurdish men and women lost their lives fighting on behalf of the entire world."

He said many now feel betrayed: "They feel like all the efforts are about to go in vain."

As the Kurds — a stateless and often marginalized group — took back territory from Islamic State forces in northern Syria, they worked to create an autonomous region.

ISRAEL

A newly empowered Iran with unfet-

tered land access to their Hezbollah allies — without American forces in the north of Syria as a counterweight — poses an existential threat to Israel.

"Israel will be very unhappy about this because they see it as a net gain for Iran, and they are right," Mr. Hiltermann said.

As Israel's most powerful ally, the United States plays an outsized role in security for the country, and the withdrawal of troops could threaten that balance.

CIVILIANS

Civilians have borne the brunt of the conflict in Syria for years, with millions displaced from their homes and millions more who fled the country struggling abroad as refugees.

Aid groups warn that further destabilization of northern Syria could spark yet another humanitarian disaster in the region.

The International Rescue Committee, which has been working to provide humanitarian assistance in parts of Syria for years, warned that a potential Turkish offensive in the region could be devastating.

"Throughout this conflict, these political and military decisions have been made without any apparent consideration of the humanitarian consequences. As a result, every decision has heightened the danger and distress for civilians," said David Miliband, president of the International Rescue Committee.

Many Kurdish civilians would likely flee the area if the Kurdish militias lose control of northern Syria.

"There will be a humanitarian crisis, there is no question," Mr. Hiltermann said. ●



December 30, 2018

Graham: Withdrawal of US troops in Syria could lead to Kurdish deaths

By: CNN / Dec 30, 2018
<https://edition.cnn.com>

Washington (CNN) - Republican Sen. Lindsey Graham said on Sunday that withdrawing US troops from Syria could directly result in the deaths of Kurdish people there and that he plans to make a case to President Donald Trump today to reconsider his plans.

"There are three things important for this country. Number one, make sure that ISIS never comes back in Syria," Graham said to CNN's Dana Bash on "State of the Union." "We need to keep our troops there. They're inside the ten-yard line in defeating ISIS, but we're not there yet. If we leave now, the Kurds are going to get slaughtered."

"How are you going to convince President Trump to do that?" Bash asked.

"I'm going to talk to him at lunch," Graham replied, referring to a lunch meeting he is set to

have with Trump on Sunday.

"The President is reconsidering how we do this, he's frustrated," he added.

Trump's decision earlier this month to order his staff to execute the "full" and "rapid" withdrawal of US military from Syria was met with harsh criticism from both sides of the aisle. Hours after the announcement, Graham decried the move as a "disaster" and "a stain on the honor of the United States."

On Sunday, he warned against the transfer of security in Syria from the US to Russian and Turkish forces, a change that could leave the Syrian Kurds, whom the United States has assisted and armed, at risk from both ISIS and Turkey.

"I'm asking the President to make sure that we have troops there to protect us. Don't outsource our national security to some foreign power," Graham said. "If we leave now the Kurds will get in a fight with Turkey, they could



get slaughtered. Who would help you in the future?"

"And this is something you're going to tell the President today?" Bash asked.

"Yeah, I'm going to ask the President to do something President Obama would never do: reconsider," Graham replied.

CNN's Barbara Starr, Ryan Browne, Nicole Gauette and Kate Sullivan contributed to this report. ♦

Trump décide, seul, de retirer ses troupes de Syrie

**LE RETRAIT
DES FORCES
AMÉRICAINES
TÉMOIGNE, EN FAIT,
D'UN RENONCEMENT
À TOUTE STRATÉGIE
SYRIENNE**

Le président américain a pris de court son administration et ses alliés et laisse le champ libre à Bachar Al-Assad, à la Russie et à l'Iran



Les présidents turc, Recep Tayyip Erdogan, et américain, Donald Trump, au G20 de Buenos Aires, le 1^{er} décembre.

MURAT CETIN/MUHURDAR/AFP

WASHINGTON - correspondant

Donald Trump a comblé des adversaires des Etats-Unis et frappé de stupeur certains de leurs alliés, mercredi 19 décembre, en décidant brusquement de mettre fin à la présence des forces spéciales dans le nord-est de la Syrie. Ce retrait pourrait être achevé d'ici un mois et il a déjà commencé, selon un communiqué de la porte-parole de la Maison Blanche, Sarah Sanders, publié dans la matinée, sans toutefois apporter la moindre précision chiffrée.

Le président a justifié une décision qui a manifestement pris de court sa propre administration en déclarant de bon matin sur son compte Twitter : « Nous avons vaincu l'Etat islamique [EI] en Syrie, ma seule raison d'y être pendant la présidence Trump. »

Peu convaincu de longue date de l'intérêt de s'investir militairement sur place, le président des Etats-Unis a toujours circonscrit les ambitions américaines à la lutte contre le groupe djihadiste. Alors que celle-ci a enregistré, le 14 décembre, un nouveau succès avec la prise, par les milices kurdes, de Hajin – dernière localité aux mains de l'EI, près de la frontière avec l'Irak, dans la vallée de l'Euphrate –, le Pentagone et le département d'Etat n'ont cessé de militer pour le maintien sur place de ce contingent de 2 000 membres des forces spéciales déployé sans le moindre mandat international.

Dissonances

« Se débarrasser [de l'EI] ne signifie pas que

vous dites aveuglément : "Bon, on s'en est débarrassé", et que vous vous en allez, pour ensuite vous interroger sur le fait qu'il réapparaît », avait assuré, en septembre, le secrétaire américain à la défense, James Mattis.

L'envoyé spécial du président chargé de la coalition internationale mise sur pied pour lutter contre les djihadistes n'a pas dit autre chose, le 11 décembre, au département d'Etat. « On peut considérer que les Américains resteront sur le terrain après la défaite [de l'EI], jusqu'à ce que nous ayons tous les éléments en main pour faire en sorte que cette défaite soit durable », a assuré Brett McGurk. Il a même jugé toute autre politique « téméraire », ajoutant que « toute personne ayant examiné un conflit comme celui-ci ne pourrait qu'être d'accord avec ça ».

Le 17 décembre, l'envoyé spécial de Washington pour la Syrie, James Jeffrey, a tenu le même discours devant l'Atlantic Council, un cercle de réflexion de Washington, sans évoquer une seule fois l'hypothèse d'un retrait précipité.

En septembre, le conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump, John Bolton, avait rappelé une autre justification du maintien de ces forces spéciales en Syrie. « Nous ne partons pas tant que les troupes iraniennes resteront à l'extérieur des frontières iraniennes, ce qui vaut également pour les milices iraniennes » déployées en Syrie à la faveur de la guerre civile, avait-il assuré en marge de l'Assemblée générale des Nations unies (ONU). Interrogé sur ces dissonances, un haut responsable de l'administration a défendu une « prérogative » présidentielle.

La décision de Donald Trump rappelle un précédent pour lequel il n'avait pourtant pas eu de mots assez durs : le retrait d'Irak ordonné par Barack Obama en 2011, jugé précipité. Ce retrait, conforme à l'engagement du président démocrate, avait alors privé les Etats-Unis d'influence sur le gouvernement dirigé par Nouri Al-Maliki. Les dérives sectaires de ce premier ministre chiite avaient contribué à la renaissance du djihadisme dans les provinces sunnites du pays et à l'avènement de l'EI, tout d'abord en Irak, puis en Syrie, à la faveur de la guerre civile. L'un des « faucons » républicains du Congrès, Lindsey Graham, sénateur de Caroline du Sud, furieux de cette décision précipitée, ne s'est d'ailleurs pas privé d'établir cette comparaison peu flatteuse, mercredi, en dépit de sa proximité avec le président.

Dans une équation régionale particulièrement complexe, les forces spéciales américaines ne se sont pas limitées strictement à la simple mission d'éradication des djihadistes. Elles ont également joué un rôle stabilisateur en tenant à distance les forces du régime de Bachar Al-Assad et leurs alliés iraniens, ainsi que celles de la Turquie. Leur présence sur place a protégé en effet les forces locales à dominante kurde qui se sont portées au premier rang de la bataille contre l'EI, comme encore à Hajin, vendredi. Or, la Turquie considère ces dernières comme une extension du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qu'elle combat militairement à l'intérieur de ses frontières.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, s'était vanté, lundi, d'avoir désormais le feu vert de Washington pour que « les groupes terroristes soient chassés de l'est de l'Euphrate », après un entretien téléphonique avec son homologue américain, le 14 décembre. « Nous pouvons enclencher nos opérations en Syrie à n'importe quel moment à partir des territoires qui correspondront à nos projets », a-t-il averti.

Déception israélienne

Le retrait des forces américaines témoigne en fait d'un renoncement à toute stratégie syrienne. Le président n'est pas le premier à reculer sur ce dossier. L'inertie de son prédécesseur avait permis à la Russie de faire un retour spectaculaire au Levant, en 2015. Après la décision de mercredi, le président Vladimir Poutine y sera plus que jamais en position d'arbitre.

L'autre grand bénéficiaire de cette décision est le dirigeant syrien Bachar Al-Assad. Lundi, James Jeffrey a assuré que Washing-

ton souhaitait « un régime qui soit fondamentalement différent », tout en indiquant ne pas vouloir se « débarrasser d'Assad ».

Ces attentes risquent d'être considérablement déçues s'il ne reste plus à Washington et à ses alliés européens, pour peser sur une issue politique satisfaisante à la guerre civile, que le levier de la reconstruction dans un pays qui aura besoin de centaines de mil-

liards de dollars pour se relever de ses ruines.

Le retrait américain de Syrie ajoute enfin une note discordante à la stratégie offensive de Washington visant l'Iran. Donald Trump abandonne en effet un terrain sur lequel l'influence de Téhéran s'est faite plus pesante au cours des dernières années. Cette même influence contre laquelle les Etats-Unis entendent pourtant lutter.

La tonalité du communiqué laconique publié mercredi par le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, à propos « d'une décision américaine », a témoigné de sa déception. Il a précisé que le gouvernement allait étudier les conséquences de ce désengagement en ajoutant qu'Israël « saura se défendre » contre toute menace venant de Syrie. ■

GILLES PARIS

Le Monde VENDREDI 21 DÉCEMBRE 2018

La peur des Kurdes, abandonnés en terrain hostile

Soutenues par la coalition internationale, les forces kurdes ont construit un territoire qui, sans l'appui américain, pourrait s'effondrer

Pour les forces kurdes de Syrie qui ont joué un rôle de premier plan dans la lutte contre l'organisation Etat islamique (EI), la perspective d'un retrait total des forces américaines présentes sur leur territoire relève du risque existentiel. Sans la protec-

tion de leurs parrains extérieurs, les Kurdes se retrouveraient seuls face en terrain hostile. Au nord, l'ennemi historique turc. Au sud, le régime syrien soutenu par Moscou et Téhéran, déterminé à reprendre le contrôle de l'ensemble du pays après huit ans de guerre.

« Nous sommes stupéfaits », résume un haut responsable de l'encadrement politique kurde de passage en Europe, Hassan Mohammed. « Il y a quelques jours encore, nous recevions en Syrie des responsables américains qui nous assuraient que leurs forces militaires et leur personnel diplomatique allaient rester sur le long terme », a-t-il indiqué au Monde, citant notamment des prises de position de James Jeffrey, le représentant spécial des Etats-Unis pour la Syrie.

« Humiliation »

Corroborant le récit d'ONG sur place, M. Mohammed a ajouté que les personnels civils censés encadrer les programmes de stabilisation ont indiqué à leurs partenaires locaux qu'ils quitteraient la Syrie dès jeudi. Les mesu-

res de stabilisation dont ont cruellement besoin les populations du nord-est de la Syrie pourraient être laissées en plan, de même qu'une coopération militaire lancée avec succès il y a plus de quatre ans. « C'est extrêmement humiliant pour les militaires déployés sur place qui sont sommés d'abandonner leurs alliés et de laisser derrière eux un potentiel gouffre sécuritaire. Il y a un côté Saïgon 1975... », relève un observateur proche du dossier.

Nouée lors du siège de Kobané à l'automne 2014, l'alliance entre la coalition internationale anti-EI emmenée par Washington et les forces kurdes avait pourtant porté ses fruits. Après avoir brisé le siège de la petite ville kurde, la coordination entre les bombardements

coalisés et l'efficacité des troupes locales kurdes et arabes a permis de chasser l'EI de la majeure partie de la frontière syro-turque. Cette campagne bientôt soutenue par un nombre croissant de troupes au sol américaines, et en moindre mesure françaises et britanniques, a permis la reprise de Rakka, la capitale du « califat », fin 2017, avant de réduire les dernières poches djihadistes vers le sud et la frontière irakienne.

Voie étroite

Cette politique a créé un Etat de fait aux implications géopolitiques majeures avec la mise en place d'un vaste territoire, riche en ressources et sous influence occidentale sur la rive gauche de l'Euphrate, un levier potentiellement majeur pour toute solution politique au conflit. Les Américains ont fait tampon entre l'hostilité turque et leurs alliés kurdes, perçus par Ankara comme liés aux rebelles du PKK qu'elle combat sur son territoire. Les institutions mises en place par l'encadrement politique kurde, en se liant avec des tribus arabes grâce au soutien américain, pourraient s'effondrer comme un château de cartes. « Si les Américains se retirent aussi brutalement, ils vont créer un vide dont vont profiter des acteurs extérieurs », redoute Hassan Mohammed. Deux scénarios



Des combattants kurdes des Forces démocratiques syriennes, le 3 décembre à Kamechliyé, lors des funérailles d'un des leurs, tué lors d'un combat contre l'EI. DELIL SOULEIMAN/AFP



Des combattants turcs, près d'Alep (Syrie), le 16 décembre. DELIL SOULEIMAN/AFP

se dessinent. « La Turquie d'un côté et le régime syrien adossé à Téhéran de l'autre mènent depuis des mois des opérations clandestines de déstabilisation dans notre région, notamment auprès des populations arabes » révèle M. Mohammed, confirmant de récents rapports. « Si les forces américaines se retirent, ils pourront passer à l'échelle supérieure ».

L'encadrement kurde redoute de voir son territoire pris en étau entre une opération menée à sa frontière nord par la Turquie et ses milices supplétives syriennes déjà massées le long de la ligne de démarcation et par le régime, son allié iranien et des milices pro-Téhéran dont les positions renforcées s'égrènent, au sud, le long de l'Euphrate.

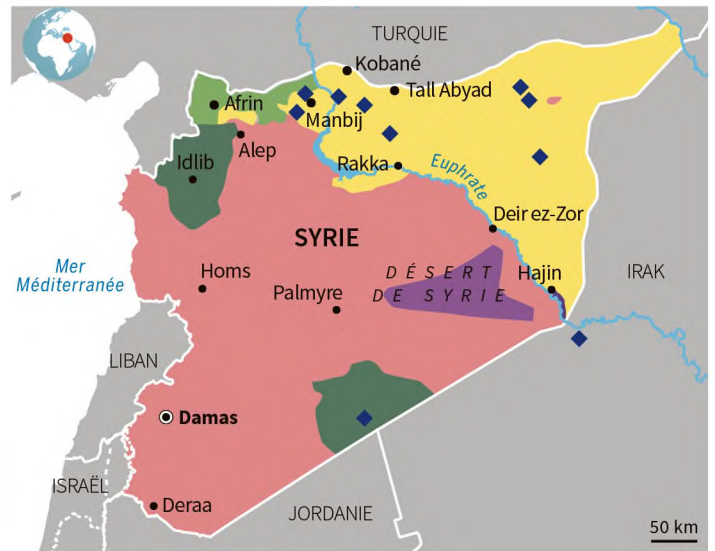
L'autre solution est politique. « Nous pouvons œuvrer à un accord avec Damas pour éviter la guerre mais nous ne voulons pas du statu quo ante. Or, le régime peut profiter de notre situation pour tenter d'imposer des conditions inacceptables », indique Hassan Mohammed. Pour une source avertie, la voie est étroite: « La seule marge de négociation qui semble exister porte sur le tempo

« CE QUE NOUS RISQUONS, C'EST LE CHAOS ET LE CHAOS PROFITERA À UN RETOUR DE DAECH ET LA COALITION PERDRA LES ACQUIS DE CES ANNÉES DE LUTTE »

HASSAN MOHAMMED
haut cadre politique kurde

que prendra le retrait. La question est de savoir si les militaires américains et les autres pays de la coalition qui ne veulent pas de ce retrait ont les moyens de faire traîner le processus pour donner le temps aux Kurdes d'éviter une guerre. »

« Ce que nous risquons, c'est le chaos et le chaos profitera à un retour de Daech et la coalition perdra les acquis de ces années de lutte », estime Hassan Mohammed. De fait des cellules djihadistes clandestines n'attendent qu'un bouleversement du rapport de force pour être activées. Celles-ci pourraient de nouveau



Forces en présence au 19 décembre

- ◆ Base américaine
- Régime syrien et ses alliés
- Armée turque et ses alliés
- Forces arabo-kurdes
- Groupes rebelles et djihadistes
- Organisation Etat islamique

SOURCES: LIVEUAMAP.COM; THE NEW YORK TIMES

menacer les pays européens par des attentats, souligne le responsable kurde. Un effondrement de la région est aussi susceptible d'accroître le risque de dissémi-

nation des djihadistes étrangers, dont des Français, détenus par les forces à dominante kurde dans le nord-est de la Syrie. ■

ALLAN KAVAL



DECEMBER 21, 2018

Erdogan hesitant to attack Syrian Kurdistan after Trump withdrawal announcement

Rawa Barwari | December 21-2018
<http://www.kurdistan24.net/>

ERBIL (Kurdistan 24) - The jarringly unexpected announcement by United States President Donald Trump this week that he would order all US troops out of Syria caught many friends and foes around the world off guard. In the Turkish capital of Ankara, it appears to have even caused surprise and confusion for the leader who had been pushing for the American withdrawal in the first place.

Turkish President Recep Tayyip Erdogan on Friday announced that he had put his plans of staging an invasion of Syrian Kurdistan to clear US-allied Kurdish fighters on hold for the time being to wait and see how any power vacuum left by an American withdrawal might play out in the complex Syrian theater of war.

"The phone call I had with Mr. Trump, the talks on our diplomatic and security, as well as statements from the American side led us to wait for a while," Erdogan said in remarks that came only days after his initially fierce threats of an imminent assault on the US-armed, Kurdish-led forces fighting the Islamic State (IS).

"But of course, this waiting process is not indefinite," he added as he cautiously expressed his pleasure at the idea of a US withdrawal from vast territories liberated from IS, an idea strongly opposed by the Pentagon and US political establishment,

The Turkish President's walk-back from the planned invasion attested to a new predicament in which the NATO-allied Ankara found itself; between its clear desire to destroy the de facto Syrian Kurdish autonomy along its southern border and exactly what Turkish activity that the two dominant powers-to-be in Syria - Russia and Iran - would agree to as they craft their own strategies to fill a US absence.

During a speech in Istanbul, Erdogan relayed parts of his Dec. 14 phone call with Trump that is being reported as having triggered the decision, despite stern advice to the contrary by top American military and diploma-



Turkish Army Sends New Convoy to Borders with Syria

tic figures.

"Mr. Trump asked us if would clear ISIS. I said, 'Yes, we have done before and will do it again later. You just help us logistically.' Now have [Americans] started pulling out? They have," Erdogan continued, bragging at having convinced the US president.

"We have our troops and Free Syrian →

→ Army which can clear all terrorist groups, YPG and ISIS," Erdogan claimed to have told Trump.

The Kurdish YPG, or People's Protection Units, makes up the bulk of the anti-IS forces the US has relied on for the past four years, forging deep military ties in the meantime.

According to an Associated Press report citing Turkish and American officials, Trump's abrupt capitulation "shocked" even Erdogan.

Only then, the Turkish leader cautioned

Trump against a hasty withdrawal, the AP wired.

In the wake of such developments, pro-government and anti-Western Turkish newspapers ran headlines celebrating the move as "Erdogan's victory" against the US.

"The US has been buried in this map," read a headline on Friday in *Aydinlik*, a Turkish nationalist daily with an anti-NATO agenda, over a map of the Middle East with a Greater Kurdistan.

"Do not hit us, we are retreating," another paper, *Ortadogu*, wrote on its first page showing pictures of Erdogan and Trump speaking on the phone.

"Turks are not bluffing, let us pull out," wrote *Aksam*, a media outlet that has close links to Erdogan's business circle, featuring a photograph of Trump neatly placed under another story showing Erdogan warmly shaking hands with the visiting president of Iran, Hassan Rouhani. ●

THE GLOBE AND MAIL

DECEMBER 23, 2018

Turkey masses troops on Syrian border as Macron criticizes Trump's withdrawal of U.S. forces

Sarah El Dee/ Beirut The Associated Press
December 23, 2018
<https://beta.theglobeandmail.com>

Turkey is massing troops near a town in northern Syria held by a U.S.-backed and Kurdish-led force, a war monitor and Turkish media said Sunday.

The buildup comes even though Turkey said it would delay a promised offensive in eastern Syria in the wake of President Donald Trump's decision to withdraw U.S. troops earlier this week.

The Trump decision surprised his allies and own experts, sparking the resignation of two of his top aides.

Trump said on Sunday he spoke with Turkish President Tayyip Erdogan about "a slow and highly coordinated" withdrawal of U.S. troops from Syria, a decision that sparked criticism from U.S. lawmakers, including fellow Republicans.

"We discussed ISIS, our mutual involvement in Syria, and the slow and highly coordinated pull-out of U.S. troops from the area," Trump said in a tweet. "After many years they are coming home."

Trump said he and Erdogan also discussed "heavily expanded" trade between the United States and Turkey, after the two NATO allies' relationship went into a tailspin over the summer.

On Sunday, French President Emmanuel Macron said he "deeply regrets" Trump's decision to pull U.S. troops out of Syria and warned it could have dangerous consequences.

Macron showered praise on U.S. Defence Secretary Jim Mattis, who quit in the wake of Trump's unexpected move. "An ally should be reliable, co-ordinate with other allies. Mattis understood this," Macron said during a trip to Chad.

Also on Sunday, Trump announced that Mattis will be leaving his post on Jan. 1, two months earlier than the defence secretary planned. Trump has been reported to be angered by the resignation letter made public by Mattis.

Macron said that the troop withdrawal endangers Kurdish fighters, who were instrumental in the U.S.-led coalition's fight Islamic State militants.

"We should not forget ... what we owe to those who died on the ground fighting terrorism,"



he said, referring to the Kurdish-led Syrian Democratic Forces. "The SDF is fighting against the terrorism that fomented attacks against Paris and elsewhere ... I call on everyone not to forget what they have done."

Macron did not say what France's military will do next in Syria. Kurdish officials met with a French presidential adviser Friday, and one asked France to play a larger role in Syria following the American withdrawal.

Turkey however welcomed the Trump's decision. Ankara views the Kurdish militia at the heart of SDF as an extension of the insurgency within its borders. Erdogan has vowed to dislodge the Kurdish fighters from along its border with Syria.

The U.S. had partnered with the Syrian Kurdish militia to drive out IS group since 2014. But the partnership had soured relations between Ankara and Washington.

Allaying some of Turkey's fears was a deal reached in June according to which U.S. and Turkish troops would patrol the area around the Syrian town of Manbij. But Ankara says the U.S. and the Kurdish militia didn't live up to their end of the deal and that it would start an offensive in eastern Syria to drive out the militia. Turkey already has troops in northwestern Syria and has backed Syrian fighters there to clear towns and villages of IS militants and Kurdish fighters.

Erdogan said he would delay the eastern Syria offensive and would work on plans to clear

out IS from the region.

On Sunday, the Turkish IHA news agency reported that a convoy of Turkish troops — a commando unit — had been sent into Syria overnight.

The Syrian Observatory for Human Rights said the reinforcements were sent to the front line with Manbij, where U.S. troops have been based. The Observatory said 50 vehicles crossed into Syria — carrying troops and equipment.

The spokesman for the Kurdish-led Manbij Military Council, Sharfan Darwish, said Turkish reinforcements have arrived in the area. "We are taking necessary measures to defend ourselves if we are attacked," he said without elaborating.

On Sunday, U.S. troops based around Manbij patrolled the town and surrounding area and were photographed speaking with the residents.

A spokesman for the Turkey-backed Syrian opposition fighting group said the continued Turkish and allied forces buildup is to prevent Syrian government troops from taking advantage of the tension in the area to seize territory.

Youssef Hammoud, spokesman for the Syrian opposition fighters, accused the Kurdish militia of reaching out to the Syrian government to replace U.S. troops if they withdraw.

Darwish dismissed the claims as "untrue," calling them "old accusations" from the rival Syrian groups. ◆

En Syrie, Donald Trump sonne la retraite



Les forces spéciales américaines dans la région de Manbij. Maurício Lima/The New York Times-Redux-REA

— Le président américain a annoncé mercredi 19 décembre le retrait prochain des troupes américaines en Syrie, invoquant une supposée victoire sur Daech.

— Cette décision accentue l'isolement des milices kurdes dans le nord-est du pays, que les Turcs menacent d'attaquer, et profite à la Russie, à l'Iran et à Bachar Al Assad.

— Comment et pourquoi Donald Trump a-t-il pris cette décision ?

Comme d'habitude, Donald Trump a annoncé sa décision sur son compte Twitter : « *Nous avons vaincu (Daech) en Syrie, ma seule raison d'y être pendant la présidence Trump* », a-t-il déclaré, mercredi 19 décembre, annonçant son ordre de repli des forces spéciales américaines dans le nord-est de la Syrie. « *Nous avons gagné. Il est temps que nos troupes rentrent à la maison. Nos garçons, nos jeunes femmes, nos hommes, ils rentrent tous, ils rentrent maintenant* », a ajouté le président dans une vidéo, publiée dans la soirée.

Donald Trump n'a pas suivi les recommandations du secrétaire à la défense James Mattis, du secrétaire d'État Mike Pompeo et du conseiller à la sécurité nationale John Bolton, tous opposés à un retrait total, jugé prématuré et contre-productif. James Mattis avait évoqué le risque de « *laisser un vide qui puisse être exploité par le régime Assad ou ses soutiens* ».

Le retrait des 2 000 soldats américains doit être achevé dans un délai de trente jours. Outre la volonté de Donald Trump de finir l'année en beauté en montrant qu'il tient une promesse électorale, Recep Tayyip Erdogan semble avoir joué un rôle clé dans cette annonce surprise. Au cours d'une conversation téléphonique, vendredi 14 décembre, avec son homologue américain, le président turc aurait questionné la nécessité de la présence militaire américaine alors que, selon lui, Daech a été vaincu et que les troupes turques, massées le long de la frontière syrienne, pouvaient répondre à toute menace.

Par ailleurs, la Turquie a confirmé son intention d'acheter pour 3,5 milliards de dollars de missiles antimissiles américains Patriot, en plus de l'acquisition du système russe S-400 qui lui avait valu les remontrances de l'Otan.

— Daech a-t-il été « vaincu » ?

Entre 1 500 et 2 500 combattants de Daech demeureraient repliés dans la vallée de l'Euphrate, à l'est de la province syrienne de Deir Ez-Zor, sur une vingtaine de kilomètres de terrain. Les Forces démocratiques syriennes (FDS) – une coalition de milices, partenaire de la coalition internationale antidjihadiste menée par les États-Unis et dominée par les Kurdes des Unités de protection du peuple (YPG) – ont repris, vendredi 14 décembre, la majorité de la ville de Hajin. Le centre urbain reste contesté, et les FDS n'ont progressé qu'après une campagne aérienne intense de la coalition.

Daech tente de déstabiliser son adversaire dans son ancien bastion de Rakka – reconquis par les FDS avec le soutien de la coalition en octobre 2017 –, avec des engins explosifs improvisés, et jouit toujours d'une certaine liberté de mouvement dans les zones rurales de la province. Par ailleurs, ses combattants sont dispersés à l'est de Homs après avoir essuyé une défaite de la part des forces gouvernementales en novembre, et ils conservent une présence autour d'Abou Kamal au sud de la province de Deir Ez-Zor.

« *D'importantes avancées ont été enregistrées au cours des derniers jours dans la dernière zone de l'est de la Syrie occupée par Daech* », estimait, jeudi 20 décembre, un porte-parole du ministère britannique des affaires étrangères. « *Il reste beaucoup à faire, et nous ne devons pas perdre de vue la menace qu'ils posent. Même sans territoire, Daech demeure une menace.* »

— Quelles sont les conséquences pour les Kurdes de Syrie ?

Pour la milice kurde des YPG, l'annonce de Washington, son grand parrain sur le terrain, tombe comme un couperet qui la place dans une position très ●●●

●●● délicate. En brandissant la menace d'une nouvelle offensive anti-kurde « *imminente* » à l'est de l'Euphrate, Recep Tayyip Erdogan a en effet redit, lundi 17 décembre, sa détermination à « *se débarrasser* » de la milice, qu'il considère comme une organisation « *terroriste* » liée au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), accusé de livrer une sanglante guérilla sur le sol turc depuis 1984. Par tous les moyens, Ankara cherche surtout à prévenir la création d'un État kurde autonome à sa frontière.

Pour la milice kurde des YPG, l'annonce de Washington tombe comme un couperet.

Parmi les habitants de la région, la perspective d'un retrait américain laisse le goût d'une amère trahison. « *Sur le long terme, il était assez évident que les Américains ne pouvaient préférer le PYD (1) à leur alliance avec Ankara, partenaire stratégique qui détient la deuxième armée de l'Otan* », décrypte Thomas Pierret, chercheur au Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

« *Certes, les Kurdes ont été bien utiles dans la lutte contre Daech, mais au-delà, le bénéfice qu'ils peuvent apporter à Washington reste limité* », poursuit le spécialiste. « *Les Kurdes vont probablement désormais chercher la protection du régime syrien : ils vont faire des compromis, qui risquent d'être douloureux, mais ils n'ont plus le choix...* ».

— Qui sont les grands gagnants sur le terrain ?

L'annonce américaine devrait, plus que jamais, renforcer Moscou dans sa position d'arbitre au Levant, où il a opéré un spectaculaire retour depuis 2015. Elle devrait, en outre, bénéficier à Bachar Al Assad. Lundi 17 décembre, James Jeffrey, l'envoyé spécial américain pour la Syrie, avait déjà martelé que les États-Unis souhaitaient un régime « fondamentalement différent », tout en indiquant ne pas vouloir se « débarrasser » de l'actuel dirigeant syrien. Sur le terrain, « la question qui se pose désormais est d'abord celle d'un éventuel partage territorial : la Russie pourrait autoriser la Turquie à prendre une partie de la zone frontalière, ce qu'elle lui a peut-être déjà promis lors de discussions informelles, suggère Thomas Pierret. Opposé à la perspective d'une région sous contrôle permanent d'Ankara,

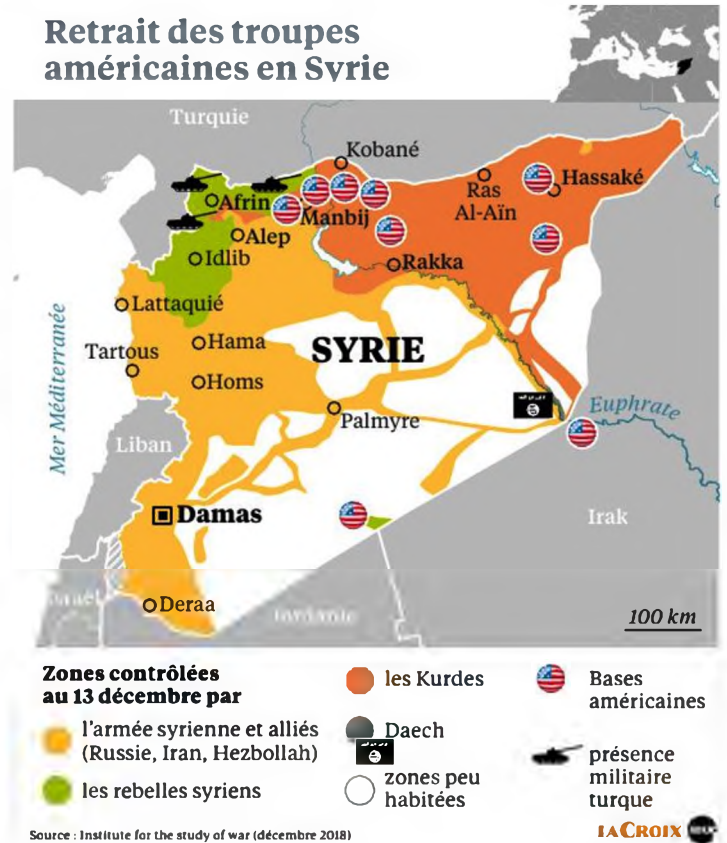
le régime syrien pourrait aussi s'y déployer très vite, de manière préventive, avec l'assentiment des Kurdes pour empêcher une percée turque ».

Enfin, le retrait américain apporte une note dissonante dans la stratégie anti-iranienne de Washington, qui cherchait jusqu'à présent à limiter à tout prix l'influence, de plus en plus pesante, du « grand ennemi chiite » au Moyen-Orient. Alors qu'Israël a mené, depuis 2011, des dizaines de frappes en Syrie contre des positions du Hezbollah, la tonalité du communiqué, laconique, publié le 19 décembre par Benjamin Netanyahu témoigne bien d'un sentiment de déception. Il répétait que le gouvernement étudierait les conséquences du désengagement de son allié, ajoutant qu'Israël « saurait se défendre » face au grand voisin belliqueux.

François d'Alaçon et Malo Tresca

(1) Le Parti de l'union démocratique, considéré par la Turquie comme la branche syrienne du PKK.

Retrait des troupes américaines en Syrie



Courrier

21 DÉCEMBRE 2018

Vu de Turquie. Le retrait américain de Syrie, une surprise de taille

Courrier international - Paris
21/12/2018
www.courrierinternational.com

Après l'annonce inattendue du président Donald Trump de retirer ses soldats de Syrie, les médias turcs sont partagés. Tandis que la presse gouvernementale s'en réjouit, la presse kurde et l'opposition de gauche s'inquiètent d'une possible intervention militaire turque contre les Kurdes de Syrie.

La décision surprise du président américain, Donald Trump, de retirer les troupes américaines de Syrie, où elles combattent aux côtés de leurs alliés locaux kurdes et arabes les forces en déroute du groupe terroriste État islamique, a surpris tous ses alliés. Si les protestations européennes et israéliennes n'ont pas tardé, l'allié turc est pour sa part ravi de se voir les mains libres pour intervenir militairement contre les Kurdes, ses ennemis de toujours.

La presse progouvernementale se réjouit de cette annonce, « Pleure YPG, pleure », titre ainsi une éditorialiste du quotidien Sabah (YPG est

l'acronyme qui désigne la branche armée des Kurdes syriens). « Sous Obama, ces terroristes étaient considérés comme des héros, le seul remède pour vaincre Daech. Puis sous l'administration Trump, on est passé à un simple rapport d'intérêt stratégique commun, mais l'Amérique continuait à armer et former ces troupes. Désormais, les liens avec les Kurdes sont rompus. » Cette annonce intervient alors que le président turc, Recep Tayyip Erdogan, proclame depuis le début de décembre son intention d'intervenir militairement dans la zone.

Le ministre de la Défense a immédiatement réagi à l'annonce du retrait américain, dans des propos rapportés par le journal islamiste Yeni Akit au sujet de la panique qui aurait gagné les forces kurdes : « D'après nos rapports, ils se mettent désormais à creuser des tunnels et des tranchées, mais tout cela ne leur sera d'aucun secours, le moment venu nous les enterrerons dans leurs propres tranchées. »

Pour le quotidien progouvernemental Milliyet, le choix de Donald Trump est « trop beau pour être vrai ».

Qu'est ce qui a bien pu passer par la tête de Trump pour prendre une telle

décision, critiquée par ses alliés et même par des membres de son propre parti ? Ce président n'arrêtera jamais de nous surprendre [...]. La porte est ouverte à une opération militaire qui pourra fortement bénéficier à l'AKP [le parti au pouvoir] dans la perspective des élections locales du mois de mars. [...] Nous avons l'impression d'avoir en main le ticket gagnant pour la cagnotte du Nouvel An, mais il faut néanmoins faire preuve de prudence. »

La presse kurde, elle, est frappée de stupeur et d'indignation. « Cette décision est une surprise totale », souligne le journal kurde de Turquie Yeni Yasam. « Peut-être que Trump a pris cette décision à l'issue de son récent entretien téléphonique avec Erdogan. Quelles menaces ou quelles promesses a-t-il bien pu faire ? » s'interroge le journaliste. « Le Royaume-Uni a critiqué cette décision, la France a officiellement déclaré qu'elle ne retirerait pas ses troupes. Et, alors que le peuple turc a été habitué aux conflits avec les États-Unis, le nouvel ennemi désigné va-t-il désormais devenir les Français et les Anglais ? »

Pour le quotidien d'opposition de gauche Evrensel, la décision américaine peut aussi se retourner contre la politique syrienne d'Erdogan : « Ce retrait américain facilite une éventuelle opération militaire turque, mais d'un autre côté ce retrait peut aussi servir les intérêts des Syriens et de leurs alliés russes et iraniens, qui pourraient maintenant demander à la Turquie de faire de même et de retirer ses troupes des territoires qu'elle occupe en Syrie. [...] Le retrait américain pourrait donc envenimer les relations entre Istanbul et Moscou et Téhéran et pousser Erdogan dans les bras de Washington. » ♦



ÉTATS-UNIS EN SYRIE

Après eux, le déluge

La confirmation par Trump, jeudi, du retrait prochain des forces américaines présentes en Syrie fragilise les alliés, laisse le champ libre à la Turquie, la Russie et l'Iran, et risque de compliquer la lutte contre l'Etat islamique, qui n'est toujours pas vaincu.

DÉCRYPTAGE

Par
HALA KODMANI
et **LUC MATHIEU**

Cette fois pas de rétropédalage à Washington. Contrairement à ce qu'il avait fait il y a six mois, Donald Trump a confirmé et défendu, jeudi, sa décision surprise de la veille de retirer toutes les forces américaines de Syrie. «Partir de Syrie n'est pas une surprise», a tweeté le président américain. «Cela fait des années que je fais campagne pour cela et nous n'avons pas à rester là-bas éternellement», a-t-il ajouté. Son annonce a jeté la confusion parmi ses alliés comme au sein de sa propre administration. Paris, Londres et Berlin, principaux partenaires de Washington dans la coalition antijihadiste, ont annoncé qu'ils poursuivraient le combat. Les implications d'un retrait militaire américain – prévu dans les soixante à cent prochains jours – sur le terrain sont multiples. La décision de Trump est un saut dans l'inconnu.

L'Etat islamique est-il vaincu en Syrie ?

Mercredi, alors que Donald Trump annonçait le retrait des troupes

américaines de l'Est syrien, Daech commettait un attentat à Raqqa. La ville n'est plus la capitale syrienne de ce qui a été le «califat» de l'organisation. Mais les jihadistes sont toujours présents dans la région. «Daech n'est pas rayé de la carte, ni ses racines d'ailleurs. Il faut vaincre militairement, de manière définitive, les dernières poches de cette organisation terroriste», a déclaré jeudi la ministre des Armées Florence Parly.

L'EI dispose de cellules clandestines, capables de mener des attaques kamikazes, et même d'un bout de territoire au sud-est, le long de la frontière irakienne. Environ 2000 combattants y seraient retranchés, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme. Ils sont particulièrement aguerris. Il a fallu trois mois de combats aux Forces démocratiques syriennes (FDS, une alliance kurdo-arabe), appuyées par la coalition, pour les chasser à la mi-décembre de la ville d'Hajine (voir carte page 5). Plus de 500 membres des FDS ont été tués dans une of-



Des membres des forces armées américaines dans le nord de la Syrie, le 7 février.

fensive où les jihadistes ont multiplié les contre-attaques. Déloger ces combattants de l'EI sera désormais d'autant plus difficile que les FDS vont probablement quitter le front pour remonter vers le nord et tenter de contrer une offensive turque annoncée comme imminente. «[Le retrait américain] aura un impact négatif sur la campagne antiterroriste. Cela offrira au terrorisme [...] une opportunité de se reprendre et de lancer une [nouvelle] campagne dans la région», ont déclaré les FDS dans un communiqué jeudi. Autre inconnue : le sort des milliers de jihadistes, dont des Français et leur famille, capturés et détenus par les forces kurdes dans la région.

Les soldats français peuvent-ils rester après le départ des Américains ?

Le déploiement français est limité, de l'ordre de quelques centaines de soldats, essentiellement des forces spéciales. Selon des sources kurdes, ils se battent en première ligne contre l'Etat islamique, à la différence de leurs homologues américains qui restent à l'arrière. Jeudi, la ministre des Affaires européennes Nathalie Loiseau a déclaré que la France restait militairement engagée en Syrie, malgré l'annonce du départ des forces américaines. Une fois ce dernier effectif, l'armée française pourrait-elle rester déployée au sol ? «Je ne vois pas comment c'est possible. Une fois les Américains partis, le régime syrien pourrait reprendre le contrôle de certains territoires kurdes. L'armée turque pourrait aussi se déployer. Dans les deux cas, les soldats français, dont le nombre reste faible, ne pourront pas rester au milieu», argumente Thomas Pierret, chercheur au CNRS. «Rester serait difficilement tenable sur la durée, confirme le colonel Mi-

chel Goya. Vu leur nombre, les soldats français ne pourraient pas être aussi dissuasifs que les Américains. Ce serait trop risqué pour un effet limité. La logique voudrait que l'armée française reste présente côté irakien, tout en procédant à des frappes si besoin en Syrie, **Suite page 4**

Suite de la page 2 mais sans présence au sol. Le grand danger sinon serait qu'un soldat soit capturé.»

Est-ce un feu vert à la Turquie pour attaquer les Kurdes en Syrie ?

Donald Trump et son homologue turc Recep Tayyip Erdogan se sont mis d'accord, lors d'une conversation téléphonique le 14 décembre, «pour assurer une coopération plus efficace au sujet de la Syrie». Ces dernières semaines, le président turc a multiplié les menaces de lancer une opération militaire dans le nord de la Syrie contre les forces kurdes du YPG (lire ci-dessous), qu'Ankara considère comme une organisation «terroriste» liée au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Peu avant l'annonce de Donald Trump, on apprenait la signature d'un contrat d'achat, par la Turquie, de missiles Patriot américains pour une valeur de 3,5 milliards de dollars. Trump aurait même promis à Erdogan l'extradition vers la Turquie du prédicateur Fethullah Gülen, réfugié aux Etats-Unis et accusé par Ankara d'être derrière le coup d'Etat manqué de juillet 2016.

La Russie, l'Iran et Bachar al-Assad sont-ils les grands gagnants ?

Alliés du régime de Damas, qu'ils ont sauvé militairement puis conforté politiquement, la Russie et l'Iran apparaissent comme les premiers bénéficiaires du retrait amé-

ricain. Moscou, comme Téhéran, a eu le triomphe plutôt modeste depuis l'annonce de Trump. Lors de sa conférence de presse annuelle jeudi matin, Vladimir Poutine s'est contenté de prendre note avec satisfaction de la décision de Trump, en rappelant que cette présence était illégitime en Syrie. Côté iranien, aucune réaction officielle notable n'était encore exprimée jeudi. Alors que le président Rohani était reçu par Recep Tayyip Erdogan à Ankara, les deux dirigeants se sont gardés de commenter le retrait américain. Celui-ci devrait pourtant être un motif de soulagement pour Téhéran. Ces dernières semaines, les stratèges à Washington ont répété que l'un des objectifs majeurs de leur présence sur le terrain

syrien était de contenir la République islamique. La sortie de jeu des Etats-Unis, principal rival pour la Russie et adversaire pour l'Iran, ne signifie pas la fin de la partie en Syrie. La nouvelle donne impliquera un repositionnement sur le terrain, après le départ des GI, et de plus grandes responsabilités, y compris face au danger d'une résurgence des jihadistes de l'EI. La tâche la plus lourde devrait incomber aux Russes qui auront à arbitrer entre leurs partenaires et alliés kurdes, turcs et syriens. «*You break it, you own it !*» («*Vous l'avez cassé, il vous appartient !*»), l'expression américaine inspirée de la règle de l'atelier de poterie s'applique désormais à Poutine.

Quels sont les précédents en la matière ?

A défaut de pouvoir mesurer précisément les conséquences du retrait américain de Syrie, on peut rappeler les précédents des interventions militaires et des retraits dans la région ces vingt dernières années. Comme Trump, George W. Bush et Obama avant lui avaient fait campagne sur un retrait du Moyen-Orient. Mais avec le 11 septembre 2001, la présidence du premier a été marquée par les interventions directes, brutales et colossales en Afghanistan puis en Irak. Obama, lui, a réussi le désengagement des GI de ces deux pays. Mais le retrait d'Irak des derniers soldats américains en 2014 correspond à l'émergence de l'Etat islamique. Celui-ci a établi son califat à

cheval sur l'Irak et la Syrie d'où il terrorisait toute la région et au-delà. Un an plus tard, Obama a été obligé de renvoyer ses forces dans le cadre de la coalition internationale anti-EI. Décrivant sur Twitter le «yoyo» de la politique américaine dans la région, Ilan Goldenberg, directeur du programme Sécurité au Moyen-Orient au Center for a New American Security, considère qu'avec la décision de Trump, «*nous répétons la même erreur au Moyen-Orient depuis vingt ans*». Une nouvelle résurgence terroriste et un enchaînement de violences menaçant bien au-delà de la Syrie ne serait pas un simple bégaiement de l'histoire. Les Etats-Unis pourraient alors se retrouver face à la nécessité d'un réengagement militaire dans la région. ◆

 21 Décembre 2018

«Au fond, les Kurdes sont devenus une variable d'ajustement»

Spécialiste de la région, Boris James revient sur le cas spécifique d'un peuple partagé entre quatre pays, réduit à des alliances tactiques de court terme et menacé par le départ des forces américaines de Syrie.

Les Kurdes n'ont jamais eu d'Etat. Malgré leurs revendications, malgré les promesses après la chute de l'Empire ottoman, ils restent écartelés entre Turquie, Irak, Syrie et Iran, et des organisations politiques (voir *lexique*) parfois rivales. Boris James, chercheur à l'Institut français du Proche-Orient et ancien responsable de son antenne à Erbil (Irak), vient de publier avec Jordi Tejel Gorgas, professeur à l'université de Neuchâtel (Suisse), *les Kurdes, un peuple sans Etat* (éditions Tallandier).

Y a-t-il encore un sens aujourd'hui à parler des Kurdes en général, sans spécifier s'il s'agit de Kurdes irakiens, syriens, turcs ou iraniens ?

On peut effectivement se dire qu'il n'y a pas d'unité et que la diversité et l'éclatement dominant. Mais par-delà les rapports des Kurdes avec des Etats centraux divers, il y a quand même une sphère kurde qui dépasse les clivages, notamment dans la diaspora. La transversalité est très forte. Elle est liée à des médias, à l'action politique de certains mouvements, celle du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, Turquie) étant la plus évidente, mais aussi celle du PDK (Parti démocratique du Kurdistan, Irak), qui agit comme un facteur puissant de cohésion, surtout sur la scène culturelle de la

diaspora. Cela a encore du sens de dire «Kurdes», parce que les Kurdes eux-mêmes revendiquent l'unicité de la question kurde, et l'unicité du peuple, au-delà des différences culturelles, géographiques et politiques. Cela a des effets intéressants, ne serait-ce qu'au gouvernement régional du Kurdistan (GRK, en Irak), où il y a une diversité linguistique. Il y a deux langues principales mais des télévisions, des radios alternent entre les deux. Il y a vraiment l'idée que les questions kurdes doivent converger, ne serait-ce que culturellement.

Mais il reste des dissensions, entre les Kurdes de Syrie et d'Irak par exemple...

Il a beaucoup été dit que tout est finalement voué à l'échec parce qu'il n'y a pas d'unité, de cohésion sociale et culturelle, de cohérence politique. Certains pensent que cette fragmentation est un paradoxe qui explique l'émergence d'une spécificité kurde et l'unité de cet espace. Je pense qu'il y a des niveaux variés de dissensus. La différenciation entre Kurdes irakiens et Kurdes syriens, ou même en interne, au sein d'un même pays, reste structurellement moins forte que vis-à-vis des Etats centraux, qu'ils soient arabes ou iraniens. Les Kurdes sont entrés en guerre ouverte dans les années 90. Cela a échoué. Aujourd'hui, nous sommes plus dans une situation à la libanaise avec une conflictualité contrôlée. Les jeux sont complexes. Je suis convaincu par exemple que le PKK ne se maintient pas pour rien dans le nord de l'Irak. Dans le cadre de la rivalité entre PKK et PDK, il existe une sorte de *modus vivendi* où les niveaux de violence sont volontairement maintenus à une intensité basse. De même pour l'UPK, qui joue un jeu d'alliance avec l'Etat central irakien et avec l'Iran. Certes, il a besoin de

ressources pour contrer l'influence du PDK de Barzani, mais sa raison d'être réside dans son rôle de *proxy* kurde de l'Iran. Pour survivre, il doit donc maintenir une forte différenciation avec son allié et se prémunir de toute fusion. C'est un jeu d'équilibre.

Les Kurdes n'ont jamais réussi à avoir un Etat unifié. En sont-ils aujourd'hui plus proches ?

Oui, très clairement. La différence culturelle kurde est aujourd'hui ouvertement exprimée. Il y a également des expériences de souveraineté, telle celle du gouvernement régional d'Irak. L'Etat central irakien a la mainmise sur la monnaie, l'aviation civile et le pétrole, mais les Kurdes conservent des leviers forts de souveraineté. Pour ce qui est du PYD (Parti de l'union démocratique) en Syrie, il y a là aussi un renversement radical par rapport aux constructions politiques du début du XX^e siècle. La différence kurde s'affirme et prend de plus en plus de place.

La Turquie menace de lancer une opération militaire en Syrie à l'est de l'Euphrate. Quelles seraient ses conséquences ?

Une telle menace ne date pas d'hier. La Turquie a du mal à justifier son inaction à l'encontre des autres zones kurdes tenues par le PYD (Parti de l'union démocratique), après la prise d'Afrine (nord-ouest de la Syrie) au printemps dernier. La seule raison pour laquelle ce territoire attendant n'est pas envahi est la présence des troupes américaines du côté kurde. Tout est suspendu à la décision de retrait ou de maintien des troupes américaines par Trump. Après de longues tergiversations (plus d'un an) les Américains disent vouloir se retirer dans quelques semaines ou mois. L'offensive militaire turque, quelle que soit son ampleur, me semble alors inéluctable. Si elle advenait, en dehors des victimes directes, les conséquences seraient catastrophiques pour la stabilité de la région. Les YPG (Unités de protec-



INTERVIEW

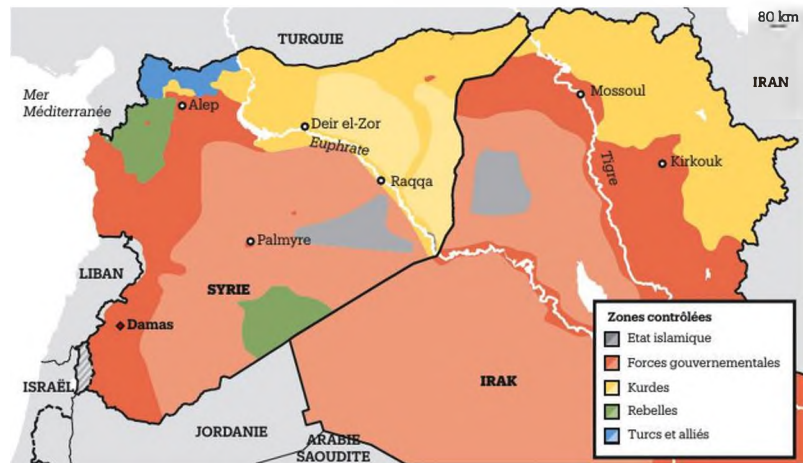
tion du peuple, branche armée du PYD) seraient probablement défaits dans les premiers temps. Le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) ferait certainement le choix de recomposer sa base opérationnelle au Kurdistan d'Irak, ce qui le déstabiliserait fortement. De la même manière, l'organisation kurde, en situation de faiblesse, acculée, serait à même de lancer des opérations plus risquées en zone civile en Turquie. Enfin, dans le cas d'un retrait américain, on ne peut exclure l'éventualité d'une offensive du régime syrien, qui ne reconnaît pas les FDS (Forces démocratiques syriennes, coalition de combattants kurdes et arabes) comme légitimes.

Depuis 2013, les pays occidentaux s'appuient énormément, en Irak et encore plus en Syrie, sur les Kurdes. Pour autant, les Kurdes ont aujourd'hui l'impression d'être abandonnés. Est-ce justifié ?

Oui, surtout en Syrie. Ce sentiment est dû à l'inaction des Occidentaux dans plusieurs situations : lors de la conquête d'Afrine par les Turcs en 2018 et celle de Kirkouk par les milices irakiennes en 2017. Ces deux moments montrent l'échec patent d'une relation censée être forte entre Kurdes et Occidentaux, qui n'ont pas réagi. L'inquiétude des Kurdes est compréhensible. Mais cela s'explique d'un point de vue tactique. A Afrine, il était très improbable que les troupes américaines interviennent puisqu'elles n'étaient pas sur place. Tandis que les puissances moyennes les plus impliquées militairement et les plus sensibles aux situations locales (Russie, Iran, Turquie) agissent vite et efficacement, les Etats Unis et les autres pays occidentaux tergiversent et temporisent. Cela ne signifie pas qu'ils vont se désengager totalement. Ils sont toujours là. Au fond, et c'est terrible, les Kurdes sont devenus une variable d'ajustement. Dans la logique américaine, bien que perçus favorablement, ils restent assez négligeables, ils ne sont pas assez structurés et trop tardivement étatisés. La période coïncide aussi avec l'arrivée au pouvoir de Trump, dont la politique est assez illisible.

Les seuls amis des Kurdes ne sont-ils donc que les montagnes, comme dit l'adage ?

Il n'y a plus d'allié stratégique, les logiques sont purement tactiques. Des acteurs ont ten-



dance à se rapprocher, même lorsqu'ils ont des positionnements antagonistes à la base. En Syrie, le président turc Erdogan a longtemps voulu la chute de Bachar al-Assad et aujourd'hui, il s'est rapproché de la Russie. Les extrêmes peuvent parfois converger. Les Kurdes essaient de renverser le paradigme «*personne n'est notre ami*» en «*tout le monde est notre ami*». Le gouvernement régional du Kurdistan d'Irak n'a par exemple pas de mauvaises relations avec l'Iran. Il préfère lui dire «*tu es notre grand frère*» plutôt que d'adopter une position hostile. Ils n'en auraient pas les moyens.

Quelles sont les relations entre les Kurdes syriens et le régime de Bachar al-Assad ?

On reproche au PYD de collaborer avec le régime depuis longtemps. C'est justifié. Mais si on se met dans la logique du PYD, les choses s'inversent. Ils veulent devenir un interlocuteur. Le régime de Bachar al-Assad dit «*on va récupérer le Rojava*» [le Kurdistan syrien, ndr] et pas «*nous allons parler avec les gens du Rojava ou avec le PYD*». C'est un échec de la stratégie du PYD car le régime ne les nie comme acteurs politiques. Et si le PYD voulait s'en prendre à l'Etat central en lançant des opérations militaires à la périphérie du Rojava, ou en tentant de reprendre l'aéroport de Qamashli [capitale du Rojava], la réponse syrienne serait extrêmement violente. Les Kurdes syriens ont joué un jeu de dupes. Je travaille sur les manuels scolaires du PYD et très clairement, ils se placent dans une logique de séparation nette. Ils ne sont pas dans un rapport d'autonomie avec Damas, qu'ils décrivent comme un régime raciste, nationaliste arabe. Dans leurs cartes scolaires, la Syrie est décrite comme un voisin, au même titre que l'Irak et l'Iran. Le PYD est dans une logique pankurde avec un rejet total de la syrianité. Ils aimeraient bien ne plus avoir à discuter avec Bachar mais ils sont pragmatiques, ils doivent survivre. Tactiquement, ils ne sont pas du tout idéalistes.

Pourquoi les Kurdes iraniens sont-ils beaucoup moins visibles que les Kurdes irakiens, par exemple, alors qu'ils sont plus nombreux ?

Cela tient à deux facteurs. Le premier est l'efficacité contre-insurrectionnelle de l'Iran, qui effectue un énorme, et très efficace, travail de sappe. Ils ont quand même décimé la moitié du bureau politique du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDKI). Le second facteur tient à la construction culturelle de l'Iran, qui s'est basée sur une idée nationale mais avec

une mosaïque de peuples unis dans l'iranité. Cette construction discursive contrecarre toute velléité différencialiste. L'Etat central dit à la base «*tout le monde est différent et a sa place*». Par rapport à l'Irak baasiste ou à l'Etat kémaliste turc, l'Iran détonne. Dans le domaine culturel, la violence d'Etat a été moins forte et a permis une meilleure intégration. Même s'il y a toujours eu un regard dédaigneux sur les Kurdes, avec une supériorité persane et chiite.

Peut-on mesurer le soutien des Kurdes turcs vis-à-vis du PKK ?

On ne le connaît pas. Mais cette question est très liée à une vision politicienne. Il y a une question kurde en Turquie, que le PKK existe ou non. La question du soutien des Kurdes au PKK est vraiment liée à la manière dont l'Etat central gère la question kurde. Le PKK est hégémonique et il constitue la seule alternative à un Etat central qui perçoit tout acte politique ou même toute expression culturelle différente comme dangereux, voire terroriste. Aujourd'hui, le PKK est probablement très renforcé, mais cela ne veut pas dire que chaque sympathisant adhère de manière limpide à l'ensemble de ses propositions. La force du PKK, induite par la violence de l'Etat turc, est d'être le seul opposant, le seul interlocuteur.

Les Kurdes, vus depuis l'Occident, ont imposé l'image du peshmarga valeureux, des femmes émancipées. N'est-ce pas l'une de leurs grandes forces ?

L'histoire du féminisme kurde est très intéressante. A la base, dans les textes médiévaux ou modernes, les Kurdes apparaissent comme de mauvais musulmans qui laissent trop de place à leurs femmes, lesquelles prennent des décisions à la place de leur mari. Mais lorsque les orientalistes au début du XX^e siècle rencontrent ces Kurdes minoritaires qui ont des religions étranges et secrètes, ils développent l'idée qu'ils sont féministes et qu'ils sont donc plus proches de nous. Il y a ensuite une convergence de cette image et de la culture des gauches internationales, où le combat de libération de la femme est très présent. Cette image positive des Kurdes est le fruit d'un long processus, nombre d'acteurs en bénéficient alors que les problèmes persistent, sans que certains veuillent vraiment les régler. L'association entre les Kurdes et les Occidentaux face à Daech a encore renforcé cette idée d'un féminisme kurde.

Recueilli par PAR LUC MATHIEU

« Trump a trahi ceux qui luttent en notre nom »

Par Bernard Kouchner

UN TWEET au petit matin, un menton levé, une véhémence, toujours son air furieux, et puis on passe à autre chose. Quelques milliers de Kurdes supplémentaires vont mourir. La situation au Moyen-Orient, à feu et à sang, va se compliquer plus encore. Ainsi fonctionne le monde de M. Trump. En tourbillon. Donald Trump a trahi les valeureux Kurdes de Syrie qui luttent en notre nom contre les barbares. Ne faisons pas les étonnés. Leur fragilité est aussi la nôtre. Le président américain a choisi l'heure du laitier pour abandonner ses alliés et annoncer à l'Europe, surprise, qu'il donnait à ses troupes au sol en Syrie l'ordre de se retirer. La France, le Royaume-Uni et l'Allemagne, qui luttent contre l'État islamique (Daech), se retrouveront bien seuls dans quelques semaines pour en terminer avec les extrémistes sur le territoire syrien.

Pour justifier le retrait de ses 2.000 hommes des forces spéciales, Donald Trump prétend que les partisans du djihad sont vaincus depuis la chute de leur dernier bastion de Hadjin. Il est seul de son avis. Daech n'est pas mort et se répand comme une maladie contagieuse. James Mattis, secrétaire à la Défense, pivot de la stabilité militaire américaine, a démissionné immédiatement. Cet homme d'honneur, général de Marines, est le trentième collaborateur de Donald Trump à fuir brutalement la Maison-Blanche. Donald Trump pense-t-il aux conséquences de ses actes ? Il aban-

donne donc les Kurdes de Syrie, ses meilleurs alliés dans la lutte contre l'État islamique, comme ils l'ont prouvé à Raqqa. Ce faisant, il laisse ainsi, demain, les armées turques attaquer le Rojava, ces trois régions syriennes voisines de la Turquie. Bien sûr, les Kurdes résisteront, mais ils ne peuvent pas gagner seuls. Les Kurdes, et ces femmes admirables qui ne reculèrent pas dans la bataille de Kobané, feront les frais, une fois de plus, des multiples dérobades et



ANCIEN MINISTRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

de l'absence de fermeté européenne.

Avec les Kurdes, il faut sans cesse mettre à jour les alliances et les défections. Ils sont près de 40 millions, le plus grand peuple sans État. Originaires de l'Asie caucasienne, ils ont été islamisés et, en majorité sunnites, pratiquent depuis une religion ouverte : l'islam n'intervient pas dans les affaires politiques et les femmes tendent à devenir les égales des hommes. La colonisation puis la fin de l'Empire ottoman ont scindé les Kurdes dans quatre pays : la Turquie, l'Irak, l'Irak et la Syrie. Des luttes incessantes et peu coordonnées firent de ce peuple de montagne des guerriers redoutables. Seul un humaniste rêvait d'une union transfrontière, Abdul Rahman Ghassemlou, Kurde

d'Irak. Il fut assassiné à Vienne en 1989.

Le groupe le plus important, les 20 millions de Kurdes de Turquie, se démarqua au début par le caractère violent de l'opposition menée par Abdullah Öcalan et la rigidité de son idéologie marxiste, abandonnée depuis. Pendant la longue guerre civile, les Turcs se montrèrent extrêmement brutaux. Recep Tayyip Erdogan reproche encore aux Kurdes de Syrie de poursuivre le combat d'Öcalan. En Irak comme

en Iran, il y eut peu de revendication pour un « grand Kurdistan » qui renverserait les frontières de la colonisation. Chaque groupe, celui de Barzani, de Talabani, d'Öcalan même, combattit pour son propre compte. Les affaires kurdes s'emmêlent avec les luttes de clans, mais elles ont en commun une grande soif de liberté, une séparation de la religion et de l'État. Avec quel objectif ? Celui d'une large autonomie et, plus tard, l'indépendance. Leurs alliances avec les démocraties occidentales entraînent des soutiens de sympathie, des prises de position romantiques mais jamais un véritable engagement politique.

Qui a tué les plus de 400.000 civils syriens ? Avant tout, l'étendue de la lassitude européenne, celle qui laissa les foules indifférentes aux massacres de Syrie, celle qui fait la popularité des politiques simplistes et violentes, et la progression du nationalisme triomphant partout. Le réalisme, alibi du cynisme, règne en Occident. Il n'y aura pas de changement heureux du monde si la solidarité et la compassion disparaissent et si l'Union européenne sombre, comme elle semble s'y résigner. Qu'on le veuille ou non, cette guerre en Syrie fut aussi une confrontation russo-américaine dont, pour l'heure, Vladimir Poutine demeure le vainqueur. Étaient-ils d'accord entre eux, le Russe et l'Américain ? Je le crois. Poutine aura été le premier à féliciter les Américains pour leur abandon. Au risque de simplifier davantage les choses, Trump préfère Erdogan, son allié de l'Otan, à Bachar El-Assad, qui doit sa victoire aux Russes.

Trump laissera donc l'armée turque attaquer les Kurdes de Syrie, qui résisteront le plus longtemps possible mais céderont sous des bombardements massifs. Les Européens, malgré un soutien sentimental pour les Kurdes, resteront des figurants de bonne volonté. Qui a gagné ? Vladimir Poutine. Il ne nous reste plus qu'à souhaiter qu'il se montre ferme avec les Turcs et empêche les massacres, qu'il se transforme en homme de paix. La paix dans une Syrie fédérale, avec Poutine ? J'ose, sans me faire aucune illusion, l'espérer. ●

« La priorité des yézidis : récupérer leur terre en Irak et reconstruire »

La Prix Nobel de la paix Nadia Murad, ancienne esclave de l'EI, exhorte la communauté internationale à soutenir son peuple



YÉZIDIS
L'APPEL DE
NADIA MURAD,
PRIX NOBEL
DE LA PAIX

► La jeune femme exhorte la communauté internationale à aider son peuple à retourner au Sinjar, en Irak
► Cette minorité religieuse de 400 000 personnes a été persécutée par l'organisation Etat islamique

A Stuttgart, le 30 avril.
ZACHARIE SCHLEIER/SHANGHAI

ENTRETIEN

Jeudi 20 décembre, seize familles yézidies sont arrivées en France, où elles bénéficieront de l'asile. Paris s'est engagé à recevoir cent familles au total d'ici à la fin 2019. Le résultat, notamment, de l'engagement de Nadia Murad, qui fut réduite en esclavage par l'organisation Etat islamique (EI). A 25 ans, elle est devenue la porte-voix des femmes yézidies victimes de vio-

lences sexuelles aux mains de l'EI. Kidnappée dans son village de Kocho dans le Sinjar irakien en août 2014 et sauvée des griffes des djihadistes en 2015, elle a été récompensée du prix Nobel de la paix en octobre pour le travail de plaidoyer qu'elle mène pour cette minorité religieuse de 500 000 âmes en Irak. La jeune femme poursuit le combat pour l'accueil des déplacés yézidis en Europe et la reconnaissance des persécutions de l'EI comme un génocide. Elle exhorte la communauté internationale à s'engager pour la reconstruction du Sinjar, en Irak.

Vous êtes de passage en France dans le cadre de l'arrivée de seize familles yézidies. Qui sont-elles ?

Lorsque je l'ai rencontré en octobre, le président Emmanuel Macron a promis de faire venir en France cent familles yézidies. Hier, une première partie d'entre elles sont arrivées. Il s'agit de 16 mères et de leurs 67 enfants. La plupart ont perdu leur époux, tué par l'EI.

Des yézidis ont déjà bénéficié de programmes de réinstallation en Australie, au Canada ou en Allemagne. Mais cette mission est différente car elle s'adresse en parti-

« Entre 80 000 et 85 000 yézidis ont émigré dans le cadre d'un programme de réinstallation »

culier à des femmes seules avec enfants, pour qui il est difficile de survivre dans leur environnement, en particulier de trouver du travail ou de se remarier.

Nous parlons d'un petit groupe de personnes qui avait besoin de migrer pour trouver un endroit sûr mais notre priorité est de récupérer notre terre et de reconstruire ; 400 000 yézidis vivent actuellement en Irak et parmi eux, plus de 300 000 sont dans des camps de déplacés après avoir fui le Sinjar pour échapper à l'EI.

Combien de yézidis ont-ils participé à des programmes de réinstallation ?

Entre 80 000 et 85 000 yézidis ont émigré dans le cadre d'un programme de réinstallation, principalement en Allemagne comme moi. Plusieurs centaines vivent dans des camps de réfugiés en Grèce et en Turquie. D'autres continuent d'émigrer parce que des milices ont occupé notre territoire. Mais nous ne voulons pas que le but de l'EI d'éradiquer notre peuple soit atteint et c'est pourquoi la communauté internationale doit nous aider.

Emmanuel Macron doit venir en Irak et j'espère qu'il se rendra à Sinjar. Nous travaillons dur pour améliorer la situation sur place. J'y étais il y a quelques jours et nous parlons avec les gouvernements irakien, français, kurde, koweïtien et aussi avec l'Union européenne pour œuvrer à notre retour et à la reconstruction. J'utiliserai l'argent de mon prix Nobel en ce sens. Nous travaillons à reconstruire l'unique hôpital de la région et nous allons transformer un institut technique détruit par l'EI en un musée du génocide.

Etes-vous confiante dans un retour des yézidis au Sinjar ?

Notre plus grand défi, c'est la sécurité. Très récemment, la Turquie a bombardé le Sinjar à cause de la présence du PKK [Parti des travailleurs du Kurdistan]. Le 16 décembre, j'ai rencontré à Doha [la capitale du Qatar] le ministre turc des affaires étrangères et je l'ai alerté sur les victimes civiles et les destructions occasionnées par ces agissements. Je pense aussi que les yézidis devraient être intégrés aux forces de police et militaires pour pouvoir combattre les milices.

Nous avançons aussi sur le déminage de la région. L'équipe d'enquête des Nations unies sur les crimes contre l'humanité commis par l'EI en Irak s'est enfin rendue cette semaine dans mon village, à Kocho, pour collecter des preuves. Leur investigation va aussi porter sur la découverte de soixante-neuf fosses communes à Sinjar.

Il faut penser à la reconstruction. Celle des fermes mais aussi de l'unique hôpital. Nous l'avons visité et il est presque entièrement détruit. Il ne reste que quelques pièces viables et un peu de personnel alors que, chaque semaine, vingt-cinq accouchements y ont lieu. Dès qu'il y a des urgences, il faut transporter les patients loin.

Nous avons besoin de la communauté internationale, de l'Irak, du Kurdistan. Des millions de dollars d'aide parviennent à Bagdad. Comment se fait-il qu'on ne puisse pas reconstruire un seul hôpital ? Depuis quatre ans, l'assistance apportée aux yézidis a consisté en de la nourriture et des vêtements mais cela ne permet pas à une communauté de se reconstruire.

Alors que la plupart des chrétiens sont revenus chez eux, en tout cas autour de Mossoul, c'est le cas pour 60 000 yézidis seulement, dans le Nord surtout. Notre histoire est au Sinjar. On ne peut pas déplacer 500 000 yézidis et tout reconstruire de zéro. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
JULIA PASCUAL ET HÉLÈNE SALLON

LE CONTEXTE

YÉZIDIS

Lors de la conquête du Sinjar par l'organisation Etat islamique en août 2014, les yézidis qui vivent dans cette région du nord de l'Irak ont subi des persécutions. Les djihadistes, qui considèrent le yézidisme – religion vieille de 4 000 ans – comme hérétique, ont perpétré des crimes de guerre contre cette minorité. Ils ont exécuté des milliers d'hommes, réduit les femmes en esclavage sexuel et enrôlé les garçons dans l'armée des « lionceaux du califat ». Plus de 300 000 yézidis sont toujours portés disparus.

Le retrait américain intensifie la pression sur les Kurdes

L'abandon laisse le champ libre à Damas, Moscou et Ankara

BEYROUTH - correspondance

L'annonce du retrait américain de Syrie par le président Donald Trump, le 18 décembre, semble avoir pris de court l'un des principaux intéressés, le régime Assad. Depuis, les réactions syriennes sont restées prudentes. « Nous devons voir tout d'abord si cette décision est sincère », a déclaré l'ambassadeur syrien à l'ONU, Bachar Al-Jaafari. *Attendons et voyons si cette décision est véritablement appliquée.* Pour Damas, l'annonce du retrait américain est « une bonne nouvelle, mais elle nourrit aussi des inquiétudes », résume un connaisseur de l'appareil syrien.

Le régime a toujours dénoncé une occupation américaine et refusé tout morcellement de la Syrie. En 2017, dans la région de Deir ez-Zor, dans le sud-est, forces pro-régime et combattants kurdes épaulés par Washington s'étaient engagés dans une course contre la montre pour s'emparer des zones riches en ressources énergétiques, abandonnées par les djihadistes de l'organisation Etat islamique (EI), alors en pleine retraite. Leur prise de contrôle par le camp pro-américain avait suscité alors la colère des autorités syriennes.

Vu de Damas, si Bachar Al-Assad paraît conforté par le départ des forces américaines, c'est surtout la Russie et la Turquie qui apparais-

sent comme les grands bénéficiaires. « Les autorités s'inquiètent qu'un accord ait pu être passé entre Washington et Moscou à l'occasion de ce retrait afin de faire sortir les Iraniens », dont le soutien est vital pour le régime. « La crainte est aussi qu'Erdogan ait des projets d'occuper le nord du pays », ajoute la source proche de l'appareil syrien.

Pour Moscou et Téhéran, l'annonce du retrait permet cependant d'envisager la reprise d'un contrôle minimal sur l'ensemble du territoire par le régime. En visite à Ankara, le 20 décembre, le président iranien, Hassan Rohani, s'est borné à constater que l'Iran et la Turquie s'accordaient sur un point dans le dossier syrien : mettre en terme au projet national kurde dans le nord du pays. « L'intégrité territoriale de la Syrie doit être respectée par toutes les parties », a-t-il déclaré aux côtés de M. Erdogan.

« Compromis équitable »

Le « problème » kurde réglé, Téhéran estime que la Turquie devrait abandonner, de gré ou de force, ses ambitions sur l'ensemble du Nord syrien, autant sur les zones de déploiement des forces arabo-kurdes que sur l'enclave rebelle d'Idlib. « Ankara se satisfera très bien d'une reprise en main des Kurdes syriens par le gouvernement de Damas. Et les milices arabes [rebelles] à la solde de la Turquie devront s'en accommoder aussi », assurait

Pour le régime syrien, la priorité est de reprendre le contrôle du territoire

ainsi à Téhéran, dès avant le retrait américain, Abdullah Ganji, le directeur du quotidien *Javan*, lié aux gardiens de la révolution, la principale force armée iranienne.

C'est donc sur les Kurdes, abandonnés après le retrait américain, que la pression de Damas va s'intensifier. Pour le régime, la priorité est ainsi de reprendre le contrôle des territoires qui lui échappent dans le nord et l'est de la Syrie. « Les Kurdes ne peuvent pas accepter de revenir à la situation d'avant 2011 après tout ce qu'ils ont investi. Ils ont des attentes, même s'ils ont exagéré leurs demandes en cherchant à établir une indépendance dans une région majoritairement arabe. Mais le régime n'envoie pas des spécialistes en droit pour négocier, mais des agents de sécurité », poursuit notre source.

« Damas a fait une offre aux Kurdes : démobiliser leurs forces et les intégrer dans l'armée syrienne, accepter un retour du régime aux frontières et dans les centres urbains contre l'organisation d'élections locales dans le cadre de la loi

de décentralisation », ajoute une source bien renseignée. En clair, ils doivent renoncer à leur modèle politique. Et si cette alternative est a priori inacceptable, la marge de manœuvre des intéressés vient de subitement s'effondrer.

« Nous voulons trouver un compromis équitable avec le régime syrien. Mais, ce dernier veut un retour à la situation antérieure, le retour à zéro. Nous perdrons nos forces armées, nos institutions, notre autonomie. Un tel recul serait inacceptable. Quoi qu'il en soit, le régime ne décide pas seul. Il dépend de la Russie et de l'Iran. Et nous avons toutes les raisons de penser qu'il existe un accord entre l'Iran, la Russie et la Turquie contre nous », s'alarme Ilhan Ahmed, la coprésidente du Conseil démocratique syrien, qui chapeaute les institutions mises en place dans le nord-est du pays.

« Quand nous aurons retiré nos forces de la région de Deir ez-Zor pour nous défendre au nord [face à la Turquie], le régime et les forces iraniennes se déploieront et prendront le contrôle des ressources en hydrocarbures qui s'y trouvent. Nous serons attaqués sur deux fronts », poursuit la représentante kurde. A défaut de dégager pour l'instant un gagnant, la décision du retrait désigne clairement un perdant : les Kurdes de Syrie. ■

LAURE STEPHAN,
LOUIS IMBERT

ET ALLAN KAVAL (À PARIS)

« Les conséquences sécuritaires pour l'Europe sont incalculables »

Une délégation kurde alerte Paris sur le risque d'une intervention turque

La lutte contre l'organisation Etat islamique (EI) se poursuit et elle doit s'inscrire dans la durée. Ce message, les autorités françaises continuent de le répéter, à l'Elysée comme au Quai d'Orsay et à la défense. Elles n'en reconnaissent pas moins que « personne ne peut remplacer les Américains sur le terrain syrien ». L'objectif est donc, dans l'immédiat, de coordonner et ra-

lentir l'abandon américain autant que faire se peut, et surtout d'obtenir des garanties de sécurité, notamment pour les combattants arabo-kurdes des Forces démocratiques syriennes dont le rôle dans les combats a été déterminant, et continue de l'être.

Coprésidente du Conseil démocratique syrien, qui chapeaute les institutions en place dans le nord-est du pays, Ilhan Ahmed, une des

principales responsables politiques kurdes de Syrie, était à Paris le 21 décembre pour évoquer les modalités de ce soutien.

« Nous avons exposé à nos interlocuteurs nos craintes au sujet des suites du retrait des Etats-Unis de Syrie et nous avons voulu étudier avec eux ses conséquences catastrophiques pour la lutte contre Daech. Nous souhaitons que les Français restent, et nous savons

qu'ils sont contre ce retrait, mais nous savons aussi qu'à ce stade, le départ des Américains entrainera celui des Français », a expliqué au Monde la responsable kurde, soulignant que « le risque principal auquel nous serions confrontés viendrait de la Turquie, qui menace de nous envahir avec ses supplétifs islamistes qui ne sont pas différents des djihadistes de Daech ».

Ilhan Ahmed a appelé les autorités françaises à faire pression sur la Turquie, membre de l'OTAN. « Nous avons envoyé nos fils et nos filles au combat pour la sécurité de l'Europe. Nous avons perdu des milliers de jeunes pour cet objectif », a-t-elle insisté, soulignant qu'il s'agit d'« une obligation mo-



Des combattantes kurdes des Forces démocratiques syriennes (FDS) à Qamichli, au nord-est de la Syrie, le 3 décembre. DELIL SOULEIMAN / AFP



Ilhan Ahmed, une des principales responsables politiques kurdes de Syrie, le 21 décembre à Paris. STEPHANE DE SAKUTIN / AFP

rale». Elle a aussi rappelé les risques qu'impliquerait, pour l'Europe, une invasion du nord-est de la Syrie: «Nous ne serons plus en mesure de contrôler nos prisons, et il faudra craindre que les centaines de djihadistes étrangers que nous y gardons pour le compte des pays occidentaux, dont la France, s'échappent.» «Nos alliés doivent bien comprendre que si nous perdons le contrôle de notre territoire à cause de leur retrait, nous n'allons pas prendre les terroristes étrangers avec nous», a-t-elle précisé.

«Aucun engagement clair»
La dirigeante kurde a notamment rencontré François Sénémaud, nommé au printemps dernier représentant d'Emmanuel Macron pour la Syrie. Les discussions n'ont guère été concluantes. «Côté français, aucun engage-

ment clair n'a été formulé. Si les Américains se retirent, les Français se retirent. Ils disent qu'ils vont faire des efforts sur le plan diplomatique, mais il n'y a rien de concret», soupire une source kurde. Une prudence critiquée aussi par certaines sources proches du dossier à Paris: «Erdogan est incontrôlable. S'il attaque les Kurdes, il ouvrira des horizons pour les djihadistes et permettra une circulation entre Idlib, les zones où Daech

L'état-major souligne que la décision de Trump «n'a aucune incidence sur la participation de la France»

est active et l'Irak. Les conséquences sécuritaires pour l'Europe sont incalculables.»

Pour le moment, les opérations françaises en Syrie contre l'EI continuent. «Le but de la France est de faire le job tant qu'il pourra être fait, sans échelle de temps, car les groupes djihadistes sont disséminés en Syrie et jouent aussi avec la frontière irakienne», résume une source proche du dossier. Mais l'irritation face à la décision de Trump, prise contre sa propre administration, et notamment les militaires, au risque de mettre en péril les résultats acquis jusqu'ici sur le terrain, est bien réelle. «Aucun des acteurs de la coalition engagés en Syrie contre Daech ne souhaite rester sur place une fois le travail accompli, d'où la nécessité de lancer un processus de transition politique, mais Donald Trump,

en coupant les virages, risque l'accident grave», souligne l'Elysée.

La coalition internationale créée en septembre 2014 pour lutter contre l'EI en Irak et en Syrie n'en reste pas moins sur pied. L'état-major souligne que la décision de Donald Trump «n'a aucune incidence sur la participation de la France» qui mobilise en Irak et en Syrie quelque 1100 hommes et des moyens aériens et maritimes dans le cadre de l'opération «Chammal». De leur côté, les Américains, au moins pour le moment, ne comptent pas se désengager d'Irak. A l'Elysée, on veut croire qu'ils pourraient se redéployer rapidement de l'autre côté de la frontière en cas de besoin ou de menace contre les combattants kurdes ou les populations civiles. ■

A. KA. ET MARC SEMO

Bloomberg

December 24, 2018

Netanyahu, Erdogan Feud as Confrontations With Iran Threaten

By Selcan Hacaoglu 24 décembre 2018
<https://www.bloomberg.com/>

Calling each other "baby killer" and "antisemitic dictator" might not be the best way to join forces against a shared threat, but that's the level of discourse between Turkey and Israel these days.

Both countries stand to lose from the anticipated widening of Iranian influence in Syria after U.S. President Donald Trump announced last week he was pulling American forces out of that country. But Turkish President Recep Tayyip Erdogan reignited a war of words against Israel and its army's treatment of the Palestinians over the weekend, and Israeli Prime Minister Benjamin Netanyahu wasn't left wanting.



Benjamin Netanyahu and Recep Tayyip Erdogan.

"You are the voice of the oppressor, you are waging state terrorism," Erdogan said of Netanyahu in a speech in Istanbul on Sunday. "You are kicking women and children as your

police drag them." Foreign Minister Mevlut Cavusoglu ratcheted things up on Monday, calling Netanyahu a "baby killer."

The Israeli leader defended his country's army on Sunday, and called Erdogan "an antisemitic dictator who's "obsessed with Israel." Turkey's army, he said, "massacres women and children in Kurdish villages," and its government "is becoming more dictatorial day by day."

While broadsides between Erdogan and Israeli leaders are nothing new, the context makes this latest volley stand out.

Israel Sees Iran Moving Closer as Trump Clears the Way in Syria

The prospective U.S. withdrawal from Syria has Israel more worried about possible assaults from military forces of arch-enemy Iran and its proxies propping up Syrian President Bashar al-Assad.

Turkey's alliance with Syrian Arab opposition forces and its preparation to launch a new offensive against Kurdish fighters in Syria could test relations with regional rival Tehran as they vie to fill the power vacuum that will be left by the U.S. pullout. ●

France becomes Turkey's newest bugbear as Kurds court Macron

Now that US forces are withdrawing from Syria, Turkey has turned its ire to France, which could play a bridging role between the Kurds, Moscow and Washington that could upset Turkish plans.



Amberin Zaman
December 26, 2018
www.al-monitor.com

Turkey's suspicions over purported Western plans in Syria have shown no signs of abating even after President Donald Trump announced he had ordered US troops to withdraw and pledged "a slow and highly coordinated" pullout in keeping with Ankara's demands.

The new focus of Turkish ire is France, whose president, Emmanuel Macron, has lashed out at Trump's decision, saying "an ally should be dependable." The country could play a bridging role between the Kurds, Moscow and Washington that could upset Turkish plans or so many Kurds hope.

Macron was referring to the Syrian Kurdish People's Protection Units (YPG), America's top ally in the fight against the Islamic State and the target of Turkey's military threats. France has said it will keep an unspecified number of its special operation forces in the Kurdish-controlled zone in northern Syria because, contrary to Trump's claims, IS has not been defeated. France has been repeatedly targeted by IS and is especially worried about the continued presence of French and other European jihadists in Syria. The militants claimed responsibility for the Dec. 11 shooting at a Christmas market in Strasbourg in which three people were killed and 11 others wounded.

Turkey has long insisted that the jihadis have been vanquished and that they are being used as a pretext for the US-led coalition to protect the Syrian Kurds as they set up their "terror statelet." Turkish Foreign Minister Mevlut Cavusoglu grumbled that France's stance would "help neither France nor the terrorists" and that Turkey remained determined to intervene east of the Euphrates River in pursuit of the YPG, which Ankara contends is a terror outfit on par with the Kurdistan Workers Party (PKK).

In a further sign of Ankara's displeasure, the state-run Anadolu news agency commented on France's "intentions to continue supporting the YPG/PKK terrorist group" today, asserting that it had "nine military sites in Syria" but that with "only 200 troops" on the ground, "France lacks the capacity to provide the terrorist group with the promised support."

It was something of a replay of its controversial outing of the location of US and French bases in northern Syria in July, together with maps and troop counts. The report triggered a furor, with Pentagon officials rebuking Turkey for putting its troops at risk.

An apparently unchastened Anadolu maintained that French forces are currently deployed in Kobani, Ain Issa, Raqqa and Tabqa, among other places. But with US forces gone, it would be "unrealistic" for the Kurds to rely on France for their security.

The Syrian Kurds disagree. In a Dec. 21 meeting in Paris with Macron's Syria envoy, Francois Senemand, the co-chair of the YPG-friendly Syrian Democratic Council insisted that France has a role to play. Ilham Ahmed warned that Turkish intervention could bring the ongoing campaign against IS' remaining stronghold in the middle Euphrates River Valley to a halt and France must retain its military presence until "a political settlement" to the Syrian conflict is reached. "We're asking the French for diplomatic support to develop dialogue and assure peace and stability in the region," Ahmed said, but offered no further details.

In earlier comments to Al-Monitor, Ahmed said "arrows point to Moscow" to illustrate the hard truth that with the departure of US troops, the Kurds will need to rely on Russian backing in future arrangements with the regime. YPG officials are reportedly in Moscow and Damascus to discuss the outlines of a possible deal, but there has been no formal confirmation from either side.



Turkish President Recep Tayyip Erdogan (L) and French President Emmanuel Macron (R) attend their joint press conference at the Summit on Syria in Istanbul, Turkey, Oct. 27, 2018. GETTY/Mikhail Svetlov

An official from the YPG-led Syrian Democratic Forces familiar with the militants' planning acknowledged that Trump's "betrayal" had weakened the Kurds' hand. However, one confidence-building measure under review was the insertion of regime forces north of Manbij, where US forces carry out their patrols. The move would forestall any Turkish attempts to take over the town. If it "worked smoothly" and the YPG were given "proper guarantees," regime forces could then take up positions east of the Euphrates River all the way to the Iraqi frontier, the official said. It would need to happen while US forces were still on the ground and Damascus unable to fully dictate the terms of its return.

When queried about the United States' potential reaction to this scheme, the official said, "This is where the French come into play." They can coordinate with the Russians and the regime "on the Americans' behalf" while maintaining a military presence to deter potential aggression from Turkey and the regime.

Some analysts agree that France and the EU could pressure Damascus on behalf of the Kurds. Marc Pierini, a senior fellow at Carnegie Europe, told Al-Monitor, "France and the EU might intervene diplomatically to obtain guarantees for the security of Syrian Kurds."

Pierini went on, "If France has any operational role, it could be in the Deir ez-Zor region, where IS is still present and active. This will very much depend on the timeline and modalities of the withdrawal of US forces from that region and their residual configuration in Iraq."

Others maintain, however, that France is unlikely to hang around for too long.

Fabrice Balanche, a French academic who has studied Syria for several decades, told Al-Monitor, "Do not forget there is no UN legitimacy for the US-led coalition. France with Europe could try on the diplomatic front to limit a Turkish intervention but with no illusions. We have seen the results for Afrin."

Moreover, US officials lobbying for a more active Turkish role in Syria are averse to dealing with Russia, let alone the Syrian regime.

Rewarding Turkey with a slow and coordinated withdrawal is calculated to rupture Ankara's cooperation with Russia and Iran within the Astana framework and to ease Turkish entry east of the Euphrates, all under the pretext, as Turkey might well have said, of dealing a final blow to IS. ♦

Amberin Zaman is a senior correspondent reporting from the Middle East, North Africa and Europe exclusively for Al-Monitor.

Can Trump avoid a total Syria mess?

Steven Simon

OPINION

American support for the Kurds of Syria was destined for a short shelf life.

The alliance was born in 2014, during fierce fighting between the Kurds and the Islamic State. For several years afterward, the Syrian Kurds fought alongside American troops against jihadists in northeastern Syria and were rightly seen as a useful partner. But overriding American strategic concerns always meant that this pairing couldn't last. Many in Washington and in the Middle East suspected that once the Islamic State was finally defeated, the Kurds' interests — in particular their desire for autonomy in Syria — would

It's possible to withdraw American troops without leaving behind a dangerous vacuum.

necessarily be subordinated to America's global priorities.

When President Trump announced last week his decision to pull 2,000 American troops out of Syria, he may have shocked many people in Washington — including, apparently, Secretary of Defense Jim Mattis — but his

impulsive and uncoordinated move coincided with strategic imperative, even if the president himself was unaware of it.

The United States never had a serious strategic stake in Syria's future, as it did in Iraq, which it had set out to reinvent. Washington did provide aid on a large scale to Syrian armed opposition, but kept it mostly under wraps, presumably to avoid implicating American prestige in a battle that might well be lost, and where the United States' interests are narrow. Unlike Iraq, where the Kurds form a large part of the population and enjoyed American patronage for decades, owing to Washington's long struggle with Saddam Hussein, Syrian Kurds are a relatively small minority with only a brief connection to American power. And the battle against the Islamic State was deliberately framed as a mission that combined counterterrorism and humanitarian assistance, rather than state-building or regime change in Syria.

For America, there was always a fundamental problem with getting too close to the Kurds: Turkey, a NATO ally. Ankara was always worried about what would happen if the Kurds of Syria got too powerful, and how that would spill across the border into Turkey's own restive Kurdish region. Despite conflicts

between Washington and Ankara in recent years, Turkey is still a critical ally when it comes to Russia, Mediterranean security and protecting Europe's borders. Cold strategic logic was eventually going to dictate the defenestration of the Syrian Kurds.

This inevitability was reinforced by the implausibility of the administration's varying rationales for a continued troop presence in Syria: pressuring Assad by taking control of Syrian oil fields; intimidating Iran; facilitating humanitarian assistance; or protecting the Kurds. But 2,000 troops were not going to scare either Iran or the Assad regime. And with the Islamic State largely gone, there was no longer a pretext for an American deployment.

The administration's oafish announcement of withdrawal — first put forward in a tweet from the president, naturally — has generated concerns about a resurgence of the Islamic State. The underlying fear is that despite the destruction of the group's caliphate, its ideology still exists. The implication is that countering an ideology is somehow a military mission. Yet the consensus of social scientists and the weight of common sense is that occupation by foreign forces induces radicalism, especially where occupation is accompanied by devastation and poverty.

If keeping 2,000 troops in Syria is pointless and abandoning the Kurds was inevitable, what is the responsible way to withdraw?

If the United States leaves without any kind of coordination among the various parties in Syria, there will be a vacuum filled by the Turkish military and its Syrian Sunni Arab allies. Their first priority will be fighting the Syrian Kurds; in the process, they will turn another large swath of Syria into a wildlife preserve for jihadists.

To avoid this outcome, the United States must keep the Turks out by addressing their concern about a Kurdistan Workers' Party-affiliated military entity on their border, while guaranteeing Kurdish safety. The only way this can be achieved is by handing control of the area to a third party with the capacity to deliver security to both Turks and Kurds. At this stage, there is just one candidate for this role: the Assad regime.

A decision to do this would no doubt be vexed. Turkish objections, owing to President Recep Tayyip Erdogan's deep animosity toward President Bashar al-Assad of Syria and his mistrust in the United States, would be just one set of obstacles. Kurdish insistence on auto-

The U.S. must do three things to obtain true stability in Syria.

my would be yet another.

Still, this appears to be the only real possibility for stability. But for it to happen, the United States must do three things:

FIRST, persuade the

Kurds to get rid of non-Syrian operatives, while shrinking their military capacity, and accept that they are not going to get the same deal that their Iraqi cousins have won from Baghdad. The imminence of an American withdrawal, combined with Mr. Erdogan's suggestions that he could soon invade the Kurdish regions of Syria, will probably convince the Kurds that they have little choice. But the Syrian regime could provide meaningful incentives, such as integrating the Kurdish forces into Damascus' chain of command and allowing a Kurdish political party to participate in Syrian elections and applying the existing law on decentralization to the Kurdish zone.

SECOND, convince the Turks that after broken promises and miscommunication with Washington, the United States can still persuade the Kurds to take steps to assuage Turkey's concerns about armed Kurds on its border with Syria. Despite their easy victory over Kurds in the battle of Afrin in March, the Turks are justifiably concerned about the casualties they would take in an effort to control a much bigger area. This fear should be used to encourage Turkish restraint.

THEN, either directly or through the United Nations, the United States will have to talk to the Assad regime on the premise that a restoration of Syrian state authority in northeast Syria, including the re-entry of Syrian government forces, is required to stabilize that part of the country over the long term. To this end, the United States will have to deal with the Russians as well, so there is a coordinated approach to both the Turks and the Syrian regime. There are quite a few moving parts to this plan, and all the players will need to be on the same page.

This would require deft diplomacy. Unfortunately, at the moment the United States appears incapable of that. Secretary of State Mike Pompeo seems more focused on bluster, and the administration's special representative for Syria engagement appears to have little clue regarding White House policy. But if the administration fails to step up, it will have left the Syrian people far worse off than they already are.

STEVEN SIMON, a visiting professor of history at Amherst, served on the National Security Council in the Clinton and Obama administrations and at the State Department.

U.S. Allies Left Behind Turn to Russia and Syria's Assad for Help Against Turkey

By Tom O'Connor 12/27/18
<https://www.newsweek.com>

Syrian Kurds allied with the United States in battling the Islamic State militant group (ISIS) have turned toward the Syrian government and its Russian ally for assistance in the wake of a U.S. withdrawal and threats from Turkey.

The Kurdish-led Syrian Democratic Forces have been the leading Pentagon partner in Syria since 2015, a year after the U.S.-led coalition began bombing ISIS, but the impending departure of U.S. troops has left the militia feeling vulnerable to a potential offensive by Turkey, a fellow U.S. ally that views Kurdish separatists as foes. With limited firepower of their own and no regional allies, the Syrian Democratic Forces' political wing recently sent delegations to Damascus and Moscow to negotiate for their protection against Turkey, which also deals with Syrian government allies Russia and Iran.

Syrian Kurdish politician Aldar Xelil told Reuters Thursday that another trip would soon be arranged in hopes of convincing the Syrian government to "fulfill its sovereign duty" by securing the border and blocking any Turkish offensive.

"Our contacts with Russia, and the regime, are to look for clear mechanisms to protect the northern border," Xelil said. "We want Russia to play an important role to achieve stability."

Syria's Baathist government—first led by Assad's father until his death, in 2000—has a history of working with the Kurdistan Workers' Party (PKK), a group considered by Turkey to be a terrorist organization due to a three-decade insurgency at home. The People's Protection Units (YPG), a Kurdish militia that forms a core unit of the Syrian Democratic Forces, is widely seen as an offshoot of the PKK and has sided both with and against the Syrian military at various points since the country was shaken by a 2011 rebel and jihadi uprising.

U.S. backing for the Syrian Democratic Forces has strained relations between Damascus and the YPG, as the Syrian government views both



Arab fighters in the Kurdish-led Syrian Democratic Forces attend the funeral of an Arab comrade in Tal Tamr, in the countryside of Syria's northeastern Al-Hasakeh province, on December 21. DELIL SOULEIMAN/AFP/Getty Images

the U.S. and Turkey as occupying powers. Still, Syrian troops and Kurdish fighters have united at times against the common enemy of Turkey and the insurgents it sponsors. This partnership manifested itself during the critical battle of Aleppo two years ago, a government victory that paved the way for Assad to restore control over much of the country. Although limited clashes occurred between rival anti-ISIS campaigns waged by pro-Syrian government fighters and the Syrian Democratic Forces, the two again teamed up in January in the face of Turkey's successful seizure of the northern Aleppo district of Afrin.

The Syrian Democratic Forces again appealed for government help in September as renewed Turkish shelling interrupted an already fierce battle against ISIS in eastern Syria. Just as the Pentagon appeared poised to step in by setting up observation posts on the border, Trump surprised audiences at home and abroad by announcing the withdrawal of the roughly 2,000 U.S. troops in Syria following a telephone call with Turkish President Recep Tayyip Erdogan, as Newsweek reported.

The Syrian Democratic Forces immediately described the move as a "stab in the back" and scrambled to restart a local dialogue that had stalled due to the Syrian government's opposition to granting Kurdish autonomy. Even though deals to hand over certain territories and facilities to the Syrian government have long been underway, the urge to come up with a comprehensive framework to ensure military coop-

eration between the Syrian military and self-ruling Syrian Democratic Forces may be expedited due to the threat of an impending Turkish operation.

"The path of the relationship between the self-administration and the authority in Damascus can be characterized by appeasement, confrontation and then, today, negotiations," Sihanouk Dibo, the presidential adviser of the leading Kurdish Democratic Union Party (PYD), said Wednesday in a statement. "The latter is the safest, the most preferable and the best for both. We have to think together about producing a possible agenda; this is the agenda that brings all those in Syria out to victory. Peoples, nationalities, religions of all Syrian cultures."

Assad, however, has vowed to retake all lands outside of his control, and to do so by force if necessary. Russian Foreign Ministry spokesperson Maria Zakharova expressed a degree of skepticism toward the apparent U.S. pullout during Wednesday's press conference in Moscow but maintained that "it should be the Syrian government" that "will assume control of the regions the Americans will vacate."

The U.S. has refused to endorse the Syrian government's rule, accusing Assad of war crimes and demanding a political process to permanently oust him from power. The Trump administration has also condemned the presence of pro-government, mostly Shiite Muslim militias said to be part of Iran's regional network of forces viewed as a threat by the U.S., Israel and Saudi Arabia, which sent \$100 million in aid to the Syrian Democratic Forces in August.

Saudi Arabia has sponsored efforts to overthrow Assad. Nevertheless, Riyadh has reportedly joined other regional powers in warming up to the idea of normalizing ties with Damascus, which was expelled from the Arab League at the onset of the civil war in 2011. The United Arab Emirates was said to have been mediating between Saudi Arabia and Syria and, following widespread speculation, revealed Thursday that it was reopening its own embassy in Damascus.●



Syrian demonstrators wave the national flag alongside a statue of late Syrian President Hafez al-Assad and a portrait of his son, Syrian President Bashar al-Assad, in Al-Qamishli on December 23. Protesters are asking for the Syrian army's protection as Turkey threatens to carry out a fresh offensive following the U.S.'s decision to withdraw its troops. DELIL SOULEIMAN/AFP/Getty Images

For Syria, a brittle future under Russia and Iran

BEIRUT, LEBANON

U.S. is leaving a country that is politically fractured and ruined economically

BY VIVIAN YEE

Turkey is threatening to invade Syria to eradicate Kurdish fighters. Syrian forces are rolling toward territory the Americans will soon abandon. Israel is bombing Iran-backed militias deep inside Syria. And Russia could soon move to crush the last vestige of the Syrian antigovernment insurgency.

The Syria that the United States military is vacating on President Trump's orders is a Balkanized version of the country that plunged into a calamitous civil war nearly eight years ago.

Now, with the American troop withdrawal and the demise of the insurgency against President Bashar al-Assad, Iran and Russia will be even freer to flex their power in Syria.

"Welcome to the post-American Middle East," Richard N. Haass, a longtime diplomat and president of the Council on Foreign Relations, said in a Twitter post on Wednesday.

Mr. Trump, during a visit Wednesday with American military forces in Iraq, defended his move in Syria.

The trip, shrouded in secrecy, came less than a week after Mr. Trump disrupted the military status quo and infuriated even some of his political allies by announcing plans to withdraw all troops from Syria and about half from Afghanistan. The president's decision on Syria led to the resignation of Defense Secretary Jim Mattis.

"We're no longer the suckers, folks," the president said, speaking to troops at Al Asad Air Base. He added: "Our presence in Syria was not open-ended, and it was never intended to be permanent. Eight years ago, we went there for three months, and we never left."

Mr. Trump, who visited the air base with his wife, Melania, said he had rejected requests from military commanders to remain in Syria for another six months.

"I said, 'Nope. Nope.' I said, 'I gave you a lot of six months,'" the president said. "And now we're doing it a different way."

Mr. Trump told reporters that the United States might base American commandos on the border in Iraq to launch raids and other missions into Syria.

A look at the changing complexities of the Syria conflict:



Top, from left, President Hassan Rouhani of Iran, President Recep Tayyip Erdogan of Turkey and President Vladimir V. Putin of Russia met in September. Above, United States Special Forces outside Manbij, Syria, where they have been fighting the Islamic State.

WHAT WILL SYRIA LOOK LIKE?

After years of bloodshed set in motion by the Arab Spring protests that had inspired hope for democratic change, the most likely Syrian future, Middle East analysts project, is a far more brittle version of what existed before the war: Mr. Assad leading a repressive government, with Russia and Iran pulling the strings.

Both countries are longtime allies of Mr. Assad's. By rescuing him with Russian air power and Iranian manpower,

hopes to use as leverage against Israel.

Russia, which already exerted considerable political influence in Syria, holds sway over its foreign policy, military and security services. That is part of the price Moscow exacted for having protected Mr. Assad, a brutal autocrat once described by Western leaders as finished.

WHAT DO RUSSIA AND IRAN GET?

Although they may find staying in Syria costly, frustrating and unpopular back home, Russia and Iran have secured an advantage from outlasting the United States: regional clout.

For both countries, this is "the dream scenario," said Daniel Benaim, a fellow focusing on the Middle East at the Center for American Progress, a liberal research group in Washington. "They get to tell the story that they've been telling to every actor on the ground — America's friends and America's foes alike — that America is no longer a reliable partner in the Middle East."

WHY WERE U.S. SOLDIERS IN SYRIA?

Two thousand Americans were deployed in northeast Syria, collaborating with Kurdish-led forces to wipe the Islamic State from the area. But that part-

nership angered neighboring Turkey, which sees the autonomy-minded Kurds as a dangerous enemy.

How — or even if — the fight against the Islamic State in Syria will now proceed remains unclear. An estimated 30,000 Islamic State adherents are believed scattered in the country.

Many experts anticipate that a hasty American pullout could spawn another major battle, either as Turkey moves to crush its Kurdish foes, or as Mr. Assad's forces retake the northeast, or both.

It is possible that the Kurds and Mr. Assad could come to a deal first. If not, a new round of fighting could send new waves of refugees — Kurds and others — fleeing toward Iraq in a new round of mayhem that could also help incubate the Islamic State's revival.

WHO WILL REPLACE THE U.S.?

According to the Institute for the Study of War, Russia, Iran and Iran-backed militias, including the Lebanese Shiite group Hezbollah, are well-positioned to seize territory in northeast Syria abandoned by the United States. They occupy 29 nearby positions, according to the group, and a further seven across the Iraq border.

The Britain-based Syrian Observatory for Human Rights, which tracks Syria's war via a network of citizen monitors, said on Sunday that the Syrian government had dispatched thousands of fighters toward the Islamic State's last patches of territory in the northeast.

WHAT IS LEFT OF THE INSURGENCY?

The last major redoubt of the rebels opposed to Mr. Assad are crowded into Idlib Province in northwestern Syria, neighboring Turkey. Russia may help Mr. Assad's forces retake the province eventually. But Russia also is expected to first negotiate with Turkey, which has supported anti-Assad groups and has a vested interest in what happens along its border with Syria.

HOW HAS ISRAEL BEEN AFFECTED?

Analysts say Iran can now link Shiite partners in Iraq, Syria and Lebanon in a unified front against Israel. In Syria, Iran and Hezbollah aim to strengthen a military presence near the Golan Heights, annexed by Israel after it was captured in the 1967 war.

Israel has made clear it will not tolerate an increased threat from Syria, which the Israelis demonstrated on Tuesday with airstrikes near Damascus.

The Russians, who have good relations with Israel, have tacitly allowed it to conduct such operations in the past.

HOW IS IRAN CHANGING SYRIA?

The Iranian-led Shiite partnership in Syria faces a basic shortcoming: few Shiites in a Sunni-majority country. Still, Iran has extended its influence among both Syrian fighters and civilians.

In some parts of Syria, Iran has distributed cash to pay for housing to people displaced by the war; in others, it has established Shiite shrines that, ac-

ording to the Observatory, have drawn visitors from Iran, Iraq and Syria.

Defying the Syrian government's historic secularism, Iran and Hezbollah have infused parts of the country with a strikingly religious tint. It was rare in the past, for example, to see celebrations for Ashura, a major Shiite holiday, in non-Shiite areas of Damascus. Now, however, Ashura parades and rituals are much more visible.

Some soldiers in the historically secular Syrian Army have become more religious after joining Iran-backed Shiite militias. Others have switched to such militias for nonreligious reasons. Fighters in Iran-backed groups receive better pay and more days off than the army offers, and joining a Shiite militia does not necessarily mean converting to Shiism.

But it is a marked shift from the old way.

"It's no longer purely secular," said Ali Rizk, a Beirut-based analyst who writes about Iran.

ARE RUSSIANS WELCOME IN SYRIA?

Russia has cemented ties with Syrian leaders, strengthened relations with Turkey and eclipsed the United States as the power to contend with in the Middle East.

The Russians have also demonstrated a canny understanding of Syrian sensitivities — dispatching military police from Russia's predominantly Sunni Muslim Chechnya region, for example, to negotiate rebel withdrawals and keep the peace in Sunni areas retaken by Mr. Assad's side.

On a visit to the formerly insurgent-held southern suburbs of Damascus in October, three Russian military policemen were patrolling with a green armored vehicle that bore the Russian flag. Syrians greeted them in Arabic, sometimes throwing in a "privyet" — "hi" in Russian.

Many have welcomed the Russians, preferring them to the government's security enforcers or to Shiite militiamen backed by Iran. Those in the area who still opposed the government said they were heartened in the spring, when a YouTube video showed Russian military policemen arresting Syrian soldiers accused of looting.

Then, in June, when Shiite militiamen arrested two Sunni men, the Russians pressured the militias into releasing them, residents said.

The incidents helped persuade residents that Russia has no interest in stoking Sunni-Shiite frictions, and could counter any moves by Mr. Assad's forces to exact revenge on the opposition.

"Iran has a sectarian project," said Ahmed al-Buqa'a, 55, who had three sons fight with the rebels, "but Russia doesn't care about people's ethnic and religious backgrounds."

COULD RUSSIA AND IRAN DIVERGE?

Iran and Russia are already in a competition, with Russia wanting a self-sup-

porting Syrian government weaned from Russian military and financial help, and Iran preferring something weaker, analysts said. Both countries have already begun placing advisers in Syrian security agencies, said Joost Hiltermann, the Middle East program director for the International Crisis Group.

But both face challenges to staying in Syria. Neither can afford Syria's reconstruction, which by some reckonings could exceed \$200 billion.

The Russians "want to find an exit from Syria basically, militarily, leaving in place their two bases and their own people within the security apparatus, and Russian companies to help with reconstruction," Mr. Hiltermann said. "They don't want to get bogged down militarily."

The Iranian government has faced opposition to its adventures in Syria at home, where the economy has been deeply strained by American sanctions.

Danielle Pletka, senior vice president for foreign and defense policy studies at the American Enterprise Institute, a conservative Washington research group, said the Iranians had so far exercised power deftly in Syria, "but it's going to be a lot harder for them to do that given the economic straits they're in."

Both patrons may find Syria's stability hard to re-establish under Mr. Assad. Already, peaceful protests against him have been staged in areas where he has reasserted control, analysts said.

"Peacetime will present challenges that the war let him paper over," said Alexander Bick, a lecturer and research scholar at Johns Hopkins School of Advanced International Studies who oversaw Syria issues at the National Security Council in the Obama administration.

"The Russians are very keenly aware," he said, "that Assad's position is fragile, the economy is totally destroyed and politically it's a mess."

Reporting was contributed by Hwaida Saad from Beirut, an employee of The New York Times from Damascus, and Marjorie Olster and Rick Gladstone from New York.

Perilous scramble for Syrian enclave after Trump withdraws US troops

Fight for control over Syria's skies and land appears to have intensified after Donald Trump announced US troop withdrawal

Borzou Daragahi / 28 December 2018
www.independent.co.uk

Syria's armed forces claim they have taken over a contested pocket of territory at the invitation of the Kurdish-led militia controlling the region, in an effort to stave off an attack by forces loyal to Turkey.

Doubts remain about the validity of the claim and it was not clear whether Damascus' armed forces had actually taken control of Manbij, a small city in northern Syria.

But an official in military uniform claimed on state television that Syrian Arab Army units had raised a flag above the city after entering the area "in response to the call of residents". It would be the first time in six years the Syrian flag had flown above the city.

Turkey's President Recep Tayyip Erdogan and Syrian rebel fighters backed by Turkey insisted there had been no such takeover despite the announcement by Damascus.

The US-led military coalition in northern Syria – called Combined Joint Task Force Operation Inherent Resolve (CJTFOIR) – insisted that no major developments had taken place in Manbij and called for calm.

"Despite incorrect information about changes to military forces in the city of Manbij, Syria, CJTFOIR has seen no indication that these claims are true," a tweet posted by the US military said. "We call on everyone to respect the integrity of Manbij and the safety of its citizens."

The confusion and potentially perilous scramble to control the town of Manbij and its surrounding countryside east of the Euphrates River in Syria comes less than a fortnight after US President Donald Trump announced an abrupt withdrawal of American military personnel from the country, where they have partnered for four years with Syrian Kurds led by the People's Protection Units, known as the YPG, in a fight against Isis.

Turkey, a member of Nato, has vehemently opposed the elevation of the YPG in a partnership that includes UK and French military forces still on the ground in northern Syria. The YPG, an affiliate of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), controls a vast stretch of northeast Syria and has begun building its own autonomous state called Rojava, which Turkey – with its large Kurdish minority – considers a dire threat.



Members of the Kurdish People's Protection Units (YPG) asked the Syrian army to take control of Manbij, according to state television (EPA)

Since the announcement of the US withdrawal from areas of northern Syria that included Manbij, Turkey has amassed troops and hardware at its border with Syria and mobilised local rebel allies inside the country in anticipation of a possible invasion. Syrian rebels said convoys of fighters alongside Turkish armed forces were moving towards the front lines in Manbij "completely ready" to launch military operations against Manbij.

Mr Erdogan flies to Russia tomorrow for meetings with Vladimir Putin, in part to hammer out an agreement about Syria with Moscow, who emerges the undisputed broker of the country's future following Mr Trump's withdrawal.

Syria and Turkey have had frosty relations since the regime of Bashar al-Assad unleashed violence against peaceful protesters and ignited a vicious civil war nearly eight years ago. But Ankara is in a partnership with Damascus' Iranian and Russian patrons as part of an effort to decide Syria's fate. Moscow has stated that areas of Syria the US was vacating should come under the control of the regime. Kremlin spokesman Dmitry Peskov said on Friday that Moscow approved of any Syrian move into Manbij.

"A tendency towards the enlargement of the zone under the control of government forces is certainly a positive tendency," he was quoted as saying by the Interfax news agency.

Meanwhile, Syrian media reported on negotiations between Damascus and Kurdish-led forces regarding a deal that would prevent a possible Turkish offensive in Syria's northeast.

The YPG claimed it has withdrawn from Manbij but it has made similar claims in the past. A statement posted to Twitter by a YPG account "invited government forces to assert control over the areas our forces have withdrawn from", a claim raising eyebrows since the group has insisted for at least two years its forces were no longer in Manbij. The tweet was later deleted.

The YPG and its network of front groups and affiliates, under the umbrella of the Kurdistan Communities Union and loyal to PKK founder

Abdullah Ocalan, include various factions, some closer to Tehran, others to Damascus and still others more inclined to side with Russia, all vying to chart a future for the group following the planned US withdrawal.

Under the decades-long dictatorship of Mr Assad and his father, Syria's Kurds were stripped of ethnic, political and citizens' rights, and subject to violent reprisals, prompting some observers to doubt the two sides can strike a deal.

But Mr Trump's announcement appears to have intensified competition for control over Syria's skies and land, with Russia, Iran, Israel, Turkey, the various Syrian actors and regional players all nervously eyeing each other's motives and manoeuvres in a potentially dangerous interplay. Earlier this week Israeli jets bombed a purported munitions plant west of Damascus, prompting a barrage of Syrian missile fire into Israel.

After eight years of conflict, during which the Syrian regime was shunned by much of the Middle East, there have been increasing signs of normalisation of relations.

The Arabian Peninsula state of Bahrain announced it was reopening its embassy in Damascus after the United Arab Emirates opened its diplomatic mission in the country for the first time in years. Russia on Friday also signed a deal to access a Syrian phosphate mine near the city of Homs, the Interfax news agency reported.

Meanwhile, misery continued among ordinary Syrians displaced by the conflict. Heavy rains flooded makeshift camps in northern Syria where tens of thousands stuck in tents suffered through icy cold and wet conditions. Flooding reportedly forced 25,000 Syrians already living in primitive conditions to pack up their belongings and move to higher ground. ♦

Quel avenir pour les Kurdes de Syrie?

— La décision prise par Donald Trump de retirer les troupes américaines engagées dans le Nord syrien est lourde de conséquences pour les Kurdes de ce pays.

— Parrainés jusque-là par Washington, à la merci d'Ankara, ils recherchent activement la protection de Damas.

— Que représentent aujourd'hui les Kurdes de Syrie?

L'annonce surprise, la semaine passée, du désengagement de leur allié américain sur le terrain laisse dans les rangs des habitants kurdes du nord de la Syrie le sentiment d'une amère trahison. Affaiblie, esseulée sur la scène internationale, la minorité se retrouve à la merci de l'appétence belli-

queuse d'Ankara, prêt à tout pour empêcher la constitution d'un État kurde autonome à sa frontière.

Descendante des Mèdes de l'ancienne Perse, l'ethnie – 25 à 35 millions de personnes, majoritairement sunnites – est écartelée entre quatre pays (voir carte ci-dessous) et d'innombrables factions et partis (lire les repères) incapables de s'entendre sur les modalités de création d'un Kurdistan unifié. Malgré les promesses internationales faites au lendemain de la chute de l'Empire ottoman, celui-ci n'aura jamais vu le jour. Pire, les Kurdes restent perçus comme une menace pour l'intégrité territoriale des pays où ils se sont implantés.

En Syrie, ils ont souffert de décennies de marginalisation et d'oppression de la part du régime. À l'aube de la guerre civile, en 2011, les Kurdes avaient adopté une position de « neutralité » envers le pouvoir et la rébellion, avant de bénéficier du chaos généré par le conflit pour ins-

taller une administration autonome dans des régions du Nord.

Il est difficile d'estimer, aujourd'hui, précisément leur nombre. « En 2011, ils étaient encore près de trois millions – 15 % de la population syrienne –, principalement concentrés autour de Damas, d'Alep et dans le Nord. La guerre a entraîné depuis de nombreux mouvements de population », explique le chercheur Fabrice Balanche, spécia-

Ils devraient être aujourd'hui autour d'un million dans les territoires contrôlés par les FDS, et sont à peine minoritaires dans certains de leurs fiefs.

liste de la Syrie. « Ils devraient être aujourd'hui autour d'un million dans les territoires contrôlés par les Forces démocratiques syriennes (FDS), et sont à peine minoritaires dans certains de leurs fiefs. Beaucoup ont fui vers l'Irak, la Turquie ou l'Europe. »

— Quel a été leur rôle dans le conflit armé?

Depuis le début de la guerre civile, les Kurdes n'ont cessé de s'imposer comme un élément clé de la stratégie américaine dans la lutte contre Daech. Selon les derniers chiffres du Centcom, le Centre de commandement des États-Unis, publiés en août 2017, les miliciens des Unités de protection du peuple (YPG) représentaient alors jusqu'à 30 000 des 50 000 soldats engagés dans les FDS.

« Considérées comme la branche armée du Parti des travailleurs du Kurdistan (accusé par Ankara de livrer une sanglante guérilla sur le sol turc depuis 1984, NDLR), les YPG comptaient alors dans leurs rangs 80 % de Kurdes, et 20 % d'Arabes ne pouvant eux-mêmes exercer des postes stratégiques », précise le géographe, insistant sur le rôle « essentiel » joué par la milice dans la lutte antijihadiste.

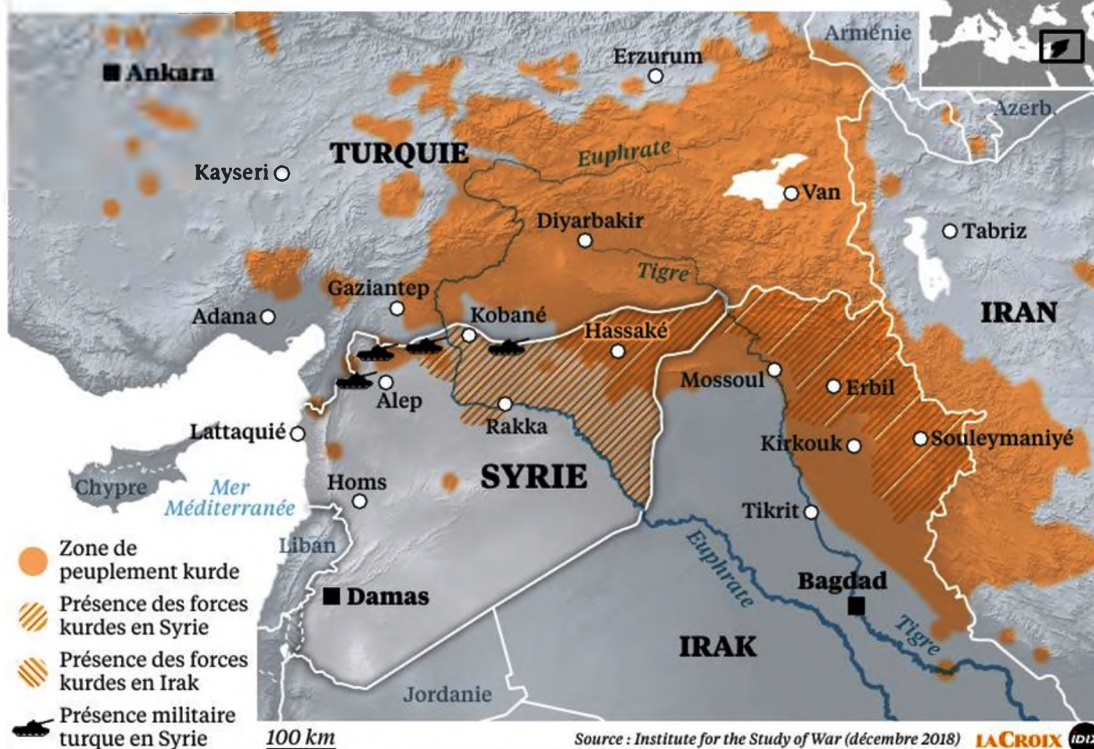
« Les Kurdes sont parvenus à repousser, en janvier 2015, Daech de la ville de Kobané, alors que celle-ci était prête à tomber sous la bannière du califat, poursuit Fabrice Balanche. Cette victoire a été très importante, car elle a permis aux populations locales de dire que le groupe terroriste n'était pas invincible, et a enclenché une vague de contre-offensives en Irak et en Syrie. »

En juillet 2016, les Kurdes, épaulés par la coalition, ont ainsi repris la ville stratégique de Manbij, avant d'engranger une nouvelle victoire, en août 2017, à Hassaké et de reprendre Rakka, capitale syrienne du califat, en octobre. Plusieurs représentants kurdes de l'appareil politique des FDS ont martelé qu'ils entendaient poursuivre, dans les prochains mois, le combat contre Daech, « affaibli mais pas encore vaincu sur le terrain ».

— Que risquent les Kurdes actuellement?

Ces derniers jours, Ankara a massé des chars et des blindés

Les Kurdes au Moyen-Orient



dans le Nord syrien. Mi-décembre, le président Recep Tayyip Erdogan avait en effet brandi la menace d'une nouvelle offensive anti-kurde imminente à l'est de l'Euphrate, « vers Manbidj et au-delà », affichant sa volonté de « s'y débarrasser » de la milice des YPG. Aucun affrontement n'a cependant encore eu lieu.

« À ce stade, les derniers développements relèvent davantage de la manœuvre politique – la Turquie est replacée au centre du jeu régional et dispose de nouveaux atouts diplomatiques avec le retrait américain – que de l'imminence ●●●

« Damas pourrait accepter une sorte de semi-autonomie kurde dans le cadre d'une résolution globale de la crise syrienne. »

●●● d'une intervention militaire : celle-ci pourrait bien avoir lieu, mais certainement dans quelque temps », tempère Didier Billion, chercheur à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris).

« Plutôt qu'une offensive de grande ampleur, elle pourrait surtout prendre la forme d'opérations ponctuelles contre des bases des YPG, notamment parce que les capacités opérationnelles et logistiques de l'armée turque sont réduites aujourd'hui, poursuit le spécialiste de la Turquie. On l'a vu avec la bataille d'Afrin qui a duré plus de deux mois, alors que le président Erdogan avait martelé qu'elle serait l'affaire de quelques jours. »

Baptisée « rameau d'olivier », l'opération turque avait alors permis de reconquérir le fief kurde, en mars 2018, entraînant un grand déplacement de la minorité vers l'est du pays. « Après sa reprise, la Turquie est restée présente dans la ville, mais elle a problématiquement délégué le maintien de l'ordre sécuritaire à des groupes rebelles syriens, composés de milices islamistes parfois peu contrôlables, commettant des abus et des violations des droits de l'homme », alerte encore Didier Billion.

Quels scénarios se présentent désormais à eux ?

Les Kurdes ne semblent plus guère avoir le choix. Affaiblis sur

repères

Des organisations kurdes en première ligne

Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Formé en 1978, ce groupe armé est considéré comme terroriste par la Turquie et une grande partie de la communauté internationale. Il visait à sa création l'indépendance des territoires à population majoritairement kurde du sud-est de la Turquie. Il livre une guérilla sur le sol turc depuis 1984. Ses revendications se sont notamment muées en demandes d'autonomie culturelle au sein d'un système fédéral plus large, et d'amnistie pour ses membres.

Le Parti de l'union démocratique (PYD). Considéré par Ankara comme la branche syrienne du PKK, ce parti politique d'orientation socialiste démocratique revendique le contrôle du Kurdistan syrien, devenu le Rojava, entité fédérale en 2016.

Les Unités de protection du peuple (YPG). Créées en 2011, elles forment la branche armée du PYD, épine dorsale des Forces démocratiques syriennes (FDS) engagées dans la lutte antidjihadiste en Syrie.

le terrain, ils recherchent, face au spectre d'une nouvelle percée turque en Syrie, la protection du régime de Damas. « Historiquement, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a eu des relations très étroites, dès sa fondation à la fin des années 1970, avec les autorités syriennes, qui le percevaient alors comme un élément déstabilisateur pour la Turquie », poursuit Didier Billion.

« Le lien a pu être plus chaotique ensuite, mais il n'a jamais été rompu. Depuis l'été dernier, on sait qu'il y a des relations de haut niveau entre des cadres du PKK, du PYD et des YPG et des représentants de Damas : on ne sait pas encore ce qu'ils négocient, mais il est clair que, dans la période qui s'ouvre, Damas pourrait accepter une sorte de semi-autonomie kurde – toute la question est de savoir à quel degré – dans le cadre d'une résolution globale de la crise syrienne », précise encore le spécialiste.

Pour le chercheur, ce scénario serait acceptable pour la Turquie à la condition – très difficile à

Un check-point de miliciens des Unités de protection du peuple (YPG) à Rojava, dans le nord de la Syrie. Chris Hubby/Le Pictorium



mettre en œuvre – de la « création, à terme, d'une bande de sécurité démilitarisée le long de la frontière turco-syrienne, où les YPG n'auraient aucun droit de cité. » Outre les négociations avec Damas, l'une des dernières cartes restant entre les mains des Kurdes pour cher-

cher le soutien d'autres pays alliés est la détention de centaines de djihadistes européens dans leurs geôles – qu'ils ne pourraient plus contrôler si leurs forces sont mobilisées contre une offensive turque. Jusqu'ici, ils l'ont brandie en vain. Malo Tresca

Les faibles marges de manœuvre de la France

Le retrait américain pose la question de l'avenir de la coalition internationale anti-djihadiste et de la stratégie de la France au Levant.

« Le décret pour la Syrie a été signé », déclarait le Pentagone dimanche 23 décembre. L'ordre de retrait n'a pas tardé après l'annonce de Donald Trump de rapatrier les troupes américaines qui luttent aux côtés des Forces démocratiques syriennes (FDS) contre les djihadistes dans le nord-est de la Syrie. Les conseillers du président américain l'ont toutefois convaincu de procéder à un départ « lent et ex-

trêmement coordonné ».

Malgré cette prudence, le désengagement des États-Unis, qui ont envoyé 2 000 militaires sur le territoire syrien, crée un vide et

« Nous ne savons pas quelle est l'ambition de la France. Elle reste à définir. »

conseiller spécial à la Fondation pour la recherche stratégique.

Une coalition sous une autre forme va-t-elle se dessiner, et avec qui ? La France se maintiendra-t-elle dans le dispositif actuel ou dans un autre ? Elle se retrouve en tout cas isolée face à une équation

complexe. Après avoir vivement critiqué la décision de Donald Trump, et alors que les Kurdes ont demandé à la France de les soutenir sur les plans diplomatique et militaire, le président Emmanuel Macron reste silencieux.

Officiellement, Paris maintient son engagement. En deux tweets publiés jeudi 20 décembre, la ministre des armées Florence Parly a résumé la posture française, avec des arguments déjà énoncés dans le passé. « *Daech est plus affaibli que jamais. (...) Mais Daech n'est pas rayé de la carte, ni ses racines d'ailleurs, il faut vaincre militairement de manière définitive les dernières poches de cette organisation terroriste.* » Et sur le terrain, pas de changement. Le porte-parole de l'état-major des armées, le colonel Patrik Steiger, a expliqué

que « *l'annonce du président américain n'a, à ce stade, aucune incidence sur la continuation de la participation française à la campagne militaire contre Daech au sein de la coalition* ».

Depuis le 19 septembre 2014, la France a mobilisé près de 1 100 militaires dans l'opération Chammal, volet français de l'opération Inherent Resolve en Irak. Le 8 septembre 2015, sur décision du président François Hollande, la zone d'intervention a été étendue à la Syrie. La France participe avec des avions de chasse stationnés notamment en Jordanie et de l'artillerie à la frontière irakienne avec la Syrie. Elle a aussi dépêché des forces spéciales. « *Les Français nous ont renforcés en Syrie avec des forces spéciales au cours des deux dernières semaines* », ré-

vélait le secrétaire américain à la défense Jim Mattis devant le Congrès, le 26 avril 2018 alors que la France n'évoque presque jamais la présence de forces spéciales en opérations.

Estimant que « *le califat physique de Daech* » serait éradiqué « *avant la fin de l'année* », le général François Lecointre, chef d'état-major des armées françaises, faisait part en septembre dernier de ses réflexions pour « *l'après-Inherent Resolve* ». Il retenait alors le scénario d'un passage de relais à l'Otan en Irak. Il évoquait aussi l'hypothèse d'un redéploiement français : « *Je saisisrai chaque opportunité de réduire l'empreinte en opérations, dès lors que celles-ci ne se justifient pas.* »

Le retrait américain vient souligner l'impuissance de la France,

sa perte d'influence et la faiblesse de ses marges de manœuvre. La situation interroge son discours politique. « *Nous ne savons pas quelle est l'ambition de la France. Elle reste à définir. Avec qui ? Pas avec les Turcs, pas avec les Russes, l'Iran et Damas. Le cas échéant avec l'Allemagne, mais elle n'est pas demandeuse, elle ne va pas chercher à provoquer la Turquie. Quant à l'Angleterre, je ne suis pas sûr que ce soit le premier souci des Britanniques en plein Brexit* », note François Heisbourg. Plus largement, la France est contrainte de se poser la question de son autonomie stratégique que la « fiabilité » de son allié américain vient d'ébranler.

Corinne Laurent

Le Monde VENDREDI 28 DÉCEMBRE 2018

Kurdes de Syrie : « Au secours, la France »

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, s'est dit déterminé à « se débarrasser » des milices kurdes en Syrie. Cette menace fait craindre le pire au représentant en France du Rojava, qui appelle à l'aide

Par KHALED ISSA

Comme tous les Kurdes, j'aime la France, je partage son goût pour la liberté, son appétit de justice. Je lui dois beaucoup, à la France. Elle a accueilli, ouvert les bras, donné sa chance, en améliorant ses connaissances, à ce jeune Kurde syrien que j'étais, né dans un village d'une grande pauvreté. Aujourd'hui, je représente mes frères dans votre pays et je vous appelle au secours.

Au sein d'une large coalition, nous nous sommes battus avec force et sagesse, en première ligne, pour chasser l'organisation Etat islamique qui avait envahi un immense territoire, grand comme la Suisse, dans le nord-est de la Syrie. Les pertes ont été très lourdes, nous n'avons pas fini d'enterrer nos jeunes martyrs tombés par milliers. Nous nous battons encore à ce jour avec nos partenaires, Arabes, les membres de la minorité syriaque, entre

autres, pour déloger les djihadistes de leur dernier bastion.

UNE EXTERMINATION REVENDIQUÉE

La France a pleuré, elle aussi, les siens, fauchés par d'épouvantables attentats. Ce combat est le nôtre. Les présidents Hollande et Macron nous ont toujours soutenus et reçus. Ce n'est un secret pour personne, vos forces spéciales sont un appui stratégique indispensable sur le terrain, comme celles des Américains. Après tant d'épreuves, nous espérons vivre en paix, oui, nous espérons...

Cette malédiction kurde qui a fait de nous, si souvent, les oubliés de l'histoire, porte aujourd'hui un nom : Erdogan. Le président turc, qui a déjà envahi le territoire syrien avec une incroyable brutalité, en particulier à Afrin, a signé notre arrêt de mort. Il ne s'agit pas d'une rodomontade. C'est une vraie guerre d'extermination qui se prépare.

Ce 17 décembre, il s'est dit « *déterminé à se débarrasser des Kurdes, la Turquie ayant perdu assez de temps pour intervenir dans ce marécage* ». Les canons turcs ont déjà tonné juste à côté de Kobané, il y a quelques semaines. Le général qui dirigera l'offensive est nommé. Nous nous battons, jusqu'au dernier. Nos combattantes et nos combattants n'ont pas peur de mourir. Ils ont donné plus d'une fois leur sang.

Mais ce moment de l'histoire a ceci de particulier : il ne s'agit pas que d'un risque d'invasion mais, je le répète, d'une extermination revendiquée haut et fort par Er-

dogan. Si vous me faites l'amitié de lire ces lignes, si vous êtes sensibles à notre sort, vous, Français, devez vous poser cette question simple : comment nous aider ? Je ne vous demande pas de faire la guerre à la Turquie, ce ne serait pas réaliste. Qu'il me soit permis ici de formuler trois demandes, essentielles à mes yeux.

Ne pliez pas devant la brutalité d'Erdogan. C'est un dictateur. Ses prisons débordent d'opposants, de journalistes, de magistrats... Les militaires américains et français sont notre meilleur rempart. Surtout, ne partez pas. C'est vital au sens propre. Enfin, notre armement ne nous permet pas de combattre équitablement. Avec des équipements antiaériens, nous aurions sauvé Afrin et évité les massacres, les viols, la déportation préfigurant ce qui risque de nous arriver à grande échelle. Au secours, la France. Merci, la France. ■



Khaled Issa est représentant en France du Rojava, zone autonome kurdo-syrienne

En Syrie, l'imbrroglio des revirements d'alliances

Donald Trump prêt à « ralentir » le retrait des troupes américaines de Syrie



Par Jean-Yves Dana / 31 décembre 2018
www.la-croix.com

Les forces syriennes soutenues par Moscou sont entrées pour la première fois en six ans dans le nord du pays, à l'appel des Kurdes. La Turquie, elle, discute dans le même temps avec la Russie de la manière de « coordonner les actions » sur le terrain.

Manbij, localité de 100 000 habitants à une vingtaine de kilomètres de l'Euphrate et à une trentaine de kilomètres de la frontière turque, se retrouve en cette fin d'année 2018 à la croisée des bouleversements d'alliance qui exacerbent les tensions sur cet échiquier instable qu'est devenu le nord de la Syrie.

Après plus de six ans d'absence, 300 soldats de l'armée syrienne et miliciens pro Bachar Al Assad ont fait leur retour, vendredi 28 décembre, à proximité de cette ville septentrionale du pays, meurtri par près de huit années d'une guerre responsable de 350 000 morts.

UNE « ZONE TAMPON »

Venus pour soutenir les Kurdes qui en avaient fait la demande, ils ont créé une « zone tampon » entre les territoires tenus par des rebelles pro Turcs et la ville de Manbidj – sans entrer encore dans la ville elle-même. Un fait en soi singulier : durant des décennies, le régime Al Assad opprimait les Kurdes vivant sur son territoire, avant de les qualifier de « traîtres » lorsqu'ils contrôlaient, jusqu'à récemment, près de 30 % du territoire syrien, incluant la ville de Raqqa et d'importants champs pétroliers.

À Manbij, la population vit à présent au gré des informations qui lui parviennent : dans l'inquiétude après le retrait annoncé des troupes américaines ; dans la crainte d'une nouvelle offensive d'Ankara, plus menaçante que jamais ; et dans l'attente de savoir quelle

sera l'importance du dispositif syrien sur place ces prochaines semaines.

EN SYRIE, DONALD TRUMP SONNE LA RETRAITE

Le sénateur républicain Lindsay Graham a profité d'un déjeuner avec le président américain pour l'inciter à modérer sa décision de ne plus être « le gendarme du monde ».

Moins de deux semaines après une série de tweets du président Donald Trump annonçant un retrait des troupes américaines de Syrie, le doute s'installe sur le caractère effectif, dans un délai court, de cette décision.

Le coup porté à l'annonce du président américain vient de son propre camp politique. Dimanche 30 décembre, le sénateur républicain Lindsay Graham, souvent présenté comme suffisamment proche de Donald Trump pour pouvoir exprimer des positions divergentes sans essuyer ses foudres, était convié à un déjeuner avec le locataire du Bureau ovale.

Bien connu des Américains pour la liberté de parole dont il use, le sénateur de Caroline du Sud et éphémère candidat à la primaire républicaine de 2016 a eu tout le loisir d'exprimer ses vues à son hôte, à cette occasion.

Les récents rebondissements ont de quoi laisser les habitants aussi angoissés que perplexes. Dix jours après l'annonce par Donald Trump que les Américains se retirait de Syrie, le 19 décembre, au nom de la prétendue défaite de Daech dans le pays, la Russie et la Turquie ont réaffirmé leur volonté de « coordonner leurs actions » sur le terrain, lors de pourparlers organisés samedi 29 décembre à Moscou.

Le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, à l'issue de ces pourparlers, a souligné la nécessité de cette entente « dans ce nouveau contexte avec pour but d'éradiquer la menace terroriste en Syrie ». Son homologue turc Mevlüt Cavusoglu a renchéri, et mis en avant « le désir commun de nettoyer

le territoire syrien de toute organisation terroriste ».

DES « TERRORISTES » DES DEUX CÔTÉS

Difficile d'interpréter ces références communes aux « terroristes », plus encore dans ce « nouveau contexte ».

D'une part, l'annonce turco-russe suit de 24 heures l'entrée de soldats pro Bachar dans ce nord syrien hautement stratégique après l'appel des Unités de protection du peuple – YPG, principale milice kurde de Syrie – dominatrices au sein des Forces démocratiques syriennes (FDS) en première ligne contre Daech. Or ces milices kurdes se trouvent depuis la mi-décembre sous la menace directe d'une offensive d'Ankara, qui les qualifie régulièrement de « terroristes ».

D'autre part, la Russie est, avec l'Iran, le principal allié du régime de Damas. La Turquie, elle, soutient les rebelles qui tiennent toujours la province d'Idlib, au nombre desquels les djihadistes du groupe Hayat Tahrir al-Sham, ex-branche syrienne d'Al-Qaïda. Un groupe classé comme terroriste par l'ONU, les États-Unis, l'Union européenne... et la Syrie.

CAMPAGNE DE TERREUR ET ESPRIT DE RÉSISTANCE À IDLIB

Ankara, logiquement, a vite dénoncé la décision de Damas de se déployer militairement dans le Nord syrien. Pour la Turquie, les forces kurdes n'avaient « pas le droit » de faire appel au régime. Moscou en revanche a salué ce déploiement « positif » contribuant à une « stabilisation de la situation ».

Une « stabilisation » aux lourdes conséquences. Le régime de Bachar Al Assad contrôlait jusqu'ici près des deux tiers du pays. Il semble bien parti pour reprendre le contrôle du tiers restant, dans le Nord sous domination kurde.

Garants du processus de paix d'Astana à l'œuvre depuis janvier 2017 pour trouver

⇒ une solution politique en vue du règlement du conflit, Russie, Iran et Turquie, ont mis un nouveau sommet à l'ordre du jour pour le début de 2019. Pas sûr qu'ils lèvent les ambiguïtés entre eux pour autant.

MENACE SUR LES KURDES

« Si nous partons maintenant, les Kurdes vont être massacrés », a ajouté le sénateur, pas dupe de la stratégie turque dans le nord de la Syrie. À la suite d'un échange téléphonique, le 14 décembre, entre le président turc Erdogan et son homologue américain, Ankara, selon Donald Trump, aurait convaincu Washington de sa capacité à

relayer les Américains afin d'éradiquer les dernières poches djihadistes sur place.

En réalité, l'armée turque se déploie depuis plusieurs jours à sa frontière syrienne en vue de lancer une offensive contre la milice kurde YPG, en première ligne contre Daech, qu'Ankara accuse d'être une extension du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qualifié de « terroriste ».

Jusqu'ici, la présence des 2 000 Américains dans la région a dissuadé les Turcs de lancer leur offensive. Mais l'annonce de leur départ par Donald Trump a eu pour conséquence de créer de nouveaux jeux d'al-

liance : les Russes et les Turcs se sont entendus, le 29 décembre à Moscou, pour « coordonner leurs actions » en Syrie, tandis que Bachar Al Assad, appelé à l'aide par les Kurdes, est remis en selle.

Les États-Unis, par leur décision de ne plus jouer aux « gendarmes », font ainsi le jeu du régime syrien et de ses soutiens Iraniens et Russes, voire des franges djihadistes elles-mêmes, de Daech ou de Hayat Tahrir al-Cham (ex-Front Al-Nosra, émanation d'Al-Qaida), qui profiteraient du chaos suscité par la mise en perdition des Kurdes. ♦



29 décembre 2018

Syrie : après le retrait américain, la Turquie et la Russie prêts à "coordonner" leurs actions

Paris Match | Publié le 29/12/2018
La Rédaction, avec AFP
www.parismatch.com

Des pourparlers ont eu lieu à Moscou entre la Russie et la Turquie pour évoquer l'avenir de la Syrie, alors que le retrait des forces américaines provoque déjà des revirements d'alliance.

La Russie et la Turquie ont convenu samedi, au cours de pourparlers à Moscou, de "coordonner" leurs actions sur le terrain en Syrie dans le contexte du retrait annoncé des forces américaines, qui provoque déjà des revirements d'alliances. La décision de Donald Trump a fait bouger les lignes changeantes d'un conflit dont la complexité n'a cessé de s'accroître depuis 2011 puisque les Kurdes, soutenus par les troupes américaines jusqu'alors et menacés par la Turquie, ont appelé à l'aide l'armée de Bachar al-Assad, qui est entrée vendredi dans une région du nord.

Cette avancée du régime syrien a réjoui son allié russe mais provoqué la colère d'Ankara et c'est dans ce contexte qu'une délégation turque s'est rendue samedi à Moscou pour des discussions réunissant ministres des Affaires étrangères, de la Défense et responsables du renseignement des deux pays. "Nous sommes tombés d'accord sur le fait que les représentants militaires russes et turcs sur le terrain vont continuer de coordonner leurs actions dans ce nouveau contexte avec pour but d'éradiquer la menace terroriste en Syrie", a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov à l'issue des pourparlers.

"Nous avons discuté de la manière dont nous allons coordonner notre travail en commun dans le contexte" du départ des Américains, a confirmé son homologue turc Mevlüt Cavusoglu. "Nous avons le désir commun de

nettoyer le territoire syrien de toute organisation terroriste". M. Lavrov s'est dit "optimiste" après ces discussions qui ont notamment impliqué, outre M. Cavusoglu, les ministres turc et russe de la Défense Hulusi Akar et Sergueï Choïgou.

L'ARMÉE DE BACHAR AL-ASSAD EST ENTRÉE À MINBEJ

Ces pourparlers interviennent après l'annonce la semaine dernière par le président Donald Trump du retrait des militaires américains de Syrie. Illustration des revirements d'alliances que cette décision provoque : l'armée de Bachar al-Assad est entrée vendredi dans la région septentrionale de Minbej, en réponse à un appel à l'aide des forces kurdes qui font face à des menaces d'offensive de la Turquie.

C'est la première fois en six ans que les forces syriennes retournent près de Minbej, sur fond de multiplication, avec l'aide cruciale de l'allié russe, des victoires militaires du régime de Damas qui semble sur la bonne voie pour briser son isolement diplomatique.

La Turquie a dénoncé le déploiement près de Minbej de ces troupes, estimant que les forces kurdes n'avaient "pas le droit" de faire appel à elles. Le Kremlin l'a pour sa part jugé vendredi "positif", estimant que cela contribuait à une "stabilisation de la situation".

Samedi, un correspondant de l'AFP sur place n'a vu aucune trace de troupes syriennes dans la ville même de Minbej mais les forces locales étaient mises en état d'alerte, renforçant leurs contrôles dans cette cité stratégique près de la frontière turque.

LA RUSSIE EST AVEC L'IRAN LE PRINCIPAL ALLIÉ DU RÉGIME DE DAMAS

La Russie est avec l'Iran le principal allié du régime de Damas, tandis que la Turquie est un soutien majeur des rebelles. Les trois pays sont les garants du processus de paix d'Astana, mis en oeuvre en janvier 2017 sans implication de Washington et qui a progres-



Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov à Moscou, le 28 décembre 2018. Vasily MAXIMOV / AFP

sivement éclipsé les négociations sous égide de l'ONU.

Ce processus peine cependant à aboutir à un règlement politique d'un conflit qui a fait plus de 360.000 morts depuis 2011. "Comme par le passé, nous allons poursuivre le travail actif et la coordination avec nos collègues russes et iraniens pour accélérer le règlement politique en Syrie", a assuré M. Cavusoglu.

La Russie et la Turquie ont également promis de coopérer pour favoriser le retour des réfugiés syriens dans leurs foyers et de leur fournir une aide humanitaire, ainsi que de continuer le travail en vue de la création d'une zone démilitarisée à Idleb, le dernier bastion des rebelles en Syrie. Un sommet sur la Syrie réunissant les présidents russe, turc et iranien est prévu pour début 2019 en Russie, selon Moscou.

Le précédent sommet entre les trois présidents a eu lieu en septembre en Iran. Les divergences entre Vladimir Poutine, Hassan Rohani et Recep Tayyip Erdogan concernant le sort de la province d'Idleb étaient alors apparues au grand jour. ■

Face à la menace turque, les Kurdes s'en remettent à Al-Assad

L'armée régulière syrienne a progressé vendredi dans le nord du pays, autour de Minbej, jusque-là contrôlé par les Kurdes. Ceux-ci redoutent une offensive turque depuis le retrait des troupes américaines.

Par
NELLY DIDELOT

Les forces de Damas se sont déployées vendredi matin autour de la ville de Minbej, tenue jusque-là par les forces kurdes des Unités de protection du peuple (YPG). Les Kurdes avaient appelé peu avant le régime syrien à envoyer ses troupes dans les régions qu'ils contrôlaient dans le nord du pays et dont ils viennent de se retirer face aux menaces d'offensive turque. D'après les informations de l'AFP, il semble que les 300 combattants du régime d'Al-Assad soient restés en bordure de la ville, bien que Damas ait affirmé y avoir déployé le drapeau national. «Un vrai coup de théâtre», selon Didier Billion, directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris). Depuis l'annonce surprise de Donald Trump du retrait américain de Syrie, la semaine dernière, les YPG alertaient sur leur situation. «La seule raison pour laquelle le territoire attenant [d'Afrin] n'a pas été envahi est la présence des troupes américaines du côté kurde», expliquait Boris James, chercheur à l'Institut français du Proche-Orient, à *Libération*. Ankara est farouchement opposé à la constitution d'une entité kurde à ses frontières. Elle considère le Parti de l'union démocratique (PYD), qui contrôle la région, comme un



Des combattants kurdes devant des portraits de soldats tués par l'Etat islamique, le 28 mars, à Minbej, en Syrie. |

PHOTO HUSSEIN MALLA. AP

groupe terroriste et refuse que sa branche armée soit déployée le long de la frontière.

La menace s'est précisée ces derniers jours, lorsque la mobilisation de groupes combattants de rebelles syriens encadrés par les Turcs, et de ponts flottants permettant la traversée de l'Euphrate, ont été signalés à proximité de Minbej. Contrairement à Afrin, d'où les YPG ont été délogés l'an dernier par des forces turco-syriennes, Minbej n'est pas une zone kurde. «La ville est arabe à 80 %. J'étais sur place début 2018 et la population affirmait ne pas vouloir être rattachée à une région kurde», explique Fabrice Balanche, géographe à l'université Lyon-2.

«**Tampon**». Privés d'appui populaire local, du soutien américain – qui leur avait permis de libérer la ville de l'Etat islamique et de l'occuper depuis 2016 –, et de leurs unités sur place, parties combattre l'EI plus à l'est, les YPG semblent avoir considéré que leur position était trop fragile pour résister à un éventuel assaut turc. «On peut supposer que les Kurdes cherchent à créer une forme de zone tampon.

Minbej constitue une porte d'entrée vers le Kurdistan historique. Si les Syriens s'y implantent vraiment, cela obligerait les forces turques à traverser une zone tenue par Damas pour s'en prendre aux YPG», analyse Olivier Grojean, maître de conférence en sciences politiques à l'université Paris-I-Sorbonne.

En ouvrant les portes de la ville aux hommes d'Al-Assad, les forces kurdes n'opèrent pour autant pas de véritable renversement d'alliance. Depuis le début de la guerre civile en 2011, les Kurdes syriens ont adopté une position neutre, entre le pouvoir et la rébellion, qui leur a permis de gagner un contrôle grandissant de leurs régions d'implantation traditionnelles. «Le PKK a été hébergé en Syrie dans les années 80 et 90 par le père de Bachar al-Assad. Cet héritage a joué au début de la guerre civile, quand les Kurdes se sont placés en position de neutralité, même si les relations étaient plus conflictuelles dans les années 2000, rappelle Olivier Grojean. Depuis 2012, et son retrait du Kurdistan, le régime a ménagé les Kurdes pour éviter qu'ils ne tombent

dans la rébellion. Le PYD est rentré dans une collaboration tactique avec Damas.» Une collaboration qui a continué même après leur participation à la coalition internationale. «Depuis 2016, ils s'appuient de plus en plus sur les Etats-Unis, mais ça ne les empêche pas de collaborer avec le régime. Ils ont par exemple participé au siège d'Alep-est en coupant certaines routes», précise Fabrice Balanche.

«**Arbitre**». Le président turc Erdogan s'est empressé de réagir à la nouvelle, en affirmant que la Turquie n'avait plus rien à faire à Minbej, si les «organisations terroristes» l'avaient quitté. Mais il a également mis en doute le contrôle de la ville par le régime de Damas, estimant qu'il pouvait s'agir d'une «opération psychologique». Vendredi, les rebelles syriens soutenus par la Turquie annonçaient faire route vers Minbej, pour montrer qu'ils étaient «totalement prêts» à combattre en cas de besoin. La Russie, soutien officiel d'Al-Assad, s'est, elle, félicitée de l'entrée de l'armée syrienne dans la ville, jugeant qu'elle contribuait à une «stabilisation de la situation». «Les Russes ont une vraie influence sur la Syrie comme sur la Turquie mais ils ont aussi de bonnes relations avec le PYD. La nouvelle donne créée par l'annonce du retrait kurde au profit de Damas laisse penser que désormais tout va se jouer sur le terrain politique. Personne n'est capable d'imposer la totalité de ses vues aux autres acteurs, même par la force, explique Didier Billion. Cela va laisser Moscou en position d'arbitre entre les demandes kurdes – probablement la reconnaissance d'une zone autonome – et les exigences turques, probablement une zone neutre le long de la frontière interdite d'accès aux YPG.»

Le crépuscule du « moment kurde » ?

Le Livre



LES KURDES. UN PEUPLE SANS ÉTAT EN 100 QUESTIONS
de Boris James et Jordi Tejel Gorga
éd. Tallandier,
377 pages,
16,50 €

L'histoire d'une nation n'est jamais simple à raconter et à décrypter. Surtout quand celle-ci traverse le temps et l'espace depuis des millénaires et se trouve aujourd'hui principalement divisée sur plusieurs Etats : les Kurdes sont, dans ce cas, partagés entre la Turquie, la Syrie, l'Iran et l'Irak, autant dire assis sur une marmite que l'actualité réchauffe toujours un peu plus à chaque pic de violence au Proche-Orient. C'est pourtant le pari que se sont lancé Boris James, chercheur à l'Institut français du Proche-Orient et ancien responsable de son antenne à Erbil (Kurdistan irakien), et Jordi Tejel Gorga, professeur titulaire à l'université de Neuchâtel (Suisse), dans *Les Kurdes. Un peuple sans Etat en 100 questions*, livre consacré à ce peuple dont les origines remontent à la haute Antiquité.

Le résultat est d'autant plus éclairant et percutant que la collection « Un peuple en 100 questions » peut parfois conduire à la simplification ou à un choix arbitraire d'occurrences, en prenant au passage quelques libertés avec l'Histoire. Mais là, les deux auteurs, fins connaisseurs de la question, ont contourné les généralités et proposé une plongée dans le monde kurde aussi passionnante qu'inquiétante. Passionnante, car le sens commun se limite trop souvent à pré-

senter un profil kurde incarné par le peshmerga ou la combattante, alors que la société sort peu à peu de son moule traditionnel sous l'effet d'une forte diversité culturelle (cinéma, littérature et musique), trop souvent oubliée ou négligée. Inquiétante, car les Kurdes ont toujours été ballottés par l'histoire des empires rivaux et sont devenus les orphelins du système international depuis l'entre-deux-guerres.

TECTONIQUE DES PLAQUES GÉOPOLITIQUES

C'est contre cette tectonique des plaques géopolitiques et l'ordre mondial que les Kurdes se battent depuis des décennies afin d'obtenir une reconnaissance internationale qui va au-delà d'un vague droit à l'existence qu'on leur lance trop souvent au visage pour les rassurer, comme s'ils n'avaient pas droit eux aussi à l'autodétermination, surtout quand leurs armes servent de rempart contre la barbarie de l'organisation Etat islamique et constituent ainsi les premières lignes de défense de la civilisation contre la barbarie.

Le « moment kurde » auquel nous assistons depuis la chute de Saddam Hussein en Irak en 2003 et la guerre en Syrie en 2011 se heurte cependant à la logique souverainiste des deux vieux Etats de la région, l'Iran et la Turquie. Les deux auteurs l'expliquent avec précision quand ils abordent l'évolution de la question kurde dans ces deux anciennes puissances impériales, notamment la Sublime Porte, qui multiplie les déclarations d'intervention au Rojava (Kurdistan syrien), après le retrait annoncé des troupes américaines et après avoir pris possession de la poche d'Afrin, dans le nord de la Syrie, au début de l'année 2018.

Ni fatalistes ni dupes, les Kurdes savent pourtant que les Occidentaux ne sont pas fiables, que leur promesse de liberté universelle et de solidarité ne peut pas tromper la vigilance de la chaîne du Zagros. Car comme le dit l'adage : « Les seuls amis des Kurdes sont les montagnes. » ■

GAÏDZ MINASSIAN

La France mise hors jeu dans le conflit syrien

Analyse

MARC SEMO
Service International

Les militaires des forces spéciales françaises ont ostensiblement patrouillé, le week-end de Noël, dans les rues de Manbij. Depuis, redevenus plus discrets, les 4 x 4 ornés du drapeau tricolore étaient là pour bien signifier que, malgré l'annonce du retrait américain, ils restent, au moins pour le moment, déployés dans le nord-est de la Syrie et en premier lieu dans cette petite ville à l'ouest de l'Euphrate qui depuis des mois est le lieu d'un bras de fer entre les forces turques, les milices arabo-kurdes des Forces démocratiques syriennes et les troupes du régime d'Assad. Au-delà de ce geste symbolique, la France n'a pourtant jamais semblé autant isolée sur ce dossier, alors même que les Kurdes syriens demandent au président français un soutien diplomatique, voire une protection militaire.

« Un allié se doit avant tout d'être fiable », a lancé Emmanuel Macron à N'Djamena, le

23 décembre, taclant ouvertement son homologue américain pour son désengagement de Syrie, imposé contre sa propre administration et prenant de court tous ses alliés. A commencer par la France, alors même que son président pensait avoir réussi à le convaincre de rester. Paris insiste notamment sur la protection des forces arabo-kurdes qui ont joué un rôle crucial contre les djihadistes. La France pourra-t-elle néanmoins se montrer elle-même « fiable » vis-à-vis de ces alliés, alors même qu'Ankara masse ses forces le long de la frontière et que les Kurdes négocient avec le régime syrien un accord chaudement appuyé par Moscou ?

Sans les Américains, rien n'est possible. « Nous ne pouvons pas rester s'ils partent et nous n'avons d'ailleurs même pas les moyens de partir sans eux », soupire une source proche du dossier. Les forces françaises dépendent de leurs partenaires d'outre-Atlantique, y compris pour les évacuations par hélicoptère des blessés. Quelque 200 hommes sont impliqués dans cette opération très spécifique au sein de l'opération « Chamal », quelque 1100 hommes, ainsi que des moyens aériens et des bateaux déployés depuis septembre 2014

dans le cadre de la coalition internationale contre l'organisation Etat islamique (EI).

« LES NATIONS UNIES COURT-CIRCUITÉES »

La volte-face américaine met crûment en lumière l'impasse de la politique syrienne de la France. Paris avait d'autant plus misé sur la coopération avec Washington que l'administration Trump semblait nettement plus engagée sur la Syrie que celle de son prédécesseur, n'hésitant pas, par deux fois, à ordonner des frappes contre des installations du régime en représailles contre des attaques chimiques. « La priorité des autorités françaises est de terminer la destruction de Daech [acronyme arabe de l'EI], mais, au-delà de cet objectif, on voit mal ce que peut et surtout ce que veut faire la France en Syrie », s'interroge Marc Pierini, ancien ambassadeur de l'Union européenne à Damas et à Ankara, désormais chercheur à Carnegie Europe, relevant qu'en outre « les Nations unies elles-mêmes sont désormais court-circuitées par la Russie, la Turquie et l'Iran ».

La demande de soutien des représentants du Rojava – la région kurde syrienne – s'enracine dans une forte relation franco-kurde remontant aux années Mitterrand. Ce fut la

France qui, en avril 1991, après la première guerre du Golfe et l'écrasement dans le sang par Saddam Hussein de la grande révolte kurde, prit l'initiative au nom du droit d'ingérence humanitaire d'une résolution – la 688 – au Conseil de sécurité. Celle-ci instaurait une zone d'exclusion aérienne dans le nord de l'Irak, garantie par les Occidentaux, et la création d'une entité régionale kurde indépendante de facto de Bagdad.

Un tel scénario est inimaginable sur la Syrie. Quelles que soient les dérives autocratiques de son raïs et sa volonté de briser les milices kurdes syriennes, qu'elle accuse d'être organiquement liées aux rebelles kurdo-turcs du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), la Turquie de Recep Tayyip Erdogan, pilier du flanc sud-est de l'OTAN et pays candidat à l'UE n'est pas l'Irak de Saddam Hussein.

En outre, le président américain, en rappelant que les États-Unis ne veulent plus être « *le gendarme du monde* », lui a sous-traité la lutte pour l'éradication de ce qui reste de l'EI. « *Il n'est pas encore clair si Donald Trump se retire seulement de Syrie ou s'il veut le faire de tout le*

SANS LES AMÉRICAINS, RIEN N'EST POSSIBLE. « NOUS NE POUVONS PAS RESTER S'ILS PARTENT », SOUPIRE UNE SOURCE PROCHE DU DOSSIER

Moyen-Orient, mais le processus est amorcé», relève Michel Duclos, conseiller spécial de l'Institut Montaigne. Le premier bénéficiaire en est la Russie de Vladimir Poutine, qui, forte de son rang retrouvé de grande puissance grâce à son intervention militaire syrienne à l'automne 2015, est désormais la seule à parler avec tous les protagonistes directs ou indirects d'une guerre civile syrienne de plus en plus régionale. La marge de manœuvre des

autorités françaises dans un tel contexte est pour le moins limitée.

Une fois acté le retrait américain, avec qui pourraient-elles agir? Il est toujours hors de question de coopérer avec le régime d'Assad ou avec son parrain iranien. Avec la Russie, les relations restent marquées par la méfiance. Le partenaire le moins illogique serait donc la Turquie. Au début du conflit, Paris et Ankara étaient les plus grands soutiens de la rébellion. Ensuite, les ambiguïtés du pouvoir islamo-conservateur turc vis-à-vis des djihadistes et la carte kurde jouée par Paris comme par Washington ont changé la donne.

La Turquie est redevenue incontournable. Ce qu'a rappelé son ministre des affaires étrangères, Mevlüt Cavusoglu, en déclarant que le maintien de forces françaises pour soutenir les milices kurdes « *ne serait bénéfique pour personne* », tout en soulignant que leur maintien « *pour contribuer à l'avenir de la Syrie* » pourrait être positif. Des menaces inacceptables pour Paris, qui se trouve néanmoins complètement hors jeu. ■

Le Monde DIMANCHE 30 - LUNDI 31 DÉCEMBRE 2018

Ankara veut l'aval de Moscou pour « en finir » avec les Kurdes de Syrie

La Turquie et la Russie cherchent une stratégie après le retrait américain

ISTANBUL - correspondante

Paris de court par l'annonce du retrait américain de Syrie, Moscou et Ankara « *sont tombés d'accord* » pour coordonner leurs actions à l'est de l'Euphrate, après le départ, sans calendrier précis pour le moment, des forces américaines présentes sur le terrain. « *La Turquie et la Russie discutent de qui mettra la main sur les territoires laissés par les Américains* », résumait le site d'information *Annanews.com*, proche de l'armée russe.

Rien de concret n'est ressorti de la rencontre entre officiels turcs et russes à Moscou, samedi 29 décembre. « *Nous avons le désir commun de nettoyer le territoire syrien de toute organisation terroriste* », a souligné Mevlüt Cavusoglu, le ministre turc des affaires étrangères après des entretiens avec son homologue russe, Sergueï Lavrov. Tout sourire, ce dernier s'est dit « *optimiste* » sur l'avenir de la coopération entre les deux partenaires en Syrie.

L'optimisme des deux pays tranche avec les tensions obser-

vées sur le terrain, où les forces kurdes YPG, ex-protégées des Américains dans la lutte contre les djihadistes de l'organisation Etat islamique (EI), font face à des menaces d'attaque de la part de la Turquie. Depuis la mi-décembre, le président Recep Tayyip Erdogan et son ministre de la défense, Hulusi Akar, n'ont eu de cesse de menacer les YPG d'une offensive pour les déloger des territoires qu'elles contrôlent de part et d'autre de l'Euphrate.

Maintien de la pression militaire
Samedi matin, alors que la délégation turque s'appropriait à s'envoler pour Moscou, de nouveaux blindés turcs ont été acheminés vers Sanliurfa, le long de la frontière turco-syrienne, où un dispositif militaire est en place depuis plusieurs semaines déjà.

Ankara continue de maintenir la pression militaire à la frontière et dans la région de Manbij, tout en négociant ferme avec ses alliés pour mieux tirer son épingle du jeu dans le nouvel ordre qui se dessine en Syrie. Car malgré son apparente victoire diploma-

tique, M. Erdogan, courtoisé par Washington et par Moscou, se retrouve dans une position délicate.

Si le retrait américain lui laisse le champ libre pour, comme il le clame, « *en finir* » avec les KYPG kurdes, il lui est impossible de lancer son offensive dans le nord-est de la Syrie sans l'aval de la Russie, le principal soutien militaire de Bachar Al-Assad. Or, Moscou veut voir les territoires laissés par les Américains passer sous le contrôle du régime syrien. « *Les zones évacuées par les Américains devront être reprises par Damas* », a expliqué Maria Zakharova, la porte-parole du ministère russe des affaires étrangères, mercredi 26 décembre.

Le président turc semble s'être fait à cette idée. « *Notre principal objectif est que les organisations terroristes partent* », et, en ce cas, « *nous n'aurions plus rien à y faire* », déclarait-il deux jours plus tard. Son principal souci n'est pas Damas, mais la perspective de voir émerger à sa frontière une région autonome kurde gérée par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), devenu la bête noire d'Ankara en raison de la guérilla qu'elle mène depuis 1984 contre l'armée turque.

« *Que Damas, après le départ des Américains, reprenne le contrôle des régions kurdes du nord de la Syrie, pourrait être vu comme un moindre mal par Ankara* », explique un diplomate sous le couvert de l'anonymat. A condition que la Russie et l'Iran, ses partenaires au sein du groupe d'Astana censé ramener la paix en Syrie, lui offrent

des garanties pour sa sécurité.

La Turquie fera tout ce qui est en son pouvoir pour empêcher la création d'une région kurde, ou même l'ébauche d'une continuité territoriale kurde dans le nord de la Syrie. Elle mise plus que jamais sur la création de « *zones tampons* » dans les régions majoritairement peuplées d'Arabes à la frontière turco-syrienne. Ses revendications seront au menu du prochain sommet du groupe d'Astana, qui devrait se dérouler en Russie début janvier.

Les tractations diplomatiques s'intensifient. John Bolton, le conseiller à la sécurité nationale du président américain, Donald

La Turquie fera tout son possible pour empêcher la création d'une région kurde

Trump, est attendu à Ankara les 8 et 9 janvier pour évoquer les détails du retrait. Pour Ankara, la question centrale est celle des armes livrées en 2017 par le Pentagone aux forces kurdes en vue de la prise de Rakka, la capitale auto-proclamée de l'EI. Elles devraient être reprises par les Américains au moment de leur retrait, insistent les diplomates turcs. Une restitution qui s'annonce improbable. Alors qu'aucun calendrier de retrait n'a encore été rendu public, l'agence Reuters a indiqué vendredi que le Pentagone recommandait à la Maison Blanche de les laisser sur place. ■

MARIE JÉGO

Syria's Kurds, Feeling Betrayed by the U.S., Ask Assad Government for Protection

By Ben Hubbard Dec. 28, 2018
<https://www.nytimes.com>

BEIRUT, Lebanon — Feeling betrayed by the United States, its Kurdish allies in Syria asked the Syrian government on Friday to protect them from possible attack by Turkey.

The request surprised some American officials and could help open the way for the forces of President Bashar al-Assad of Syria, backed by Russia and Iran, to start retaking the Kurdish-held part of the country near Turkey's border.

That would be a big step toward Mr. Assad's goal of reclaiming all of Syria, upended by almost eight years of war.

It was also the first sign that President Trump's abrupt announcement last week that he was withdrawing American troops from Syria was not only shifting alliances in the conflict but directly benefiting Mr. Assad — a brutal autocrat once described by Mr. Trump as an "animal" responsible for chemical attacks and other atrocities.

American-backed Kurdish People's Protection Units, or Y.P.G., said the Syrian government should send troops to the city of Manbij, near the Turkish border.

The request amounted to a United States ally calling on an enemy of the United States to protect it from another American ally, Turkey.

The Kurdish militias are regarded by Turkey as dangerous, autonomy-minded insurgents. The United States regards them as valuable partners in helping rout Islamic State extremists from Syria — the original purpose of the American military deployment four years ago.

Although the American troops in Syria



Turkish-backed Syrian fighters gathered in the area of Sajur near Manbij, Syria, on Friday. Credit: Alkaseb/Agence France-Presse — Getty Images

number only about 2,000, they have been a deterrent to an assault on the Kurdish militias by the Turks. The American presence also discouraged Mr. Assad's forces from sweeping into the area even as they retook major areas elsewhere from anti-government fighters, often with the support of Russia and Iran.

With the request for help on Friday, the Kurds invited Mr. Assad into at least some of those areas that he had coveted.

Some American officials were taken aback by the Kurdish announcement, voicing frustration and anger to their Kurdish counterparts, according to a senior American official. There was no consultation or coordination, the official said.

While the United States understands the Kurdish motivation to open discussions with the Assad government, the official said, the Kurdish position did not necessarily reflect views of Arab members of the Kurdish-Arab coalition fighting the Islamic State in eastern Syria, and said it amounted to a unilateral bar-

gaining gambit.

The Kurdish-led militias control about one-quarter of Syria's territory, including valuable agricultural land and oil reserves in the north and east of the country.

Kurdish control is opposed not only by the Turks, but also by the government of Mr. Assad as well as its Russian and Iranian backers, who want the territory to fall back under the control of Damascus.

Mr. Trump's surprise announcement that he would pull American troops had raised fears of a scramble by competing forces to exploit the resulting vacuum.

Through their alliance with the United States, Syria's Kurds gained unprecedented military and political power during the war. As Islamic State fighters were pushed back, the Kurds often filled the political gap left behind, establishing councils to run local affairs.

But aware that the United States could eventually withdraw, they also began talks with the Syrian government about reconciling. ●

REUTERS

Let down by U.S., Syrian Kurdish leaders look to Russia and Assad

December 27, 2018 Ellen Francis BEIRUT (Reuters) -

ALARMED by a U.S. decision to leave Syria, Kurdish leaders who run much of the north are urging Russia and its ally Damascus to send forces to shield the border from the threat of a Turkish offensive.

Their call for a return of Syrian government forces to the border, which Kurdish fighters have held for years, points to the depth of their crisis in the wake of U.S. President Donald Trump's abrupt decision to withdraw forces.

While little has changed on the ground yet - U.S. forces are still deployed and Trump says the pullout will be slow - Kurdish officials are scrambling for a strategy to protect their region from Turkey before the United States leaves.

Talks with Damascus and Moscow appear to be the focus for the Kurdish leadership. Their worst fear is a repeat of a Turkish attack that drove

Kurdish residents and the YPG militia out of Afrin city in the northwest earlier this year.

They are also trying to convince other Western countries to fill the vacuum when Washington withdraws some 2,000 troops whose presence in northern and eastern Syria has deterred Turkey so far.

The territory at stake spans about a quarter of Syria, most of it east of the Euphrates River, controlled by the Syrian Democratic Forces (SDF), an umbrella group dominated by the Kurdish YPG. The area borders Iraq to the east and includes three major cities - Qamishli, Hasaka and Raqqqa.

The SDF has been Washington's main Syrian partner in the fight with Islamic State, but Turkey views the YPG fighters that form its backbone as a threat and has vowed to crush them.

Officials from northern Syria, who went to Moscow last week, will soon make another trip, hoping Russia will push Damascus to "fulfill its

sovereign duty”, top Kurdish politician Aldar Xelil told Reuters.

“Our contacts with Russia, and the regime, are to look for clear mechanisms to protect the northern border,” said Xelil, an architect of autonomy plans in northern Syria. “We want Russia to play an important role to achieve stability.”

ISLAMIC STATE THREAT

President Bashar al-Assad, already in command of most of Syria with help from Iranian and Russian allies, has vowed to recover the SDF territory. The region, rich in oil, water and farmland, is seen as important to Syria’s reconstruction.

Although the autonomy they seek is at odds with Damascus, Kurdish forces have largely avoided direct conflict with the government during the war, at times even fighting common foes. They held political talks this summer that went nowhere.

But with their negotiating position severely weakened by Trump’s move, Kurdish authorities may be in a race against time to cut a deal as Turkey threatens to launch its offensive east of the Euphrates River.

Turkey views the YPG as an extension of the outlawed Kurdish PKK movement which has been waging a 34-year-long insurgency in southeastern Turkey. Ankara has drawn on Syrian rebel proxies to help fight the YPG in the north.

Fearing the U.S. announcement could open the way to the Turkish attack, the SDF has been warning of the threat Islamic State still poses. It has cautioned European states that foreign Islamic State jihadists in its prisons could escape and return to mount attacks at home.

“To repel a Turkish attack, we are discussing various options ... We have made contact with Russia, France and European Union countries to help,” said Badran Jia Kurd, a senior Kurdish official who went to Moscow last week for talks with Russian foreign ministry officials.

“It is the responsibility of the Syrian government to protect the borders of this region and this is under discussion,” he told Reuters.

POLITICAL SETTLEMENT

In Turkey’s last assault in Afrin earlier this year, the SDF felt let down by Russia, believing it had given assurances that Turkey would not attack the region.

Turkey-backed Syrian rebels say they have been mobilizing to launch the next offensive, with their first target the town of Manbij that borders the territory under their control.

U.S. forces are still patrolling near Manbij and nothing has changed so far, said Sharfan Darwish, spokesman for the SDF-allied Manbij Military Council that holds the town. But in coordination with the council, the government and Russia sent forces near the town on Tuesday, he said.

Top Syrian Kurdish politician Ilham Ahmed, who held talks with Damascus earlier this year, said contacts with the state had never stopped.

“We are now in the phase of launching a new initiative,” she told a tribal meeting in Raqqa on Wednesday. “We will try by all means to put pressure on this regime to carry out a political settlement so that we preserve the dignity of Syrian citizens.” ●

the guardian

28 December 2018

Syrian troops mass at edge of Kurdish town threatened by Turkey

Kurdish appeal for help follows Trump’s surprise decision to pull US military out of Syria

Bethan McKernan Middle East and Turkey correspondent
Fri 28 Dec 2018
<https://www.theguardian.com>

Syria’s military has arrived at the frontline of the flashpoint town of Manbij, after Kurdish fighters appealed to Damascus for help against the threat of attack by Turkey in the face of the withdrawal of US troops from the area.

It was not immediately clear whether US personnel, who are based in the town and have been patrolling Manbij and the tense frontline between it and adjacent towns where Turkey-backed fighters are based, were still present. The US-led coalition against Isis did not respond to a request for comment.

“We invite the Syrian government forces ... to assert control over the areas our forces have withdrawn from, in particularly Manbij, and to protect these areas against a Turkish invasion,” a statement from the People’s Protection Units (YPG) said.

The Syrian army had already mobilised before the public Kurdish invitation. It said on Friday morning that units had entered the town on the western bank of the Euphrates.

Turkish-backed Syrian fighters arrive in the border rebel-held town of Qirata after leaving their barracks in Jarabulus on their way to Manbij on 25 December.
Photograph: Nazeer Al-Khatib/AFP/Getty Images



A monitor and several local sources said Syrian troops had only massed on the edges of the town rather than the city centre, and that the Syrian flag had been raised above official buildings for the first time in years.

Syrian rebel groups backed by Turkey said in response that they had also begun moving towards Manbij in full readiness for a military operation.

The conflicting reports from Manbij are a harbinger of the chaos that is likely to ensue at the end of the 60-100 day timetable for the withdrawal of US troops, with the remaining fighting forces in Syria scrambling to replace them.

The plea for help from the Kurds, six years after they broke from Damascus, comes after

Donald Trump’s surprise decision earlier this month to withdraw the 2,000 US troops stationed in Kurdish-held Syria, known locally as Rojava. The troops had been acting as a buffer between Turkey and Syria’s Kurds.

Kurdish forces have been the US’s most important ground partner in the fight against Isis, but Ankara views them as a terrorist threat and extension of the Kurdish separatist movement within its own borders.

Trump’s decision, made after a phone call with the Turkish president, Recep Tayyip Erdogan, shocked many in Rojava, who said it left them caught between the claws of the Turkish leader and Assad.

The Syrian army said in a statement it →

⇒ would guarantee “full security for all Syrian citizens and others present in the area”.

Russia, the main ally of the Syrian president, Bashar al-Assad, said the development was a positive step which could stabilise the situation in north-east Syria.

Turkish officials are due to arrive in Moscow on Saturday for talks over Syria's future after the US withdrawal. As Russia controls much of Syria's airspace, Erdogan is likely to need cooperation from Moscow for any aerial bombardment of the YPG.

The YPG seized Manbij from Isis in 2016, and the town on Syria's northern border has since become the frontline between the Kurds and Turkey in Syria's complex civil war.

The US agreed to facilitate the removal of YPG fighters from the town as part of efforts to appease Turkey, its Nato ally, earlier this year, but perceived stalling on the matter infuriated Erdogan. He has said repeatedly in recent months that his forces would deal with threats to Turkey's safety themselves.

The YPG says its fighters recently withdrew from Manbij to fight the remnants of Isis in the

east of the country. The allied Manbij Military Council nominally remains in charge of the area.

Speaking after Friday prayers in Istanbul, Erdogan said that facts on the ground remained uncertain and dismissed the Syrian army's entry into Manbij as a “psychological move”.

Ankara has insisted it has the capability to take over the battle against the last few thousand battle-hardened Isis troops and has Trump's to do so – although the withdrawal decision prompted the resignations of his defence secretary Jim Mattis and envoy to the coalition against Isis, Brett McGurk.

The UK's foreign secretary, Jeremy Hunt, criticised the decision on Friday, saying that the US president “makes a speciality of talking in very black and white terms about what's happening in the world”.

“We have made massive progress in the war against Daesh [a derogatory Arabic name for Isis], but it's not over and, although they have lost nearly all the territory they held, they still hold some territory and there is still some real risk,” he told BBC Radio 4's Today programme.●



A Syrian Kurdish woman fighter holds a Kalashnikov assault rifle while marching with others during a demonstration in the northeastern Syrian city of Qamishli on November 25, 2018, as they mark the International Day for the Elimination of Violence against Women.



DECEMBER 28, 2018

Syrian Kurds call on Damascus to protect Manbij from Turkish invasion

Wladimir van Wilgenburg December 28-2018
<http://www.kurdistan24.net>

ERBIL (Kurdistan 24) – The Kurdish People's Protection Units (YPG) called on the Syrian government on Friday to take control of the city of Manbij to protect the area against a threatened Turkish invasion.

“Due to the invading Turkish state's threats to invade northern Syria and displace its people similarly to al-Bab, Jarablus and Afrin, we as the People's Protection Units, following the withdrawal of our forces from Manbij before, announce that our forces will be focusing on the fight against ISIS on all the fronts in the east of the Euphrates,” the YPG said.

Though there were early unconfirmed reports of Syrian armed forces entering Manbij on Friday morning, these were later disputed and it appears they have so far only been seen at a few locations in Arima, to the southeast. They are expected to deploy immediately only to positions in northern and western Manbij and will not likely take full control of the city for the time being.

The YPG statement concluded, “In conjunction with this, we invite the Syrian government forces which are obliged to protect the same country, nation and borders, to assert control over the areas our forces have withdrawn from, in particularly Manbij, and to protect these areas against a Turkish invasion.”

Kurdish Affairs analyst Mutlu Civioglu told Kurdistan 24 that, for the Syrian Kurds, the priority after president Trump's recent announcement that he would pull all US forces from the country would be to prevent a Turkish attack on territory east of the Euphrates.

“Like everyone else the Kurds were surprised by Trump's decision for withdrawal,” he said. “They were not given any signal before. They were not advised to prepare themselves accordingly.”

“The withdrawal put them in a tough situation because Turkey's president Recep Tayyip Erdoğan has been openly threatening to launch a new operation against SDF-controlled areas,” he continued.

As a result, he said, the Syrian Kurds were desperately looking for ways “to find alternatives in case of a US withdrawal [from] Syria, so they started talking to the Syrian government and Russia to fill the vacuum left by the Americans.”

“Although the fight against ISIS is ongoing, the main priority for Kurds



Kurdish People's Protection Units (YPG) fighters in Syrian Kurdistan (Rojava). (Photo: Archive)

is to prevent another operation of Turkey as happened in Afrin because the operation in Afrin targeted Kurdish identity, demography, and heritage in the region.”

Most likely, the entry of the Syrian army is a result of talks between Syrian Kurds and Moscow that have taken place over the past few days.

On Dec. 23, the Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) reported that an SDF delegation was visiting Moscow. Also, Al Arabiya reported on Monday that two separate delegations were participating. There were reportedly also talks between the Kurdish-led administrations and Damascus.

Deputy Minister of Foreign Affairs of the Russian Federation Mikhail Bogdanov told Bloomberg, “Russia is also ready to mediate between Damascus and the Syrian Kurds in the northeast who have been under US protection, to allow for the return of Syrian government troops and the eventual withdrawal of Turkish forces.”

Moreover, Russia's Foreign Ministry spokesperson Maria Zakharova announced on Wednesday that Damascus should be in charge of territories previously held by the US-led forces, saying, “The Syrian government should control this part of their territory.” ●

Le mouvement kurde de Turquie face au régime d'Erdoğan

Yohanan Benhaim *

* Yohanan Benhaim

est doctorant à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Il est cofondateur et codirecteur du réseau Noria (Network of Researchers in International Affairs – www.noria-research.com).

Après l'engouement suscité par le parti pro-kurde HDP (Parti démocratique des peuples) lors de la campagne électorale de juin 2015, le mouvement kurde de Turquie fait face à une répression sévère des autorités d'Ankara.

Depuis l'été 2015, l'État turc conduit en effet la guerre contre le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) sur son territoire, mais aussi sur celui de ses voisins syrien et irakien. Dans un contexte d'autoritarisme croissant du régime, le HDP est cependant parvenu à se maintenir tant bien que mal lors des dernières élections de juin 2018.

Dans les années qui suivent son arrivée au pouvoir en 2002, l'AKP (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, Parti de la justice et du développement) semble porteur d'une ambition pour un règlement démocratique du conflit kurde. L'actuel président, alors Premier ministre, Recep Tayyip Erdoğan, déclare en 2005 à Diyarbakır, capitale culturelle des Kurdes de Turquie, lors d'un discours devenu célèbre : « La question kurde n'est pas le problème d'une partie seulement de cette nation, c'est le problème de tous [...] et en tant que Premier ministre, avant tout le monde, c'est mon problème¹. »

Par rapport aux précédents gouvernements, l'AKP s'illustre à l'époque par une approche apaisée de la question kurde : le parti est fortement ancré dans les régions kurdes du sud-est du pays², des cadres importants de cette formation politique sont d'origine kurde et, surtout, le gouvernement AKP s'efforce de contester la prééminence de l'armée dans la vie politique turque et dans la gestion de la question kurde.

En 2009, le lancement de « l'ouverture kurde » (*Kürt açılımı*), processus aux contours et à l'agenda flous destiné à étendre les droits

culturels et politiques des populations kurdes du pays, ouvre la voie quelques années plus tard au processus de résolution (*çözüm süreci*) du conflit. Ce processus est basé sur l'officialisation de discussions avec le PKK (*Partiya Karkêren Kurdistan*, Parti des travailleurs du Kurdistan) en 2012. Ces étapes apparaissent alors comme des avancées vers un apaisement des tensions et une solution négociée du conflit entre l'État turc et le PKK, malgré d'importantes vagues d'arrestations au sein du mouvement kurde et l'interdiction par la Cour constitutionnelle du parti kurde de l'époque au cours de ces mêmes années.

Cependant, à partir de l'été 2015, on assiste à un renouveau des hostilités entre le PKK et les forces de sécurité turques. Le contrôle d'une partie importante de la Syrie par des forces liées au PKK, grâce au soutien des États-Unis qui voient dans la guérilla kurde un allié dans la lutte contre l'organisation État islamique (Daech), change en effet la donne en attisant les peurs de l'État turc, d'autant plus que le PKK opte pour une stratégie de guerre urbaine en Turquie. Les combats violents qui se déroulent alors dans les villes à majorité kurde du sud-est de la Turquie font plus de 4 000 morts, dont plusieurs centaines de civils³.

Le retour du conflit en Turquie a favorisé la criminalisation du mouvement kurde dans son ensemble, et conduit à l'arrestation de nombreux membres du HDP (*Halkların Demokratik Partisi*, Parti démocratique des peuples), mais aussi de représentants d'associations, de syndicalistes, d'universitaires ou de simples soutiens

du mouvement kurde.

La reprise de la guerre avec le PKK a dans le même temps alimenté l'autoritarisme croissant du président Erdoğan, qui refonde son pouvoir depuis les élections de 2015 et la tentative de coup d'État de 2016 sur une alliance avec l'extrême droite du MHP (*Milliyetçi Hareket Partisi*, Parti du mouvement nationaliste).

Le mouvement kurde en Turquie, intégration à la scène nationale et autonomie locale

Le mouvement kurde, qui rassemble « l'ensemble des forces sociales et politiques faisant de la défense de l'identité kurde et des intérêts spécifiques kurdes le cœur de leur action collective⁴ », se caractérise par deux dynamiques complémentaires au cours de ces années : la construction d'une force politique rassemblant les forces progressistes kurdes et non kurdes du pays au sein d'une même formation, d'une part, et le développement de l'autonomie démocratique, d'autre part.

Le double pari du HDP

Le HDP, fondé en 2012, a pour but principal de désenclaver la cause kurde en favorisant son insertion dans un programme progressiste plus général visant à proposer des avancées sur les questions démocratiques, écologiques, de défense des minorités et de promotion du droit des femmes. Mené par le charismatique Selahattin Demirtaş, le HDP établit ainsi la jonction entre le mouvement kurdiste et l'extrême gauche turque.

À sa fondation, ce parti rassemble ainsi le BDP (*Barış ve Demokrasi Partisi*, Parti de la paix et de la démocratie) kurde et divers partis de tendance écologiste ou relevant de l'extrême gauche⁵. Avec cette greffe, le HDP poursuit le double objectif de rallier les classes moyennes turques de l'Ouest, anti-AKP et lassées du CHP (*Cumhuriyet Halk Partisi*, Parti républicain du peuple), d'une part, et l'électorat kurde de l'AKP des grandes métropoles et des régions d'Anatolie orientale, d'autre part.

C'est ce double pari que le HDP parvient à remporter lors des élections parlementaires de juin 2015, remettant ainsi en question, pour un temps, la bipolarité du champ politique des régions kurdes de Turquie entre l'AKP et le parti kurde au profit d'une hégémonie presque incon-

¹ Başbakan'ın 2005'te Diyarbakır'daki konuşması, *Sabah*, 17 décembre 2009 (www.sabah.com.tr/siyaset/2009/12/17/basbakanin_2005te_diyarbakirdaki_konusmasi).

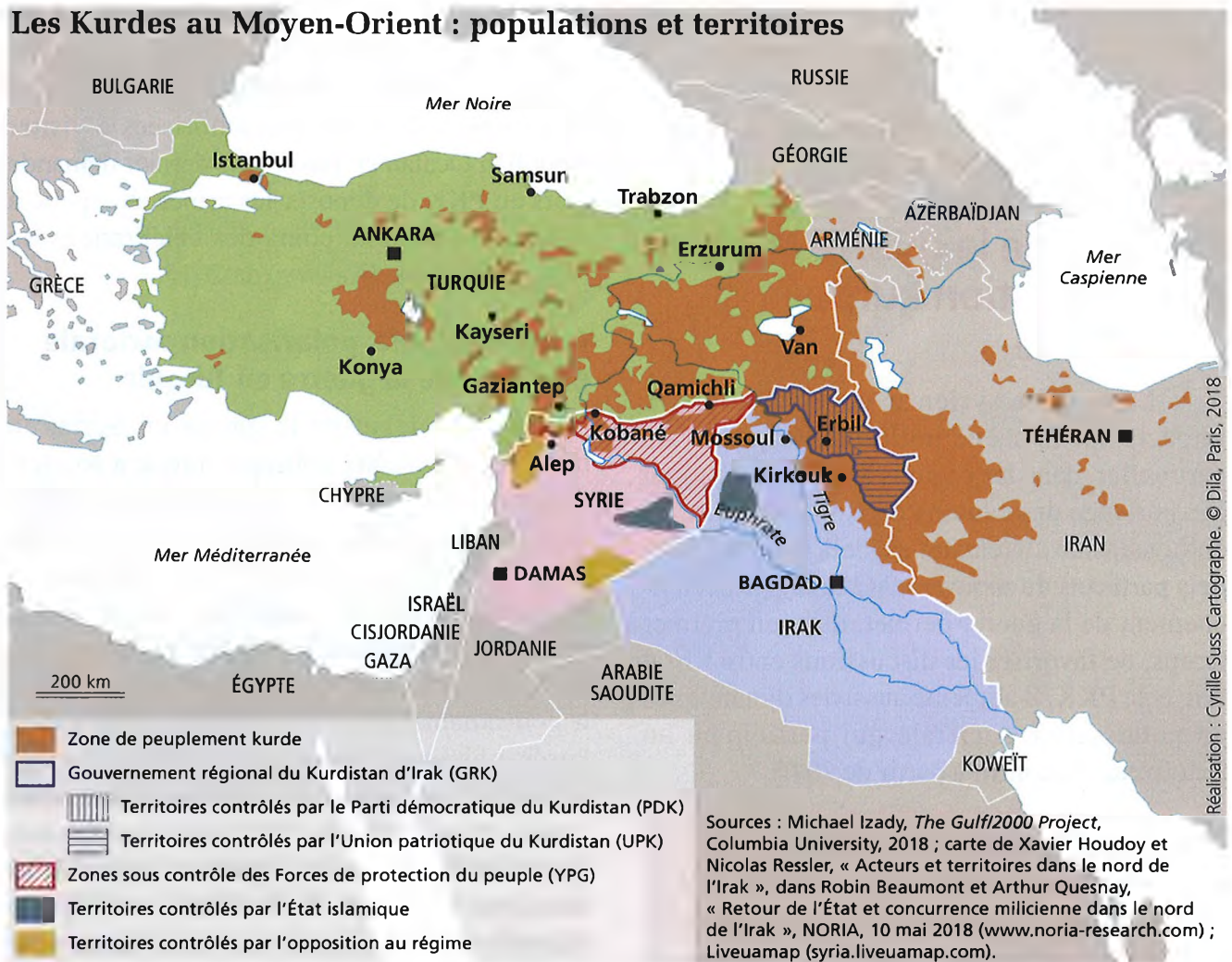
² Lors des élections de 2007, le parti de Recep Tayyip Erdoğan remporte 53,2 % des suffrages dans les régions de l'Est anatolien contre 46,6 % sur l'ensemble du territoire, soit une différence de 6,6 points entre les régions kurdes et le reste de la Turquie. Cet écart entre les résultats de l'AKP dans les différentes régions de Turquie se réduit avec le temps, mais aux élections municipales de 2014, les régions de l'Est restent encore celles où l'AKP perd le moins de terrain.

³ Selon les chiffres comptabilisés par l'International Crisis Group (www.crisisgroup.be/interactives/turkey).

⁴ Nous reprenons ici la définition proposée par Jean-François Pérouse, « Nouvelles perspectives pour la "question kurde" », in Ali Kazancıgil, Faruk Bilici et Deniz Akagül, *La Turquie d'une révolution à l'autre*, Fayard, Paris, 2013, p. 169-197 (p. 173).

⁵ Le Parti socialiste des opprimés (*Ezilenlerin Sosyalist Partisi*, ESP), le Parti du travail (*Emek Partisi*), ou le parti écologiste (le Parti de l'avenir de gauche et des verts, *Yeşiller ve Sol Gelecek Partisi*) font ainsi partie du HDP.

Les Kurdes au Moyen-Orient : populations et territoires



testée – jusqu’aux élections de novembre 2015 qui voient l’AKP gagner de nouveau du terrain.

Idéologie et pratiques de l’autonomie démocratique

En parallèle des avancées du HDP se mettent en place des pratiques politiques inspirées des théories du leader du PKK, Abdullah Öcalan, emprisonné en Turquie depuis 1999. Dès 2002, la doctrine du « confédéralisme démocratique » élaborée par Abdullah Öcalan a pour objectif de concilier les demandes d’autonomie du mouvement kurde avec la prise en compte de l’existence des frontières étatiques. Cette doctrine vise à la mise en place d’une autonomie démocratique au niveau local⁶.

Après plusieurs années de fonctionnement et malgré les vagues de répression étatique, le DTK (*Demokratik Toplum Kongresi*, Congrès de la société démocratique), fondé en 2007, proclame en juillet 2011 l’autonomie démocratique des provinces kurdes de Turquie.

À l’échelle du quartier, de la ville, du district, de la région, des conseils sont organisés, censés regrouper les habitants pour des réunions de délibérations et de prises de décision collectives. Les conseils élisent des commissions chargées des différentes politiques publiques

faisant parfois le lien avec la mairie. Ces conseils envoient aussi des délégués au DTK, qui ambitionne de devenir l’institution centrale d’une démocratie représentative – partiellement sous contrôle du parti –, elle-même organisée en commissions spécialisées par politique publique (santé, éducation, politique étrangère, etc.).

Ces initiatives, stimulées par l’organisation politique similaire mise en place par les Kurdes de Syrie au Rojava, rencontrent un succès inégal selon les endroits. Ciblées par l’État turc, qui voit en elles l’expression de velléités séparatistes, elles périssent au niveau local avec la reprise des combats à partir de l’été 2015.

L’impact de la guerre en Syrie sur la question kurde en Turquie

Le conflit syrien a eu de nombreux impacts sur la scène politique turque et, en particulier, dans les régions kurdes du pays où l’expérience des cantons du Rojava suscite un enthousiasme s’étendant au-delà des traditionnels partisans du mouvement kurde. Le déclenchement de la guerre permet, dans un premier temps, de favoriser les discussions entre l’État turc et le PKK. Il alimente aussi des dynamiques de polarisation sociale qui participent au renouveau du conflit à partir de 2015.

La relance du processus de paix

La guerre en Syrie ouvre la voie à une nouvelle étape du processus de discussion entre l’AKP et le mouvement kurde en Turquie. À partir de l’été 2011, le gouvernement AKP prend clairement position contre le régime de Bachar al-Assad. Fortes de l’expérience des années 1980, les autorités turques redoutent l’habileté avec laquelle Damas a su instrumentaliser les différents groupes contestataires de Turquie en vue de déstabiliser le pays ou de desservir les intérêts d’Ankara dans la région.

Du côté de la guérilla kurde, un apaisement des relations avec Ankara lui permet de concentrer ses efforts sur ses actions en Syrie, où les forces du PYD (*Partiya Yekîtiya Demokrat*, Parti de l’union démocratique) qui lui sont liées prennent le contrôle des régions kurdes d’Afrin, de Kobané et de la Djézireh à l’été 2012.

Annoncées en mars 2012, les discussions avec le PKK sont officialisées par le Premier ministre Erdoğan en décembre, lorsqu’il révèle publiquement que l’organisation du renseignement national, le MIT (*Millî İstihbarat Teşkilatı*), est en discussion directe avec Abdullah Öcalan pour trouver une issue au conflit. Ces discussions doivent mener au désarmement et au retrait des combattants du PKK hors de Turquie. Durant les premiers mois de l’année 2013, des délégations de membres du BDP sont autorisées à visiter

⁶ Sur ce sujet, voir l’article d’Édouard Jourdain dans ce même numéro.

Abdullah Öcalan en prison. Ce dernier demande alors au PKK de déposer les armes et appelle à un cessez-le-feu au cours des célébrations du Nouvel An kurde (*Newroz*) de 2013.

Crise régionale, polarisation sociétale et retour de la guerre en Turquie

Dès le début de la guerre en Syrie, en mars 2011, la scène politique turque a souffert d'une porosité avec ce conflit, en particulier dans les régions kurdes du pays. Le gouvernement turc dénonce ainsi le PKK et son allié du PYD pour sa proximité avec Damas et son refus de rejoindre l'opposition syrienne. Dans le même temps, Ankara valorise au contraire les liens entre le gouvernement turc et le président de la région kurde irakienne, Massoud Barzani, lui aussi opposé à l'hégémonie du PKK dans le Kurdistan syrien. De son côté, le HDP fait du soutien aux Kurdes de Syrie l'un des arguments phares de sa campagne électorale de 2015 dans ces régions marquées par le départ de nombreux jeunes pour s'engager dans les YPG (*Yekîneyên Parastina Gel*, Unités de protection du peuple) au Rojava.

La crise de Kobané à l'automne 2014 illustre l'articulation entre les dynamiques de polarisation sociétale en Turquie et la situation syrienne. L'attitude intransigeante du président Erdoğan face aux Kurdes de Syrie alimente la mobilisation du HDP, qui dénonce la passivité du gouvernement turc face au siège de la ville par les forces jihadistes.

À l'appel du parti pro-kurde, beaucoup de militants rejoignent alors la frontière en face de Kobané et de multiples manifestations sont organisées en soutien aux populations assiégées de la ville⁷. Ces manifestations prennent parfois la forme d'émeutes qui, pendant une semaine, voient s'affronter partisans du mouvement kurde et des groupes nationalistes, islamistes et/ou progouvernementaux. Face à l'ampleur des violences⁸, un couvre-feu est déclaré dans de nombreuses municipalités, principalement dans les régions kurdes de Diyarbakır et de Mardin, bien que des mobilisations soient aussi importantes dans d'autres régions comme à Gaziantep, sur la mer Noire, et dans les métropoles de l'ouest du pays (Ankara, Izmir, Istanbul⁹).

La polarisation croissante de la scène politique turque, les bons résultats du HDP aux élections de juin 2015 et la prise de la ville syrienne de Tal Abyad par les troupes kurdes à la frontière turque quelques jours après ces élections alimentent les tensions entre la guérilla kurde et l'État turc. Malgré des avancées entre le gouvernement turc et le mouvement kurde quelques mois plus tôt, jetant pour la première fois les bases d'une discussion possible entre les deux parties, le processus de paix vole en éclats en juillet 2015.

L'attentat perpétré contre des militants socialistes dans la ville frontalière de Suruç – dont la population est en majorité kurde –, par l'organisation État islamique est suivi quelques jours plus tard par l'assassinat de deux policiers à Ceylanpınar, d'abord revendiqué par le PKK,



Le leader du Parti démocratique des peuples (HDP), Selahattin Demirtaş, emprisonné depuis novembre 2016 et candidat malheureux à la présidentielle du 24 juin 2018, a été condamné le 7 septembre suivant à quatre ans et huit mois de prison pour « propagande terroriste ». Ici ses partisans, lors d'une manifestation de soutien à Ankara, le 19 juin 2018.

qui nie ensuite toute implication. À la suite de ce double assassinat, R. T. Erdoğan renie les engagements pris quelques mois plus tôt et appelle à la levée de l'immunité parlementaire contre les députés HDP, marquant ainsi la rupture définitive du processus de paix.

La guerre entre l'État turc et le PKK

Fin juillet 2015, la Turquie lance des raids aériens contre l'organisation État islamique en Syrie et contre le PKK en Irak, avant de concentrer ses frappes contre ce dernier. Portée par ses succès militaires en Syrie, la guérilla kurde compte sur la hausse de sa popularité à la suite du siège de Kobané pour lancer des insurrections armées dans les villes du sud-est de la Turquie. Bien qu'épaulés par des membres de la guérilla, les insurgés, souvent très jeunes, sont écrasés par les forces de sécurité turques au cours de la guerre des villes qui a lieu entre l'automne 2015 et le printemps 2016.

La guerre des villes en Turquie

À partir de l'automne 2015, la stratégie du

⁷ À cette occasion, certains militants profitent de l'effervescence pour passer la frontière, malgré les importants dispositifs mis en place par la police pour les en empêcher.

⁸ Les violences entre différents groupes politiques font 49 morts dans 12 villes différentes et 801 blessés sur l'ensemble du territoire, alors que la police a mis en garde à vue 1 128 personnes. « 6-7 Ekim'in aç: bilançosu », *Hürriyet*, 6 novembre 2014. Association des droits de l'homme İHD, *Kobanê'ye destek eylemleri sırasında bölgede yaşanan olaylara ilişkin araştırma raporu*, p. 6.

⁹ Jean-François Pérouse souligne le caractère pluriel de ces mobilisations qui viennent s'articuler à des conflits locaux préexistants. J.-Fr. Pérouse, « L'entrée d'Istanbul dans la guerre en Syrie ? Quelques remarques sur les événements survenus entre le 7 et le 13 octobre 2014 », *Ovipot*, 14 octobre 2014 (<https://ovipot.hypotheses.org/10558#footnote010558>).

PKK consiste en effet à mener la guerre dans les villes en s'organisant à partir de ce que la guérilla a appris de sa lutte contre l'organisation État islamique sur le terrain syrien. Dans les villes kurdes du sud-est du pays, telles que Nusaybin, Cizîrê, Yüksekova, Silopi, Şırnak ou Diyarbakır, des insurrections éclatent et des tranchées (*hendek*) sont creusées par les insurgés.

Ankara réagit très violemment et s'oriente alors vers une stratégie d'anéantissement total du PKK en Turquie. Dans ces centres urbains, une contre-insurrection étatique vise à couper la guérilla de son soutien local au sein de la population. Le recours à des couvre-feux systématiques et répétés durant de longues périodes, l'importance de la puissance de feu utilisée par les forces gouvernementales, la destruction du tissu urbain et les exactions contre les civils sont autant de pratiques de répression visant à pousser les populations locales au départ.

Plusieurs centaines de civils trouvent la mort dans les affrontements, et on dénombre plus de 500 000 déplacés internes à la fin de l'année 2016. La destruction intégrale et systématique des quartiers insurgés après les combats vise à rendre impossible tout retour des populations locales, et ce afin d'empêcher la reproduction des liens de solidarité dans certains quartiers des villes où le PKK bénéficie d'un ancrage fort.

Suite à la guerre des villes et face à l'ampleur des dégâts matériels dans des régions comptant parmi les plus déshéritées de Turquie, le gouvernement turc s'engage à reconstruire les quartiers détruits. Un plan de 3,5 milliards de dollars est ainsi annoncé à l'automne 2016 prévoyant la reconstruction de 36 000 nouveaux logements, de nombreuses infrastructures et

d'une cinquantaine de commissariats et de bases militaires. Dans le cadre de ces projets menés par l'Agence du logement collectif (TOKI), les populations restées sur place sont expropriées.

Ces projets de reconstruction alimentent les peurs des habitants kurdes de ces régions de voir l'État turc favoriser l'implantation de réfugiés syriens arabes sunnites dans les nouveaux quartiers créés. Ils vivent cependant surtout à distribuer des financements aux soutiens locaux de l'AKP.

Les opérations turques en Syrie et en Irak

Parallèlement aux combats contre le PKK en Turquie, l'État turc lance plusieurs opérations successives en Syrie et en Irak en 2016 et en 2018. Grâce à l'opération *Bouclier de l'Euphrate*, qui intervient entre août 2016 et mars 2017, les troupes turques et leurs alliés affiliés à l'Armée syrienne libre (ASL), aux brigades turkmènes ou à certains groupes islamistes prennent le contrôle d'une partie du territoire syrien situé entre la région d'Afrin au nord-ouest de la Syrie et l'Euphrate. Cette intervention vise à empêcher le contrôle de la région par les troupes de l'organisation État islamique et à rendre impossible toute continuité territoriale entre Afrin et le reste des zones contrôlées par les Kurdes le long de la frontière turque.

En janvier 2018, Ankara s'engage plus loin et déclenche l'opération *Rameau d'olivier* contre le canton d'Afrin en vue d'y déloger, avec l'aide de ses alliés, les YPG, forces kurdes favorables au PKK, qui contrôlent la région depuis 2012. Enfin, à partir de mars 2018, la Turquie lance une série de raids au nord-est de l'Irak, dans des villages situés à plus de 50 kilomètres au-delà de la frontière turque en vue de menacer le PKK dans ses bastions du mont Qandil et de mener des assassinats ciblés contre ses hauts responsables.

Ankara justifie ces opérations extérieures de grande ampleur par un discours politique affirmant la légitimité de la Turquie à intervenir dans cet espace transfrontalier pour défendre son intégrité territoriale contre le PKK. Ces campagnes contre le PKK scellent aussi l'alliance entre le gouvernement AKP et l'extrême droite turque, ce qui entraîne la diffusion d'un discours ultranationaliste et belliqueux et la marginalisation du mouvement kurde en Turquie.

Le mouvement kurde face au raidissement autoritaire de R. T. Erdoğan

En parallèle à la reprise des combats entre les forces de sécurité turques et le PKK sur le terrain militaire, le mouvement kurde et ses alliés connaissent sur le terrain politique une vague de répression sans précédent. Malgré des conditions de campagne et de scrutin particulièrement difficiles, le parti pro-kurde HDP parvient cependant à passer la barre des 10 % aux élections de



Le 4 février 2018, des milliers de Kurdes syriens manifestent dans la ville d'Afrin pour dénoncer l'offensive de l'armée turque contre cette enclave kurde du nord de la Syrie. Le 19 mars 2018, l'armée turque et ses alliés syriens ont finalement pris le contrôle de la ville d'Afrin sans rencontrer de réelle résistance de la part des forces kurdes.

juin 2018 pour la troisième fois consécutive et à garder une place au Parlement de Turquie.

La répression du mouvement kurde

La reprise de la guerre à partir de l'été 2015 puis la tentative de coup d'État de l'été 2016 contre le régime de R. T. Erdoğan ont nourri la dynamique autoritaire du gouvernement AKP, avec pour conséquence une répression importante du mouvement kurde dans son ensemble. En mai 2016, le Parlement turc vote la levée de l'immunité parlementaire des députés HDP accusés de collusion avec la guérilla du PKK. Un certain nombre d'entre eux sont arrêtés et condamnés en 2018 à de lourdes peines de prison.

Au niveau municipal, en août 2018, 95 des 102 maires élus lors des élections de mars 2014 ont été remplacés par des administrateurs directement nommés par le gouvernement turc. La répression touche aussi une centaine de médias proches du mouvement kurde ou des milieux de gauche, dont les fermetures s'ajoutent à la répression plus large qu'ont à subir les journaux d'opposition.

Enfin, des centaines d'organisations de la société civile et d'associations ont été fermées depuis le coup d'État. Si nombre d'entre elles sont liées à la communauté de Fethullah Gülen, plusieurs centaines sont des ONG des régions de l'Est, souvent proches du mouvement kurde. Au-delà du PKK, c'est bien l'ensemble des organisations de la société civile constitutives du mouvement kurde qui souffrent dorénavant de l'autoritarisme croissant du pouvoir de R. T. Erdoğan.

Les élections de juin 2018

Dans ce contexte, les conditions de la campagne pour l'élection présidentielle et les élections législatives de juin 2018 ont été particulièrement difficiles pour le parti pro-kurde. Le HDP a dû mener campagne avec des capacités bien moindres que les autres partis en lice du fait de centaines d'arrestations qui ont visé ses membres partout dans le pays depuis l'annonce des élections anticipées. Le parti a aussi dû faire face à de nombreuses violences contre ses élus locaux et ses membres, attisées par l'atmosphère ultranationaliste ambiante dans le contexte de la conquête d'Afrin par l'armée turque¹⁰.

Contrairement à l'AKP dont la campagne a été surmédiatisée, celle du HDP n'a quasiment pas été relayée par les médias publics et privés – à de rares exceptions près. Enfin, les conditions de scrutin ont été caractérisées par une très forte présence des forces de sécurité dans les régions de l'Est. Elles n'ont pas occasionné de fraudes massives pour autant.

Lors des élections de juin 2018, le HDP a confirmé son ancrage électoral dans les régions où le parti pro-kurde est traditionnellement plus faible, au Sud, sur les bords de la mer Égée et dans les grandes métropoles de l'Ouest que sont Istanbul et Izmir.

Cependant, par rapport aux élections de juin 2015, le HDP a perdu 400 000 voix dans les régions kurdes du sud-est du pays. Par rapport aux élections de novembre 2015, le parti pro-kurde a aussi perdu de nombreux électeurs dans ses bastions traditionnels que sont des régions de

Diyarbakır ou d'Hakkâri, fortement touchées par les combats qui ont opposé le PKK et l'État turc. Malgré un ancrage qui demeure fort, on a donc assisté à une désillusion de l'électorat kurde de ces régions face à l'incapacité du parti de faire face à la répression.

•••

Dans la première moitié des années 2010, le mouvement kurde de Turquie a connu une période d'enthousiasme liée à l'expérience de l'autonomie démocratique en Syrie et aux succès électoraux du HDP dans le pays, à laquelle a brutalement succédé depuis 2015 une phase de retour à la guerre caractérisée par une violence extrême et une répression généralisée. La présidentialisation du régime politique et l'autorita-

risme de R. T. Erdoğan laissent dorénavant peu d'espace politique au mouvement kurde malgré une assise populaire importante. ■

¹⁰ 375 attaques ont été recensées par le HDP. Source : *International Election Observation Mission: Republic of Turkey – Early Presidential and Parliamentary Elections – 24 June 2018: Statement of Preliminary Findings and Conclusions*, OSCE Parliamentary Assembly, 24 juin 2018, p. 9 (www.osce.org/odihr/elections/turkey/385671?download=true).

Bibliographie

● Hamit Bozarslan, *Conflit kurde. Le brasier oublié du Moyen-Orient*, Autrement, Paris, 2009

● Cuma Çiçek, *The Kurds of Turkey: National, Religious and Economic identities*, I.B. Tauris, Londres, 2017

● Nicolas Ressler-Fessy, « La reprise en main économique du sud-est : un outil de reconquête des régions kurdes par l'AKP », *Moyen-Orient*, n° 37, janvier-mars 2018

● Olivier Grojean, *La Révolution kurde. Le PKK et la fabrique d'une utopie*, La Découverte, Paris, 2017

● Jean-François Pérouse, « Nouvelles perspectives pour la "question kurde" ? », in Ali Kazancıgil, Faruk Biliçi et Deniz Akagül, *La Turquie, d'une révolution à l'autre*, Fayard, Paris, 2013, p. 171-198

● Clémence Scalbert-Yücel, « Guerre, état d'urgence, droits culturels et linguistiques kurdes bafoués. Retour sur le pluralisme selon l'AKP », *Mouvements*, n° 90, été 2017, p. 101-108

● Güneş Murat Tezcür, « Kurdish Nationalism and Identity in Turkey: A Conceptual Reinterpretation », *European Journal of Turkish Studies*, vol.10, 2009, en ligne

● Nicole F. Watts, *Activists in Office: Kurdish Politics and Protest in Turkey*, University of Washington Press, Seattle, 2010

Questions Internationales n° 94 – Novembre-décembre 2018

Questions
internationales

Novembre-décembre 2018 N° 94

La diaspora turque en Europe et son rôle politique

* Samim Akgönül

est historien et politologue, enseignant-chercheur à l'unité mixte de recherche DRES (« Droit, religion, entreprise et société ») du CNRS, et à l'université de Strasbourg.

Samim Akgönül *

La diaspora turque en Europe est associée à un certain nombre de particularismes. Les Turcs d'Europe n'ont pas quitté leur patrie d'un seul coup à la suite d'un événement traumatisant qui les aurait ensuite conduits

à transmettre la mémoire mythifiée de cet événement pour souder leur identité. Souvent, en outre, ils ne sont pas présents sur le sol des pays européens depuis longtemps.

Répartis à travers le monde, mais surtout en Europe occidentale, ils sont animés d'un fort sentiment national, d'une fierté construite, à tort ou à raison, sur le passé impérial ottoman. Qu'ils soient pour ou contre le régime en place à Ankara, ils conservent les yeux rivés sur la Turquie et ne semblent pas encore avoir digéré leur migration.

La « question turque » intéresse les opinions publiques européennes, non seulement à cause de l'importance politique, économique, stratégique de la Turquie – qu'il s'agisse de la question de son adhésion à l'Union européenne ou encore de son rôle dans la question de la crise des réfugiés –, mais aussi du fait de l'importance des communautés turques ou d'origine turque dans plusieurs pays du Vieux Continent. Quant à ce dernier aspect, il suffit de se promener dans les rues de Paris, de Berlin, de Stockholm ou de Bruxelles pour s'en convaincre. Par conséquent, poser la

question de la présence d'une diaspora turque et de son rôle politique en Europe interroge autant les concepts de « turcité » que d'« européenité ».

Depuis une petite décennie, sous l'effet des évolutions politiques que connaît la Turquie, sa perception se dégrade à grande vitesse. Et les Turcs présents dans les États de l'Union européenne se retrouvent fréquemment associés à l'image d'une Turquie monolithique et autori-

¹ Samuel Huntington, *The Clash of Civilizations: Remaking the World Order*, Touchstone, New York, 1996.

taire incarnée par le régime de Recep Tayyip Erdoğan qui participerait du « choc » huntingtonien entre islam et Occident¹.

Pourtant, au-delà d'une frange, certes majoritaire, encadrée d'une manière paternaliste par Ankara, la diaspora turque est en fait très diverse, fragmentée en des factions parfois rivales.

Une réalité statistique malaisée à apprécier

Il est difficile de donner des statistiques fiables sur le nombre exact de Turcs résidant en Europe en raison des différentes définitions de la nation et de la nationalité et des divers modes de recensement existant selon les États. Plusieurs critères d'analyse permettent néanmoins de fixer un nombre approximatif.

Tout d'abord, des différences importantes apparaissent selon que l'on ne comptabilise que les ressortissants turcs installés en Europe ou que l'on prenne en compte les enfants des ressortissants turcs nés sur le sol européen, les doubles nationaux et les enfants nés de parents turcs ne possédant pas ou plus la nationalité turque – sans compter les demandeurs d'asile et les réfugiés ainsi que les résidents illégaux.

Rappelons par ailleurs que dans certains pays européens ayant autrefois appartenu à l'Empire ottoman, comme la Grèce ou la Bulgarie, il existe des minorités turco-musulmanes autochtones très importantes – approximativement 1 million en Bulgarie et 250 000 en Grèce.

Les seules données statistiques globales récentes à peu près fiables dont on dispose concernent le nombre de citoyens turcs majeurs résidant hors de la Turquie. Dans le cadre des dernières élections législatives et présidentielle turques du 24 juin 2018, selon le Haut Conseil électoral turc s'appuyant sur les données du ministère turc de l'Intérieur, il y avait un peu plus de 3 millions de ressortissants turcs expatriés

majeurs et donc « électeurs » dans le monde.

Bien évidemment, ces chiffres donnés par les autorités turques sont incomplets dans la mesure où ils ne prennent en compte ni les mineurs qui ne votent pas, ni les Turcs non ressortissants

Nombre d'électeurs aux élections du 24 juin 2018

(ressortissants turcs de plus de 18 ans)

	Nombre d'électeurs
Allemagne	1 443 585
France	340 571
Pays-Bas	260 264
Belgique	141 463
Autriche	106 657
Royaume-Uni	99 250
Suisse	98 829

Source : Cris Beauchemin, Christelle Hamel et Patrick Simon (dir.), *Trajectoires et origines. Enquête sur la diversité des populations en France*, INED Éditions, Paris, 2016.

de Turquie, ni ceux ayant perdu leur citoyenneté turque, notamment pour des raisons politiques. En revanche, dans les pays où la double nationalité est admise, comme en France, les personnes ayant la double nationalité ne sont comptabilisées que comme « Turcs ». À partir de ces chiffres électoraux de base, les analystes de la diaspora turque ont l'habitude de multiplier par deux le nombre de ressortissants turcs majeurs pour arriver à une estimation forcément imprécise.

Selon cette méthode, la France compterait donc quelque 600 000 individus liés d'une manière ou d'une autre à la Turquie. Les statistiques officielles françaises sont toutefois légèrement moins élevées. La dernière enquête de l'Institut national d'études démographiques (INED) et de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) de 2016 intitulée *Trajectoires et origines* avance le chiffre de 212 000 immigrés de Turquie et 63 000 descendants de Turcs âgés de 18 à 60 ans². En y ajoutant les moins de 18 ans et les plus de 60 ans ainsi que la catégorie des réfugiés, celle des apatrides d'origine turque ou celle des citoyens d'un pays tiers, le nombre total d'individus liés à la Turquie résidant en France s'établirait donc, selon les statistiques françaises, autour de 500 000 personnes.

L'Allemagne présente un cas singulier. Depuis le changement du code de la nationalité en 2000, les natifs d'Allemagne ayant résidé au moins huit ans en Allemagne peuvent acquérir la nationalité allemande. Les enfants d'un ressortissant allemand et d'un ressortissant étranger peuvent par conséquent avoir la double nationalité allemande et d'un autre pays. Depuis 2008, cette acquisition est soumise à un test de nationalité (connaissance de langue, culture générale, valeurs, etc.). Actuellement, il est estimé qu'il y aurait en Allemagne approximativement 600 000 doubles nationaux allemands-turcs.

² Cris Beauchemin, Christelle Hamel et Patrick Simon (dir.), *Trajectoires et origines. Enquête sur la diversité des populations en France*, INED Éditions, Paris, 2016. Ce rapport sera cité comme « INED 2016 » dans le texte.



Des défenseurs de la liberté de la presse et des militants kurdes manifestent le 15 mai 2018 lors du voyage officiel au Royaume-Uni du président Erdoğan qui est reçu par la Première ministre Theresa May puis par la reine Elizabeth II. La diaspora kurde au Royaume-Uni est principalement constituée de réfugiés ayant fui les persécutions et l'oppression en Irak et en Turquie.

De surcroît, tous les citoyens turcs ne sont pas turcs ethniquement, linguistiquement et/ou religieusement parlant. Depuis 1965, les questions de langue, de religion ou d'appartenance ethnique ne sont plus posées au cours des recensements en Turquie. Néanmoins, selon plusieurs enquêtes sociologiques, il est communément admis qu'approximativement 15 % de la population turque se reconnaît comme appartenant au groupe ethnolinguistique kurde³, souvent (mais pas toujours) dans une démarche identitaire opposée à la turcité imposée par Ankara.

Depuis les années 1970, d'importantes migrations de Kurdes de Turquie vers l'Europe occidentale ont eu lieu, principalement dans les pays à forte tradition d'asile comme les pays scandinaves. Une partie importante de cette communauté kurde originaire de Turquie, opposée au régime d'Ankara, ne peut donc être considérée ethniquement et politiquement comme appartenant à la diaspora turque. De même, dans l'ensemble des pays européens, il existe des communautés non musulmanes originaires de Turquie – arménienne, grecque, juive sépharade ou assyro-chaldéenne – qui s'inscrivent en marge de la turcité.

En dépit de cette fragmentation, il est indéniable qu'aujourd'hui existe en Europe, notamment en Europe occidentale, une communauté importante qui nourrit un sentiment d'appar-

³ Hakan Yılmaz, *Türkiye'de kimlikler, Kürt sorunu ve çözüm süreci : kamuoyundaki algı ve tutumlar*, Fondation Open Society, Istanbul, 2014.

⁴ Comme celle de William Safran, « Diasporas in Modern Societies: Myths of Homeland and Return », *Diaspora*, vol. 1, n° 1, 1991, p. 83-99, ou celle de Robin Cohen, *Global Diasporas: An Introduction*, UCL Press, Londres, 1997.

tenance à la Turquie et dont le lien est encouragé et entretenu scrupuleusement par la mère patrie. Peut-on parler pour autant d'une « diaspora » ?

La diaspora turque existe-t-elle ?

Selon les définitions classiques du concept sociopolitique de diaspora⁴, la réponse à une telle question est négative en raison de l'absence d'une cause unique et traumatisante de « dispersion » et en raison de l'absence d'unicité de la mémoire identitaire transmise. En revanche, des conceptualisations plus englobantes⁵ permettent de postuler l'existence d'une diaspora de Turcs de Turquie.

D'un point de vue géographique, lors des dernières élections turques du 24 juin 2018, des urnes ont été installées dans 60 pays, notamment dans des pays d'immigration classique ayant signé un accord de main-d'œuvre immigrée avec Ankara dans les années 1960 – Allemagne (1961), Belgique (1964), Pays-Bas (1964), France (1965), Suède (1967) –, mais aussi dans d'autres pays où existe une immigration de main-d'œuvre turque – tels que la Suisse ou l'Autriche.

Un autre élément permet d'identifier la réalité d'une diaspora originaire de Turquie : l'ensemble des communautés turques ou d'origine turque ont toujours conservé un lien avec le pays d'origine, qu'il soit affectif ou d'opposition. Si l'on considère qu'une diaspora est une conjugaison de minorités réparties à travers le monde qui n'ont pas coupé le cordon ombilical avec la mère patrie, soit pour manifester leur adhésion, soit pour exprimer leur opposition, alors une diaspora turque existe réellement.

Depuis les années 1980 surtout, Ankara

met en avant l'existence d'une diaspora moins pour défendre les intérêts des Turcs installés à l'étranger que pour en faire des défenseurs de la Turquie dans les pays où ils résident, des sentinelles dont la loyauté est constamment évaluée. Pour maintenir cette loyauté, il existe un certain nombre d'organismes qui encadrent les Turcs de l'étranger d'une manière solide et paternaliste⁵.

De première importance à cet égard, le réseau religieux fonctionne à travers les imams expatriés rattachés à la Présidence turque des affaires religieuses, la *Diyamet*, et à sa branche européenne, la DITIB (*Diyamet İşleri Türk İslam Birliği*, Affaires religieuses – Union turco-islamique), devenue au fil du temps le principal organe politique vers l'étranger des islam-nationalistes du Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir depuis 2002. Les associations rattachées à la DITIB relèvent des attachés aux affaires religieuses officiant dans chaque représentation diplomatique turque en Europe. Elles coordonnent le transfert des imams, la gestion des mosquées, l'enseignement religieux et linguistique, l'acquisition des lieux de culte, l'organisation des pèlerinages et les services funéraires.

Fondée en 1984 à Cologne, la DITIB contrôle actuellement des mosquées dans plus de 200 villes européennes. En France, l'organisation coordonne l'activité de 202 imams, fonctionnaires détachés par Ankara dans 264 mosquées turques réparties sur l'ensemble du territoire. Les imams de la DITIB sont certes des religieux, mais ils sont surtout des fonctionnaires de l'État turc qui transmettent le message et le discours de ce dernier aux expatriés et enfants d'expatriés qui « risquent » de perdre leur identité turco-musulmane. D'ailleurs, les *khutba*, les prêches du vendredi, toujours en turc, commencent inmanquablement par une prière à la gloire « de notre pays » (*memleketimiz*), « de la nation turque » (*Türk milletini*) et de « nos dirigeants d'État » (*Devlet büyükerimiz*).

Les enseignants de langue et de culture d'origine (ELCO) en Europe sont également des fonctionnaires de l'État turc, qui interviennent dans les écoles publiques ou privées. Ils véhiculent une idée de la turcité fidèle à la vision officielle édictée par Ankara. De nombreux pays européens ont totalement laissé l'enseignement de la langue et de la culture turques aux mains d'Ankara⁷.

Il existe par ailleurs toute une panoplie de signes qui, idéologiquement et sentimentalement, permettent aux descendants d'immigrés turcs de ne pas abandonner leur sentiment d'appartenance à la Turquie. Le succès des chaînes de télévision turques en Europe, le rêve entretenu de retourner vivre en Turquie, l'engouement pour les équipes de football ou les produits alimentaires turcs, les gendres et les brus « importés » – 39 % des hommes mariés et 73 % des femmes mariées d'origine turque vivant en Europe ont trouvé leur conjoint en Turquie – ainsi que la manière de s'habiller, de cuisiner, de parler... font que les nouvelles générations nées sur le sol européen conservent et reproduisent un sentiment d'attachement fort à une turcité mythifiée. De nombreux Turcs vivant en Europe ne peuvent être considérés comme relevant d'une « deuxième » ou d'une « troisième » génération intégrée tant ils imitent et intériorisent le fait « d'être de Turquie »⁸.

Un double rôle politique

Pendant deux décennies, des années 1980 aux années 2000, les différents gouvernements turcs ont découragé les émigrés et leurs descendants d'acquiescer la citoyenneté de leur État de résidence – ou de naissance – de peur que, une fois acquise cette nationalité, ils ne coupent les liens avec la Turquie.

Mais avec l'arrivée au pouvoir des islam-nationalistes, le discours d'Ankara s'est inversé. La Turquie encourage dorénavant vivement ses ressortissants et leurs descendants à prendre aussi la citoyenneté de leur État de résidence et/ou de naissance, non pas tant pour les inciter à se fondre dans les sociétés européennes que pour y soutenir les intérêts turcs.

Ainsi, les Turcs d'Europe, après avoir été l'objet d'un enjeu économique puis d'un enjeu identitaire, sont devenus l'objet d'un enjeu politique. De nos jours, en France, à la question « Vous sentez-vous Turcs ? », 87 % des personnes d'origine turque interrogées répondent par « oui », ce qui constitue le taux le plus élevé parmi les différents groupes de descendants d'immigrés⁹.

La diaspora turque en Europe occidentale est donc désormais vouée à jouer un double rôle politique : en Turquie, à travers le récent droit de vote accordé depuis 2007 aux expatriés et, en Europe, à travers un engagement politique en faveur de la Turquie, et surtout du régime du président Erdoğan.

Tant qu'il était aux mains des élites kémalistes et séculières, le pouvoir turc a regardé d'un œil méfiant les préférences politiques

des expatriés, souvent considérés comme pro-islamistes ou pro-kurdes. Puis, les islam-nationalistes de l'AKP ont contrôlé l'essentiel des pouvoirs, et les résultats du vote des ressortissants turcs vivant à l'étranger ont alors confirmé les craintes de l'ancienne classe dirigeante.

Dans les pays européens dans lesquels a prévalu une immigration des classes les moins éduquées, souvent rurales ou semi-rurales, les cinq dernières élections tenues entre 2007 et 2018 ont fait apparaître une surreprésentation du vote islamo-nationaliste et du vote pro-kurde – notamment en Allemagne, en France, en Suisse, en Autriche, aux Pays-Bas ou en Belgique. En revanche, dans des pays où les communautés turques se sont installées en suivant d'autres logiques (éducation, affaires...), on constate une surreprésentation du vote kémaliste/séculariste – comme aux États-Unis et en Australie. À noter enfin qu'en raison d'une importante immigration de réfugiés politiques dans les pays scandinaves et au Royaume-Uni, il existe un vote pro-kurde très fort lors des scrutins dans ces pays.

Il convient toutefois de relativiser le poids électoral des Turcs expatriés. Lors des dernières élections présidentielle et législatives, près de 3 millions d'électeurs turcs expatriés étaient recensés. Leur taux de participation s'est établi aux alentours de 50 % – à comparer aux presque 90 % des 59 millions d'électeurs turcs qui ont voté en Turquie. Le poids des votes extérieurs au pays a donc été minime. D'autant qu'aux élections législatives il n'existe pas de circonscriptions (et donc de députés) représentant les Turcs de l'étranger. Dilués, les voix des Turcs de l'étranger sont donc réparties dans tout le pays.

Au-delà d'un réel poids politique, l'importance du vote des Turcs résidant à l'étranger et notamment en Europe tient plutôt à la constitution et au maintien d'une opinion publique favorable au régime de R.T. Erdoğan. Ainsi, le président turc a pu compter sur le soutien de la communauté turque installée en France pour contester le vote du 29 janvier 2001, par le Parlement français, de la loi relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915. De même, pour conspuer la couverture du magazine *Le Point* en mai 2018, sur laquelle le président Erdoğan était qualifié de « dictateur ».

Quant au rôle politique que joue la diaspora turque dans les pays européens, il reste limité, excepté en Allemagne où de nombreux politiciens locaux et fédéraux sont d'origine turque – mais souvent opposés au régime d'Erdoğan. En Suède, il existe également des politiciens d'origine kurde ou assyro-chaldéens originaires de Turquie. Quant à l'implication des Turcs dans la vie politique de la Belgique ou des Pays-Bas, elle se limite à quelques mandats politiques locaux et municipaux.

En France, cette présence dans l'arène politique est encore plus marginale. Les supporters du régime de R.T. Erdoğan ont d'abord tenté de rejoindre les partis traditionnels français, avant de former un parti politique (le Parti égalité

⁵ Comme celle de Kim D. Butler, « Defining Diaspora, Refining a Discourse » *Diaspora*, vol. 10, n° 2, 2001, p. 189-219, janvier 2001, p. 189-219.

⁶ Samim Akgönül, « L'État turc et les Turcs européens : une tentative permanente d'encadrement paternaliste », in Paul Dumont, Jean-François Pérouse, Stéphane de Tapia, Samim Akgönül, *Migrations et mobilités internationales : la plate-forme turque*, Les Dossiers de l'IFEA, coll. « La Turquie aujourd'hui », n° 13, Istanbul, 2002, p. 78-101.

⁷ En France, le ministère de l'Éducation n'emploie que 7 enseignants en langue turque alors que 190 enseignants de langue et de culture d'origine, fonctionnaires de l'État turc, officient dans les écoles françaises. Le turc n'est pas reconnu en France comme une langue étrangère à part entière et il n'existe pas de CAPES de turc. Stéphane de Tapia, « L'enseignement du turc en France : école et collège entre deux projets nationaux », *Les Cahiers du GEPE*, n° 7, 2015, Presses universitaires de Strasbourg (www.cahiersdugepe.fr/index.php?id=2842).

⁸ Samim Akgönül, « "Perpetual first generation": Religiosity and Territoriality in Belonging Strategies of Turks of France », in Niels Valdemar Vinding, Egdunas Raciūnas, Jörn Thielmann (dir.), *Exploring the Multitude of Muslims in Europe*, Brill, Leyde, 2018, p. 67-88.

⁹ INED, 2016, *op. cit.*, p. 120.

et justice) en 2015 dont les succès électoraux ont néanmoins été faibles.

D'une manière générale, les populations originaires de Turquie semblent se désintéresser de la vie politique des pays dans lesquels elles résident. En France, l'enquête précitée de l'INED montre que près de 30 % des immigrants originaires de Turquie refusent de se positionner sur l'échiquier politique français, et que près de 50 % se déclarent ni de droite, ni de gauche, ni du centre. Étonnamment, on retrouve des taux similaires chez leurs descendants, nés et socialisés en France. Hormis sur les questions précises concernant directement la Turquie ou l'islam, il n'existe pas de « vote turc » en France.

L'influence politique des Turcs dans leur pays de résidence concerne en fait une seule dimension : la capacité ou la possibilité de faire fléchir les politiques nationales en faveur – ou, concernant les Kurdes, en défaveur – du régime en place en Turquie. Les réseaux officiels implantés sur le sol européen et dépendant plus ou moins directement du pouvoir turc sont tout particulièrement actifs : ainsi des réseaux consulaires ou de la DITIB, mais aussi de certaines organisations de la société civile comme le réseau *Millî Görüş* (Vision nationale, un mouvement de l'islam politique), du Conseil de la jeunesse pluriculturelle (COJEP) ou de l'*Union of European Turkish Democrats* (UETD).

● ● ●

Pour le moment, les Turcs d'Europe constituent davantage un objet politique que des sujets politiques à part entière. Les pays dans lesquels ils vivent tentent de les intégrer politiquement, non sans interrogations ni méfiance. Quant à la Turquie, elle les perçoit comme des sentinelles, des ambassadeurs de la Turquie et d'une turcité définie par le régime. Quoique encore limitée, leur influence politique est croissante. ■

Questions
internationales

Novembre-décembre 2018 N° 94

La synthèse AKP

De la « démocratie islamique » à « l'islamo-nationalisme »

Dorothee Schmid *

* Dorothee Schmid

est chercheur, responsable du programme « Turquie contemporaine et Moyen-Orient » de l'Institut français des relations internationales (IFRI).

L'AKP dirige la Turquie depuis plus de quinze ans et ses succès électoraux faiblissent à peine, démontrant la solidité de son ancrage social. Dernier avatar de la famille des partis islamistes turcs, sa réussite durable rachète l'accès tardif de cette mouvance à la représentation politique. Sa longévité aux affaires s'explique notamment par une organisation efficace, au service d'un programme de gouvernement apparaissant selon les domaines et les moments, opportunément conservateur ou moderniste, libéral ou rigoriste.

Le paradoxe permanent de l'AKP (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, Parti de la justice et du développement) s'épanouit dans l'écosystème politique particulier de la Turquie, où le clivage entre la gauche et la droite est depuis longtemps inopérant. Les qualités de l'AKP doivent ainsi surtout être comprises par contraste avec l'héritage kémaliste qui a façonné la République turque. Sa capacité à actualiser le traitement de la question religieuse est centrale : l'islam, mis à distance mais conservé par Atatürk comme facteur d'unité, est ainsi devenu force de mobilisation.

Si le président Recep Tayyip Erdoğan met en scène sa piété en toute occasion, son agenda ne se résume pas à la réislamisation de la Turquie ; l'AKP a profondément rénové le cadre institutionnel, libéré l'économie turque et permis l'expression des différences identitaires. Aujourd'hui fragilisé, R. T. Erdoğan renoue cependant avec le nationalisme pour freiner l'érosion de son électorat. La « synthèse turco-islamique »

fusionne ainsi, dans une idéologie hybride, les deux ressources principales du marché politique turc : islamisme et nationalisme.

Une nation structurée par le rapport au religieux

La place et les stratégies des partis islamistes turcs se situent dans une continuité historique où la période de la République kémaliste, si elle n'est pas une banale parenthèse, peut désormais être perçue comme un intervalle borné.

Islam turcique et politique ottomane

La République turque est l'héritière directe de l'Empire ottoman. À ce titre, son rapport à l'islam apparaît comme l'aboutissement d'une dialectique fonctionnelle entre religion et politique qui émerge explicitement dans les dernières décennies de l'Empire et dans le moment de transition du début du XX^e siècle.

Les tribus turciques présentes en Asie centrale se sont converties graduellement à l'islam à partir du X^e siècle, au gré des rapports et des conflits avec d'autres sociétés déjà musulmanes. La variété des types d'islam fréquentés (traditions arabe et persane), leur pénétration inégale et graduelle dans les systèmes de croyance antérieurs (animisme, chamanisme), expliquent certaines particularités de l'islam turc¹ : forte présence des syncrétismes – l'alévisme, qui concerne entre 10 % et 15 % de la population, en est une forme –, socialisation confrérique active, implication des communautés religieuses dans la vie politique – l'exemple classique en est le bektachisme² des janissaires, unité d'élite de l'armée ottomane qui fit et défit les sultans pendant des siècles.

Les Ottomans, qui ont parachevé au XV^e siècle leur domination de l'Anatolie, se sont heurtés à la résistance chrétienne dans leur progression vers l'Ouest. Si la mise en valeur de cette opposition historique entre l'islam et la chrétienté reste très appréciée des Turcs, avec notamment des commémorations de plus en plus spectaculaires de la chute de Constantinople, on sait aussi que la gestion ottomane des rapports avec les autres religions monothéistes n'a pas été univoque.

L'Empire, longtemps essentiellement européen, dominait de vastes populations non musulmanes, la conversion n'était pas imposée de force sur tous les territoires, les communautés religieuses des « gens du Livre » étaient organisées en *millet* dans une hiérarchie explicite entre croyants musulmans et infidèles juifs et chrétiens. Si les Ottomans avaient « importé » au XIV^e siècle à Istanbul le califat depuis Le Caire, l'institution resta pratiquement décorative jusqu'à la fin du XIX^e siècle. La puissance unificatrice de l'islam fut finalement

¹ Thierry Zarcone, *La Turquie moderne et l'islam*, Flammarion, Paris, 2004.

² Le bektachisme est un dogme mystique issu de la mouvance soufie de l'islam, pratiqué de nos jours principalement en Albanie.

utilisée par les derniers sultans pour tenter de raccommoder un empire qui se disloquait sous la poussée des nationalismes.

Mais le tournant identitaire islamique ne tint pas le choc face à la force mobilisatrice du nationalisme turc, imposé dès avant la Première Guerre mondiale par les Jeunes-Turcs du comité Union et Progrès dans un territoire de plus en plus étroit.

Traiter l'islam : un des défis centraux du système républicain

Le conflit mondial ayant achevé l'Empire, la création de la République et l'avènement du kémalisme semblent acter la marginalisation politique de l'islam en Turquie. Mustafa Kemal (1881-1938), qui cherche à imprimer dans la réalité la fiction nationale turque, assied sa quête d'unité sur une purification à la fois ethnique et religieuse. Après les massacres d'Arméniens, les échanges des populations entre la Grèce et la Turquie permettent d'homogénéiser presque totalement la société du point de vue religieux dès les années 1920.

La laïcité est donnée comme l'un des piliers du projet modernisateur de Mustafa Kemal. Mais il va en réalité nationaliser l'islam, mettant la religion sous la coupe de la République. Puisqu'il se méfie de l'institution du califat, et aussi de la puissance des confréries, Atatürk les dissout en quelques années. L'islam lui-même est en fait modernisé : les imams sont fonctionnarisés, l'appel à la prière est traduit en turc. La société perd au passage nombre de ses repères traditionnels, ce qui permet d'asseoir de façon plus absolue l'autorité de l'État³.

Laïcité ne signifie pas sécularisation. En réalité, la société turque ne se détache de la religion qu'en surface et les limites du système atatürkiste se manifestent avec le temps : les laïcs se confondent avec les élites économiques et administratives, le laïcisme appuie une société de classes, et le combat contre la visibilité de la religion aliène potentiellement la grande majorité des Turcs.

Dès les années 1950, l'islam réapparaît comme force de mobilisation sociale et politique en Turquie. Les partis de centre-gauche et de centre-droit se disputent l'électorat rural conservateur jusqu'aux années 1990, sous la surveillance d'une armée imprégnée de kémalisme, qui défend les intérêts de l'establishment laïc et règle par des coups d'État l'influence de l'islam dans les affaires publiques.

Le Premier ministre Adnan Menderes, qui cultive sa clientèle de petits paysans et laisse la radio officielle diffuser des lectures du Coran, finit pendu en 1960 par une junte militaire « progressiste ». Le coup d'État de 1980 fait en revanche repartir le balancier dans l'autre sens,



Le 21 mai 2018, le président Erdoğan a repris, au cours d'un congrès extraordinaire, la direction du Parti de la justice et du développement (AKP) qu'il avait cofondé en 2001. L'ampoule est l'emblème du parti dont les slogans sont « Allumez l'ampoule ! » ou « Que la Turquie s'éclaire ! ».

laminant les bases de la gauche turque, ouvrant à nouveau l'espace à l'expression de l'islam dans la société, et posant les bases des victoires électorales islamistes dans les années 1990.

L'AKP, champion islamiste

Des partis politiques islamistes structurés existent en Turquie depuis la fin des années 1960 et se sont progressivement insérés dans le fonctionnement des institutions. Seul l'AKP est cependant parvenu à dominer le paysage durablement, en adaptant pragmatiquement l'agenda de ses prédécesseurs.

La fortune longtemps contrariée de la mouvance islamiste en Turquie

Le premier parti islamiste de Turquie, le MNP (*Millî Nizam Partisi*, Parti de l'ordre national), est né en 1970 du mouvement *Millî Görüş* (Vision nationale), qui diffuse notamment la morale islamique au sein de la diaspora en Europe. Son fondateur, Necmettin Erbakan, sera le mentor de Tayyip Erdoğan. Le parti est toutefois interdit dès 1971.

Lui succède le MSP (*Millî Selamet Partisi*, Parti du salut national), qui devient un parti clé du système turc en fournissant un appoint de voix essentiel aux partis de centre-droit. Caractérisé par son chauvinisme teinté de religion, il s'enracine dans le paysage des années 1970 sur fond d'instabilité politique persistante.

Le MSP est interdit comme tous les partis politiques après le coup d'État de 1980, et N. Erbakan est en prison lorsque le *Refah partisi* (Parti de la prospérité) lui succède en 1983. Le *Refah* profite rapidement du climat plus favorable à l'expression publique de la religion instauré par le Premier ministre Turgut Özal, qui cherche lui aussi avec son ANAP (*Anavatan Partisi*, Parti de la mère patrie) des voix dans les milieux conservateurs. Le *Refah* engrange les succès électoraux au début des années 1990, ralliant, sur un programme à coloration islamique, les votes des laissés-pour-compte de la libéralisation écono-

mique özalienne. Recep Tayyip Erdoğan remporte la mairie d'Istanbul sous ses couleurs en 1994.

S'alliant avec le DYP (*Doğru Yol Partisi*, Parti de la juste voie) de Tansu Çiller, le *Refah* emporte la majorité absolue aux législatives de 1995 et Necmettin Erbakan devient Premier ministre. Il légifère pour autoriser le port du voile dans l'administration, finance le développement de médias islamistes et la construction de mosquées, critique l'Europe et cherche à se rapprocher des pays musulmans du Moyen-Orient. Ses décisions agacent les militaires qui le poussent à la démission en 1997. Le parti est dissous par la Cour constitutionnelle en janvier 1998.

Son remplaçant, le FP (*Fazilet Partisi*, Parti de la vertu), fondé en 1998, est également interdit en 2001, après avoir connu une scission. Traditionnalistes et modernistes s'affrontent en effet désormais et deux partis succèdent au *Fazilet* : le SP (*Saadet Partisi*, Parti de la félicité), qui cultive l'héritage sans évolution majeure, et que l'on retrouvera d'ailleurs en 2018 comme opposant à l'AKP ; et l'AKP, qui se démarque pour affronter les législatives de novembre 2002. Il remporte le scrutin haut la main, dans un contexte de grave crise économique, et se retrouve en position de gouverner seul. Le parti kémaliste historique, le CHP (*Cumhuriyet Halk Partisi*, Parti républicain du peuple), est pendant quelques années son unique opposant au Parlement.

Les « plus » de l'islamisme AKPiste

L'AKP n'a jamais dû composer depuis lors avec d'autres partis pour gouverner, extirpant la Turquie de plusieurs décennies de coalitions instables. Son programme hybride séduit une base sociologique plus large que les partis islamistes antérieurs, et l'intelligence tactique de son leader Erdoğan s'avère remarquable. Il a conservé de la matrice islamiste traditionnelle certains ancrages : répondant à une demande de moralisation de la vie politique, l'AKP se présente comme un parti « propre » (avec un jeu de mots sur *Ak*, « blanc » en turc) et épris de justice sociale. Son conservatisme religieux s'accommode d'une doctrine économique libérale.

Cette synthèse islamo-libérale va relancer l'ascenseur social : le pays connaît une croissance économique exceptionnelle pendant quinze ans, qui fait émerger une nouvelle classe moyenne. Soutenu par la classe des petits entrepreneurs anatoliens, R. T. Erdoğan leur ouvre les portes du pouvoir. La promotion de l'identité islamique permet paradoxalement de révéler la diversité sociale turque : l'AKP accepte, comme dans un retour du système ottoman, l'affirmation des identités ethniques et religieuses, octroie des droits culturels aux Kurdes et lâche même du lest dans le débat sur la reconnaissance du génocide arménien.

Cet AKP « première manière » prétend ne pas remettre en cause la règle laïque. Le débat est certes rapidement ouvert à propos de la place de l'islam dans la sphère publique : les épouses voilées des ministres gênent les militaires, et une

³ Étienne Copeaux, « La violence et ses masques – Notes préparatoires, 1 – Hannah Arendt et la perte du monde », rubrique « Sous l'Anatolie la Turquie », blog Susam-Sokak, 27 novembre 2017.

vraie bataille s'engage pour permettre le port de ce même voile à l'université, au nom de la liberté de religion et de la « liberté vestimentaire ». Nombre d'intellectuels de centre-gauche rallient le nouveau parti, séduits par l'ouverture sociale qui se dessine et l'intention affichée de lutter contre le pouvoir occulte de l'armée.

Un « modèle » de « démocratie musulmane »

L'efficacité de la gestion AKP se mesure d'abord en termes de développement économique et territorial – la Turquie dite « noire » du Centre et de l'Est accède aux normes des régions privilégiées de l'Ouest. La réussite diplomatique de cette nouvelle Turquie est aussi spectaculaire : le charismatique ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoğlu, théoricien d'une vision islamiste des relations internationales, parvient en quelques années à faire de son pays une puissance moyenne hyperactive sur la scène internationale.

La Turquie cultive sous son égide un *soft power* dont la religion est un élément de plus en plus explicite ; sa politique étrangère « néo-ottomane » ouvre des zones d'influence dans les anciennes possessions impériales, particulièrement au Moyen-Orient. C'est ainsi qu'au moment des printemps arabes (2011), la Turquie est proposée comme « modèle » de démocratie musulmane pour guider des transitions politiques fragiles, en Égypte ou en Tunisie.

Des démocrates de circonstance ? Vers la confiscation du pouvoir

Depuis sa création, l'AKP se présente comme le parti de « l'approfondissement démocratique ». La pratique du pouvoir par Tayyip Erdoğan semble pourtant désormais contredire cette représentation.

La question du « double agenda » islamiste

Des voix d'opposition ont très vite dénoncé l'existence d'un supposé agenda caché des AKPIstes. Le parti n'aurait dans un premier temps sacrifié à la laïcité et aux règles démocratiques et clamé son attachement au projet européen que pour tromper les progressistes et asseoir sa domination, avant de revenir aux fondementaux islamistes. Son vrai projet serait théocratique. On relève en effet assez tôt des ambivalences dans le discours de Tayyip Erdoğan, qui compare publiquement la démocratie à un tramway dont il faut savoir descendre une fois arrivé à destination, et clame son désir d'élever en Turquie des « générations pieuses ».

La violence de l'antagonisme entre religieux et laïcs est apparue au grand jour dès l'installation de l'AKP au pouvoir. En 2008, la

Cour constitutionnelle, saisie d'une demande d'interdiction du parti pour activités anti-laïques, s'est contentée, à une voix de majorité, de lui infliger une amende. Une fois éloignée cette menace existentielle, le parti a progressivement neutralisé tous les adversaires historiques des islamistes : d'abord l'armée, par des procès sanctionnant de pseudo-tentatives de coup d'État ; puis les partis d'opposition, plus particulièrement les partis pro-kurdes ; l'establishment kémaliste est distancé économiquement par la montée en puissance du capitalisme proche de l'AKP et la presse laïque déperit.

Conforté par des victoires électorales régulières, l'AKP assume une identité plus ouvertement conservatrice. Promotion par les responsables politiques de la prière, du jeûne du ramadan, de la ségrégation sociale des sexes ; augmentation des moyens de la puissante Présidence des affaires religieuses (*Diyanet*), construction de mosquées, développement du système éducatif religieux : les signes de réislamisation sont désormais scrutés à la fois par les opposants laïcs en Turquie même, et par les partenaires occidentaux du pays.

La politique extérieure de l'AKP, qui noue à partir de 2011 des alliances avec tous les partis politiques arabes issus de la sphère des Frères musulmans, entretient le malaise. Le débat fait rage sur la compatibilité des valeurs islamiques avec la candidature de la Turquie à l'Union européenne.

La dérive autocratique

La dérive autoritaire de Recep Tayyip Erdoğan, élu président pour la première fois au suffrage universel en 2014, est rapide. Un premier grand épisode de contestation se cristallise au printemps 2013 autour de l'affaire du parc Gezi – un espace vert menacé de destruction par un projet immobilier au cœur d'Istanbul. La mobilisation est matée par la force mais un grave scandale de corruption implique à la fin de la même année des ministres du gouvernement et jusqu'au propre fils du président. Recep Tayyip Erdoğan se brouille avec Fethullah Gülen, imam réfugié aux États-Unis, à la tête d'un vaste réseau international d'éducation, et qui lui avait fourni un grand nombre de cadres⁴.

La chasse à l'opposition prend une ampleur inédite à la suite d'une tentative de coup d'État dans la nuit du 15 au 16 juillet 2016. Face à une coalition hétéroclite de mutins mal coordonnés, le chef de l'État appelle ses partisans à descendre dans la rue pour « défendre la démocratie ». On relève 300 morts. Recep Tayyip Erdoğan qualifie le putsch de « cadeau de Dieu » et en profite pour mettre le pays, en état d'urgence, sous contrôle total.

Gülénistes, pro-Kurdes et libéraux sont visés par des purges gigantesques, qui aboutissent

à des dizaines de milliers de limogeages et à des détentions arbitraires en masse dans l'armée, les services de sécurité, la justice et l'éducation. Recep Tayyip Erdoğan fait voter dans la foulée une réforme constitutionnelle qui présidentialise le régime à l'extrême et fait de lui le maître absolu de la Turquie.

Le retour de la synthèse turco-islamique

Personnalisation systématique des enjeux, dégradation des libertés publiques et réislamisation sociale : le climat politique se ferme inexorablement. Les élections respectent de moins en moins les normes européennes, mais R. T. Erdoğan, qui compte sur un électoral fidèle d'au moins un tiers de la population, continue de les gagner. Pour consolider cette base, il fait alliance lors du scrutin présidentiel et législatif de juin 2018 avec l'extrême droite du MHP (*Milliyetçi Hareket Partisi*), le vieux Parti du



Des supporters de R. T. Erdoğan brandissent des drapeaux de la Turquie et de l'AKP lors d'une manifestation de soutien au régime, en juin 2018 à Istanbul, quelques jours avant les élections législatives et présidentielles.

mouvement nationaliste, proche du groupe ultranationaliste les Loups gris.

L'itinéraire pragmatique de l'AKP l'amène donc à renouer avec la « synthèse turco-islamique » (*Türk-Islam sentezi*), doctrine professée au début des années 1970 par certains nationalistes turcs pour contrer la gauche révolutionnaire. Cette synthèse, qui pose l'islam sunnite et la turcité aux fondements de la culture politique turque, et qui cultive la référence historique à l'Empire ottoman, inspirait déjà la junte militaire en 1980.

Cette doctrine familière permet à R. T. Erdoğan de rassurer la majorité de l'électorat turc, tout en excluant de larges minorités – les Kurdes, alévis, militants laïcs – de la négociation politique. Elle simplifie aussi le paysage du côté islamiste : alors que l'AKP a composé pendant des années avec la diversité sunnite elle-même – depuis les gülénistes jusqu'aux Frères musulmans, en passant par les soupçons de collusion avec Daech –, l'heure est maintenant à la reprise en main. ■

⁴ Voir encadré p. 39.

QUELLE AUTONOMIE POUR LES KURDES DANS LA SYRIE DE DEMAIN ?

Le Rojava entre compromis et utopie

BOURGADE poussiéreuse entre les villes syriennes de Kobané et de Rakka, Aïn Issa est la nouvelle capitale administrative de la Fédération démocratique de la Syrie du Nord, appelée aussi Rojava (1). M^{me} Ilham Ahmed nous accueille. Cette Kurde originaire d'Afrin préside l'exécutif du Conseil démocratique syrien (CDS), la branche politique des Forces démocratiques syriennes (FDS) qui contrôlent tout le nord-est du pays. D'emblée, elle détaille le projet d'autonomie que défend cette alliance kurdo-arabe : «*Nous exigeons que la Syrie de demain comprenne des zones autonomes. Nous voulons une nouvelle Constitution dans laquelle la décentralisation sera inscrite*», nous explique celle qui, en juillet 2018, a conduit une délégation du CDS à Damas pour les premiers pourparlers avec le régime de M. Bachar Al-Assad.

Une rencontre officielle avait déjà eu lieu à Tabka, où un barrage hydroélectrique sur l'Euphrate a grand besoin de réparations. Seul le pouvoir en place peut fournir les techniciens et les pièces de rechange pour les vannes défectueuses. Si une coopération technique entre le CDS et Damas est envisageable, une entente politique reste pour l'instant improbable. «*Nous nous sommes rendu compte, en écoutant les déclarations du régime, que les pourparlers étaient pour lui une question tactique. Il n'y a pas de sérieux efforts de sa part pour les faire avancer*», poursuit M^{me} Ahmed. Elle justifie ainsi l'absence à cette rencontre de l'opposition syrienne établie à Istanbul : «*Nous sommes la véritable opposition. La plupart des groupes armés sur le terrain sont des extrémistes et ils ont le soutien de la Turquie. Essayer de trouver un accord avec ces groupes radicaux et djihadistes équivaudrait pour nous à un suicide.*»

Les négociateurs du CDS sont allés à Damas sans poser de conditions préalables. M. Hikmet Habib, Arabe, de Kamechliyé, adjoint de M^{me} Ahmed et membre de la délégation, explique : «*Nous n'utilisons pas de grands slogans comme : "Nous voulons la chute de Bachar Al-Assad." Ce n'est pas le point-clé. Ce qui importe, c'est de modifier la Constitution et de changer la base du système politique de la Syrie. Il y a un énorme*

* Respectivement professeure d'anglais, membre de la coordination Solidarité Kurdistan, et journaliste. Tous deux ont coordonné avec Stephen Bouquin *La Commune du Rojava. L'alternative kurde à l'État-nation*, Critica-Syllepse, Bruxelles-Paris, 2017.

La Fédération démocratique de la Syrie du Nord a entamé des discussions, vite suspendues, avec le régime de Damas pour entériner son autonomie de fait. La fédération, qui a perdu la ville d'Afrin, reste sous la menace de l'armée turque et de l'Organisation de l'État islamique. Sur le plan intérieur, les tensions entre populations arabes et kurdes se dissipent, mais une méfiance réciproque perdure.

PAR NOS ENVOYÉS SPÉCIAUX
MIREILLE COURT ET CHRIS DEN HOND *



©NEWSHA TAVAKOLIAN - MAGNUM PHOTOS

NEWSHA TAVAKOLIAN. – Un panneau affiche la photographie de martyres tuées en combattant l'Organisation de l'État islamique : «*Avec vous nous continuons à vivre et la vie poursuit son cours*», Kamechliyé, Rojava, Syrie, juin 2015

déficit démocratique. Les décisions sont prises à Damas, et le système dépend de quelques familles qui gouvernent le pays.» De son côté, M. Al-Assad souffle le chaud et le froid. Il a juré à plusieurs reprises de regagner chaque parcelle de la Syrie, accusant, en décembre 2017, les Kurdes d'être des traîtres. Début mai 2018, il

affirmait néanmoins dans une déclaration télévisée que la porte restait ouverte pour un dialogue avec les FDS, tout en prenant soin de qualifier les institutions mises en place dans le nord et l'est de la Syrie de «*structures temporaires*». En cette fin d'année, les négociations entre Damas et le CDS sont gelées en attendant

que la situation se décante à Idlib, ville que le régime entend reprendre tôt ou tard aux djihadistes.

Après la reconquête de Kobané en 2015 par les Unités de protection du peuple (YPG) et les Unités de protection des femmes (YPJ), aidées par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), les Kurdes ont fait le choix de ne pas proclamer l'indépendance du Kurdistan, mais de mettre en place une fédération démocratique inspirée par le communalisme (2), sans remettre en cause le découpage des frontières. La méfiance au sein des communautés arabes, turkmènes et autres vis-à-vis des Kurdes était alors grande. Elles craignaient que ceux qui ont vaincu l'Organisation de l'État islamique (OEI) ne se vengent sur elles des mauvais traitements des autorités syriennes à l'égard des Kurdes. «*Les Kurdes ont beaucoup souffert de la politique d'assimilation menée par le régime baasiste, rappelle M. Habib. Dès que les FDS ont libéré des zones tenues par l'OEI, nous avons fait de grands efforts pour rétablir la confiance en créant des comités de réconciliation et des conseils représentant tout le monde. Aujourd'hui, on peut dire que 60 % des membres des FDS proviennent de tribus arabes.*» Selon les estimations les plus fréquentes, les FDS compteraient quarante mille combattants et combattantes.

Jusqu'en 2017, le Rojava était composé de trois cantons à majorité kurde : Afrin, Kobané et Cezire. Après la conquête de Rakka, en octobre 2017, et la perte d'Afrin, en mars 2018, la fédération autonome abrite moins de Kurdes et davantage d'Arabes. D'où l'importance d'une alliance solide entre ces deux peuples. L'ambiance étrange de Kamechliyé, la capitale du canton de Cezire, illustre la complexité de la situation, avec des quartiers entiers qui restent sous le contrôle du régime. La population chrétienne syriaque est divisée entre soutien à Damas et adhésion au projet de gouvernement autonome. M^{me} Elizabeth Gawryie, membre du gouvernement autonome pour la communauté chrétienne syriaque et de la délégation de négociation, nous accueille dans un local associatif. Elle évoque la question du partage des ressources, et notamment du pétrole, dont les principaux puits sont sous le contrôle du gouvernement autonome. «*La Syrie est un pays riche. La répartition des revenus devra être abordée lors des prochaines négociations. Nous avons proposé à Damas de créer des comités bilatéraux pour les services publics, la santé et l'économie.*»

L'occupation d'Afrin par la Turquie, un traumatisme

Le gouvernement autonome doit aussi composer avec les difficultés qu'il rencontre en matière d'éducation. L'une de ses priorités a été la mise en place d'un programme scolaire en trois langues, arabe, kurde et syriaque, avec de nouveaux contenus pédagogiques pour les matières non scientifiques. «*Nous n'avons pas de problèmes avec le programme scolaire du*

régime dans les matières scientifiques, explique M. Musim Nebo, enseignant. Ce sont des programmes universels. Nous avons en revanche beaucoup de problèmes avec des matières comme l'histoire, la sociologie ou la géographie. Les communautés non arabes en sont absentes.»

Fin août 2018, quelques dizaines de Syriens ont manifesté à Kamechliyé pour dénoncer l'introduction du nouveau programme scolaire en scandant des slogans à la gloire de M. Al-Assad. Ils avaient deux griefs : ils reprochaient au gouvernement autonome d'avoir fermé les classes en syriaque dans l'enseignement public, et ils déploraient que les diplômés délivrés par les écoles du gouvernement autonome ne soient reconnus ni par Damas ni par l'étranger. Pour se défendre, les autorités font valoir que la plupart des enfants syriaques sont scolarisés dans le privé, ce qui explique la fermeture des classes dans le secteur public. Certaines écoles privées, aux mains de l'Église, ont été temporairement fermées pour avoir refusé d'appliquer le nouveau programme scolaire. Finalement, un accord a été trouvé : ce programme n'est introduit que pour les deux premières années du primaire. Pour les autres classes des écoles privées, le programme de Damas est maintenu, ce qui garantit une reconnaissance du diplôme.

À Kobané, nous assistons à la réunion d'une commune, une assemblée où les habitants d'un quartier règlent les problèmes quotidiens les plus urgents. Une habitante, M^{me} Hevi Zora, dénonce l'hypocrisie de certains, qui n'hésitent pas à envoyer leurs enfants dans des écoles situées hors du Rojava : «*Pourquoi quelques riches, et même des membres du gouvernement autonome, inscrivent-ils leurs enfants dans les écoles arabes de Lattaquié, Alep ou Damas, tandis que les autres étudient ici en kurde ?*» Une semaine plus tard, un décret sanctionnera tout fonctionnaire du gouvernement autonome qui envoie ses enfants dans les écoles du régime.

L'entente entre communautés semble néanmoins s'améliorer, et les nouvelles institutions fonctionnent. À Kamechliyé, le coprésident du conseil législatif, M. Hakem Khalo, explique : «*Ici, dans le canton de Cezire, l'État ne redistribuait rien. Son système centralisé n'a jamais pris en compte les autres communautés ethniques ou religieuses. Aujourd'hui, le régime syrien pense qu'il peut revenir à la situation d'avant la révolution de 2011, mais beaucoup d'Arabes participent maintenant au système du gouvernement autonome. Ils siègent dans les conseils civils à Rakka, à Tabka, à Manbidj, à Deir Ez-Zor. Ils se rendent compte qu'ils peuvent s'occuper de leur communauté bien mieux qu'avant.*»

À Tell Abyad, petite ville proche de la frontière turque, la tension est palpable. L'OEI, chassée par les FDS en 2015 après d'âpres combats, y avait une base sociale. L'ingérence de la Turquie et de ses alliés est permanente. À cela s'ajoute le poids d'un passé douloureux, car la ville fait partie d'une région où le régime baasiste avait installé des populations arabes dans les années 1960 et dépossédé des Kurdes de leurs terres. Ces derniers veillent à ne pas se montrer revanchards, comme l'explique M. Reshad Kurdo,

dont la famille a été spoliée : «*Quand les FDS ont libéré Tell Abyad de l'OEI, nous n'avons chassé personne. Nous n'avons pas récupéré nos terres prises par les Arabes il y a cinquante ans. Nous attendons une solution politique.*»

Interrogé, un garagiste kurde reste sceptique : «*Même si nous bâtissions un paradis, les Arabes ne nous feraient pas confiance. Ils pensent que les Kurdes veulent les dominer. Et nous, nous craignons que la Turquie ne fasse ici la même chose qu'à Afrin.*»

Afrin... Chaque fois que nous prononçons ce nom, nos interlocuteurs ont les larmes aux yeux. L'occupation par la Turquie de ce canton à majorité kurde est vécue comme un traumatisme. En janvier 2018, après des tractations, la Russie a autorisé la Turquie à l'envahir. La coalition menée par les États-Unis a fermé les yeux, et les mêmes forces kurdes qui avaient chassé l'OEI de Kobané et de Rakka, et sauvé les Yézidides de l'OEI à Sinjar, s'y sont fait massacrer dans l'indifférence de la « communauté internationale ».

Un imbroglio d'alliances contradictoires

Impossible de s'y rendre. Nous nous arrêtons à la ville la plus à l'ouest de la fédération autonome : Manbidj. Protégée par la coalition et défendue par le conseil militaire local, cette ville est un exemple de cohabitation entre communautés. Plusieurs personnes témoignent des violences infligées aux Kurdes après la chute d'Afrin. Dans un rapport publié en juin 2018, Human Rights Watch dénonce le fait que «*des groupes armés de l'Armée syrienne libre, soutenue par la Turquie, ont pillé, détruit ou volé des biens de civils kurdes dans le canton d'Afrin. Ils ont installé des combattants et leurs familles dans les maisons sans offrir de compensation aux propriétaires* (3) ». Depuis, l'organisation attend toujours une autorisation de la Turquie pour continuer son enquête sur place.

La Syrie est aujourd'hui un imbroglio d'alliances contradictoires. Les Kurdes d'Afrin, à l'ouest de l'Euphrate, étaient protégés par la Russie, qui les a lâchés. Les Kurdes à l'est de l'Euphrate et à Manbidj sont aujourd'hui protégés par la coalition menée par les États-Unis et la France. Mais jusqu'à quand ? Sur place, les populations jugent de toute façon indispensable une protection aérienne internationale, sans laquelle l'armée turque ou l'armée syrienne n'auront aucune peine à écraser la fragile Fédération démocratique. Mais à quel prix ? Pour avoir une réponse, il nous faut aller à la rencontre du PKK, bête noire de la Turquie et, selon certains observateurs, « maître du jeu kurde en Syrie ».

Nous passons le Tigre, la frontière entre la Syrie et l'Irak, sur un petit bateau, et traversons le nord de l'Irak jusqu'à Kandil, une chaîne de montagnes qui abrite les troupes du PKK. Nous y rencontrons M. Riza Altun. C'est la première fois qu'un haut responsable du PKK parle à des journalistes depuis l'assassinat ciblé, en

août 2018, de Mam Zeki, un commandant yézidi du PKK, par un missile turc. Pendant tout l'entretien, un drone invisible vrombit au-dessus de nos têtes. Sous le feuillage des arbres, M. Altun reste imperturbable. «Aujourd'hui, il y a des contradictions partout. À l'origine, les Américains n'avaient pas l'intention stratégique de soutenir les FDS. Les Kurdes savent très bien

que les États-Unis sont un État impérialiste; mais nous sommes obligés de maintenir cette relation paradoxale, car notre survie est en jeu.» Et d'ajouter que la récente mise à prix de la tête des dirigeants du PKK par Washington montre bien la fragilité de cette alliance. Les jeux de pouvoir et les affrontements entre grandes puissances battent leur plein sur le territoire syrien...

(1) Lire «Une utopie au cœur du chaos syrien», *Le Monde diplomatique*, septembre 2017.

(2) À propos de l'inspirateur du communalisme kurde, lire Benjamin Fernandez, «Murray Bookchin, écologie ou barbarie», *Le Monde diplomatique*, juillet 2016.

(3) «Syria : Turkey-backed groups seizing property», Human Rights Watch, 14 juin 2018, www.hrw.org

Le Monde DIMANCHE 30 - LUNDI 31 DÉCEMBRE 2018

En Syrie, les Kurdes se tournent vers Damas

Turquie et Russie se préparent au retrait annoncé des forces américaines du nord du pays

Le retrait planifié des forces américaines du nord-est de la Syrie commence à produire ses premiers effets dans la ville de Manbij, proche la frontière avec la Turquie. Vendredi 28 décembre, les Unités de protection du peuple, la force kurde partenaire de la coalition internationale contre l'Etat islamique emmenée par Washington, ont appelé les forces du régime syrien à «se déployer dans les régions d'où nos troupes se sont retirées, particulièrement à Manbij, et à protéger ces régions contre l'invasion turque».

Les zones du nord-est de la Syrie que les unités à dominante kurde regroupées au sein des Forces démocratiques syriennes (FDS) contrôlent sont en effet menacées par une offensive d'Ankara qui pourrait survenir une fois le retrait des Etats-Unis effectif. Chasser ces forces de Manbij est par ailleurs une priorité formulée de longue date par le président turc, Recep Tayyip Erdogan.

Peu après l'appel des forces kurdes, le porte-parole de l'armée syrienne a annoncé à la télévision que le drapeau syrien avait été hissé à Manbij, laissant entendre que les forces du régime de Damas étaient entrées dans la ville. Il n'en est cependant rien sur le terrain: les forces gouvernementales ne sont pas entrées dans la cité, où des militaires américains sont toujours présents et où leurs blindés ont patrouillé dans l'après-midi.

«La coalition n'a constaté aucun changement venant confirmer ses allégations. Nous appelons toutes les parties à respecter l'intégrité de Manbij et de ses citoyens», a affirmé la coalition dirigée par les Etats-Unis dans un court communiqué.

À l'ouest de Manbij, les forces du régime se sont toutefois renforcées au cours des derniers jours dans des localités rurales dont elles partagent le contrôle avec les Forces démocratiques syriennes (FDS) depuis deux ans. Et un début d'accord serait en négociation afin d'organiser le retour progressif du gouvernement syrien dans des zones contrôlées par les forces à dominante kurde. D'après des témoignages relevés par *Le Monde*, une délégation du régime serait entrée dans la ville de Manbij pour parlementer avec les autorités locales et des responsables des FDS confirment au *Monde* qu'ils sont prêts à se coopérer avec Damas au nom de la «défense du pays».

«Déclarations va-t-en guerre»

«Les forces gouvernementales avancent en coordination avec les Unités de protection du peuple pour couper la route aux forces d'occupation turque, affirme Ibrahim Issa, une personnalité tribale arabe associée aux Kurdes au sein des FDS. L'armée turque se mobilise dans un contexte de déclarations va-t-en guerre et de menaces proférées par des dirigeants turcs à notre égard. Nous les prenons au sérieux. Le régime turc nous a déjà attaqués par le passé à Afrin. Et nous nous défendrons. Seuls ou en coopération avec les forces gouvernementales.»

En mars, l'armée turque et ses supplétifs syriens avaient pris le contrôle de la ville d'Afrin, dans l'enclave kurde du même nom, dans le nord-ouest de la Syrie, au terme de cinquante-huit jours de combats qui ont provoqué la fuite de 250 000 personnes.

De son côté, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a qualifié



Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a qualifié les déclarations du régime syrien d'«opération psychologique»

les déclarations du régime syrien d'«opération psychologique». Dans un communiqué, le ministère de la défense turc a par ailleurs affirmé que les forces à dominante kurdes qui contrôlent toujours Manbij n'avaient «pas le droit ou le pouvoir de parler au nom de la population locale ou d'inviter une quelconque partie».

«Les Unités de protection du peuple kurde et le gouvernement syrien veulent défendre Manbij et les frontières de l'Etat syrien contre une invasion turque», rétorque une responsable kurde de Syrie. «Les militaires des deux côtés [FDS et régime] sont chargés des questions techniques et l'Etat syrien est membre légal des Nations unies. Nous ne sommes pas contre la protection de Manbij et des frontières de la Syrie par l'armée gouvernementale. L'autonomie des régions dans le monde n'est pas contraire

au principe de protection de frontière d'Etat par l'armée du pays», veut-elle croire.

«Apporter de la clarté»

Il n'est pas sûr que Damas se contente sur le long terme de «questions techniques» alors que le retrait américain pourrait consacrer son retour dans le nord du pays en position de force. Et fort, notamment, du soutien de son allié russe.

Moscou a d'ailleurs jugé «positive» l'annonce de l'entrée de l'avancée des forces syriennes, estimant que cela allait «dans le sens d'une stabilisation de la situation». La question devait être discutée samedi 29 décembre lors d'une visite à Moscou des ministres turcs des affaires étrangères et de la défense, qui doit «apporter de la clarté», selon le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov.

«Les Kurdes ont lancé un appel auquel le régime s'est fait une joie de répondre en investissant les zones de contact entre les FDS d'une part, et les Turcs d'autre part. Les Russes sont dans la boucle et font l'intermédiaire entre les Kurdes et le régime», estime une source proche du dossier, qui ajoute: «Les Kurdes ne sont pas dupes. Il est clair que les négociations les plus dures avec Damas sont à venir.» ■

ALLAN KAVAL ET MADJID ZERROUKY